

De la Réforme du Contrôle de la Garantie des Matières d'Or et d'Argent

*Un impôt trop élevé tarit la matière
imposable et cesse d'être productif.
(Edgard ALLIX)*

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Juin, à 14 heures

PAR

Marcel VIGO

Avocat stagiaire à la Cour de Paris

Président M. le Doyen ALLIX, *Professeur.*

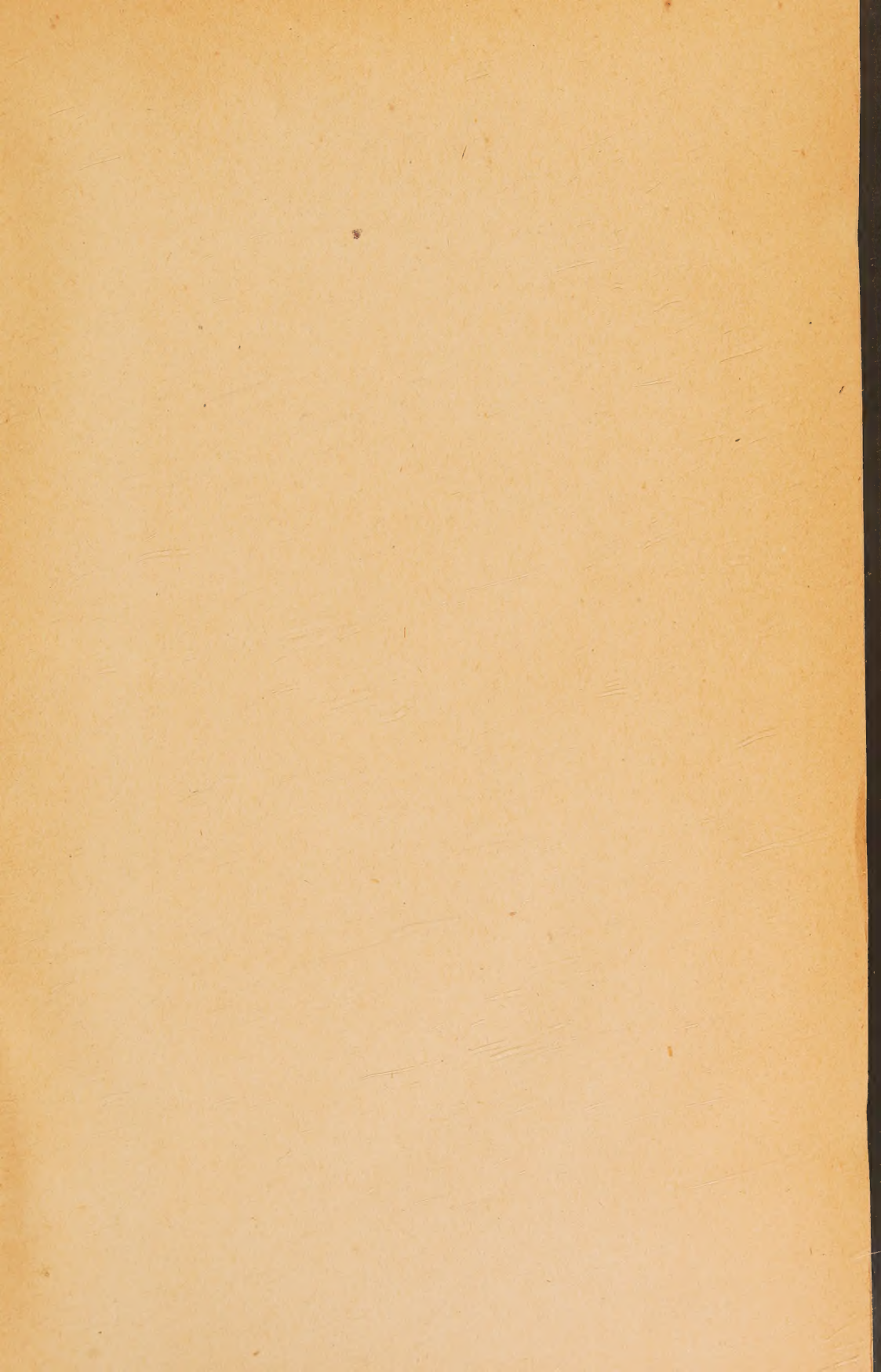
<i>Suffragants</i>	{	MM. NOGARO LAFERRIÈRE	{	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1936





Digitized by the Internet Archive
in 2026

**De la Réforme
du Contrôle de la Garantie
des Matières d'Or et d'Argent**

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

De la Réforme du Contrôle de la Garantie des Matières d'Or et d'Argent

*Un impôt trop élevé tarit la matière
imposable et cesse d'être productif.*
(Edgard ALLIX)

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 8 Juin, à 14 heures

PAR

Marcel VIGO

Avocat stagiaire à la Cour de Paris

Président M. le Doyen ALLIX, *Professeur.*

<i>Suffragants</i>	{	MM. NOGARO LAFERRIÈRE	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	--------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1936



Introduction

Les affaires, privées ou publiques, continuent à accélérer leur ronde aveugle autour de la vieille idole symbolique, le Dieu délétaire : l'Or.

VICTOR MARGUERITTE.

Depuis les temps les plus reculés, le luxe fait l'objet de vives discussions entre les hommes politiques et les philosophes. Les uns ont pris parti contre le luxe en termes véhéments, dont les échos nous ont été rapportés par l'Histoire... Les autres ont pris la défense du luxe, moins, il faut l'avouer, pour des considérations philosophiques que pour des considérations économiques.

Auxquels notre monde troublé doit-il attacher le plus grand crédit à l'heure actuelle? Nous ne prétendons pas faire œuvre de romancier, mais œuvre juridique; c'est pourquoi nous laisserons aux tendances de chacun le soin de conclure dans ce débat plusieurs fois séculaire! Il est un fait, néanmoins, sur lequel il est nécessaire d'insister. L'or a pris, dans l'économie mondiale, une place prépondérante, et la seule lecture des journaux d'information évoque bien souvent soit des conflits entre économistes relatifs aux problèmes soulevés par l'afflux de l'or dans un pays, soit des transactions entre Etats sur les métaux précieux, soit l'abandon de l'étalon or par un pays, soit des difficultés survenues entre un chef d'Etat et une Cour suprême au sujet de l'application de la clause or, etc. L'or semble régner en maître!

Mais il s'agit ici de l'or à caractère *monétaire*, de l'or « attribut de la puissance publique », comme les bijoux

et les trésors en sont les signes caractéristiques chez les peuples primitifs. En notre ^{xx}^e siècle, où l'Etat n'est plus représenté (dans les pays civilisés du moins) par un seul monarque détenteur de la richesse publique, le principe a été conservé, mais l'objet s'est transformé.

Au lieu de bijoux finement ouvrés, les démocraties modernes accumulent des lingots d'or qui circulent fréquemment entre les banques nationales des différents pays... Cet or jeté en masse sur le marché des changes sert, soit à gager les monnaies, soit aux règlements internationaux, soit à rétablir l'équilibre de la balance des paiements, etc. On a vu jadis des rois de France, tels que Louis XIV, envoyer au creuset tous les bijoux de la couronne, toute son orfèvrerie, convertir le tout en numéraire pour pouvoir faire face aux nécessités financières d'une période critique. De nos jours, les gouvernements ont préféré éviter ces soucis ; l'or qu'ils attirent à eux présente un aspect tel qu'il est prêt à être transformé en monnaie ou à en tenir lieu.

Si le luxe des Etats consiste maintenant à réunir quantité de lingots dans les caves du principal institut d'émission du pays, les particuliers, également, et avec sans doute plus d'avidité que les Etats eux-mêmes, essaient parfois d'amasser de l'or... Très rares, toutefois, sont ceux qui achètent directement des lingots, sauf peut-être dans les périodes de perturbations financières. D'une manière générale, les individus qui veulent de l'or, l'acquièrent sous la forme de bijoux. D'ailleurs, ce sont les bijoux à usage privé, les objets dits « de luxe », qui ont fait s'élever les imprécations antiques, plus que les somptueux trésors des Etats.

Héritière, en cela, plus de l'Asie que de Rome, la France fut pendant de longs siècles la terre de prédilection du bijou. Jusqu'à ces dernières années, les vitrines de joailliers de la rue de la Paix et celles, plus rares, de la place Vendôme, à Paris, attiraient les regards des « connaisseurs » du monde entier. Lorsqu'un ouvrier bijoutier ou un artisan pouvait prouver qu'il avait travaillé pour une maison de

ce grand centre, les professionnels le considéraient comme un maître de l'art... La Bijouterie, la Joaillerie et l'Orfèvrerie françaises primaient encore partout.

Les crises, surtout les crises monétaires, sont parfois profitables aux bijoutiers... Mais la crise économique actuelle leur est particulièrement néfaste. Crise générale de surproduction dit-on ? Crise, en tous cas, qui se traduit surtout par une raréfaction du numéraire dans tous les pays du monde. Crise qui atteint particulièrement la Bijouterie et les professions connexes, car le public, manquant du nécessaire, est trop souvent peu disposé à posséder du superflu... et l'or, « Dieu délétère » dont parle un romancier contemporain, en termes sévères, est désormais une divinité bien pâle !

Il ne faut d'ailleurs pas voir dans la crise économique actuelle le seul facteur des difficultés que traversent en ce moment les industries de luxe. Sous le prétexte, précisément, que les acheteurs de bijoux et de pièces d'orfèvrerie ne se privent que du superflu, les différents gouvernements qui se sont succédé en France depuis le x^ve siècle, ont estimé que l'on pouvait les grever de lourds impôts indirects sans inconvénients appréciables. Souvent, les augmentations des tarifs des droits furent disproportionnés avec la valeur même des objets imposés et celle de leur métal constitutif. Les besoins de l'Etat augmentent..., il faut, prétend-on, prendre l'argent là où il est..., un impôt sur l'or sera toujours bien accueilli par la masse, parce qu'il ne l'atteint pas !

Assujetties à tous les impôts qui frappent normalement le commerce et l'industrie, assujetties encore jusqu'à 1934 à la *taxe de luxe*, la Bijouterie, la Joaillerie, l'Orfèvrerie et même, dans une certaine mesure, l'Horlogerie, sont redevables à l'Etat d'une contribution spéciale que l'on appelle *les droits de garantie de matières d'or et d'argent*.

Nous avons employé à dessein le mot « contribution », car il serait inexact de se servir, sans les justifier, de l'une ou l'autre des dénominations : taxe ou impôt. Ces droits

de garantie, en effet, après avoir été une « taxe », c'est-à-dire, pour employer une définition précise, une redevance perçue par l'Administration comme contre-partie d'une prestation ou d'une dépense faite par elle lorsqu'il s'agissait de simples droits d'essai, sont devenus, insensiblement, avec les droits de marque d'or de l'Ancien Régime, un « impôt » dans toute l'acception du terme, c'est-à-dire un droit exigé par l'Etat, droit qui n'est plus la contre-partie d'une prestation ou d'une dépense effectuée par l'Administration dans l'intérêt de l'individu.

Or, le principe sur lequel reposent dès leur origine les droits de garantie est à peu près indiscutable et découle de la nécessité suivante : on s'est rendu compte, dès la plus haute antiquité, pour des raisons assez complexes, car elles touchent au domaine de la physique et de la chimie, qu'il était pratiquement impossible de faire des ouvrages susceptibles d'un usage courant avec des métaux précieux, si on ne les alliait pas avec une certaine quantité de vile matière. La cupidité des uns et l'esprit de lucre exagéré des autres ont fait naître rapidement de cet état de choses des fraudes très variées, susceptibles d'induire en erreur les plus habiles appréciateurs. Mais, tout mal appelant son remède, on s'est appliqué constamment à découvrir les fraudes et à les combattre.

Différents procédés *d'essai* ont été inventés au cours des siècles, permettant de découvrir les fraudes.

Enfin, plus tard, l'institution du *Contrôle de la garantie des titres* engagera les orfèvres ou les autres délinquants possibles à la plus grande prudence, constituant à la fois un remède et un organisme préventif.

Puisque nous avons placé l'étude de cette institution sous le signe des réformes à y apporter, nous nous devons au préalable de remonter à son origine historique et de rechercher son fondement juridique. Une réforme ne peut être envisagée utilement qu'en pleine connaissance de cause.

Les erreurs nécessaires d'un long passé doivent renseigner les législateurs modernes ! Dans les expériences de

l'Histoire, nous trouvons tous les éléments des constructions futures... Pour prendre un exemple, nous avons été heureux et surpris de voir que l'on avait émis, dès l'époque révolutionnaire, l'idée sur laquelle nous aurons à insister du rattachement des droits de garantie à la valeur constitutive des métaux dont les monnaies sont composées.

La période de l'Antiquité fournit des arguments à ceux qui, de nos jours, prônent encore le régime de la liberté des titres des matières d'or et d'argent et qui, par conséquent, sont adversaires de l'institution du Contrôle de la garantie. La période révolutionnaire, au contraire, semble desservir en ce domaine les tenants de la liberté, pourtant triomphante alors.

L'étude d'un régime strictement corporatif, que nous rencontrons à une époque s'étendant (pour l'Orfèvrerie) de saint Eloi à Philippe le Bel, est une expérience française de contrôle dans le cadre exclusif de la corporation. Nous aurons, en quelques phrases, à en montrer l'insuffisance.

La période comprise entre le règne de Philippe le Bel et la Révolution est également pleine d'enseignements. Le contrôle de la garantie, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, est né, s'est développé à cette époque, sous l'influence d'abord des nécessités de police de l'Orfèvrerie et, sans doute aussi, mais dans une mesure assez faible, des doctrines économiques du moment.

Nous verrons d'ailleurs que l'intervention du pouvoir central ne fut pas entièrement désintéressée et que les rois trouvèrent dans le « Contrôle de la garantie » une source nouvelle de revenus qui, accroissant l'intérêt des fraudes, augmentera le nombre des fraudeurs.

La Révolution, au cours de son œuvre destructive, semble avoir voulu laisser subsister le Contrôle de la garantie. Elle n'y parvint cependant pas en fait, car elle avait détruit l'organisme « contrôleur » — la Corporation des orfèvres — et amoindri l'intérêt de l'Etat dans ce domaine en supprimant les impôts indirects.

Un intérêt financier poussa le Directoire à rebâtir... les impôts sur les ouvrages d'or et d'argent, sur le luxe, ne

sauraient, nous l'avons vu, être impopulaires aux yeux de la masse dont l'importance politique grandissait, et beaucoup d'orfèvres, de leur côté, préféreraient payer un impôt minime plutôt que d'être privés du Contrôle de la garantie des titres.

La loi du 19 brumaire an V vint donc les satisfaire, tout en apportant par la même occasion un léger secours aux caisses de l'Etat. Cette loi est longue de détails minutieux et nous ne pourrions les examiner tous.

Nous voulons ici rester dans le cadre des principes, n'abordant le détail que dans quelques cas essentiels concernant très exactement, mais uniquement le « Contrôle de la garantie » et les droits appliqués par les gouvernements sur les ouvrages en métaux précieux à l'occasion du Contrôle de la garantie.

Seuls des hommes de l'art, des bijoutiers, des orfèvres, des joailliers, des horlogers ou des contrôleurs de la Garantie pourraient se permettre d'aborder des points particuliers touchant à leurs professions. La Cour de cassation, elle-même, source officielle de l'interprétation du droit se tient dans cette sage réserve, et elle décide, dans un arrêt du 22 juillet 1808 :

« En matière de garantie, les tribunaux doivent, quand il s'élève des contestations sous le rapport du titre ou sous celui de l'art, renvoyer à l'Administration des monnaies et suspendre leur jugement jusqu'à ce que cette Administration se soit prononcée ».

Cette voie tracée aux « juristes » depuis si longtemps est celle dans laquelle nous prétendons nous engager. Il n'entre pas dans nos attributions, croyons-nous, d'aborder — si ce n'est pour signaler quelques particularités intéressantes — des questions aussi spéciales que celle des ventes publiques..., celle des marchands ambulants dont la loi de brumaire traite dans ses articles 92 à 94...¹, celle des pierres précieuses et des joailliers, car nous ne voulons

1. Articles 552, 553 et 554 du décret de codification des Contributions indirectes, du 26 décembre 1934.

traiter que des métaux précieux..., celle du délit d'enture, du poinçon de remarque ou de la marque au poids, etc.

Pourquoi, d'autre part, vouloir donner à nouveau des listes de poinçons, puisqu'il en existe des dictionnaires complets, entre autres ceux de M. Beucque ou de M. Carré ? Pourquoi nous étendre sur les « plaqué », « doublé », « métal argenté », « platiné », etc., qui ne constituent pas des métaux précieux ?

Ainsi, de nombreuses questions dépassant le cadre strict des principes seront simplement effleurées quand le hasard d'un développement nous amènera à les rencontrer.

On nous reprochera peut-être de ne pas avoir abordé le domaine si important en l'espèce de l'exportation et de l'importation¹, étant donné le prestige mondial de l'Orfèvrerie française — questions qui n'avaient pas été abordées par la loi du 19 brumaire an VI, mais qui, traitées par des lois du XIX^e siècle, se trouvent incorporées dans le Code des Contributions indirectes (décret du 26 décembre 1934, articles 555 à 569). Mais nous avons estimé que l'importation et l'exportation avaient plutôt, en notre matière, un caractère accessoire..., que l'exportation, en particulier, était une fin et non pas un moyen.

L'Orfèvrerie française n'a pas une valeur propre parce qu'elle s'exporte dans tous les pays du monde, mais c'est bien au contraire parce que son « degré de bonté » est unanimement apprécié, parce que son fini se conjugue avec l'harmonie de ses lignes, qu'elle s'exporte jusque dans les contrées les plus lointaines.

Or, c'est précisément en raison du régime intérieur de la Garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent que le titre de l'Orfèvrerie et des bijoux français est soutenu et que, par conséquent les étrangers acquièrent — ou acquerraient — les œuvres de nos maîtres-orfèvres. Il faut ajouter, bien entendu, à l'influence moralisatrice de cette institution, les traditions séculaires des horlogers, bijoutiers, orfèvres,

1. Au point de vue strict du « Contrôle de la garantie », le régime de l'importation a plus d'importance que celui de l'exportation.

joailliers français qui ont veillé au cours de l'Histoire et jusqu'à nos jours à faire triompher la « qualité », par exemple en réclamant le rétablissement du Contrôle lorsqu'il fut supprimé.

Il importe donc d'examiner avec soin le régime intérieur de notre industrie des métaux précieux sans nous soucier des prescriptions administratives en vue de favoriser l'exportation, des abaissements ou remboursements de droits en faveur des exportateurs, lesquels n'auraient aucune raison d'exister si les étrangers ne recherchaient pas les bijoux français, précisément parce que leur titre en est certain !

Cette étude du régime actuel de la Garantie du titre étant effectuée, nous essaierons de dégager sa vraie nature juridique de façon à pouvoir nous rendre compte des déviations possibles du principe même de l'institution.

Puis, essayant de nous placer dans les circonstances actuelles nous montrerons la nécessité qu'il y a d'adapter une organisation vieille de 140 ans aux besoins nouveaux de l'Industrie des métaux précieux.

Depuis brumaire an VI, la valeur de l'or a prodigieusement augmenté... celle de l'argent a constamment varié... un nouveau métal, précieux, le platine, est travaillé couramment par la bijouterie et la joaillerie, réglementé par la loi du 8 avril 1910... l'or lui-même par les progrès de la chimie, subit aujourd'hui des transformations susceptibles d'une nouvelle réglementation... de nouveaux métaux ou alliages apparaissent, qui concurrencent l'or, l'argent et le platine... les progrès de la science appellent les réformes de la législation.

Les vœux émis par les Chambres syndicales d'horlogers, de bijoutiers, d'orfèvres ou de joailliers de France, les décisions des Congrès nationaux de gens de l'art indiquent à quel point ces réformes étaient souhaitées par tous.

L'action des réformateurs faillit être couronnée de succès puisque le Sénat adopta dans sa séance du 25 février 1904, un projet de loi concernant la réforme de la législation sur la Garantie. Ce projet eut été la nouvelle charte de l'Orfè-

vrerie, de la Bijouterie et de la Joaillerie si le dernier rouage de notre machine législative avait fonctionné. Primitivement voté par la Chambre des Députés, comme toute loi à caractère financier, il avait subi quelques modifications au Sénat et devait revenir en discussion devant la Chambre basse : cette ultime « navette », pour respecter le langage parlementaire, n'a jamais eu lieu.

Une série de modifications avaient été apportées néanmoins au cours du XIX^e siècle, à la loi du 19 brumaire an VI... elles ont été codifiées, comme nous l'avons laissé entrevoir, par le décret du 26 décembre 1934 qui réalise sur ce point une œuvre d'une utilité incontestable.

Mais le principe qui guide l'institution reste le même et doit d'ailleurs être conservé dans son ensemble, l'étude de tout le passé du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent nous l'enseigne. Toutefois, une réforme capitale doit être réalisée si l'on ne veut pas que l'abus de la fiscalité détruise l'effet bienfaisant de l'institution elle-même : il faut aménager les droits de Garantie.

Nous nous attacherons à montrer quelques systèmes proposés pour remédier à la situation créée spécialement par l'élévation du taux des droits sur le platine et sur l'argent, corrélative à l'abaissement de la valeur marchande de ces deux métaux.

Quelques réformes de détails seront également examinées mais toujours dans la ligne que nous nous sommes fixée, c'est-à-dire, à titre d'exemples.

Enfin, si paradoxal que cela puisse paraître, étant donné le cadre d'ordre intérieur de cette étude, nous traiterons sommairement de la question du poinçon international de Contrôle de la garantie des titres dans son application au régime interne de la France.

Depuis 1900, divers Congrès internationaux ont été tenus par les horlogers, bijoutiers, orfèvres, joailliers et ont presque tous traité de l'unification internationale des titres de l'or, de l'argent et du platine, et de l'unification des différents moyens d'essai, en usage dans le monde. Cette tendance moderne, qui semble s'être manifestée pour la

première fois au Congrès international pour l'unification des titres de l'or et de l'argent, tenu à Paris du 11 au 13 juin 1900, connaît parfois un regain d'actualité mais nous devons constater que tous les efforts tentés dans cette voie sont encore restés vains, parce que gênés par de nombreux facteurs nationaux.

Certains pays en sont restés au régime de la liberté des titres.. D'autres pratiquent la multiplicité des titres... D'autres pratiquent le système du Contrôle facultatif... En outre, il ne faut pas oublier que les poinçons spéciaux appliqués sur les marchandises d'importation étrangère, sont une source intéressante de revenus pour les pays qui connaissent ce système, source de revenus qu'ils ne sont pas toujours disposés à voir disparaître.

Enfin, ce qu'il y a de plus grave, c'est que les représentants de certains pays qui demandent l'unification internationale des titres, ne sont pas toujours certains d'avoir réalisé cette unité pour leur propre pays. Il en est malheureusement ainsi pour la France.

En effet, depuis la Révolution française, les territoires de la France se sont considérablement agrandis par l'adjonction aux territoires métropolitains, d'un magnifique Empire colonial, et il est fâcheux de constater que la France ne s'est pas souciée d'unifier les titres des métaux précieux dans toutes les régions où elle exerce, sinon sa souveraineté, du moins sa suzeraineté¹...

Les fabricants horlogers, bijoutiers, orfèvres, joailliers, ont trouvé dans nos colonies et dans nos protectorats, des débouchés naturels. Cependant, leur commerce avec ces provinces de l'Empire français, est considérablement entravé par tout un faisceau de formalités administratives... Pourquoi faut-il qu'en allant de Tunis à Casablanca, pour prendre un exemple concret, on rencontre trois régimes différents de la Garantie des titres ? Cette situation doit cesser, et nous nous trouvons en présence d'une nouvelle

1. A côté des colonies françaises, on cite un département français, la Corse, où le contrôle de la garantie n'existe pas.

réforme d'ordre intérieur, à réaliser dans un avenir prochain...

Telles sont succinctement énumérées les questions que nous nous proposons d'examiner. Tout notre travail sera dirigé par la double idée qui, nous l'espérons, s'en dégagera d'elle-même de la nécessité du Contrôle de la garantie des titres de matières d'or et d'argent et du réajustement des droits de Garantie.

De toute façon nous entendons ainsi collaborer à la sauvegarde du prestige de l'Orfèvrerie française qui, au cours des siècles, émerveilla l'univers, et c'est pourquoi nous concluons à cette autre nécessité qui, pour des fabricants français, consiste à fabriquer « français », c'est-à-dire à faire triompher la qualité !

Cette étude, toute faite de généralités, aura surtout pour objet de rappeler les principes de l'institution de la Garantie des titres. Le sujet était beaucoup trop vaste pour être examiné dans tous ses détails et notre tâche la plus délicate sans doute fut de discriminer les matières qui nous parurent les moins importantes, les moins adaptées au caractère nécessairement juridique d'une thèse de droit et à notre formation personnelle ! Nous espérons néanmoins qu'elles constitueront un ensemble ordonné, guidé par une pensée unique, où les vides laissés par nos omissions volontaires ne se remarqueront pas trop. Notre jeunesse eut un moment l'audace de vouloir tout traiter ; c'était pure et vaine illusion... et nous nous sommes rangé au stoïque conseil d'Epitecte :

« Si tu prends quelque rôle au-dessus de ta force, non seulement, tu ne réussiras pas à remplir celui-ci, mais de plus tu auras manqué celui où tu pouvais faire bonne figure ».

Et peut-être, le rôle que, timidement, nous nous sommes assigné, était-il encore, au-dessus de nos forces !

Livre Premier

Évolution historique

Livre Premier

Évolution historique

La France est le pays le plus riche du monde en matériaux historiques.

HENRI MARTIN.

Le Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent tel qu'il fonctionne en France à l'heure actuelle est régi par la loi du 19 brumaire an VI, c'est-à-dire par une loi votée et conçue dans la période de liquidation de la Révolution. Comme toutes les lois de cette époque (celle du Directoire et du Consulat), comme le Code civil lui-même, la loi du 19 brumaire an VI est le résultat d'une transaction tacite entre une institution construite par les siècles et les idées de la période révolutionnaire.

Toutefois, nous aurons l'occasion de le constater en étudiant sommairement le régime actuel de la Garantie des titres, l'idée de liberté fut ici battue en brèche par l'idée de contrôle. Cette notion qui avait triomphé pendant de longs siècles fut restaurée avec peut-être plus de force que par le passé.

En outre, la Révolution aura réalisé ce qui est essentiel, l'unité de législation ! On remarquera dans les explications qui suivent que nous faisons surtout allusion à la réglementation de la région parisienne... le cadre de cette étude ne nous permet pas en effet d'entrer dans les détails de la réglementation provinciale de l'Ancien Régime. D'ailleurs,

en ce qui concerne la Garantie des titres, le Directoire n'a pas réalisé une unité parfaite. Il laissa subsister un certain nombre de différences (surtout en ce qui concerne les poinçons) entre les divers bureaux locaux et provinciaux de la Garantie ; cependant ces différences allèrent en s'estompant... on réalisa d'abord l'unité de la province dotée du poinçon à la tête de cheval, pour laisser à Paris le poinçon à tête d'aigle et, depuis 1919, l'unité est enfin complètement réalisée puisque le poinçon à tête d'aigle est insculpé sur tous les ouvrages d'or ouvrés en France, soit à Paris, soit en province.

Il importe donc à qui veut essayer d'élaborer un projet de réforme du Contrôle de la garantie, de se livrer à une étude dynamique de cette institution. Il importe de connaître les circonstances dans lesquelles les hommes ont été amenés à contrôler les ouvrages d'or et d'argent, de se placer, en quelque sorte dans le milieu où évolue et où a évolué cette institution. Seule une pareille étude permettra de déceler la vraie nature juridique du Contrôle de la garantie, et par suite, après avoir noté ce qui, dans son fonctionnement actuel, est contraire à son principe même, elle permettra d'envisager la possibilité d'une réforme en conformité avec la tradition et les principes.

CHAPITRE PREMIER

L'ANTIQUITÉ

*Utinamque posset e vita in totum abdicari auri
sacra famēs, ut celeberrimi anotores dixere !*

PLINE L'ANCIEN.

Ce serait nier une réalité historique, qu'ignorer le rôle, assurément plus politique qu'économique, joué par les bijoux dans l'Antiquité et chez tous les peuples primitifs. L'or déjà rare à cette époque lointaine, ne servit primitivement qu'à deux usages bien délimités :

Il contribua, d'abord, à donner de la magnificence aux cultes des dieux païens... Les offrandes se faisaient presque toujours sur des plats d'or, et l'on peut citer quelques statues, comme l'Athénée du Parthénon, à Athènes, entièrement en or massif.

Ce métal précieux devint ensuite, à côté de la pourpre, un des attributs caractéristiques du pouvoir. De là, dès les origines de l'Histoire du monde, l'importance de la profession d'orfèvre ¹, de là aussi, le rôle politique des bijoux dans l'Antiquité.

1. Ce mot « orfèvre » viendra constamment dans la partie historique de notre exposé... En voici l'explication telle qu'elle a été donnée d'une manière très précise par M. Lanllier, dans une conférence faite par lui, le 15 décembre 1929, sur le Corps des orfèvre-joailliers de Paris : « L'appellation d'orfèvre correspondant à celle d' « aurifex » chez les Romains, était la seule employée jusqu'à la fin du moyen âge, et ceux qu'elle désignait faisaient à la fois de la grande orfèvrerie mobilière, la petite orfèvrerie, appelée plus tard bijouterie, et la monture des pierres, qui reçut le nom de joaillerie ».

Les trésors considérables du roi Crésus, dont on parle encore aujourd'hui, ne sont pas étrangers à sa perte, comme les richesses de Babylone, quelques années après, furent la cause de la convoitise de ses voisins et finalement de sa conquête par Darius, roi des Perses, en 519 avant Jésus-Christ. Dans son *Histoire de l'Orfèvrerie depuis les temps les plus reculés*, Ferdinand de Lasteyrie nous dit que l'on put admirer au cours d'une exposition universelle à Paris la barque en or massif de la reine Aah-hotep, femme du dernier roi de la XVI^e dynastie de l'ancienne Egypte et le Musée du Louvre possède la magnifique triade divine d'Osiris, Isis et Horus, également en or massif, qui fut l'œuvre d'un orfèvre du règne d'Osorkon II, c'est-à-dire du x^e siècle avant Jésus-Christ.

De pareilles richesses ne pouvaient manquer d'exciter la cupidité des hommes. C'est le sort commun de tous les trésors que d'être tôt ou tard pillés, ou bien cachés, enfouis de façon à leur éviter de devenir la proie d'un envahisseur, ainsi les métaux précieux auront été et peut-être le sont-ils encore, une cause indirecte de guerres, les uns courant au butin, les autres protégeant le trésor.

Il était utile de noter le rôle politique particulier joué par les métaux précieux dans l'Antiquité, rôle qui explique leur importance, rôle qui subsiste dans une certaine mesure, rôle qui expliquera en partie au moins l'intervention du pouvoir central dans la réglementation du commerce desdits métaux précieux, des monnaies et des bijoux... ce qui fera dire à certains auteurs comme nous le verrons plus loin, que le Contrôle de la garantie est issu du droit régalien de battre monnaie.

Enfin les ouvrages d'or, d'argent, purent acquérir une place un peu plus simple, et pénétrer dans la vie courante... Les bijoux devinrent désormais le complément nécessaire de la beauté des compagnes de nos ancêtres, et les pièces d'orfèvrerie, l'ornement des demeures patriciennes. A cette époque lointaine, les grandes dames comme aujourd'hui portaient des colliers, des bracelets, des boucles... Les grandes maisons de notre siècle de progrès, ne possèdent

certainement pas de leur côté, l'orfèvrerie de table, les coupes, les patènes, les vases d'or massif des riches Egyptiens, Chaldéens ou Grecs.

Rome fut la dernière cité de l'Antiquité atteinte par ce goût immodéré des objets précieux... Pourtant, malgré les violentes critiques de Caton le Censeur, il pénétra à Rome et moins de trois siècles après cet homme d'Etat, ces imprécations furent reprises par Pline l'Ancien dans son *Histoire Naturelle*. On trouve chez cet auteur de fort longs chapitres sur la cupidité des gens de son époque, sur leur ardent désir de l'or et des bijoux, désir qu'il réproouve en termes véhéments.

Il est vrai que dans le XXXIII^e Livre de son *Histoire Naturelle* Pline s'attaque surtout à ceux qui veulent se procurer de l'or par des moyens perfides, et en particulier (ceci nous intéresse plus spécialement) à ceux qui essaient de tromper leurs semblables sur le contenu des alliages d'or et de vil métal. Comme plusieurs anciens auteurs (en particulier Théophraste dans le *Traité des Pierres*) il avait remarqué que la valeur d'un ouvrage était naturellement d'autant plus élevée que la proportion du métal fin y était plus forte. Pline l'Ancien, à cet endroit de son œuvre, indique même un moyen d'essai des alliages d'or et de vil métal, déjà pratiqué par les Egyptiens au temps des Pharaons et qui est encore, de nos jours, le procédé d'essai le plus courant dans les laboratoires officiels et dans ceux du commerce et de l'industrie des métaux précieux : il s'agit ici de la pierre de touche (en latin : *cotricula*).

Il n'est pas impossible également que l'Antiquité, au cours de laquelle l'alchimie fit de rapides progrès, encore qu'elle ne jouit de sa toute puissance qu'au Moyen-Age, ait connu le principe de l'essai par coupellation, dont l'usage se répandit surtout à partir du XIII^e siècle pour se perfectionner jusqu'à nos jours.

Enfin, les orfèvres de la période que nous étudions ont utilisé un procédé se rattachant à la physique et non à la chimie qui, s'il était susceptible de certaines erreurs, avait au moins pour avantage essentiel de permettre de

calculer le poids des deux métaux contenus dans un alliage, sans les dissocier et sans prélever la moindre parcelle de cet alliage.

La science doit ce procédé, encore en usage quand aucun autre n'est possible, au génie d'Archimède : il n'est autre que l'essai hydrostatique. Nous traiterons plus loin, dans un chapitre spécial, des procédés d'essai anciens et modernes. Notons simplement que l'Orfèvrerie antique donna l'occasion à l'illustre savant de découvrir un des plus importants principes de la physique.

L'histoire de cette découverte mérite d'être répétée dans le cadre d'une étude sur le Contrôle de la garantie, car le savant Archimède fut en la circonstance un des premiers contrôleurs de la garantie !

Le roi Hérion, de Syracuse, proche parent de notre mathématicien, ayant des doutes sur le titre réel d'une couronne d'or qui lui avait été livrée, fit appeler le savant et lui donna trois jours, dit la légende, pour déterminer combien elle contenait d'or et de cuivre, sans la détériorer... Au matin du troisième jour, en prenant son bain, Archimède constata que son corps déplaçait exactement son volume d'eau... Il venait de trouver les éléments nécessaires à son équation à deux inconnues, et il put donner au roi le résultat de ses calculs dans les délais prescrits. La légende ajoute même que les poids d'or et de cuivre trouvés par les calculs d'Archimède ne correspondaient pas à ceux qu'avaient indiqué l'indélicat orfèvre, qui fut confondu par le savant et... exécuté. De nos jours, les sanctions contre les fraudeurs sont beaucoup moins graves ; il est vrai qu'on découvre plus facilement la fraude contre laquelle on est, en outre, mieux protégé. Mais nous verrons que dans tout le cours de l'Ancien Régime, des orfèvres furent exécutés pour avoir trompé leurs acheteurs sur le bon aloi des objets qu'ils vendaient.

De cette étude sur le régime des métaux précieux dans l'Antiquité, nous pouvons donc conclure avec certitude que les anciens orfèvres essayaient leurs bijoux comme nous les essayons nous-mêmes. C'est la raison pour laquelle,

quoique l'Antiquité ne nous ait laissé sur ce point précis, aucune législation spéciale, certains auteurs (ainsi M. Victor Duband dans son livre *Les ouvrages d'or et d'argent*), ont cru pouvoir affirmer qu'il devait exister dès cette époque des règlements pour empêcher ou réprimer les altérations de titre.

Mais l'examen des seuls textes anciens que nous possédons ne présente pas, pour cette discussion, tout l'intérêt qu'on eût pu supposer, parce qu'aucun ne mentionne l'existence ou l'inexistence d'une réglementation officielle ou non des titres de l'or et de l'argent, d'un titre légal ou même des pénalités particulières qui pouvaient avoir été instituées pour châtier la fraude, dans les transactions sur les métaux précieux. On ne saurait évidemment reprocher à un philosophe grec comme Théophraste ou à un précurseur du matérialisme comme Pline l'Ancien, de ne pas nous avoir donné l'état du droit de cette époque qu'il eût été, cependant, intéressant de connaître.

L'Antiquité a-t-elle vécu, d'une manière absolue, sous le régime de la liberté des titres ? ou, au contraire, a-t-elle vu se développer un organisme administratif comparable à notre « Contrôle de la garantie » ? Rien ne nous autorise à l'affirmer, car aucun auteur de cette époque n'y fait la moindre allusion et, par conséquent, le problème envisagé sous cet angle reste entier.

La seule règle de cette époque, sur le terrain où nous nous trouvons, a-t-elle été la bonne foi des vendeurs ? Peut-être, car les recherches et les découvertes des archéologues jointes à l'examen des bijoux qu'ils ont mis à jour démontrent d'une manière indiscutable qu'il n'existait pas, à l'époque romaine, c'est-à-dire à cette période de l'Antiquité qui précède directement notre propre Histoire, de poinçon de garantie tel que nous le connaissons aujourd'hui.

Les changeurs de monnaies et les marchands de métaux précieux exerçaient leur profession au Forum..., sans doute étaient-ils soumis à la législation sur la garantie des vices cachés des Ediles Curules et peut-être leurs ventes étaient-

elles soumises à une déclaration accessoire sur le bon aloi des métaux composant les objets vendus... Nous verrons, en étudiant la nature juridique de cette institution, que l'on a retrouvé des formules anciennes concernant les ventes d'esclaves ou d'animaux, mais il n'existe pas, à notre connaissance, de formule spéciale pour les ventes d'ouvrages d'or et d'argent.

Les Corporations d'orfèvres, les plus anciennes Corporations que l'on connaisse, puisqu'elles remontent aux orfèvres étrusques du règne de Numa Pompilius, le second roi de Rome, c'est-à-dire aux environs de l'an 700 avant Jésus-Christ, devaient avoir dans leurs statuts des règles particulières concernant la Garantie des titres... Elles ne nous ont malheureusement pas été conservées, et il faudra attendre l'époque suivante, le Moyen-Age, pour voir s'affirmer une réglementation.

CHAPITRE II

LE RÉGIME CORPORATIF

Nul orfèvre ne peut ouvrir d'or à Paris qui ne soit à la touche de Paris au moins, laquelle touche passe tous les ors de quoi un ouvre en nulle terre.

Etienne BOILEAU.

L'Antiquité avait connu, c'est indéniable, de nombreux procédés d'essai, mais nul ne peut affirmer, en la basant sur des textes, l'existence de règles officielles ou non, relatives aux titres des métaux précieux. Or, quelques siècles plus tard, nous voyons évoluer le Contrôle de la garantie, comme une institution autonome, libre de toutes attaches avec le droit civil. C'est pourquoi il est nécessaire pour en comprendre la naissance, de jeter un regard sur les Corporations d'orfèvres, au sein desquelles notre institution se développa tout d'abord.

Les Collèges d'orfèvres, que l'on retrouve à Rome dès la VII^e siècle avant Jésus-Christ et ceux de divers autres métiers, formaient autant de petites républiques, jouissant d'une véritable autonomie. L'Etat n'intervenait pas, en principe, dans leurs affaires intérieures (si ce n'est pour certains dont l'activité se rapportait aux relations extérieures de Rome, par exemple, le Collège des nautes, qui était présidé par un préfet nommé par l'Etat). Leur organisation, calquée sur celle de la cité, pourrait se ramener à quelques traits essentiels : chaque collège comprenait

tout d'abord le « *populus* », c'est-à-dire l'assemblée composée de tous les membres, qui votait les statuts, procédait aux admissions, décernait les récompenses, nommait les dignitaires. Les magistratures collégiales étaient hiérarchisées. En tête, il y avait ordinairement deux « *magistri* » (nous dirions deux présidents). Au-dessous, les « *curateurs* » (les trésoriers) étaient chargés de l'administration financière. Enfin, venaient les magistrats subalternes dont le principal était le questeur. Les collèges avaient leur « *schola* » (leur maison) habituellement dans le quartier qui était leur centre d'affaires et leurs membres se réunissaient là pour délibérer et pour célébrer les fêtes et les sacrifices en l'honneur des dieux protecteurs de leur profession.

C'est sous cette forme que les collèges romains pénétrèrent en Gaule, avec la conquête de Jules César. Très puissants à la fin de la République, l'Empire ne leur accorda que peu de faveurs et réduisit même un certain nombre de leurs privilèges... Néanmoins, les orfèvres conservèrent leur place prépondérante parmi tous les autres métiers, parce qu'ils étaient nécessaires au faste impérial et qu'ils contribuaient, en outre, à la magnificence du culte et l'aménagement des nombreuses églises nouvellement bâties du catholicisme naissant...

Du reste, la politique des empereurs changea d'une manière radicale vers le milieu du III^e siècle de notre ère. Les collèges professionnels se multiplièrent au point d'englober le monde du travail tout entier. Le nombre des collèges considérés d'utilité publique augmenta prodigieusement... Mais il faut savoir que cet état de choses était dû bien plus à un nouveau mode de répartition des impôts qu'à une faveur spéciale du Bas-Empire romain pour l'esprit corporatif. En effet, un impôt sur les professions industrielles et commerciales fut créé à cette époque et il devait être réparti par les « *magistri* », qui changèrent de nom et devinrent les « *syndics* »... Comme les collèges étaient des cadres déjà établis, tous les ouvriers durent obligatoirement y être affiliés. Par la force même des choses, l'Etat

eût été fatalement amené à réglementer officiellement les collèges, qui seraient ainsi devenus de simples rouages administratifs, si l'Empire romain avait résisté à l'assaut des Barbares.

A côté des collèges romains, on vit se développer, dans le Nord de la Gaule, une institution d'origine germanique dont la fusion lente avec les collèges devait produire les corporations. Ce sont les « gildes ». Les gildes étaient, d'après l'étymologie de ce mot, des associations de secours mutuels formées par des marchands et des artisans. Leur fonction économique ne devait apparaître qu'au ^x^e siècle, c'est-à-dire, avec les corporations telles que nous allons les rencontrer. Leur fonction normale était plutôt protectrice et leurs membres étaient liés entre eux par un serment, c'est ce qui fait que les auteurs romains qui en parlent les appellent *conjuraciones*. D'après Tacite, les membres des gildes se réunissaient en de fréquents banquets... Elles ont fortement contribué à la naissance de l'esprit corporatif.

Les Carolingiens se montrèrent particulièrement hostiles aux gildes. Pépin le Bref interdit le serment *pro gildonia* (capitulaire de 779) et Charlemagne interdit complètement les *conjuraciones* avec ou sans serment (capitulaire de 794).

Les professions évoluèrent, mais jusque-là nous ne possédons rien de positif sur l'existence éventuelle d'un contrôle de la garantie des titres des métaux précieux.

Ce que nous savons, au contraire, d'une manière précise, c'est que la Gaule avait bien profité du séjour des Romains sur son territoire. Son industrie avait fait de rapides progrès et l'Orfèvrerie s'était développée, à Limoges en particulier, grâce aux encouragements constants des évêques... Quand la puissance romaine s'écroula en Occident, seule l'Eglise catholique représenta la force morale et les principes d'ordre nécessaires pour l'homme. Sous les Mérovingiens comme sous les Carolingiens, ce sont des hommes d'Eglise qui conservent, par la tradition orale ou par la tradition écrite, comme aussi par leur travail personnel,

les anciens principes de l'Empire romain... Les rois des Francs et les empereurs sont trop occupés par les dangers extérieurs pour pouvoir étudier avec le calme qu'elles exigent les questions de l'organisation sociale du pays...

Mais les clercs travaillent... Les monastères s'organisent... Ils ont, non seulement leurs écoles, mais aussi leurs corps de métiers... C'est l'époque où l'Orfèvrerie religieuse fait de rapides progrès... C'est aussi l'époque où saint Eloi, orfèvre, avant de devenir ministre tout en restant orfèvre, d'après la légende, exerce sur Dagobert I^{er} sa bienfaisante influence... Toutefois, nul ne semble se préoccuper du titre des métaux employés... Il est vrai que des orfèvres comme saint Eloi présentaient toute garantie aux acheteurs !... Les nombreux monastères créés par saint Eloi ont eu le mérite de conserver intact le prestige de l'Orfèvrerie française pendant la période trouble qui devait terminer la dynastie des Carolingiens...

Néanmoins, les artisans et les marchands prirent rapidement conscience de leur importance sociale... Sans doute, l'esprit de lucre prit-il le dessus, car un édit royal de 864 rappelle en termes sévères aux orfèvres les prescriptions de règlements qui ne nous sont point parvenus. Les corporations se sécularisèrent et, si l'on en croit Augustin Thierry, elles préparèrent le mouvement communal avant que celui-ci n'achève leur propre consécration. Au début du XI^e siècle, l'Orfèvrerie française qui, s'était bornée jusqu'à cette époque à la fabrication d'objets religieux ou d'ornements royaux, étend ses travaux aux objets profanes et, dans le courant du siècle suivant, la Corporation des orfèvres était formée telle qu'elle devait durer, avec de faibles changements, jusqu'à la Révolution française.

Est-il besoin d'exposer l'organisation générale des corporations, c'est-à-dire, pour donner une définition précise « des groupements d'artisans ou de marchands de même profession dont chacun sacrifie une parcelle de sa liberté individuelle pour se soumettre à des règles communes, et profite, en échange, des avantages que donnent à la société certains privilèges et surtout le monopole du

métier ? » Est-il besoin de décrire la hiérarchie de ses membres suivant leurs capacités professionnelles, en apprentis, ouvriers (ou compagnons, ou valets) et maîtres ? Est-il besoin de parler de leurs chefs élus que l'on appelle tantôt des jurés, des gardes, des prud'hommes, etc. ? Ces questions font l'objet de trop fréquentes et savantes études pour que nous devions y revenir... Il nous suffira simplement de dire que les Corporations d'orfèvres, comme toutes les autres, avaient leurs statuts, leurs règlements propres, qui s'imposaient à leurs membres...

Pierre LE ROY, dans son lumineux ouvrage — véritable code — sur les *Statuts et Privilèges du Corps des Orfèvres-Joilliers de Paris*, dans lequel tout le monde a puisé et puise encore, chaque fois qu'il s'agit de faire l'Histoire du Contrôle de garantie, a fait remarquer, alors qu'il parlait du *Livre des Métiers* d'Etienne BOILEAU, prévôt des marchands de Paris, que ce dernier le dressa uniquement sur les usages qui « se pratiquaient actuellement et de temps immémorial chez nos orfèvres par une tradition conservée jusque-là sans écriture ».

Nous trouvons dans le *Livre des Métiers* d'Etienne Boileau, l'ancêtre de notre loi actuelle du 19 brumaire an VI, et comme il n'est que l'expression des usages en cours à cette époque, il nous prouve d'une manière indiscutable l'ancienneté du Contrôle de la garantie des titres. Sans nous perdre dans des détails superflus sur l'organisation de la profession d'orfèvre et sur ses privilèges, nous allons citer les passages du règlement de cette corporation se rapportant à notre institution.

Etienne Boileau indique d'abord le titre des objets d'or et d'argent de son époque :

« Nul orfèvre ne peut ouvrir d'or à Paris¹ qui ne soit à la touche de Paris au moins, laquelle touche passe tous les ors de quoi un ouvre en nulle terre ». (D'après les estimations des anciens auteurs, l'or à la touche de Paris

1. Se rapporter à notre observation liminaire : les documents que nous possédons concernent surtout l'orfèvrerie parisienne.

était au titre de 19 carats — les anciens écrivaient karats — un quint, ce qui représente 800 millièmes).

« Nul orfèvre ne peut à Paris travailler d'argent qui ne soit aussi bon que celui des « esterlings » ou meilleur ». (L'esterling était une monnaie d'argent anglaise au titre de XI deniers, soit environ 917 millièmes).

Le prévôt des marchands indique, en outre, l'organisation d'un Contrôle de la garantie des titres des métaux précieux, car il ne suffit pas d'indiquer un titre obligatoire, il faut encore faire en sorte qu'il soit respecté.

« Les anciens élisent deux ou trois prud'hommes pour la garde du métier, lesquels prud'hommes jurent qu'ils garderont le métier bien et fidèlement, et quand ils ont fini leur service (il n'était que d'un an), ils ne peuvent être contraints à garder le métier avant trois ans, à moins qu'ils ne veuillent accepter cette charge de bonne volonté.

« Et si les deux ou trois prud'hommes¹ trouvent un homme de leur profession qui ouvre de mauvais or ou de mauvais argent et qui ne veuille pas s'amender, ils amènent cet homme devant le prévôt de Paris, et le prévôt le punit en le bannissant pour quatre ou six ans, suivant qu'il a desservi ».

Voilà donc l'état du Contrôle de la garantie sous le régime corporatif... Les orfèvres sont groupés en corporations, un titre est obligatoire pour les métaux précieux, et ce titre est déjà élevé si on le rapproche du titre actuel de la bijouterie courante (18 carats). Ce titre unique obligatoire est sanctionné par des règles particulièrement rigoureuses. En dehors de celles que nous trouvons exposées dans le *Livre des Métiers*, on sait que les objets trouvés au-dessous de la touche de Paris étaient saisis et brisés, et cela, indépendamment de peines corporelles, comme la flagellation, et de certaines peines pécuniaires qui étaient également encourues par le délinquant.

Mais cette organisation était bien incomplète. La pro-

1. Leur nombre fut bientôt porté à six, et ils prirent le nom de maîtres, gardes ou jurés, suivant les époques (P. Leroy).

vince, dans ce domaine, ne suivit que lentement l'exemple de Paris, si l'on en croit les mesures de protection que dût prendre le corps des orfèvres de la capitale contre les orfèvres étrangers (c'est-à-dire des autres villes). En outre, pour l'application des sanctions prescrites, l'emploi de la force publique fut parfois nécessaire. C'est pourquoi, si saint Louis prescrivit la codification des usages professionnels (codification qui fut précisément l'œuvre d'Etienne Boileau, dont le *Livre des Métiers* date de 1268¹⁾), ses successeurs immédiats, et en particulier son fils Philippe le Hardi, entrèrent dans une voie nouvelle : l'intervention du gouvernement central.

Cette intervention s'imposait désormais, d'abord pour sanctionner les dispositions prises par les autorités corporatives elles-mêmes, ensuite pour prescrire un certain nombre d'obligations nouvelles, sans lesquelles les premières se seraient vite avérées inopérantes. Nous verrons, toutefois, que cette intervention connut une inégale faveur, suivant la nature des réformes proposées aux orfèvres.

1. La date de 1268 n'est pas admise par tous les auteurs. Certains, en effet, indiquent 1260 au lieu de 1268. Nous nous rangeons plus volontiers à 1268, car elle est plus vraisemblable. D'abord, c'est la date indiquée par des anciens auteurs tels que Pierre Le Roy. En outre, Etienne Boileau n'est devenu prévôt des marchands qu'en 1261, or, c'est en sa qualité de prévôt des marchands qu'il a rédigé son *Livre des métiers*, il ne lui était donc point possible de le rédiger en 1260.

CHAPITRE III

L'INTERVENTION DU POUVOIR CENTRAL

*Il n'appartient qu'aux rois seuls de faire des
Maîtres des Arts et Métiers.*

COLBERT.

Le Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent, tel que nous l'avons vu fonctionner jusqu'ici, était donc l'œuvre exclusive des hommes de l'art et de leurs groupements corporatifs. Sous cette forme, le système de contrôle s'avéra rapidement insuffisant, et il est utile d'en noter la cause dès maintenant pour répondre par avance à tous ceux qui voudraient revenir aux errements des corporations, c'est-à-dire retirer le contrôle à l'Etat pour le rendre à un corps constitué de Bijoutiers-Orfèvres-Joailliers.

Cependant, l'idée d'un retour aux corporations d'antan, ou mieux, l'idée de la profession organisée, a fait rapidement son chemin depuis le marquis de la Tour du Pin, Albert de Mun et autres, nombreux, sans le vouloir ou le savoir, sont leurs disciples. Un vaste mouvement doctrinal s'instaure de nos jours en vue de réaliser le « Corporatisme », c'est-à-dire le gouvernement du pays par la Corporation plus ou moins étatisée, suivant les auteurs. Nous ne pénétrons point dans ce dédale. Signalons seulement qu'il se trouve aujourd'hui des bijoutiers (en petit nombre, certes) pour espérer, dans un retour au régime corporatif,

une administration plus souple et des droits de garantie moins élevés...

L'expérience du Moyen-Age n'est pas concluante pour leur thèse. On vit à cette époque des orfèvres malhonnêtes, façonnant des objets d'or au-dessous de la touche de Paris ou des objets d'argent qui n'étaient pas « aussi bons qu'esterlings », exclus de Paris, aller exercer leur profession en d'autres lieux sans êtres inquiétés. La corporation entraîne avec elle, dans une certaine mesure, le régionalisme : ainsi, les procédés de fabrication ne sauraient être partout les mêmes. En tous cas, le Moyen-Age fut caractérisé par un manque absolu de règles générales.

En outre, le principe que toutes peines sont de droit public, c'est-à-dire que toute peine doit être appliquée par les représentants de l'Etat, ne saurait être modifié sans porter gravement atteinte au respect de la personne humaine¹. Ce principe était déjà en vigueur au Moyen-Age, et, si les corporations pouvaient édicter des règles, elles devaient nécessairement en référer aux autorités royales pour l'application des sanctions prévues : elles remettaient le contrevenant au prévôt des marchands, qui appliquait la peine. L'intervention des rois de France en cette matière date précisément de l'époque où s'avéra nécessaire une sanction plus efficace que la simple exclusion de la corporation, c'est-à-dire où la nécessité d'une sanction « pénale » se fit sentir. Or, depuis le droit romain, les sanctions pénales sont dominées par la règle *nulla poena sine lege*... Pour l'application d'une peine, il fallait donc la constatation par un magistrat de l'ordre judiciaire de la violation intentionnelle ou non d'une règle légale. Le roi de France réunissant sous son autorité les pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif, devait nécessairement, pour pouvoir réprimer, avoir fixé des règles « légales »... Le Contrôle de la garantie ne pouvait échapper à cette logique !

L'examen de la réglementation du Contrôle de la ga-

1. Cf. livre III, *Nature juridique*.

rantie sous un régime exclusivement corporatif nous avait conduit jusqu'à la fin du règne de saint Louis. A cette époque, la Royauté française, déjà puissante, a étendu le domaine de son autorité à presque toute la France... Désormais, les véritables conquêtes ne seront plus celles que l'on réalisera sur l'ennemi extérieur, mais bien les résultats que l'on obtiendra dans l'organisation intérieure du pays...

Certes, les rois ne vont pas tout bouleverser... Leur pouvoir se heurte non à une désorganisation intérieure proprement dite, mais bien à une quantité excessive d'organisations locales et régionales qui, par leur présence même, ont engendré du point de vue législatif, le désordre général...

Les statuts et règlements du *Livre des Métiers* d'Etienne Boileau, que nous avons sommairement rapportés, ne prévoyaient ni « marque » de garantie, ni l'intervention des pouvoirs publics... Pourtant, dès 864, un édit de Charles le Chauve rappelait aux orfèvres leurs règles coutumières et traditionnelles, menaçant les contrevenants de peines d'amendes et même de la flagellation. Il faudra cependant attendre quatre siècles pour assister à une intervention effective des rois de France dans le Contrôle de la garantie. Les corporations avaient fixé un titre obligatoire pour l'or et un titre obligatoire pour l'argent... Les rois les suivirent dans cette voie. Bien plus, ils renforcèrent ces prescriptions par la création du poinçon de la maison commune. Mais ils comprirent qu'il ne suffisait pas d'obliger les orfèvres à donner un titre légal à leurs ouvrages et d'indiquer par un poinçon de contremarque si les objets mis en vente étaient ou non au titre prescrit. Toutes les mesures prises auraient été insuffisantes si, en présence d'un objet au-dessous du titre, on n'avait pu établir qui l'avait fabriqué : de là naquit la nécessité de l'apposition du poinçon de maître. Enfin, apparaîtront les « droits de garantie », pour la perception desquels le pouvoir central agira tout seul !

Il importe de noter que l'intervention du pouvoir fut assez timide à ses débuts... Les rois se contentèrent d'abord

de préciser les règles corporatives et de les rendre plus efficaces par des mesures que nous allons être amené à examiner... Mais, et ce sera la caractéristique essentielle de toute cette troisième partie de l'histoire du Contrôle de la garantie, c'est-à-dire de tout l'Ancien Régime, le contrôle à proprement parler, le fait de vérifier le bon aloi des ouvrages d'or et d'argent, fut toujours corporatif, encore que les chefs des corporations n'étaient à la fin de la monarchie, malgré des apparences contraires, que des préposés plus libres et non rétribués de nos rois. Toutefois (nous découvrons ici l'origine directe du régime actuel), soit pour des raisons exclusivement fiscales, soit en contrepartie de services rendus, à côté des organismes corporatifs se développa une institution essentiellement royale de perception de droit de garantie, dont la création remonte à une ordonnance de Henri III.

Cette dualité, que l'on rencontre dans de nombreuses institutions de l'Ancien Régime, était préjudiciable, dans une certaine mesure, à l'économie générale du pays. A une époque où, comme aujourd'hui, il n'était question que de réforme administrative, vers la fin du XVIII^e siècle, un grand ministre de Louis XVI, Turgot, eut le courage de tout unifier en supprimant les corporations. Il ne fut pas suivi, son édit fut rapporté par le Parlement... Puis, la monarchie s'écroula... Les corporations disparurent définitivement. L'antique Corporation des orfèvres et ses règlements avaient vécu... Quant au Contrôle de la garantie, il reparut sous une forme nouvelle, devenant un simple rouage administratif avec la loi du 19 brumaire an VI, toujours en vigueur¹!!!

1. En tenant compte de ce qui sera dit de la codification de décembre 1934.

SECTION I

LES TITRES DES MÉTAUX PRÉCIEUX SOUS L'ANCIEN RÉGIME

Il faut encore remonter au *Libre des Métiers* pour avoir la première évaluation officielle des titres des ouvrages d'or et d'argent. Ils étaient fixés de la manière suivante :

Les objets d'or devaient être à « la touche de Paris », c'est-à-dire, d'après les estimations anciennes, 19 carats 1 quint, soit environ 800 millièmes.

Les objets d'argent devaient être aussi bons « qu'estering » ou meilleurs, c'est-à-dire devaient être au titre de 11 deniers, soit environ 917 millièmes.

Philippe le Hardi étendit l'obligation du titre de l'argent à toute la France, tout en l'élevant à 11 deniers 12 grains, soit environ 958 millièmes (c'est par cette ordonnance — 1275 —, à laquelle nous reviendrons bientôt, qu'il créa le poinçon de la communauté). Il convient de noter ici qu'à la différence des prescriptions législatives, les ordonnances royales s'appliquaient, en principe, à la France entière.

Philippe le Bel, successeur de Philippe le Hardi, ne semble pas, lui non plus, avoir fixé un titre légal de l'or, alors qu'il mentionne à nouveau le titre de l'argent (11 deniers 12 grains) dans une ordonnance de 1313.

Sous le règne de Jean II le Bon, par une ordonnance du 10 août 1355 (celle qui prescrivit, pour la première fois, l'apposition du poinçon de maître), l'or allait connaître sa première réglementation royale. Cette ordonnance fixe le titre de l'or à 19 carats 1 quint. Donc, contrairement à ce qui s'était produit pour les ouvrages d'argent, le titre des objets d'or n'a pas varié depuis l'époque d'Etienne Boileau.

Jusqu'à cette ordonnance, seul par conséquent, le titre des ouvrages d'argent avait subi une modification. Au contraire, l'examen de diverses ordonnances royales qui suivent les prescriptions de Jean le Bon établit que le titre de l'argent, fixé à 11 deniers 12 grains par Philippe

le Hardi, ne variera plus sensiblement, alors que le pourcentage d'or des alliages servant à la bijouterie, joaillerie sera constamment augmenté.

La législation sur l'argent a toujours précédé, au cours de cette période, celle concernant les ouvrages en or, alors que l'on assisterait plus volontiers de nos jours à la tendance contraire. Ainsi, c'est pour l'argent d'abord que l'on vit apparaître la notion de tolérance dans une ordonnance de Charles V (2 mars 1378).

La tolérance ou *remède*¹ (comme on disait à l'époque) consistait en ceci : une pièce d'orfèvrerie ou un bijou terminé pouvait, par le fait de certaines difficultés de fabrication, contenir un pourcentage légèrement supérieur au taux légal de vil métal. En outre, il fallait prévoir certaines variations, si minimes soient-elles, dans les appréciations des essayeurs. Aussi *toléra* t-on une petite différence dans le titre des ouvrages présentés au contrôle, porta-t-on un *remède* à la difficulté qu'il pouvait y avoir à faire des objets exactement au titre ?

Nous aurons l'occasion de voir que plus tard on sera amené à faire une différence quant à la tolérance entre le métal constitutif et l'ensemble de l'objet. Mais, d'ores et déjà, nous pouvons remarquer que la tolérance n'est utile qu'à ceux qui prennent soin de fabriquer leurs objets au titre strictement minimum et que toute aggravation des tolérances ne peut se faire qu'au détriment de la qualité de l'orfèvrerie française que le Contrôle de la garantie a pour objet de sauvegarder.

Charles V fixa la tolérance pour les ouvrages d'argent à 3 grains pour les gros objets et 5 grains pour les petits.

Cette tolérance fut amoindrie sous le règne de Louis XII par une ordonnance importante du 22 novembre 1506, qui fixait ainsi : gros objets, 2 grains de tolérance (on disait à cette époque : grains de remède) ; petits objets, 4 grains de remède. Les ordonnances que nous allons successive-

1. Le mot *remède* est aussi employé comme synonyme d'alliage. Ce serait, d'après Raibaud, l'alliage que les orfèvre mettent dans les ouvrages pour les rendre plus liants et les travailler plus facilement.

ment rencontrer, qui eurent pour but d'augmenter le titre des ouvrages d'or, confirmèrent toujours celui des ouvrages d'argent qui, lorsque la Révolution française vint tout bouleverser, était encore fixé à 11 deniers 12 grains soit, en millième : 958/1000.

Pour l'or, il semble que, sous le règne de Louis XII, le titre soit demeuré à 19 carats 1 quint, car l'ordonnance de 1506 ne mentionne à son sujet aucune modification. Mais une augmentation devait être appliquée en fait, sans être prescrite par aucun texte, car, dès 1519, on constate que les orfèvres sont répréhensibles lorsqu'ils livrent des ouvrages au titre de 21 carats. (Nous faisons allusion ici au procès de Jean de Russange, orfèvre du pont Notre-Dame, qui, en 1519, fut condamné par le prévôt de Paris à une amende et qui vit briser les objets de sa fabrication qui se trouvaient être au-dessous de 21 carats.)

La réforme ne tarda, du reste pas à devenir officielle, et, par une ordonnance du 1^{er} mars 1540, le roi François I^{er} exigea pour les ouvrages d'or le titre de 22 carats. Les orfèvres de Paris réclamèrent à plusieurs reprises, déclarant qu'ils ne pouvaient atteindre ce titre. Le roi finit par faire droit à leurs multiples requêtes et, par l'édit de Sainte-Menehould, en date du 21 septembre 1543, il déclara que l'or fin pourrait être vendu au titre de 23 carats 3/4, soit une tolérance de un quart de carat, et que les objets d'or ne pourraient être mis dans le commerce qu'au titre de 22 carats ; il admit pour cette catégorie d'ouvrages : un quart de carat de remède pour les objets comportant des soudures et un demi carat de remède pour les objets creux, chargés de filets ou de rapports.

Il importe d'indiquer que la tolérance fut ramenée, par la suite, pour les ouvrages d'or à un quart de carat, quelque soit la grosseur de l'objet ; pour l'argent, à 2 grains, quelque soit également la grosseur de l'objet. En outre, pour l'or (et encore seulement pour les menus ouvrages sujets à soudure), on admit un second titre¹ : 20 ca-

1. Le second titre ne semble avoir été officiel qu'au début du XVIII^e siècle, lorsque, par mesure de fiscalité, on obligea les orfèvres au poinçonnement des menus ouvrages d'or (Cf. déclaration du 24 novembre 1721).

rats $1/4$, avec également un quart de carat de remède.

Depuis les lettres de patentes de Henri II (Fontainebleau, 14 janvier 1549), les titres sont établis définitivement de la manière suivante :

Or, 1^{er} titre 22 karats ($1/4$ de karat de remède quelque soit 916 millièmes environ).

2^e titre 20 karats $1/4$ ($1/4$ de karat de remède) soit 843/1000 environ.

Argent : 11 deniers 12 grains (remède 2 grains quelque soit la grosseur des objets) soit 958/1000 environ.

Les autres ordonnances ou actes royaux qui traiteront de la question ne feront que confirmer les lettres patentes de Henri II. Ce roi les confirma le premier dans un édit de mars 1554 et dans la Grande ordonnance de Louis XIV du 30 décembre 1679, on peut lire, article 18 : « ... que les orfèvres seront tenus de faire leurs ouvrages au titre et dans les remèdes portés par les ordonnances ».

A la fin de cette étude sur les titres, il importe de faire remarquer que les titres figurant dans le tableau précédent sont ceux en usage à Paris. Les titres n'étaient pas encore unifiés en France et cette unification sera précisément l'œuvre capitale de la loi du 19 brumaire an VI. « Tandis que Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Orléans, Toulouse, Limoges, Dijon, Reims, pour ne citer que les villes principales, indique M. Paul de Cazeneuve, fabriquaient aux titres de Paris, les ouvrages provenant de Strasbourg, n'étaient qu'à 18 karats 6 grains pour l'or et 9 deniers 20 grains pour l'argent, ceux de Perpignan, Carcassonne et Narbonne ne donnaient à l'essai que 833 millièmes (20 karats environ) ».

Nous aurons d'ailleurs l'occasion de démontrer que l'œuvre d'unification de la Révolution française gagnerait à être étendue à l'Empire français tout entier.

SECTION II

LE POINÇON DE CONTREMARQUE

L'histoire dans son déroulement harmonieux ne connaît point de divisions brutales et chaque période, plus ou moins affirmée par des caractéristiques évidentes, semble s'être ménagé des transitions, avec celles qui l'ont précédée.

Il peut paraître étrange de parler d'un poinçon de la maison commune ou « contremarque », alors que nulle part jusqu'ici, il n'a été question dans l'histoire de notre institution de « marque des objets d'or et d'argent ». Plusieurs raisons cependant militent en faveur de cet ordre des matières :

1^o Nous avons brièvement examiné la forme du Contrôle de la garantie sous un régime strictement corporatif. La contremarque constituera précisément le point de liaison entre cette période et celle de l'intervention du pouvoir central.

Nous verrons bientôt que le poinçon de contremarque encore qu'il trouvait son origine et son caractère obligatoire dans certaines ordonnances royales, était insculpé sur les ouvrages d'or et d'argent, au bureau de la maison commune, par les jurés ou gardes de l'Orfèvrerie.

2^o D'autre part, nous avons traité des titres des métaux précieux sous l'Ancien Régime, or, ce qui certifie le titre d'un objet à cette époque, ce n'est pas le poinçon de maître ou « contre-seing » ou « marque », mais précisément la « contre-marque » insculpée, après essais, par les gardes de l'Orfèvrerie.

3^o Enfin, il est curieux de constater que, dans les ordonnances royales, il est fait mention du poinçon de la maison commune, avant toute réglementation de l'apposition du poinçon de maître (ce que nous dirons par ailleurs, sur l'origine ancienne du poinçon de maître ne sera pas une contradiction : le poinçon du maître a certainement existé avant le poinçon de la maison commune, mais dans les

actes royaux, c'est celui-ci qui, le premier, fut officiellement consacré).

Avec la « contremarque nous arrivons véritablement au Contrôle de garantie »... On peut, sans forcer la note, dire que tout le reste n'est que l'accessoire... Le poinçon de la maison commune, et lui seul, garantissait aux acheteurs le « degré de bonté » des ouvrages qu'ils achetaient.

La « contremarque » apparaît pour la première fois dans une ordonnance de Philippe le Hardi en date du 20 décembre 1275, où il prescrit l'apposition d'un poinçon spécial à chaque communauté d'orfèvres, pour les ouvrages d'argent... C'est son successeur, Philippe le Bel, qui généralisa la nécessité de l'apposition de la « contremarque » en l'étendant aux ouvrages d'or.

Le système ainsi créé était très simple. Les orfèvres devaient apporter les objets qu'ils fabriquaient au bureau de la maison commune. Là les gardes ou jurés de la corporation procédaient aux essais¹, et, si les objets qui leur étaient apportés leur paraissaient conformes au titre légal, ils insculpaient, sur les différentes parties de l'objet qui pouvaient être détachées sans détérioration, le poinçon de la maison commune.

Ce système fut constamment amélioré. Les ordonnances que nous avons citées précédemment, relatives aux titres des métaux précieux, apportèrent presque toutes des modifications à l'organisation de Philippe le Bel. Nous n'en donnerons point la fastidieuse énumération, mais celles qui eurent trait à la forme même du poinçon de la maison commune ont encore une utilité manifeste à l'heure présente pour l'examen des bijoux anciens.

Il faut d'abord remarquer que chaque communauté d'orfèvres avait son seing propre et quelques patients chercheurs ont donné des nomenclatures très complètes et très précieuses. A partir de l'année 1461, on voit s'établir à Paris le système suivant :

1. Les procédés d'essai feront l'objet d'une étude complète lorsque nous traiterons du régime actuel.

Le poinçon, à partir de cette époque, se présente toujours sous la forme d'une lettre de l'alphabet surmontée d'une couronne ouverte. Pour bien suivre la chaîne de ce système, il faut rappeler que l'alphabet en usage ne comprenait que vingt-trois lettres : on ne se servait, en effet, ni du J, ni de l'U, ni du W. Le premier A fut insculpé par les maîtres contremarqueurs dans le cours de l'année 1461-1462 ; le B lui succéda pendant le cours de l'année 1462-1463, et ainsi de suite jusqu'à l'année 1783 ; quand la série était terminée, on reprenait à partir du début. Cette suite fut très régulière à deux exceptions près : l'X fut insculpé deux années successivement : de 1690 à 1692, de même que l'A, de 1740 à 1742. En 1783, ce procédé si simple fut modifié par l'incorporation de l'U dans l'alphabet de la garantie ; U qui, cette année-là, prit la place du V. L'année suivante, donc en 1784, le système fut alors complètement bouleversé ; puisque l'on insculpa un P surmonté d'une couronne ouverte, lettre P changeant de forme tous les ans. Le poinçon portait, en outre, entre la couronne et la lettre, les deux derniers chiffres du millésime gravés en creux. Cette date infiniment petite n'est visible qu'à la loupe.

Un tel système apparaîtrait un peu, à vrai dire, comme une arme à double tranchant au point de vue de la fraude qu'il entend combattre. Il exista toujours des individus qui, profitant de l'ignorance des acheteurs, continuèrent à vendre des objets au-dessous du titre légal, à un titre que l'acheteur ne pouvait vérifier lui-même. Mais il naquit deux nouvelles catégories de fraudeurs :

1^o Ceux qui, suivant d'anciens procédés, s'ingéniaient à tromper les habiles essayeurs qu'étaient les gardes de l'Orfèvrerie ; 2^o ceux qui, au moyen de faux poinçons, trompaient les acheteurs, catégorie de fraudeurs que les poinçons ont fait naître et qui justifieraient peut-être les attaques de certains bijoutiers modernes contre le Contrôle de la garantie, si celui-ci ne comportait pas d'immenses avantages.

Les orfèvres de l'Ancien Régime étaient, nous l'avons

fait observer, tenus d'apporter les objets de leur fabrication — et également les objets achetés à l'étranger — au bureau de la maison commune, pour y être essayés et marqués. Toutefois, si le contrôle s'était borné à cette seule opération, il eût été à peu près inopérant.

Certes, dans un décret du roi Louis XV, en date du 23 novembre 1721, article 14, nous pouvons lire :

« Voulons et ordonnons que tous ceux qui viendront et débiteront des ouvrages d'or et d'argent, qui n'auront pas été essayés ni marqués du poinçon du maître ou garde d'orfèvre, soient outre la confiscation desdits ouvrages, condamnés à 3.000 livres d'amende jusqu'à paiement de laquelle ils tiendront prison ».

Mais les gardes de l'Orfèvrerie, prédécesseurs en cela encore de nos contrôleurs de la Garantie, avaient, en outre, un droit de visite qu'ils exerçaient très fréquemment. Il est bon d'observer que ce droit de visite fit, à partir d'une certaine époque, double emploi avec le droit de visite des généraux-maîtres des monnaies, chargés, comme nous le verrons plus loin, de percevoir les droits de garantie. (Il est à remarquer que les sanctions concernant la détention et l'usage des faux poinçons, s'appliquaient surtout aux contrefacteurs des poinçons des généraux-maîtres des monnaies — ce qui nous confirme dans cette opinion que le pouvoir central, quelque soit la forme du gouvernement, s'intéresse d'autant plus volontiers à une question d'intérêt national que ses intérêts fiscaux sont en jeu. Ces peines étaient la pendaison et les galères).

Cette étude de la « contremarque » serait incomplète si nous n'y ajoutions un détail important. Au XVIII^e siècle, les *Statuts et Règlements* de Pierre Le Roy portent que les orfèvres étaient tenus d'envoyer tous leurs ouvrages, tant en or qu'en argent — marqués de leur poinçon — au bureau de la maison commune, « pour y être essayés et ensuite contremarqués du poinçon commun par les gardes, en toutes pièces desdits ouvrages qui par leur grandeur, poids, figure et forme, pourront bonnement et facilement porter lesdites marques et sans difformités ».

Les ordonnances des ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles fixaient ainsi les dimensions des poinçons en usage :

Gros ouvrages d'or et d'argent : 2 lignes en hauteur et 1 ligne 1/4 en largeur ;

Moyens ouvrages d'or et d'argent : 1 ligne en hauteur et demi-ligne en largeur ;

Menus ouvrages d'or : aussi petit d'empreinte que possible¹.

On ne remarque là aucune indication pour les menus ouvrages d'argent et certains auteurs ajoutent que les menus ouvrages d'or échappaient fréquemment à la marque.

C'est seulement avec les lettres patentes du 12 novembre 1733 qu'apparaît la nécessité (pour des raisons sans doute plus fiscales que pratiques) de poinçonner les petits ouvrages d'or et d'argent. Ces prescriptions ne furent, du reste, pas accueillies sans résistance de la part des orfèvres, mais ils durent s'incliner devant la rigueur d'un arrêt de la Cour des monnaies du 24 mars 1734, qui obligea à la contremarque tous les objets d'or et d'argent petits ou grands. Et, il en fut ainsi jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Pour en terminer avec l'étude du poinçon de la maison commune, il faut examiner brièvement la situation créée par la dualité existant dans le fonctionnement du Contrôle de la garantie sous l'Ancien Régime. Il importe de préciser les conflits qui peuvent naître pour modérer certains désirs exprimés par des bijoutiers modernes de revenir à un contrôle corporatif.

Les corporations sont obligées de s'enfermer dans des règles strictes et de limiter le champ d'action de leur industrie à un certain nombre d'objets spéciaux. Fatalement, elles entrent en conflit avec des corporations naissantes, à objet souvent très différent, mais avec lesquelles il peut exister bien des points communs.

1. Tableau emprunté à l'ouvrage de M. Paul de Cazeneuve, *La Garantie française*.

Quelque soit la forme de gouvernement, ce sera toujours le pouvoir central qui donnera des « lettres de patentes » aux nouvelles corporations, et cela dans un but pas toujours désintéressé. Au point de vue de la garantie des titres, il est intéressant de suivre la lutte engagée par la Corporation des orfèvres contre de nombreuses corporations naissantes. Le statut des maîtres-horlogers, qui remonte à 1544, ne comportait pas primitivement l'obligation de garantie. De là des conflits très graves, relativement surtout à la fabrication des boîtiers en or et en argent ornés de pierres précieuses. La justice, à cette époque, était plus lente qu'aujourd'hui ; toutefois, en 1627, très exactement le 15 mai, le Parlement de Paris rendit un arrêt dans lequel il maintint aux horlogers le droit de faire des boîtes en or et en argent avec l'obligation de Garantie, c'est-à-dire l'envoi à l'essai et à la contremarque au bureau de la Corporation des orfèvres ; toutefois, l'arrêt leur interdit d'employer des compagnons orfèvres, « d'user de la fonte et du fourneau, de faire des boîtes d'or émaillé et d'exposer en vente des montres sonnantes ou d'autres boîtes enrichies de pierres précieuses, à peine de confiscation et de 40 livres parisis d'amende ». D'autres arrêts (1643 et 1671) établirent, dans cet ordre d'idées, le statut définitif des maîtres-horlogers de la ville de Paris.

Des conflits de même nature surgirent avec la communauté des maîtres-fourbisseurs, qui obtint ses lettres patentes en avril 1627..., avec le groupement des graveurs qui, formé en 1629, obtint des lettres patentes en 1631, lesquelles, sur opposition des maîtres orfèvres, ne furent pas enregistrées (toutefois, les graveurs obtinrent de nouvelles lettres patentes en 1660, et la question de l'obligation de la Garantie fut résolue par un nouveau et long procès)..., avec les maîtres-passementiers-boutonniers, qui obtinrent leurs lettres patentes en 1711. D'une manière générale, les conflits connurent la solution suivante : les intéressés pouvaient travailler l'or et l'argent, mais ils étaient tenus de se pourvoir en métaux précieux au bureau de la Corporation des orfèvres et d'apporter leurs

ouvrages d'or et d'argent audit bureau pour y être essayés et contremarqués.

Ainsi, malgré la diversité des corporations, fut sauvé, en France, le « degré de bonté » des ouvrages d'or et d'argent.

SECTION III

LE POINÇON DE MAÎTRE

Le Contrôle de la garantie sous l'Ancien Régime, nous l'avons vu, était exercé par les gardes ou jurés de la Corporation des orfèvres de chaque ville, avec comme triple moyen : l'essai, le droit de visite et le poinçon de la maison commune, prescriptions renforcées par la sanction de l'autorité royale. Désormais, le groupe, la corporation, va s'effacer (relativement du moins) et l'individu se trouver en rapports directs avec les représentants de l'Etat.

Un titre était obligatoire et un poinçon garantissait aux acheteurs le degré de bonté, en métal précieux, des objets qu'ils achetaient. Ce système fort simple présentait, toutefois, une lacune évidente. L'orfèvre qui ouvrait de l'or ou de l'argent au-dessous du titre légal, était susceptible de poursuites pénales... Quand on trouvait, en un lieu quelconque, un objet sans poinçon ou revêtu d'un faux poinçon, on pouvait théoriquement poursuivre l'auteur de cette fraude. Mais avec le système de l'ordonnance de 1275, un orfèvre pouvait fort bien vendre un objet au-dessous du titre sans pouvoir être inquiété ; il n'avait qu'à nier être le fabricant de l'objet litigieux... ; la preuve contraire était difficile à faire, même avec l'exercice du droit de visite... et, par ce moyen, l'orfèvre évitait toutes les peines prévues par les ordonnances ou les statuts de la corporation.

On trouva, toutefois, un moyen pour rendre les orfèvres responsables « des fautes qui pourraient être trouvées au titre de leurs ouvrages et d'établir contre eux un recours

certain en dédommagement »... Ce fut précisément le poinçon de maître qui remplit cet office...

Par son ordonnance du 10 août 1355, le roi Jean II le Bon, enjoignit à tout orfèvre l'obligation d'apposer sur chaque ouvrage de sa fabrication un sceau qui lui soit propre, représentant une fleur de lys couronnée et une devise choisie par le fabricant.

A vrai dire, il ne faut point voir là une innovation, une création du pouvoir royal. Tout au contraire, nous croyons pouvoir soutenir (suivant en cela l'opinion d'auteurs très autorisés en la matière) que le poinçon de maître est d'origine très ancienne et, en tous cas, qu'il a existé bien avant le poinçon de la maison commune... Certes, le *Livre des Métiers* d'Etienne Boileau et les ordonnances royales qui se succédèrent de 1275 à 1355 ne font pas mention du poinçon de maître... Toutefois, « ce qui persuade que c'est « une pure omission, écrit Pierre Le Roy dans son commentaire des *Statuts et Privilèges du Corps des Orfèvres-Joailliers de la ville de Paris*, c'est qu'il est fait mention de nos « poinçons de maîtres, dans les registres tenus en la maison « commune, dès le commencement du xiv^e siècle, comme « d'un usage actuellement établi dans le Corps et comme « venant de longue main... »

En somme, avant la prescription royale de 1355, le poinçon de maître paraît avoir été un luxe particulier, une marque distinctive que certains orfèvres, soucieux sans doute de leur réputation et désireux de se différencier, apposaient sur leurs ouvrages d'or et d'argent. Là où vraisemblablement certains orfèvres avaient découvert le moyen de garantir davantage les objets de leur fabrication en ajoutant au poinçon de la maison commune une espèce de *certificat d'origine*, une *marque*, les rois trouvèrent le moyen de renforcer le Contrôle de la garantie. De facultative, la marque devint obligatoire : chaque orfèvre dut avoir son poinçon propre et en marquer tous les objets de sa fabrication, avant de les porter à l'essai chez les gardes ou jurés de la corporation.

Le poinçon de maître permettait d'identifier aisément

le maître qui avait ouvré le métal précieux et, en cas de fraude, de le poursuivre avec certitude.

Nous avons eu l'occasion de signaler que les prescriptions royales furent toujours appliquées d'abord aux orfèvres de Paris... Il est intéressant de noter à ce sujet que l'ordonnance du 10 août 1355, qui institua le poinçon de maître, n'eut d'effet que pour Paris. Charles VIII étendit cette obligation aux maîtres des Corporations d'orfèvres de toutes les autres villes de France par une ordonnance de 1493. (*L'Histoire de l'Orfèvrerie*, de Ferdinand de Lasteyrie, est cependant là pour nous dépeindre les merveilles qui étaient l'œuvre des corporations de province, qui — celle de Limoges, par exemple — devancèrent longtemps de corporation de Paris).

Le poinçon de maître était, lui-même, entouré de tout un faisceau de prescriptions administratives. Ainsi, l'orfèvre devait marquer de son poinçon toutes les parties de l'objet fabriqué qui pouvaient se séparer sans détérioration. Dans les différents édits et ordonnances, on peut lire que le poinçon doit être apposé « tant au corps et sur les principales pièces d'iceux que sur les garnisons qui pourraient porter l'empreinte dudit poinçon ». « Que, doré-
« navant, dit l'article 2 de l'ordonnance du 23 mars 1428,
« tous les orfèvres signent de leur poinçon et avant la bru-
« nissure, toutes les ceintures d'or et d'argent et autres
« ouvrages d'orfèvrerie qu'ils feront et les pièces d'icelles
« qui bonnement se pourront signer et où leur poinçon se
« pourra asseoir, en telle manière que l'on puisse reconnaître
« leur seing. »

Les orfèvres ne pouvaient apporter une pièce à l'essai des gardes de l'Orfèvrerie que si cette pièce avait été préalablement marquée de son sceau, et c'est pourquoi nous pouvons lire dans le décret du roi Louis XV, du 23 novembre 1721 (art. 7) : « Tous les ouvrages d'or et d'argent
« seront marqués du poinçon du maître qui les aura fabri-
« qués et essayés, et contremarqués par les jurés et gardes
« aux bureaux des maisons communes d'orfèvres ». (Cela justifie encore l'épithète de contremarque que nous avons

employée pour qualifier précédemment le poinçon de la maison commune).

D'autre part, nous pouvons noter, avec les époques, des variations dans la forme de notre poinçon... Nous rencontrons, à l'origine de la réglementation officielle, une fleur de lys couronnée accompagnée de la devise du maître (anere, croissant, soleil, cœur, main, etc., etc.) Puis, l'ordonnance de 1506 vint accroître le caractère identificateur du poinçon de maître, en obligeant chaque maître à placer sa devise entre ses deux initiales. Le poinçon à la fleur de lys couronnée, prit, dès lors, des proportions démesurées, car depuis 1355, et surtout depuis l'ordonnance de 1378, sa surface n'avait pas cessé d'augmenter. Le règlement général du 30 décembre 1679 (art. 14 et 145) vint limiter cette extension abusive qui permettait d'éviter de marquer certains ouvrages trop petits, et réduisit le poinçon aux dimensions suivantes : 2 lignes en hauteur et 1 ligne $1/4$ en largeur. Le poinçon n'en garda pas moins sa forme première, son attribut et les deux initiales du maître. Pour en terminer avec la forme de notre poinçon, il nous faut ajouter que les ordonnances qui, sous le règne de Louis XV, prescrivirent la marque des menus ouvrages d'or et d'argent, s'étendirent également au poinçon de maître.

Nous arrivons maintenant à une formalité spéciale qui pourrait faire l'objet d'une longue discussion et que les historiens modernes du Contrôle de la garantie n'ont pas assez mis en relief : la délivrance du poinçon de maître. Par qui le poinçon était-il donné aux maîtres ? Si l'on suit le développement logique du système, on doit se ranger à l'avis de Pierre Le Roy : d'après lui, on aurait constaté, dès le règne de Charles V, un grand désordre provenant de l'absence de toute réglementation de la délivrance des poinçons. En effet, l'ordonnance de Jean le Bon ne visait que la forme et l'obligation du poinçon. L'ordonnance de Charles V (mars 1378) décida donc :
 « Les maîtres généraux des monnaies feront dépecer tous
 « les poinçons qu'ont à présent tous lesdits orfèvres qui
 « auront autres poinçons nouveaux plus larges et tels qu'ils

« seront ordonnés par lesdits généraux maîtres des monnaies. » Depuis cette ordonnance, les orfèvres de Paris (et, depuis 1493, ceux de la France entière) n'ont plus tenu leurs poinçons que des officiers des Monnaies.

Or, dans le même ouvrage de Pierre Le Roy, nous pouvons relever un arrêt de la Cour des monnaies, du 11 janvier 1727, rendu en forme de règlement, dont voici le dispositif : « La Cour, faisant droit sur le réquisitoire des gens du roi, fait défense à tous les maîtres-orfèvres de graver à l'avenir aucun poinçon pour les maîtres particuliers, qu'en faisant représenter les anciens dont ils se seront servis. Et, à l'égard des aspirants à la maîtrise, les poinçons qu'ils feront graver seront mis par ceux qui les auront gravés entre les mains des gardes de l'Orfèvrerie, qui ne pourront s'en dessaisir qu'après leur réception en la Cour. Et fait défense au greffier d'en insculper aucun au terme du présent arrêt qui sera lu et publié au bureau de la communauté assemblée en la manière accoutumée et enregistré sur le registre de ladite communauté ». Cet arrêt semblerait dire que pendant plus de trois cents ans encore des maîtres-orfèvres ont gravé des poinçons et qu'à l'occasion, certains aspirants à la maîtrise faisaient usage de poinçon de maître avant leur réception. Mais l'arrêt, outre qu'il condamne cette fraude, laisse apparaître que le poinçon était donné aux nouveaux maîtres par les gardes de l'Orfèvrerie, ce qui ne concorde pas avec l'affirmation de Pierre Le Roy.

Nous croyons, néanmoins, que sur le principe, Pierre Le Roy avait raison. En effet, le nouveau maître, qui choisissait sa devise, faisait graver son poinçon lui-même. Mais, pour éviter qu'il n'en fasse usage, il devait remettre ce poinçon aux gardes de l'Orfèvrerie. Il nous faut alors rétablir un maillon de la chaîne, car c'est bien avec le poinçon de maître qu'a commencé, dans l'institution du Contrôle de la garantie, le rôle des officiers des Monnaies (rôle qui, nous le verrons à ce chapitre, devait devenir prépondérant à partir de la seconde moitié du ^{xvii}e siècle). Il faut noter que les officiers des monnaies recevaient, en

la Cour des Monnaies, le « serment de maître »..., serment que prêtait chaque nouveau maître lorsqu'il accédait à la maîtrise, et dans lequel, entre autres engagements, il prenait celui de respecter le titre légal des métaux précieux. C'est seulement après cette prestation de serment qu'il était maître et qu'il devait recevoir son poinçon des mains des officiers des Monnaies, lesquels le tenaient des gardes de l'Orfèvrerie. Il eût été intéressant de s'étendre quelque peu sur le serment de maître, dans lequel, à côté du poinçon, nous devons voir un accessoire du Contrôle de la garantie, car il ne faut pas oublier le caractère juridique du serment qui était, à cette époque, un véritable contrat (à la manière du *jusjurandum* du droit romain).

Cet exemple, mieux que tout autre, montre le danger de la dualité de direction dans l'institution du Contrôle de la garantie et les difficultés administratives que rencontrèrent les orfèvres sous l'Ancien Régime. En cela, la loi du 19 brumaire an VI réalisera une simplification capitale et, en instituant le contrôle purement administratif, évitera des écueils et des conflits tels que celui dont nous venons d'exposer le déroulement ; la suppression pure et simple des maîtrises et jurandes aura donc eu, à ce point de vue, un effet heureux, en apparence du moins.

Pour en terminer avec cette étude, certes incomplète, du poinçon de maître sous l'Ancien Régime, il nous reste à mentionner la dernière précaution prise. Il eût été vain de créer un poinçon de maître pour identifier les fabricants d'objets au-dessous du titre légal, si l'on n'avait pas établi en même temps un moyen en vertu duquel aucun maître ne pourrait changer ou déguiser le poinçon qui lui avait été donné, ni méconnaître son empreinte sur des ouvrages qui se seraient trouvés défectueux. Avant d'être soumis à l'obligation du poinçon de maître par ordonnances royales, les quelques orfèvres qui marquaient les objets de leur fabrication de leur sceau personnel, avaient coutume, dès le début du ^{xiv}e siècle, de faire inscrire ces poinçons sur les registres de la maison commune. Cette inscription avait sa nécessité. Le sceau, une fois inscrit, appartenait

en propre à celui qui l'y avait inscrit et, désormais, nul ne pouvait se l'approprier ou le contrefaire sans encourir de graves sanctions dont la plus efficace, en vertu du monopole corporatif, était, à coup sûr, l'exclusion de la corporation.

En somme, la Corporation des orfèvres de Paris avait organisé une véritable institution protectrice de la propriété industrielle, de la propriété « de la marque », des fabricants orfèvres. On enregistrait les poinçons des maîtres, comme aujourd'hui on enregistre les titres des journaux et des revues, les brevets d'invention ou les marques de fabrique.

Les rois reprirent ensuite à leur compte cette ancienne pratique. Les premières ordonnances s'occupèrent, nous l'avons vu, de la forme, puis de la délivrance des poinçons ; mais, comme il fallait sauvegarder les poinçons ainsi créés, il est certain que l'inscription sur les registres de la maison commune dût, tout d'abord, se généraliser.

Au début du ^{xvi}e siècle, une ordonnance de Louis XII (Blois, 22 novembre 1506) décida, dans son article 12, que les poinçons seraient « enregistrés en la Chambre des monnaies et empreints à la table de cuivre de cette Chambre ». Plus tard, la Chambre des monnaies se transforma, devint une véritable juridiction (beaucoup plus rigide que les parlements), juridiction dont dépendirent les orfèvres, en dernier ressort, et qui s'appela « la Cour des monnaies ». C'est le greffier de la Cour des monnaies qui était chargé de l'insculption sur la table de cuivre et de la garde de ladite table. L'usage de l'inscription sur les registres de la communauté n'avait cependant pas disparu, peut-être avait-il été seulement doublé par l'insculption sur la table de cuivre, puisque dans le règlement général du 30 décembre 1679, il est enjoint aux orfèvres de faire insculper les nouveaux poinçons tant à la Cour des monnaies qu'au bureau de leur communauté.

Ainsi, l'institution du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent, s'est constamment améliorée pendant tout le cours de l'Ancien Régime, contribuant

puissamment à sauvegarder le prestige de l'Orfèvrerie française. On y trouve, néanmoins, un défaut capital : l'abus des prescriptions administratives qui, nous allons le voir à la section suivante, se compliquèrent davantage avec l'apparition des droits de garantie.

SECTION IV

LES DROITS DE GARANTIE

Les droits de garantie n'ont pas existé dès les premiers temps du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent, et il est même curieux, pour l'histoire générale, de noter les péripéties qui entourèrent la création de ce nouvel impôt.

La Fontaine, en somme, a fort bien traduit la situation. Les anciens orfèvres français ont un peu joué aux *grenouilles qui demandent un roi*... Ils avaient un contrôle corporatif étayé de sanctions royales..., ils l'ont jugé insuffisant pour conjurer les fraudes nombreuses alors... Les rois sont alors intervenus d'une manière plus efficace et, non seulement ils assurèrent par leur autorité le respect des prescriptions corporatives, mais encore ils créèrent de nouveaux moyens de contrôle et (nous arrivons à la « Grue » de la fable) ils finirent par trouver dans le Contrôle de la garantie une nouvelle source de revenus...

Les droits de garantie, envisagés dans leur ensemble, ont une origine très ancienne et sont d'une essence double, comme tout ce qui touche au Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent.

Les gardes de l'Orfèvrerie, qui étaient chargés d'essayer et de contremarquer les ouvrages d'or et d'argent, percevaient un droit de contrôle, d'essai infime, puisqu'en 1349, un règlement nous apprend qu'il était de 2 deniers par marc d'argent, soit, pour nous exprimer en un langage plus moderne, deux douzièmes de sou pour 244 gr. 72 d'argent !... (Notons, toutefois, que quelques années plus

tard cette « taxe » fut portée à 3 deniers par marc d'argent, puis jusqu'à 16 sols).

Les rois voyant que ce mode de perception de l'impôt s'avérait commode et désireux de restaurer les finances publiques mises à mal par la politique dispendieuse de François I^{er} et par les guerres de religion, pensèrent qu'il était juste d'imposer ceux qui pouvaient s'offrir des bijoux et des pièces d'orfèvrerie.

Le roi Henri III créa, par un édit de 1579, une « taxe générale » sur les ouvrages d'or et d'argent qui greva lesdits ouvrages dans la proportion suivante :

3 livres tournois par marc d'or et 25 sols tournois par marc d'argent.

Les légistes de l'époque cherchèrent une explication plausible à ce nouvel impôt à caractère somptuaire. Ils l'appelèrent *droit de remède* et en firent, suivant le sens qu'ils entendaient donner au mot « remède », soit une compensation des « tolérances ou remèdes » accordés sur le titre des ouvrages d'or et d'argent par les ordonnances royales, soit même un moyen de revaloriser le métal constitutif des objets ouvrés, lequel était nécessairement un alliage de métal précieux et de vil métal. Ceux qui adoptaient la seconde explication, la plus admissible à notre avis, ajoutaient que les tolérances procurent aux orfèvres un bénéfice particulier qui, d'après les principes mêmes du droit domanial, doit revenir au roi au même titre que le produit des remèdes sur les monnaies. (Certains auteurs modernes ont même cru découvrir là l'origine lointaine de la Garantie, dont ils font une « prolongation du privilège régalien de battre monnaie »). Ces droits nouveaux parurent exorbitants et rencontrèrent des difficultés d'application nombreuses et d'autant plus grandes que les Corporations d'orfèvres étaient des groupements où régnait alors une solidarité à toute épreuve !

L'édit de 1579 ne fut jamais sérieusement appliqué... Il prévoyait une réglementation trop sévère, en ce sens qu'il avait un effet rétroactif et que les droits étaient exigibles, non seulement sur les ouvrages fabriqués depuis

1579, mais encore sur tous ceux qui se trouvaient déjà en circulation dans le commerce. Pour assurer le recouvrement des droits, l'édit instituait dans les principales villes de France des receveurs et contrôleurs qui, à côté des poinçons de maître et du poinçon de la maison commune, insculpaient un poinçon uniforme pour tout le royaume, avec un signe caractéristique pour chaque bureau.

Pour toutes ces raisons, plus peut-être que pour le montant de la taxe, les orfèvres protestèrent et, finalement, ils se débarrassèrent à la fois des droits de garantie et du contrôle royal en rachetant le tout à prix d'argent.

Malheureusement pour les orfèvres, avec le renforcement du pouvoir royal et l'extension de ses besoins, leurs efforts furent réduits à néant ! Par un édit de 1631, le roi Louis XIII nomma « des fermiers chargés de percevoir le droit de remède, et de marquer de leur poinçon les objets l'ayant acquitté ». Le montant du droit était fixé de la manière suivante :

3 sols par once d'or (c'est-à-dire par 30 gr. 59 environ) et 2 sols 6 deniers par marc d'argent, ce qui représente une diminution très sensible sur le taux de l'édit de 1579, puisque l'impôt n'était plus que d'une livre 4 sols par marc d'or au lieu de 3 livres.

Les orfèvres ne l'entendirent pas ainsi... La Corporation des orfèvres racheta à nouveau ces droits et, par un édit du 12 mai 1633, le roi Louis XIII révoqua son édit en 1631...

En 1642, par un édit du 16 mai, le pouvoir royal revint à la charge et créa un *droit de seigneurage*. Cette fois-ci, les orfèvres se fâchèrent et la perception du droit de seigneurage souleva une sédition au cours de laquelle, rapportent les historiens, un commis des Monnaies fut grièvement blessé. Pour calmer les esprits, les gardes de la communauté furent chargés du recouvrement ». Mais, désormais, le principe de l'impôt était admis... Le pouvoir royal avait gagné la partie...

Les droits de marque furent définitivement assis et confiés à des fermiers spéciaux par la déclaration du

31 mars 1672. La perception des droits et le service du poinçonnage sont sérieusement organisés à partir de l'édit de 1674, mais nous ne pouvons, dans cette étude forcément sommaire, retracer point par point l'évolution de toute cette matière. Voici quelles en sont les principales étapes : « Le recouvrement fut d'abord confié à un fermier spécial, puis il fut compris dans le bail général des fermes, puis, à partir de 1780, il fut réuni à la Régie générale des aides ». Le droit de seigneurage de 1642 avait pris désormais le nom de *Droit de marque d'or*.

Les fermiers de la marque d'or avaient à leur disposition un poinçon spécial qui permettait de constater l'acquittement des droits : c'était le poinçon de décharge. Tout ouvrage devait donc obligatoirement être revêtu de trois poinçons : le poinçon de la maison commune, qui certifiait le titre ; le poinçon de décharge, qui constatait le paiement du droit. (Beaucoup d'objets de cette époque portent quatre poinçons. La raison en est simple : il fallait faire contremarquer au bureau de la communauté des Orfèvres, les différentes pièces d'un même objet détachables sans détérioration. Or, depuis un arrêt du Conseil du roi, en date du 30 octobre 1674, les « gardes de l'Orfèvrerie » doivent déposer leurs poinçons dans un coffre-fort fermant à deux clefs, dont ils remettent l'une au fermier de la marque d'or et conservent l'autre. Donc, pour contremarquer une quelconque pièce d'un objet en cours de fabrication, il fallait l'intervention du fermier, lequel ne percevait les droits qu'une fois l'objet terminé. Mais il arrivait qu'il insculpait tout de même un poinçon particulier : le poinçon de charge, qui n'était pas obligatoire, comme nous l'apprend l'ordonnance du 2 juillet 1681.

Notons du reste — et c'est en cela que les droits de garantie sont un accessoire du contrôle — que la même ordonnance du 2 juillet 1681 interdit aux gardes de l'Orfèvrerie, à peine de 500 livres d'amende pour chaque convention, d'apposer les poinçons de la maison commune sur aucun ouvrage, hors de la présence du fermier de la marque d'or ou de ses commis. Et, en outre, c'est la même

ordonnance qui donne aux fermiers le droit de visite chez les orfèvres, avec l'assistance d'un officier de l'élection (les commissaires de police de l'époque)¹.

Il est difficile de faire un tableau des poinçons des fermiers généraux pour la simple raison que ce poinçon changea d'attributs et de forme à chaque mutation de fermier général. Les renseignements que rapporte l'histoire indiquent que le poinçon de charge fut presque toujours, pour Paris, un A surmonté d'une couronne fermée. Le A changeait de forme à chaque mutation de fermier.

Les fermiers généraux se contentèrent longtemps de ces quelques modifications, mais, à partir de Jean-Baptiste Fouache, en 1774, les régisseurs pour le compte du roi, héritiers des fermiers généraux, eurent la manie de changer tous les poinçons à leur fantaisie. A titre d'exemple, nous pouvons citer Henri Clavel qui, en 1782, créa huit poinçons nouveaux :

- 1^o Charge des gros ouvrages d'argent : un A couronné ;
- 2^o Charge des gros ouvrages d'or et des menus ouvrages d'argent : deux L entrelacés ;
- 3^o Décharge des gros ouvrages d'argent : tête de chien ;
- 4^o Décharge des ouvrages d'or et moyens ouvrages d'argent : une tête de paysanne ;
- 5^o Décharge des petits ouvrages d'or et d'argent : tête de vanneau ;
- 6^o Décharge des très petits ouvrages d'or et d'argent : un bouton d'œillet ;
- 7^o Poinçon servant à marquer le corps des autres poinçons : fer de lance ;
- 8^o Contremarque : tête de dauphin².

Comme il en était de même pour toutes les villes importantes de province, un arrêt de la Cour des Aides, du 31 août 1782, pour faire cesser ce lamentable état de choses, décida qu'à l'avenir, il n'y aurait plus, pour Paris,

1. Ces dispositions ont été reprises par la loi du 19 brumaire an VI à quelques modifications près.

2. On trouvera ce tableau, de même que le tableau des poinçons de charge et décharge créés par Jean-Baptiste Fouache, dans l'ouvrage admirable de Paul de Cazeneuve, *La Garantie française*.

Un taux aussi élevé des droits de marque d'or et de contrôle incitait naturellement à la fraude, qui était rendue plus rémunératrice que par le passé. C'est peut-être l'époque où l'on note le plus grand nombre de procès importants en cette matière. Des mesures rigoureuses étaient cependant prises contre les fraudeurs, mais ce que la corporation n'avait pu obtenir, les particuliers, par leur résistance plus ou moins passive, espéraient l'atteindre.

La lutte contre les faux poinçons rencontre évidemment des obstacles à peu près insurmontables... Tant qu'il y aura des poinçons, il y aura des faux poinçons (certaines affaires récentes le prouveraient d'une manière manifeste s'il en était besoin). Pour cette branche, un peu spéciale, de l'activité des hommes, le progrès n'a malheureusement pas consisté à inventer des remèdes préventifs, mais bien à trouver le moyen de contrefaire les poinçons les plus petits et les plus compliqués. Le seul remède consiste peut-être dans l'application de peines très fortes d'amende ou corporelles à tous les contrefacteurs pris en flagrant délit et même, plus simplement, à tous les détenteurs de faux poinçons. C'est ce dernier système qui, employé sous l'Ancien Régime, sera reproduit par la future loi de brumaire an VI, système que l'on s'efforce (à tort à notre avis) d'amenuiser, soit dans certains projets de réforme, soit dans l'application jurisprudentielle de cette loi.

Les sanctions prévues aux règles du Contrôle de la garantie étaient, en effet, très sévères. L'ordonnance de 1681 avait établi une peine de 3.000 francs d'amende et de cinq ans de galères contre les contrefacteurs de poinçons, peine qui était des fers à perpétuité en cas de récidive. Les pouvoirs de contrôle furent augmentés eux aussi : par une ordonnance du 16 août 1696, le roi Louis XIV créa des offices de *contrôleurs de la marque d'or* particulièrement diligents parce que rétribués par le produit du droit de ferme et le produit des amendes. Il leur donna, en outre, par une ordonnance du 29 septembre 1697, le droit de visiter les magasins et fabriques, de dresser les procès-verbaux, d'opérer des saisies.

Devant l'insuffisance des mesures prises, on renforça les mesures d'intimidation. Une déclaration du roi Louis XV, en date du 4 janvier 1724, édicta la peine de mort contre les contrefacteurs des poinçons de jurande ou de fermier. C'est en exécution de cette déclaration que l'orfèvre Pierre Maulmy fut pendu, à Dijon, le 13 avril 1734 ; que l'orfèvre Bene connut le même châtiment, à Paris, le 6 août 1728, et que, le 5 décembre 1734, l'orfèvre Louis Legros, convaincu de faux poinçon, fut conduit au gibet, tête et pieds nus, en chemise, la corde au cou, tenant dans ses mains une torche embrasée et ayant dans le dos un écriteau sur lequel on lisait : « Orfèvre se servant de faux poinçons ».

C'est ainsi que l'intervention royale, qui s'était avérée nécessaire pour sanctionner les prescriptions corporatives, se retourna, dans une certaine mesure, contre les orfèvres honnêtes dont les charges se trouvèrent accrues. Nous avons vu d'ailleurs aux prix de quels incidents les droits de garantie ont été instaurés en France et quelle volonté de lutte ont déployé constamment les orfèvres de l'Ancien Régime.

Il faut avouer que la résistance à un impôt indirect est toujours difficile, car le public, dont pourtant les intérêts sont en jeu, ne suit pas ceux qui réclament. Actuellement encore, le problème reste le même : nous aurons l'occasion de voir que l'accord s'est fait définitivement sur le principe de la nécessité du Contrôle de la garantie et que s'il est à peu près fait aussi sur la nécessité du contrôle par l'Etat, les intérêts du fisc et ceux des fabricants orfèvres, bijoutiers, horlogers, joailliers sont toujours en conflit, car les gouvernements qui succédèrent à la monarchie, depuis la Révolution, n'ont jamais songé à abandonner la source de revenus que constituaient pour eux les droits de garantie.

SECTION V

QUESTIONS DIVERSES

A. — *Affinage et argue.*

Dans les sections précédentes, nous avons décrit avec quelques détails ce qui formait l'ossature du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent sous l'Ancien Régime. Il reste évidemment à traiter un certain nombre de questions plus importantes les unes que les autres, sur lesquelles nous avons eu soin de l'indiquer, nous n'insisterons pas. Nous avons ainsi laissé de côté la question de l'affinage et celle de l'argue, dont nous ne dirons que quelques mots.

« L'affinage qui est l'art de départir l'or de l'argent et l'or « et l'argent des viles matières qu'ils pourraient contenir, « pour en extraire les parties hétérogènes et ramener ces « métaux au titre qu'ils doivent avoir », suivant la définition qu'en donnera le citoyen Beffroy devant le Conseil des Cinq Cents, en l'an V, n'était pas libre en France sous l'Ancien Régime.

Une déclaration du roi, à la date du 25 octobre 1689, avait établi en vingt-huit articles, les obligations des affineurs dont le nombre était limité dans chaque ville où l'affinage était permis et qui ne pouvaient mettre le feu à la « cahuffe » ou fourneau, sans une déclaration préalable, faite au commis du fermier, en sorte que les employés pouvaient assister à toutes les opérations d'affinage et prendre note du poids des matières affinées.

En outre, il existait trois ateliers nationaux d'affinage, à Paris, à Lyon et à Trévoux, où les orfèvres pouvaient apporter leurs lingots à affiner.

Bien entendu, des droits d'affinage existaient et grevaient par conséquent encore l'Orfèvrerie. Nous aurons l'occasion de voir, sans y insister non plus, quelles modifi-

cations la Révolution apporta sur ce point au système de l'Ancien Régime.

Quant à l'argue (qui concerne également le traitement des lingots), elle comprenait un ensemble de dispositifs mécaniques ayant pour but de dégrossir lesdits lingots et de leur donner une forme telle qu'ils puissent être passés à la filière... Des argues sortaient les fils et galons d'or et, comme le contrôle de pareils objets était forcément difficile, comme on ne pouvait essayer le fil ou galon sur toute sa longueur, les rois préférèrent, pour simplifier, monopoliser les argues.

L'article 15 de l'ordonnance du 2 juillet 1861, que nous avons déjà rencontrée à plusieurs reprises, sanctionnait ce monopole de la manière suivante : « Il est fait défense aux tireurs d'or et d'argent d'employer d'autre pour les ouvrages que celui qui aura été tiré, forgé et dégrossi dans les forges et argues du fermier de nos droits, à peine de confiscation des lingots et marchandises et de 3.000 livres d'amende ; comme aussi d'avoir chez eux aucuns fourneaux, ni creusets propres à fondre des lingots, ni aucunes forges, argues, ni bancs propres à les dégrossir, sous les mêmes peines ». Ces peines ont été aggravées par la déclaration royale du 25 octobre 1689 et par l'édit du 23 novembre 1721, en cas de récidive.

Nous verrons que la Révolution conserva pour les nécessités du commerce, et pour la facilité du contrôle le monopole de l'argue qui ne disparut que dans le courant du XIX^e siècle. Il existait des droits d'argue, comme il existait des droits d'affinage ce qui augmentait encore le prix de revient de l'Orfèvrerie française.

B. — *Le Registre de Garantie,*

Nous aurions voulu pouvoir traiter du Registre de Garantie d'une manière très approfondie car il est aujourd'hui sujet à discussion entre les bijoutiers, orfèvres, joailliers, horlogers, l'administration de la Garantie des titres et parfois même la police municipale, surtout depuis la loi

du 15 février 1898 relative au commerce de brocanteur, sur laquelle nous aurons à revenir. L'origine lointaine de cette prescription eut certainement montré aux patriciens modernes l'absolue nécessité qu'il y a de tenir soigneusement ce registre et quelle est son utilité reconnue par une tradition lointaine.

Nous savons seulement que les orfèvres du ^{xvi}e siècle tenaient un registre sur lequel ils inscrivaient leurs achats et ventes de métaux précieux et ouvrages fabriqués avec des métaux précieux. Ainsi compris, ce Registre constitue un complément du Contrôle de la garantie. Mais il est probable qu'il fut utilisé d'abord par quelques orfèvres d'une manière essentiellement facultative (comme le poinçon de maître) avant de prendre un caractère obligatoire.

M. Paul de Cazeneuve fait remonter cette obligation du registre à l'ordonnance du 24 janvier 1749 mais en réalité les orfèvres devaient être contraints de le tenir bien avant cette date puisqu'un arrêt du Conseil du roi du 17 janvier 1696¹, dispose : « Seront tenus lesdits orfèvres d'avoir « registre en bonne forme où ils écriront eux-mêmes la qualité « et la quantité des matières d'or et d'argent, ensemble les « noms et les demeures de ceux à qui il les auront vendus et « de qui ils les auront achetées ; lesquels registres ils seront « tenus de représenter aux commissaires de la Cour des « Monnaies, toutes fois et quantes qu'ils feront chez eux « leurs visites, le tout à peine d'amende ... »

Cette obligation du registre était doublée par une autre que nous trouvons dans un arrêt du Conseil du 20 avril 1726, rendu en forme de règlement, qui voulait que les orfèvres remettent aux particuliers des bordereaux dans lesquels « seront distingués le prix de la matière, celui de la façon « et les droits de contrôle ».

Mais nous croyons utile de rapporter ici les articles

1. M. Georges Capdevielle, dans sa thèse sur le *Régime de l'industrie des métaux précieux en France*, indique également la déclaration du 11 décembre 1685 et les Lettres patentes du 16 mars 1694, parmi les actes ayant établi l'obligation du registre côté et paraphé.

14, 16 et 17 de l'ordonnance du 23 janvier 1749, qui ont été imprimés à la suite de l'ordonnance du 19 septembre 1821 et qui, par conséquent sont toujours en vigueur. Trop de gens font, en France, commerce de l'or et de l'argent sans tenir ce registre, et sans, bien souvent, être l'objet des visites des Contrôleurs de la garantie.

« Enjoignons, dit l'article 14, à tous orfèvres, joailliers, « fourbisseurs, merciers, graveurs et autres travaillant et « trafiquant des ouvrages d'or et d'argent, de tenir des « registres côtés et paraphés par un des officiers de l'élection dans lesquels ils enregistreront, jour par jour, par « poids et espèce, la vaisselle et autres ouvrages vieux ou « réputés vieux, suivant l'article 3, qu'ils achèteront, pour « leur compte ou pour les revendre, ceux qui leur seront « portés pour les raccommoder, ou donnés en nantissement, pour modèle ou dépôt, ou sous quelque autre « prétexte que ce puisse être, et ce à l'instant que lesdits ouvrages leur auront été apportés ou qu'ils les « auront achetés ; seront aussi tenus de faire mention, dans « lesdits enregistrements, de la nature et qualité des ouvrages, et des armes qui y seront gravées, des noms et « demeures des personnes à qui ils appartiennent, sans « qu'ils puissent travailler aux ouvrages qui leur auraient « été apportés pour les raccommoder, qu'ils ne les aient « portées sur leurs registres, le tout à peine de confiscation « et de trois cents livres d'amende ».

Article 16. — « Seront tenus, lesdits orfèvres et autres « de rayer de leur registre, les ouvrages qui y auraient été « portés en exécution de l'article 14, à mesure qu'ils les « rendront ; et où ils ne rendraient pas en même temps « tous ceux contenus à un seul article, ils feront mention, « à la marge, des pièces qu'ils auront rendues, par espèce, « poids et qualité, et représenteront aux commis du fermier, « hors de leurs visites, le surplus des pièces restant entre « leurs mains, ou indiqueront les ouvriers auxquels ils « les auront données pour les raccommoder, le tout à peine « de cent livres d'amende ».

Article 17. — « Lesdits orfèvres et autres, travaillant et

« trafiquant des ouvrages d'or et d'argent, seront tenus
 « de faire marquer et de payer les droits des ouvrages qu'ils
 « achèteront pour leur compte, soit pour les revendre, soit
 « pour leur usage particulier, et ce dans les 24 heures après
 « qu'ils auront porté lesdits ouvrages sur leurs registres
 « ainsi qu'il est prescrit ci-dessus. A l'égard des ouvrages
 « qu'ils auront achetés et qui ne seront pas en état d'être
 « vendus ou qu'ils ne voudront pas vendre ou prendre pour
 « leur compte, ils seront tenus de les rompre et briser dans
 « l'instant, en sorte que lesdits ouvrages soient hors d'état
 « de servir à aucun usage ; le tout à peine de confiscation
 « et de trois cents livres d'amende ».

Il est une disposition qui se rapprochait de celle du registre et des bordereaux et que certains auteurs étudient par la même occasion : la *recommandation*. On entendait par recommandation le billet que l'on faisait porter par le clerc des orfèvres pour retrouver les objets volés et avertir les marchands d'arrêter ceux qui les exposeraient en vente. Toutefois on ne peut pas dire qu'il s'agit là d'une mesure concernant la garantie des titres des matières d'or et d'argent. C'est une mesure de « police » de la profession d'orfèvre ; on fait obligation à chaque orfèvre de n'acheter qu'à des personnes connues, ou ayant des répondants connus, ou domiciliées, c'est une mesure qui sera prise par la loi du 19 brumaire an VI, dans son article 75, mais il ne s'agit nullement ici de protection des titres.

Telles étaient les dispositions qui entouraient l'obligation des orfèvres « et autres » de tenir un registre d'achats et ventes de métaux précieux et d'objets ouvrés en métaux précieux. Le droit moderne les a reprises dans leur ensemble.

C. — *Les recenses.*

« Lorsqu'il s'agit d'empêcher l'effet de quelque infidélité
 « relative aux titres et aux poinçons l'autorité publique
 « ordonne l'application d'un poinçon dit de recense

« sur tous les ouvrages d'or, d'argent, et aujourd'hui de « platine ».

Il est intéressant d'indiquer que l'idée de « recense », véritable « recensement », comme son nom le montre, des objets d'or et d'argent en circulation dans le commerce est, elle aussi, issue de l'Ancien Régime. Mais il faut noter que la recense — qui pour réussir doit être essentiellement gratuite — s'est appliquée uniquement d'abord aux poinçons de l'Etat, c'est-à-dire aux poinçons de charge et surtout de décharge constatant le paiement des droits. Les préoccupations des gouvernements ont toujours été de nature financière, et l'intérêt des particuliers et du commerce passe trop souvent après les soucis de fiscalité.

La première recense gratuite des ouvrages d'orfèvrerie eut lieu en 1722 sur la demande du fermier général, Charles Cordier, par suite de la contrefaçon des poinçons de l'Etat.

A propos de la recense, il nous faut dire quelques mots des vieux ouvrages dits « de hasard ». La question se posa après la consolidation des droits de garantie en 1672 comme elle se posa par la suite après chaque recense. Les objets de hasard étaient ceux qui, retirés du commerce au moment de l'application du poinçon de décharge ou de l'application du poinçon de recense, revenaient en circulation, après l'expiration des délais de la recense gratuite.

Un arrêt du Conseil en date du 12 septembre 1684, rendu en forme de règlement, ordonne que « le droit de marque « sera payé pour la vieille vaisselle et gros ouvrages, que « les marchands orfèvres et les autres trafiquants et tra-
« vaillant en or et argent revendront, *et autant de fois*
« *qu'ils en feront la revente* comme pour la nouvelle ».

Ces dispositions furent appliquées à *tous* les ouvrages par l'article 2 de la déclaration du roi du 24 janvier 1749.

A l'heure actuelle, à moins de création d'un droit nouveau constaté par un poinçon nouveau, à effet rétroactif, les objets de hasard ne peuvent se présenter dans le commerce que sous la forme d'objets d'or ou d'argent non revêtus de toute la série des poinçons de recense.

D. — *Conclusion sur l'Ancien Régime.*

Si l'étendue de notre sujet ne nous avait pas contraint à nous borner à l'étude du régime intérieur de la garantie des titres des matières d'or et d'argent, nous aurions dégagé l'intérêt qu'il y aurait à étudier les règles relatives à l'importation et à l'exportation des bijoux et de l'orfèvrerie. Cela nous aurait permis de rendre un compte plus exact du prestige de l'orfèvrerie française.

Nous nous contenterons donc sur ce point de l'assurance que nous ont léguée nos anciens auteurs et des échos que nous recueillons dans de nombreux romans ou dans certains chapitres de l'Histoire (plus ou moins romancés d'ailleurs) tels que celui du Collier de la Reine ou des ferrets d'Anne d'Autriche.

Cette splendeur de l'Orfèvrerie n'alla pas sans heurts. Il n'y aura, certes, jamais autant de conflits variés et de procès concernant la Garantie des titres et les relations de la Corporation des orfèvres avec les autres corps de métiers, qu'il y en eut au cours de l'Ancien Régime. Nous avons été étonné d'en relever une liste aussi longue. Ce qui revient à dire que les prescriptions trop sévères, les impositions trop lourdes, les tracasseries administratives trop répétées, incitent les assujettis à la fraude tout autant, nous le verrons au chapitre suivant, qu'une liberté trop grande. Avec l'élévation constante des droits de marque d'or, les rois de France apprirent à ne point négliger cette source de revenus. ... de leur côté les fraudeurs retiraient de leurs malversations un bénéfice complémentaire, et la lutte se poursuivit ainsi pendant des siècles !

On recherchera plus tard le fondement juridique du Contrôle de la garantie, mais ici, en présence de la minutieuse réglementation que nous venons d'exposer, nous nous devons de rappeler les conceptions économiques du moment et nous constaterons sans peine qu'en cette matière les nécessités financières ont été servies par les doctrines économiques !

Sans remonter jusqu'au Moyen-Age, rappelons que les

droits de Garantie apparurent pour la première fois en 1579 à une époque où les esprits étaient fortement influencés par les doctrines *bullionistes* qui avaient cours en Espagne (en particulier, sous la plume du jésuite Mariana) ou en Italie, avec Botero et Serra. La suprême habileté pour un Etat consistait d'après les bullionistes à attirer le plus d'or possible dans le pays et, par tous les moyens, à éviter qu'il n'en sorte.

La France préoccupée par les guerres de religions n'a guère connu cette forme sommaire du mercantilisme. Néanmoins, on pourrait facilement considérer la mesure prise par le roi Henri III comme une manifestation de bullionisme. En effet, la création d'un impôt sur un objet de fabrication nationale a pour résultat immédiat d'augmenter le prix de cet objet et de le rendre, par le fait, moins accessible aux acheteurs étrangers. S'il s'était agi simplement d'éviter la fuite de l'or et de l'argent (et non de procurer au trésor royal des ressources nouvelles), le résultat eut peut-être été atteint mais nous savons que l'Edit ne fut jamais sérieusement appliqué car il se heurta à une résistance efficace des Corporations d'orfèvres.

Ceci n'est d'ailleurs qu'une hypothèse car les doctrines bullionistes n'ont pas eu en France un retentissement immédiat. Au contraire le *mercantilisme* tel qu'il se développa dans notre pays, sous la forme industrielle, et auquel on donna le nom de celui qui l'appliqua avec une incomparable maîtrise — le *Colbertisme* — exerça certainement une influence capitale sur le développement de notre institution... Les mercantilistes français (entre autres Laffemas), étaient peut-être dominés par la crainte de voir l'or s'enfuir hors du royaume, mais dans l'ensemble ils sont essentiellement réglementaires et industriels. Ils veulent l'extension du régime des corporations à tous les métiers, l'interdiction du travail libre, la suppression des corporations inutiles, la suppression des empiètements auxquels les corporations se livraient les unes sur les autres, l'unification des règlements corporatifs.

Toute l'histoire du Contrôle de la garantie s'éclaircit à la lumière de ces idées... conflits de la Corporation des orfèvres avec les corporations naissantes... nécessité pour lesdites nouvelles corporations de se plier aux règlements de la Corporation des orfèvres en ce qui concerne le titre des matières d'or et d'argent ouvrées par leurs soins... entraves apportées au travail libre pour des nécessités de contrôle, etc... Puis, nous avons constaté que la Corporation disparut insensiblement devant l'initiative royale, tout en conservant son utilité ; c'est encore du mercantilisme : le roi doit prendre en main la direction générale de l'œuvre économique « ramener à l'ordre tout ce qui s'en est détraqué », « tenir l'œil ouvert et l'oreille alerte, pour voir et entendre « tout ce qui peut apporter du bien et du soulagement au « peuple », suivant les expressions pittoresques de Montchrétien.

« Avec Colbert, constate M. Gonnard, le mercantilisme « est à son apogée ». Et de fait, dans l'étude de l'institution de la Garantie nous pouvons constater que sous Colbert l'autorité royale domina délibérément les institutions corporatives. C'est lui qui, en 1672, établit définitivement les droits de marque or... C'est lui qui fit rendre l'ordonnance du 2 juillet 1681 laquelle sera jusqu'en 1789 la charte de l'Orfèvrerie (toutes les autres réglementations n'ayant servi à partir de cette époque, qu'à préciser ou compléter dans le détail l'œuvre de Colbert).

Toutefois nous l'avons signalé, l'abus de réglementation est une erreur regrettable. Certes, lorsqu'il s'agit de métaux précieux à l'occasion desquels la moindre malversation peut procurer des bénéfices aussi considérables que frauduleux, la réglementation est une nécessité. Mais son excès fait naître la volonté d'en annihiler la portée ou même de la supprimer... et Colbert lui-même semblait épris de l'idée de liberté du commerce.

Les abus des corporations, la minutie, disproportionnée avec le but recherché, de leurs règlements telle que nous l'avons remarqué dans l'étude du Contrôle de la garantie

des titres, fit germer un nouveau mouvement doctrinal illustré par l'*Ecole des Physiocrates* qui, à l'inverse des mercantilistes, furent libéraux et agricoles. Néanmoins, leurs idées ne prirent le pouvoir qu'avec la période révolutionnaire, car à l'exception d'un essai, sans suite, tenté par Turgot en 1776, le mercantilisme domina toute l'Economie française jusqu'en juillet 1789.

CHAPITRE IV

LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

Qu'on maintienne l'entière liberté du commerce : car la police du commerce intérieur et extérieur la plus sûre, la plus exacte, la plus profitable à la nation et à l'Etat consiste dans la pleine liberté de la concurrence.

QUESNAY.

Si l'influence du mercantilisme — et encore moins celle du bullionisme — n'ont eu que peu d'effets sur le Contrôle de la garantie qui existait bien avant eux, nous constatons au contraire que les gouvernements de la période révolutionnaire vont appliquer à cette matière, comme à bien d'autres, les idées de leurs maîtres ès-sciences économiques : les Physiocrates.

Sans chercher à exposer cette doctrine — ce qui sortirait du cadre de cet exposé — nous rappellerons que l'agrarianisme et la théorie du produit net, la liberté et le célèbre *laissez faire, laissez passer*, la doctrine du droit naturel, dominent l'ensemble de leurs conceptions. Pour eux toute richesse provient de l'agriculture qui seule réalise un produit net et qui seule, par conséquent, doit payer des impôts, lesquels par incidence se trouveront répartis automatiquement parmi les autres branches de l'activité nationale toutes tributaires de l'agriculture.

L'idée de liberté du commerce est née par réaction contre la réglementation trop poussée des corporations présentées comme la plaie du pays... Le commerce ne pourra prospérer

que s'il est libre de toute entrave, que si la concurrence est libre. Cette idée combinée à la précédente conduit fatalement à la suppression des impôts indirects parce que, d'une part, ils frappent des produits manufacturés ou des matières premières et que d'autre part il constitue une gêne pour le commerce.

Quant à la doctrine de l'ordre naturel avec ses lois physiques et ses lois morales, elle renforce singulièrement l'idée de liberté. Puisqu'il existe un « ordre essentiel dont les « sociétés ne peuvent s'écarter sans trahir leurs véritables « intérêts sans cesser même d'être des sociétés, un enchaînement de moyens sans lesquels il est impossible de remplir l'objet qu'on s'est proposé », il n'y a évidemment qu'à laisser faire, les hommes comprendront que leur intérêt est d'éviter la fraude et de fabriquer des ouvrages au-dessus de toute critique.

Appliquées au Contrôle de la garantie des titres des matières d'or et d'argent, ces théories devaient donner des résultats assez peu conformes aux buts poursuivis, si peu conformes même que les orfèvres demandèrent le retour aux anciennes réglementations.

Il faut observer ici que la garantie à l'époque révolutionnaire n'a jamais fait l'objet de longs développements. Nous suivrons en cela la tradition créée par nos éminents prédécesseurs, mais il nous a paru indispensable de connaître les discussions qui entourèrent la disparition, puis le rétablissement du Contrôle de la garantie pour pouvoir, à la faveur de ces discussions, montrer ce que les dispositions actuelles peuvent contenir d'erroné, et, par tant, proposer quelques modestes réformes.

La nuit du 4 août 1789 vit disparaître, avec une solennité que rapporte l'histoire, les privilèges anciens. Nous avons fait remarquer l'importance que jouait encore à la fin de l'Ancien Régime, la Corporation des orfèvres, dans le Contrôle de la garantie des titres. Or cette corporation faisait partie des six corps de métiers (qui d'après la tradition portaient le « ciel » au-dessus du roi dans les cortèges) et bénéficiait de privilèges nombreux qui disparurent à cette

occasion en même temps que la corporation elle-même¹.

Néanmoins, le Contrôle de la garantie n'avait théoriquement pas disparu et il paraît avoir subsisté sous sa forme ancienne jusqu'en 1791, mais d'une manière très relâchée.

L'année 1791 sera, du point de vue économique et financier, une période d'importantes réformes.

La loi du 2 mars 1791 sanctionne les résolutions du 4 août 1789, en assurant la liberté individuelle, en réalisant positivement l'abolition des jurandes et maîtrises.

Suivant, en cela encore, les principes physiocratiques, une loi du mois d'avril 1791 vint supprimer en France les impôts indirects et ceci est important car les droits de contrôle étaient perçus à la fin de la monarchie par la régie générale des aides.

Ces deux points étant établis (disparition des corporations et suppression des impôts indirects) il n'existait plus en France d'organisme pour contrôler les titres des matières d'or et d'argent. On vivait donc, de fait au moins, sous le régime de la liberté des titres.

Il faut examiner l'évolution de cette application de la liberté au Contrôle de la garantie pour mettre en présence de leurs responsabilités ceux qui voudraient revenir à ces errements. Nous allons pour cela adopter une division classique et prendre d'abord notre intitution sous l'Assemblée nationale Constituante, puis sous la Convention nationale. Nous préférons laisser l'époque du Directoire toute remplie de la préparation de la loi du 19 brumaire an VI pour préfacier l'étude du régime actuel.

A. L'Assemblée nationale Constituante.

Dans son rapport présenté au Conseil des Cinq Cents au nom d'une commission spéciale L.-E. Beffroy le 14 pluviôse an V disait que « les différentes Assemblées nationales » depuis la Constituante inclusivement ont montré l'intention de rétablir la surveillance par laquelle tous les

1. La Corporation ne disparut d'ailleurs qu'en principe.

« gouvernements de l'Europe s'assurent et garantissent à
 « tous la hauteur ou la faiblesse du titre auquel se trouvent
 « les métaux ouvragés ».

En effet, ému par l'état dans lequel la suppression des jurandes et maîtrises laissait l'Orfèvrerie, la Constituante avait chargé ses comités des contributions publiques, dans sa séance du 31 mars 1791 de lui proposer un règlement général sur la police de l'orfèvrerie dans le royaume.

D'Allarde, député du département de la Nièvre, fut chargé du rapport qui guidera tout ce chapitre car il est le seul texte que nous ayons trouvé relatif aux travaux de la Constituante sur cette matière. Et d'abord voici sur quels principes s'appuient le rapporteur :

« Le droit de travailler, de vendre, ou d'acheter ce qu'il
 « lui plaît est un des droits naturels de l'homme en société...
 « S'il est vrai que le monopole des jurandes, le plus immoral
 « par sa légalité même, le plus étendu dans ses effets, était
 « une des causes les plus fécondes de la misère des peuples
 « et de cette triste mendicité, la honte des sociétés
 « modernes ; si cette vérité est démontrée, l'abolition des
 « maîtrises est un des plus grands bienfaits que vos tra-
 « vaux aient répandu sur la France » (c'est un disciple des
 Physiocrates qui parle).

« Cependant, continue le rapporteur, quelque évident
 « que soit dans la généralité, ce principe que le commerce
 « a plus besoin de liberté que de lois, il est quelques pro-
 « fessions dont l'exercice peut donner lieu à des abus qui
 « intéressent la foi publique, ou la police générale de l'Etat,
 « ou même la sûreté de la vie des hommes. Ces professions
 « exigent une surveillance et des précautions particulières
 « de la part de l'autorité publique. Telles sont les expres-
 « sions de l'édit de 1776, rédigé par Turgot, l'immortel pré-
 « curseur de vos sages institutions ».

D'Allarde indique ensuite qu'il s'est assigné pour but de concilier la sûreté avec la liberté, « grand problème de
 « l'art social et de la science législative ».

Il est partisan de la suppression des droits de contrôle et c'est sans doute pour cette raison que son projet ne vit

jamais le jour car les membres de la Constituante n'en comprirent peut-être pas tout l'intérêt. Là encore le Physiocrate apparaît : « De même que pour la contribution territoriale le produit net de la terre est la seule partie du revenu qu'on puisse imposer avec fruit et avec justice, il semble que si l'on peut faire contribuer les revenus industriels, c'est dans la proportion de leurs bénéfices que le marchand et l'ouvrier peuvent être taxés, or le droit de contrôle établi au mépris de ces principes avait été mesuré en raison de la valeur intrinsèque de la matière première ».

De là ces deux conséquences qui pourraient se produire à l'heure actuelle pour certains métaux précieux dont les droits sont beaucoup trop élevés comparativement à leur valeur :

« 1^o Les profits de la contrebande étant énormes, elle devenait inévitable.

« 2^o La contrebande de la taxe produisait nécessairement la contrebande du titre car tout contrebandier calcule ses bénéfices en raison de ses risques ».

Il ajoutait pour appuyer sa demande de suppression de cet impôt qu'il n'en était point d'autre dont la perception entraînait d'aussi dures vexations (espionnage, violations de domicile, emprisonnements arbitraires, procès diffamatoires, confiscations ruineuses). Ces peines atroces n'arrivaient pas à réprimer la multiplicité des fraudeurs, *a fortiori*, à empêcher les fraudes.

Enfin, pourquoi continuer à percevoir un impôt aussi difficilement applicable, quand on pense au maigre profit qu'il procurait au trésor royal. « Une recette qui dans sa plus grande valeur ne s'est jamais élevée à 800.000 livres pour tout le royaume et qui, décroissant d'année en année, comme il arrive à tout impôt aussi mal calculé, s'est réduite en 1789 à 225.000 livres et en 1790 à moins de 50.000 livres ».

Voici ce que l'on peut appeler un aveu mal déguisé. Cela nous prouve à quel degré d'incurie était tombée l'Administration qui ne remplissait plus ses fonctions et qui, en particulier ne percevait plus les impôts. Le rapporteur ne

pouvait évidemment pas donner les chiffres des perceptions pour 1791 car ils étaient vraisemblablement réduits à néant. En outre le tableau du produit des droits de garantie pour cinq années (1780 à 1785) que nous reproduisons ci-contre établit qu'en 1784, les fonctionnaires royaux avaient perçu 854.987 livres 16 sols 6 deniers 7/10 ce qui est très supérieur au chiffre maximum indiqué et qui prouve d'ailleurs éloquemment les abus de la fiscalité sous la monarchie ... mais de ce que ce chiffre est tombé à moins de 50.000 livres en 1790 on doit conclure ou, comme nous l'avons supposé à la désagrégation complète des administrations ce qui est très normal vu la période ou à la ruine totale de l'Orfèvrerie française.

D'Allarde allait encore bien plus loin puisqu'il demandait non seulement la suppression des droits de contrôle mais la suppression même du contrôle, de la *surveillance* qui était exercée, constate-t-il, par l'aristocratie de la profession et il appuie sa demande en déclarant qu'une pétition *de la généralité des orfèvres* datée d'octobre 1790 réclamait cette suppression. C'était vraisemblablement la situation qui existait en fait.

La partie constructive de son rapport est peut-être la plus intéressante pour celui qui est préoccupé de réformer une institution car elle contient la meilleure organisation de *liberté des titres* que nous ayons rencontrée jusqu'ici. Voici par conséquent l'économie de son projet.

D'abord il établit la liberté indéfinie de la vente et de la fabrication de l'or à tout titre car dit-il « l'intérêt du consommateur est uniquement d'être sûr que la marchandise « qu'il achète renferme une valeur intrinsèque proportionnée au prix qu'il la paie » et en outre « c'est blesser « la liberté générale et en quelque façon la justice commune « d'empêcher des personnes peu riches de se procurer une « argenterie ou d'autres effets agréables ou commodes, à « un prix inférieur à celui où les fait monter l'élévation du « titre de la matière, élévation qui, d'ailleurs, n'ajoute rien « à la santé qui leur est nécessaire ». De plus « le système « d'un titre uniforme et déterminé, fait consommer en

**Extrait du produit des droits
opérés et perçus dans les bureaux
pendant 5 années et**

Années	Gd Bureau de Paris	Bureau de l'argue	Total	2/20 ^e du Total	Bureau de Versailles	Bureau St-Germain
Dernier quart						
de 1780	93.243, 15	9.634, 14.6	102.878, 9. 6	10.287,16. 11.4 /10	2.615,15	299,
1781	361.481, 15.6	41.809, 9.4	403.291, 4.10	40.329, 2. 5.8 /10	12.274, 17.6	1.388,
1782	347.554, 5.9	43.457, 2.2	391.007, 7.11	39.100,14. 9.1 /10	10.718, 13	1.325,
1783	388.816, 5.4	47.576, 15.8	436.393, 1	43.639, 6. 1.2 /10	13.766, 14.2	1.502,
1784	417.611, 1.1	49.483, 19.4	467.093, 0.5	46.709,10. .5 /10	12.257, 5.10	1.636,
1785	370.502, 17.3	44.982, 10.6	415.485, 7.9	41.548,10. 9.3 /10	12.159	2.125,

Nota. — Les confiscations, amendes et accommodements ne sont point compris au présent état et le montant des produits de main-d'œuvre de l'année 1785 n'est compris que pour les 4 premiers mois.

« pure perte une grande masse de substances précieuses,
« que pourrait alimenter la circulation des signes monétaires ».

Et puis en autorisant la fabrication libre des ouvrages à tous les titres on va augmenter prodigieusement la consommation et le débit des ouvrages, permettre aux bijoux français de concurrencer sur leur propre marché les orfèvres des pays où règne la liberté des titres (Suisse, Hollande et plusieurs villes d'Allemagne en particulier). Enfin on fera l'unité de la législation française car le contrôle n'existait pas en Alsace, en Lorraine, en Flandre française, en Franche-Comté et dans quelques autres provinces.

Après avoir décrété la liberté du titre il examine, ce qui n'a rien de contradictoire, les moyens de réprimer la fraude « une fraude réelle et non une contravention purement « réglementaire ». Dans son système le seul but recherché est le suivant : il faut que tout acheteur soit sûr qu'on lui a donné de la marchandise pour son argent et qu'il ait un recours s'il est trompé. Cet objet ne sera rempli que si l'orfèvre est inévitablement et seul responsable, que si l'acheteur trompé par lui peut démontrer :

1° Qu'il a cru acheter et qu'on a prétendu lui vendre telle marchandise à tel titre.

2° Que c'est un tel qui lui a vendu cette pièce.

Et c'est ainsi que le rapporteur en revient aux poinçons. Il crée trois poinçons dont les deux premiers sont destinés à certifier l'existence de la personne du marchand responsable et sont insculpés par précaution comme sous l'Ancien Régime, sur une table de cuivre. Quant au troisième poinçon il indiquera le titre auquel la pièce aura été vendue, le titre qui est garanti par le marchand.

De plus d'Allarde prévoyait deux sûretés auxiliaires. Il créait dans tous les lieux où le commerce de l'orfèvrerie est pratiqué un poste d'essayeur public chez lequel tout acheteur aurait pu faire vérifier le titre avant d'acheter. En outre, à côté des deux poinçons qu'il appelle « les deux signatures métalliques » il indiquait que l'acheteur pourrait exiger du marchand une facture signée par lui dans laquelle

on donnerait l'attestation positive du poids et du titre des objets vendus.

Comment ces prescriptions seraient-elles observées ? D'une manière bien simple : en intéressant l'acheteur à leur application : l'acquéreur d'ouvrages dépourvus de poinçons est privé de son action même s'il est pourvu d'une facture signée du marchand. « Il en résulte, poursuit le rapporteur, « que personne ne voudra acheter des ouvrages non poin-
« çonnés et que tout marchand sera forcé de revêtir ses
« marchandises des empreintes légales sous peine de ne rien
« vendre ».

Le projet comprenait également des dispositions concernant les essayeurs publics et leur traitement, les remèdes d'aloi restés les mêmes que sous l'ancienne législation, la suppression du privilège de l'affinage et de l'argue.

« Tel est le plan général que nous vous présentons, « conclut-il, pour faire jouir autant qu'il est possible, le
« commerce des matières et des ouvrages d'or et d'argent
« de la liberté générale que vous avez rendue à toutes les
« branches de l'industrie nationale. Vous y reconnaîtrez
« les principes que vous avez certainement suivis. Enfin il
« est fondé sur cette vérité de tous les temps : l'intérêt
« personnel des consommateurs, la concurrence mutuelle
« des marchands, l'émulation attentive des ouvriers, sont
« la meilleure police pour le commerce et l'industrie ».

Ce projet n'a certainement jamais été appliqué et c'est dommage car il nous eut permis une comparaison intéressante entre le régime de la liberté et celui de la réglementation. Néanmoins, quoique la conclusion de d'Allarde puisse donner à penser, l'Orfèvrerie ne devait guère être plus entravée par une réglementation que les autres professions. Toutefois les derniers restes des anciennes prescriptions devaient être appliqués de temps à autres avec rigueur ainsi que le laissent supposer certaines discussions qui se produisirent au sein de la Convention nationale.

B. La Convention nationale.

Dès leur réunion, les membres de la Convention nationale semblent avoir eu à connaître du Contrôle de la garantie des titres. Leur Comité des assignats et monnaies eut l'occasion de leur montrer « toute l'immoralité de la loi fiscale de l'Ancien Régime et il est vraisemblable qu'une proposition de loi ayant pour objet la consécration du régime de la liberté des titres dût être discutée. Mais malheureusement les comptes rendus des séances de l'Assemblée n'étaient pas faits avec la minutie dont on les entoure aujourd'hui et ils ne reflètent point ces débats.

Néanmoins les partisans de l'abrogation définitive des règlements anciens ne désarmaient pas. C'est ainsi que Thibault, député du département du Cantal, fit au nom du Comité des assignats et monnaies et du Comité de législation consulté sur ce point, un rapport tendant à mettre un frein aux poursuites pénales résultant de la vieille réglementation.

Il le fit d'ailleurs dans une forme qui est tout à son honneur : « Je ne viens pas vous dire : annulez tous les jugements « rendus contre les infracteurs aux règlements sur l'Orfè-
« vrie et Bijouterie. Mais je viens vous demander d'abord
« de frapper du sceau de la réprobation le dernier impôt
« fiscal que la liberté foule au pied depuis quatre ans,
« ensuite vous distinguerez l'honnête homme du fripon ».

« Je vais vous présenter une règle certaine avec laquelle
« vous distinguerez facilement l'innocent du coupable ;
« l'un sera puni, l'autre recouvrera sa réputation et sa
« liberté.

« L'Orfèvre ou Bijoutier qui n'a fabriqué, exposé et
« vendu que des matières au titre légal *quoiqu'il se soit*
« *soustrait à l'impôt du contrôle*, sera par vous rendu à sa
« famille éploré, au commerce et aux arts ».

« Mais celui qui aura fabriqué et vendu au-dessous du
« titre, il faut qu'il subisse son jugement, montrons-nous
« sévères et inflexibles sur cet objet ».

A la fin de son rapport, Thibault présentait un projet de

décret dont l'article 1^{er} portait : « Le contrôle sur les matières d'or et d'argent est supprimé dans toute l'étendue de la République ».

Ce texte ne fut pas adopté et la Convention décréta simplement :

Article 1^{er}. — « Toutes les procédures existantes pour cause d'infraction aux lois et règlements sur le paiement des droits de marque d'or et d'argent sont abolies.

Article 2. — « Toutes les autres procédures et l'exécution de tous les jugements rendus jusqu'à ce jour sur le surplus de cette matière sont suspendues.

Article 3. — « Le Comité des finances fera sous le plus court délai un rapport sur la marque d'or et d'argent et sur les moyens d'en assurer le titre ».

Loin de décréter la liberté du titre des matières d'or et d'argent, la Convention nationale par un singulier retour en arrière et contre l'avis de son rapporteur décidait de s'engager dans la voie de la réglementation ! Peut-être les conséquences de la liberté de fait se manifestaient-elles déjà ? ... Peut-être les discussions sur les droits de marque d'or avaient-elles fait germer dans l'esprit de ces politiciens l'idée d'alimenter les caisses de l'Etat avec les ressources provenant du Contrôle de la garantie rendu plus sévère ?

Toujours est-il que Thibault (du Cantal) déposa en nivôse an III un rapport sur la marque d'or et d'argent qui comprend l'essentiel de la future loi de brumaire an VI. C'est la raison pour laquelle nous ne nous y attarderons pas.

Notons cependant que les théories des Physiocrates y sont battues en brèche. « Dans un pays qui n'est pas entièrement agricole il faut que l'industrie procure aux habitants des provinces les moins fertiles, des moyens d'échange contre les produits de première nécessité... L'architecture, la sculpture, la peinture, la gravure, la fonte et l'affinage des métaux, la typographie ont des droits à votre protection : vous leur devez, comme à l'agriculture, des encouragements »... Au fond de lui-même, il regrette la réglementation proposée et cela se remarque à divers endroits.

Mais la partie la plus importante de ce rapport, celle qui, dans son principe du moins, demeurera sans changement dans la loi de brumaire an VI et subsistera jusqu'à nos jours, est celle qui concerne l'application au Contrôle de la garantie des titres du système décimal !

La critique qu'il présente de l'ancienne numérotation est de celles qu'il faut considérer comme définitives. Il constate qu'il n'est pas aussi aisé qu'on se le persuade de rompre les anciennes habitudes du commerce. Suivant les anciennes coutumes l'or était divisé en karats et en 32^e de karat et l'argent en deniers et en grains étant entendu qu'il y avait 24 grains par deniers. Le karat et le denier provenaient d'une division de l'once. Pour l'appréciation de l'argent, métal précieux, on avait estimé qu'il fallait diviser l'once en 12 parties, de là les 12 deniers de l'argent. L'or étant plus précieux que l'argent on avait adopté pour lui une commune division égale à un karat soit $1/2$ denier, si bien que l'or se divisait en 24 karats.

Etant donné que le karat se divisait lui-même en 32^e l'or comprenait donc $32 \times 24 = 768$ parties.

Etant donné que le denier valait 24 grains, l'argent comprenait donc : $12 \times 24 = 298$ parties.

Chaque partie se subdivisait arbitrairement en moitié, quart, huitième etc.

Ce système présentait deux vices capitaux, le premier c'était d'avoir deux modules au lieu d'un seul, le second consistait en ce que les parties de chacun de ces modules n'étaient point formées de nombre ronds que la mémoire puisse retenir ou qui se prêtent facilement aux diverses opérations du calcul.

Il était donc nécessaire de faire disparaître les défauts et d'y substituer l'échelle décimale, qui d'ailleurs rentre parfaitement dans le principe de la distribution des nouveaux poids et du système général de métrologie adopté par la Convention. Cette échelle est de telle nature que le degré le plus fin des matières d'or et d'argent qui est celui où elles sont absolument sans alliage, est désigné par 1 et que les autres degrés de cette unité sont représentés par les fractions décimales de cette unité.

Ce projet de loi très complet ne fut pas adopté malgré les nombreux couplets républicains du rapporteur (« les peines « sont sévères pour lui, dit-il entre autres choses, et le « déshonneur pire que la mort pour un républicain, sera le « ver rongeur qui le conduira au tombeau avec les angoisses « de l'opprobre et le poinçon de l'ignominie ») ... et l'Orfèvrerie française continua à vivre, en fait sous le régime de la liberté des titres.

C. Conclusion sur la période révolutionnaire.

Nous ne pouvons examiner toutes les conséquences de la situation créée par la suppression des corporations car les renseignements nous manquent. Nous avons vu déjà néanmoins que, du point de vue fiscal, les résultats furent désastreux.

Si nous nous en tenons aux exordes des différents rapports publiés sous la constitution suivante ... L.-E. Beffroy en tête du rapport déjà cité dira : « Déjà depuis trop longtemps, des plaintes multipliées s'élèvent sur tous les « points de la République, contre la fraude autrefois si « rare, et maintenant trop commune dans le titre des « matières d'or et d'argent ouvrées et livrées dans le commerce ». C.-A. Prieur de son côté avancera : « Depuis « longtemps le besoin de rétablir la surveillance de l'autorité « publique sur les titres des ouvrages d'or et d'argent était « senti. Cette surveillance a toujours été désirée par le « commerce lui-même parce que la fidélité et la garantie, « surtout lorsqu'il s'agit de métaux précieux, amènent « la confiance et la bonne réputation sans lesquelles il n'y « a ni activité ni prospérité à espérer » !

La réglementation ancienne qui théoriquement existait toujours avait disparu faute d'une autorité pour la sanctionner et l'Orfèvrerie souffrait certainement du régime de liberté existant car les praticiens réclamaient la réorganisation du contrôle.

Les bijoux d'or n'étaient plus travaillés qu'à un titre extrêmement bas et Beffroy nous apprend que le titre

communément admis par les bijoutiers à cette époque était d'environ 583/1000 soit 14 karats, titre qui ne servait pas, il s'en faut, le prestige de la Bijouterie française.

Les diatribes contre les poinçons, contre la surveillance, même contre les droits de marque ne devaient pas continuer avec le retour à de plus saines conceptions de l'économie politique et de la science financière. L'Orfèvrerie-Bijouterie-Joaillerie française dont pendant de longs siècles on avait vanté les beautés et le fini allait reconquérir sa place d'antan sur le marché mondial jusqu'au jour où la crise moderne et l'augmentation excessive des droits de garantie viendront à leur tour annihiler les efforts des artisans français.

Livre II

Le régime actuel

Livre II

Le régime actuel

*Le monde est vieux, dit-on, je le crois, cependant,
Il le faut amuser encor comme un enfant.*

LA FONTAINE.

Nous nous sommes arrêté dans l'étude de l'évolution historique du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent à l'époque de la Convention nationale et plus exactement au rapport Thibault sur la marque d'or et d'argent. Son projet ne fut pas adopté à cette époque.

Il importe de préciser ici que c'est sous la poussée de nécessités financières que les assemblées législatives du Directoire voteront une loi qui devait régir le commerce et la fabrication des bijoux et de l'Orfèvrerie jusqu'au 26 décembre 1934. On avait pris soin de prévoir dans la constitution de l'an III la possibilité d'établir des impôts indirects pour faire face aux difficultés survenues dans l'Administration des finances tant à cause des créations nombreuses de la Convention nationale, qu'en raison des guerres extérieures... nous avons rencontré d'ailleurs en feuilletant les procès-verbaux des séances où furent discutés les articles de la future loi de brumaire an VI des messages de Bonaparte, général en chef des armées d'Italie. En dehors du rétablissement des droits de garantie, le Directoire créa du reste divers autres impôts indirects, tel que l'impôt sur les cartes à jouer, droit du 1/10 sur le prix des places dans les voitures publiques, monopole des poudres et salpêtres, etc.

Il est curieux de remarquer les changements survenus au cours des discussions et des rapports successifs dans le titre même de la loi que l'on nomma d'abord « projet de loi sur la garantie des titres des ouvrages d'or et d'argent » et qui, dans le rapport présenté au Conseil des Anciens porte nom « Résolution relative à la perception des droits sur les matières d'or et d'argent ». La loi elle-même est dénommée de la manière suivante : « Loi relative à la surveillance du titre et à la perception des droits de garantie sur les matières d'or et d'argent ». Ce qui est en somme une formule transactionnelle, car elle laisse voir à quelles préoccupations s'adonnaient les auteurs de la loi, sans trop les trahir.

Nous avons cherché à découvrir comme aux époques précédentes quelles doctrines économiques avait suivi le législateur de l'an VI et nous sommes contraint d'avouer qu'elles sont difficilement déterminables. En effet, nous sommes encore très près des principes qui avaient conduit à l'abolition des corporations et à la suppression des impôts indirects, et, si nous ne voyons pas renaître les premières, nous constatons que les principes physiocratiques sont atteints par la réapparition des seconds. En outre, la loi du 19 brumaire an VI par la minutie de ses prescriptions (que nous ne pourrions malheureusement examiner en détail) semble un retour très net aux errements du mercantilisme.

En réalité, il n'en est rien. La Révolution n'avait point perdu la tradition illustrée par Colbert d'encouragement à l'industrie. « Mais elle avait cru trouver justement dans la proclamation de la liberté de l'industrie, explique M. William Oualid, dans son cours de législation industrielle, le moyen d'en assurer l'essor et le progrès : l'initiative individuelle, la suppression des corporations, des réglementations, tel était, pour elle, le moyen de permettre à l'industrie française de regagner le temps perdu. Mais, autant par tendance naturelle que par nécessité politique et militaire, la Révolution (et l'Empire) tout en proclamant la liberté de l'industrie, professaient aussi que l'Etat doit protéger l'industrie, mais la protéger sans l'entraver ».

La loi du 19 brumaire an VI entre dans ce cadre, dont peut-être elle n'épouse pas tous les contours.

Le projet discuté par le Conseil des Cinq Cents à la 3^e lecture (comme l'exigeait l'art. 355 de la constitution) à la séance du 14 pluviôse an V était précédé d'un rapport de L.-E. Beffroy, député des Alpes-Maritimes, présenté au nom d'une commission spéciale de trois membres qui l'avait élaboré¹. Le 28 pluviôse, le citoyen Gibert-Desmolières, émit une opinion qui parut intéressante à tel point que le Conseil en ordonna l'impression. Beffroy dût réfuter cette opinion dans un nouveau rapport daté du 27 floréal an V ; mais son mandat se terminait, car le sort l'avait éliminé et ce fut le citoyen C.-A. Prieur qui fit adopter le projet par les Cinq Cents (séance du 15 vendémiaire an VI). Le projet voté fut envoyé par un messenger au Conseil des Anciens qui dans sa séance du 2 brumaire an VI nomma une commission de 5 membres (Loysel jeune, Dedelay-d'Agier, Balivet, Lebrun, Tonnelier) pour examiner le texte de la Chambre basse. Loysel le rapporta sans modification le 12 brumaire an VI... le Conseil ordonna l'impression du rapport, ajourna la discussion à trois jours après la distribution et finalement adopta le projet du Conseil des Cinq Cents sans modification... L'Orfèvrerie, la Bijouterie et la Joaillerie françaises avaient une nouvelle charte !

Cette loi, véritable code, comptait 140 articles et se divisait en dix titres.

Le titre premier comprenait deux sections dont la première traitait *des titres des ouvrages d'or et d'argent* et la seconde *des poinçons*.

Le titre second avait trait aux *droits de garantie sur les ouvrages et matières d'or et d'argent*.

Le titre troisième portait *suppression des maisons communes d'orfèvres*.

Le titre quatrième instaurait *des bureaux de garantie*.

1. Les trois membres de la Commission étaient Thibault (ancien rapporteur du projet à la Convention nationale), Richard et, naturellement, Beffroy.

Le titre cinquième délimitait les *fonctions des employés des bureaux de garantie*.

Le titre sixième se divisait en deux sections dont la première sanctionnait *les obligations des fabricants et marchands d'or et d'argent*, la seconde, *les obligations des marchands d'or et d'argent ambulants*.

Le titre septième roulait sur *la fabrication du plaqué et doublé d'or et d'argent sur tous métaux*.

Le titre huitième indiquait *les formes à observer dans les recherches, saisies et poursuites relatives aux contraventions à la présente loi*.

Le titre neuvième se décomposait en deux sections dont la première visait *l'affinage* (des particuliers) la seconde, *l'affinage national*.

Le titre dixième organisait *l'argue*.

L'essentiel aura été dit sur les conditions dans lesquelles la loi du 19 brumaire fut votée après avoir cité une déclaration d'urgence ainsi conçue :

« Le Conseil des Cinq Cents, après avoir entendu le
« rapport de sa Commission des finances ; considérant que
« le rétablissement de la surveillance et de la Garantie du
« titre des matières d'or et d'argent est nécessaire à la
« prospérité de cette branche du commerce national, tant
« dans l'intérieur qu'à l'étranger, en même temps que les
« droits à percevoir sur ces objets sont indispensables au
« Trésor public pour concourir avec les autres revenus de
« la République, à l'entretien des diverses parties de son
« service, déclare qu'il y a urgence ».

Nos développements se dérouleront dans le cadre de la double affirmation de la déclaration d'urgence du Conseil des Cinq Cents. Mais ils se dérouleront aussi et surtout en fonction des récentes codifications fiscales sur le Contrôle de la garantie qui ont beaucoup simplifié la matière. Il importe de faire remarquer que, comme toute codification, le décret du 26 décembre 1934 portant codification des Contributions indirectes ne donne que le dernier état de la *législation*. Bien entendu, les circulaires ministérielles, les arrêtés, les lettres de l'Administration, n'y figurent pas d'une manière générale.

Le régime de la Garantie des matières d'or, d'argent et de platine, occupe tout le livre V du Code des Contributions indirectes, c'est-à-dire 92 articles. Il se divise encore en dix titres, mais les têtes de chapitres ont changé.

Le titre premier traite désormais *des titres des ouvrages d'or, d'argent et de platine*.

Le titre deux étudie *les poinçons*.

Le titre trois porte sur *les droits de garantie et d'essai*.

Le titre quatre expose toujours l'organisation *des bureaux de garantie*.

Le titre cinq, comme précédemment, délimite *les fonctions des employés des bureaux de garantie*.

Le titre six se divise en deux chapitres sanctionnant tous deux *les obligations des fabricants et marchands d'ouvrages d'or et d'argent et de platine et des affineurs* mais le premier a trait aux *obligations générales* et le second aux *obligations spéciales des marchands ambulants*.

Le titre sept comprend trois chapitres qui visent l'*exportation* : le premier roule sur les *ouvrages marqués d'un poinçon intérieur*, le second sur les *ouvrages aux titres légaux n'ayant pas acquitté le droit de garantie*, le troisième sur les *ouvrages à tous titres et montres en or au 4^e titre*.

Le titre huit organise le contrôle *des ouvrages importés*.

Le titre neuf détermine les obligations résultant de la *fabrication du plaqué et du doublé d'or, d'argent et de platine sur tous métaux*.

Le titre dix codifie les *recherches, saisies, pénalités*.

On pourrait évidemment critiquer cette nouvelle classification de la matière, en particulier, nous ne voyons pas pourquoi on a séparé l'étude des poinçons de celle de l'organisation des bureaux de garantie par celle des droits de garantie, mais cela ne présenterait pas un grand intérêt. Cette classification présente le défaut de toutes les classifications : nous sommes en présence d'articles qui se complètent les uns les autres et qu'il est difficile de loger dans un chapitre nettement distinct.

Cette simple énumération des titres montre déjà les progrès apportés à la loi de brumaire au cours des *xix^e* et *xx^e*

siècles dont le plus intéressant et le plus important à noter d'ores et déjà est l'application du droit commun de la garantie au platine.

Sur les points que nous traiterons, notre travail pourra ressembler à une table de concordance car nous nous efforcerons de partir de la loi de brumaire (et, bien souvent, pour expliquer, les différences avec l'Ancien Régime, de ses travaux préparatoires) pour aboutir aux articles du Code des Contributions indirectes.

On nous permettra, puisque nous sommes encore dans le domaine des généralités, une dernière remarque : par sa codification, par l'incorporation de la Garantie des matières d'or, d'argent et de platine, dans le Code des Contributions indirectes, le Gouvernement de la III^e République a fait cesser l'équivoque, qui subsistait depuis le Directoire... Ce qui importe pour les Gouvernements, ce sont *les droits de garantie* et non la Garantie elle-même ; tout l'appareil du Contrôle de la garantie n'est qu'un mode d'assiette, de recouvrement de l'impôt. Comme à la fin de l'Ancien Régime plus, même, qu'à cette époque, la fiscalité triomphe !

CHAPITRE PREMIER

LES TITRES

Le titre d'un ouvrage d'or ou d'argent est la quantité de métal fin contenu dans cet ouvrage.

(Manuel de garantie).

Les six premiers articles de la loi du 19 brumaire an VI sont consacrés aux titres.

Article 1^{er}. — « Tous les ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie fabriqués en France doivent être conformes aux titres prescrits par la loi, respectivement suivant leur nature.

Article 2. — « Ces titres, ou la quantité de fin contenue dans chaque pièce, s'exprimeront en millièmes. Les anciennes dénominations de karats et de deniers, pour exprimer le degré de pureté des métaux précieux, n'auront plus lieu ¹.

Article 4. — « Il y a trois titres légaux pour les ouvrages d'or et deux pour les ouvrages d'argent, savoir : pour l'or, le premier de 920 millièmes, le second de 840 millièmes, le troisième de 750 millièmes ; et pour l'argent, le premier de 950 millièmes, le second de 800 millièmes.

Article 5. — « La tolérance des titres pour l'or est de 3 millièmes ; celle des titres pour l'argent est de 5 millièmes.

1. L'article 3 permettait, pendant un an, d'employer les anciennes expressions de carats et deniers dans les actes écrits qui étaient susceptibles de passer sous les yeux d'un officier public.

Article 6. — « Les fabricants peuvent employer à leur gré
« l'un des titres mentionnés à l'article 4, respectivement
« pour les ouvrages d'or et d'argent, quelle que soit la gros-
« seur ou l'espèce des pièces fabriquées ».

Cette loi s'appliquant uniformément à tout le territoire de la France, le Directoire consacrait l'œuvre d'unification entreprise depuis de longs siècles dans d'autres domaines, sur le terrain spécial de la Garantie des titres.

Quant à la dénomination *millième* nous avons vu que cette idée se trouve émise déjà dans le rapport Thibault devant la Convention nationale. Toutefois le rattachement des titres au système décimal et partant à l'ensemble des poids et mesures attira les critiques du citoyen Gibert-Desmolières auquel le rapporteur Beffroy répondit victorieusement sur ce point. Quoiqu'en ait pu penser, certains, à l'époque lointaine de la discussion de la loi de brumaire, l'application du système décimal à notre matière réalisait un important progrès dans la voie de la simplification des calculs.

Toutefois, et telle est la force de la tradition, si de nos jours on ne trouve plus d'orfèvres pour parler de deniers lorsqu'il s'agit d'argent, pour l'or, l'expression 18 *carats* par exemple est bien plus fréquente que celle prévue par la loi (750 millièmes).

La loi fixe trois titres pour l'or et deux titres pour l'argent ce qui attire une observation importante. L'Ancien Régime n'avait connu à proprement parler qu'un titre pour l'or (le second datant de 1721 — 20 karats $1/4$ — pour les objets inférieurs à 7 onces) et qu'un titre pour l'argent :

or: 22 karats $1/4$; argent : 11 deniers 12 grains.

Etant donné que le titre minimum est seul d'un usage habituel, beaucoup d'orfèvres modernes cherchent la raison d'être de ces trois titres. Voici l'explication donnée par le rapporteur (Beffroy) :

« Ce n'est pas seulement la hauteur du titre mais plutôt
« la certitude de connaître exactement la valeur intrinsèque
« des objets ouvrages qui détermine principalement les
« acheteurs, d'où l'on doit conclure que plus on donnera aux

« acheteurs la facilité de se conformer à leurs goûts et à
« leurs moyens et plus le commerce en ce genre recevra
« d'activité.

« C'est ce qui a déterminé à donner trois titres pour l'or
« et deux titres pour l'argent.

« En même temps que nous avons cru devoir provoquer
« l'établissement de plusieurs titres, nous nous sommes
« attachés à les fixer à des degrés tels qu'aucun peuple
« n'en offre de plus haut que celui que nous avons pris pour
« maximum et que le minimum que nous indiquons soit assez
« élevé pour conserver une salubrité et une solidité supé-
« rieures à celles qui se trouvent dans les titres d'Allemagne
« et de Suisse ».

Plus haut titre pour l'or 22 karats $4/32$ soit $922/1000$

Deuxième titre pour l'or 20 karats $4/32$ soit $839/1000$

Troisième titre pour l'or 18 karats $4/32$ soit $755/1000$

avec une tolérance de $5/1000$.

Premier titre pour l'argent 11 deniers 10 grains soit
 $951/1000$.

Second titre pour l'argent 9 deniers 16 grains soit $806/1000$.

« Nous avons cru, ajoute le rapporteur, que ces pro-
« portions mettraient le commerce de l'Orfèvrerie en France
« en état de soutenir la concurrence de tous nos voisins ».

Gibert-Desmolières avait au contraire émis une opinion
favorable à l'unité de titre et avait même demandé que
ce titre fut égal au titre de la monnaie parce que « le parti-
« culier pouvant comparer, ce qui lui est bien facile, poids
« pour poids, les ouvrages d'or et d'argent avec la monnaie,
« connaît sans hésiter le prix de ces objets et calcule aisé-
« ment que l'excédent qu'on lui demande est pour la façon
« et pour les droits de garantie ».

« L'expérience de plusieurs siècles, réplique Beffroy, a
« déjà détruit le premier point d'appui de son objet (unité
« de titre) ; car depuis plus de deux siècles il y en a plusieurs
« pour l'or. L'édit de 1554 fixe à 22 karats $1/4$ le titre de
« l'or pour tous les ouvrages au-dessus de 7 onces ; ceux
« d'un poids inférieur furent longtemps fabriqués même au
« titre de 16 karats $1/4$. Le 24 novembre 1721, une déclá-
« ration a fixé à 20 karats $1/4$ le titre de l'or employé à la

« fourbisserie et des ouvrages au-dessous de 7 onces dont
« la nomenclature se trouve dans la déclaration¹.

« A l'époque de la Révolution, ajoute Beffroy, le 4 avril
« 1789, des lettres patentes² permirent la fabrication de la
« menue bijouterie telle que chaînes de montres, colliers,
« boucles d'oreilles, croix de collier, bagues, dés à coudre,
« cure-dents, garnitures d'étuis et autres objets de ce genre
« à 18 karats 1/4 ».

Sur ce point donc, le projet ne fit que suivre la tradition déjà établie. Mais il faut voir ici, plutôt qu'une consécration de la tradition, une véritable transaction entre la réglementation ancienne et la situation nouvellement créée par les faits de la période révolutionnaire. Nous avons vu, en effet, que le titre courant des objets ouvrés était tombé aux alentours de 14 carats... 18 carats se trouvent être la moyenne entre les 22 karats de l'Ancien Régime et les 14 du nouveau !

Pour l'argent le rapporteur a eu un argument intéressant :
« Il est bon de savoir que si vous n'admettiez qu'un seul
« titre, vous détruiriez une branche importante du commerce
« de l'orfèvrerie, la fabrication du vermeil qui est toujours
« infiniment plus facile à faire, plus solide et plus beau
« lorsqu'il est fabriqué avec de l'argent dont le titre est
« plutôt au-dessous qu'au-dessus de 10 deniers ».

Pour répondre à la seconde suggestion de Gibert-Desmolières, le rapporteur indique que si le titre de l'orfèvrerie était le même que celui des monnaies ce serait un danger pour les monnaies ; « comme il n'y aurait plus pour l'orfèvre
« qui les fondrait des frais d'affinage à faire, ni d'essai
« dans son atelier, la perte du droit perçu sur cette monnaie
« à la fabrication serait compensée et il gagnerait encore
« le temps, précieux pour tout le monde ».

C'est à l'occasion de la réfutation de l'opinion de Gibert-

1. Nous donnons cette explication sous toutes réserves. Il est certain que, jusqu'à cette date (24 novembre 1721), les menus ouvrages d'or n'étaient pas poinçonnés, car les poinçons en usage étaient trop gros. Mais rien n'indique que l'obligation du titre ne leur était pas applicable.

2. Le rapport Beffroy est le seul texte où nous trouvons mention de ces lettres patentes de 1789, c'est la raison pour laquelle nous n'avons pas cru devoir les citer dans la partie historique.

Desmolières que Beffroy ramena pour la facilité des calculs les titres à des chiffres ronds (920, 840 et 750 millièmes pour l'or, 950 et 800 millièmes pour l'argent).

Il nous reste à dire quelques mots de la tolérance. Sous l'ancienne législation, la tolérance était de 1/4 de karat soit environ 10/1000 et de 2 grains pour l'argent soit environ 7/1000. « Une marge si considérable, explique Loysel, « pouvait convenir autrefois mais depuis que la métallurgie « a fait des progrès rapides, il était convenable de la res-
« treindre, en lui laissant cependant assez d'étendue pour
« ne pas demander une précision trop difficile à obtenir.

« La résolution réduit celle de l'or à 0,003 et celle de
« l'argent à 0,005, proportions qui paraissent convenables
« sans entraîner de gêne pour le fabricant ».

Ces tolérances ont été maintenues jusqu'à nos jours (art. 496, C. C. I.) et ont même été augmentées dans certains cas particuliers. Ainsi par application de la circulaire du 3 mai 1838, les bijoux creux en or, dont la fabrication nécessite de nombreuses soudures, bénéficient pour le titre d'ensemble de chaque objet d'une tolérance spéciale de 20/1000, mais le métal constitutif ou plané doit ressortir au titre légal minimum avec tolérance de 3/1000 seulement, soit 747/1000. Des circulaires ministérielles et des lettres de l'Administration¹ des monnaies ont établi un certain nombre de tolérances particulières soit pour les boîtes de montres, soit pour les bagues « formées d'un assemblage
« de fils d'or massifs et soudés », soit pour les « chaînes
« en or du genre dit colorme », soit pour la « fabrication
« des objets creux par le procédé de la charnière », soit pour les « chaînes à la charnière chenille, rouleau maïs, pavé-
« filet, etc. ».

Un arrêt de principe de la Cour de Paris (3 décembre 1862) dispose que « la tolérance de 3/100 dans le titre des matières
« d'or ne saurait être abaissée sous prétexte d'usage ou de
« nécessités commerciales ».

1. Pour toutes ces circulaires et lettres de l'Administration, consulter Victor Durand, *Les ouvrages d'or et d'argent*.

« Les tolérances pratiques de la Garantie, en ce qui
 « concerne les objets soudés présentés à la marque, ne
 « règlent pas les rapports des marchands d'or avec les
 « acheteurs auxquels, sous aucun prétexte, ils ne peuvent
 « vendre au-dessous de 747/1000 l'or qu'ils déclarent être
 « au titre légal ».

Pour répondre à cela, il faut faire la différence entre l'ensemble de l'objet et le métal constitutif. En tout état de cause, le métal constitutif, en vertu du principe de l'homogénéité du titre ne peut être au-dessous de 747/1000 mais, pour l'ensemble de l'objet ouvré, l'Administration admet, dans certains cas prévus par elle, une tolérance qui, nous l'avons vu, peut aller jusqu'à 20/1000.

Il faut signaler en passant que la loi du 25 janvier 1884 dans ses articles 1^{er} et 2 (art. 577 et 558 du C. C. I.) autorise la création d'un quatrième titre d'or (583/1000 soit 14 karats) pour la fabrication des boîtes de montres *exclusivement destinées à l'exportation et la fabrication* à tous titres (sans limitation) des objets et boîtes de montres d'or et d'argent et de platine ayant la même destination.

Il reste bien entendu que la circulation en France de tels objets est rigoureusement interdite; ils doivent être fabriqués dans des ateliers spéciaux, et sont soumis à certaines déclarations.

Notons aussi qu'un décret impérial en date du 24 juillet 1857 a rendu applicable à l'Algérie la législation sur la fabrication, la vente et le titre des matières d'or et d'argent.

Enfin signalons qu'après des discussions sans fin lors de sa préparation, la loi du 8 avril 1910 appliqua au platine et à l'irridium en usage dans la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie, le droit commun du Contrôle de la garantie. Un éminent contrôleur nous vantait un jour les mérites de la loi de brumaire en nous disant précisément qu'elle s'était très bien adaptée au platine. Les bijoutiers et joailliers n'étaient pas tous de cet avis, car les alliages de platine sont très difficiles à réaliser, et parce que l'on ne peut *essayer* utilement le platine que s'il est, environ, au titre de 950/1000. Nous ne reprendrons pas cette discussion.

Il est évident qu'une loi faite pour l'or et l'argent pouvait, en présence d'un nouveau métal précieux, présenter diverses difficultés d'application d'autant plus comme nous le verrons au chapitre suivant, qu'il a fallu, pour le platine, trouver sinon de nouveaux procédés d'essai, du moins de nouvelles formules pour déceler la fraude. Devant ces difficultés la loi de 1910 avait prévu pour le platine, une tolérance de 10/1000.

Tous ces textes ont été codifiés par le décret du 26 décembre 1934, dont les cinq articles relatifs aux titres des ouvrages d'or, d'argent et de platine pour le régime intérieur¹ sont les suivants :

Article 493. — « Tous les ouvrages d'or et d'argent, ainsi « que ceux d'orfèvrerie, de bijouterie et de joaillerie « composés en tout ou en partie de platine, fabriqués en « France, doivent être conformes aux titres prescrits par la « loi, respectivement suivant leur nature.

Article 494. — « Ces titres ou la quantité de fin contenue « dans chaque pièce, s'expriment en millièmes.

Article 495. — « Il y a trois titres légaux pour les ouvrages « en or : 920/1000, 840/1000 750/1000. Deux pour les « ouvrages en argent : 950/1000, et 800/1000. Un pour les « ouvrages en platine : 950/1000.

« L'irridium associé au platine est compté comme platine.

Article 496. — « La tolérance des titres est de 3/1000 « pour l'or et de 5/1000 pour l'argent².

Article 497. — « Les fabricants peuvent employer à leur « gré un des titres mentionnés à l'article 495 respectivement « pour les ouvrages d'or, d'argent et de platine quelle que « soit la grosseur ou l'espèce des pièces fabriquées ».

1. La loi du 25 janvier 1884 établissait, en effet, pour l'exportation, un quatrième titre pour les montres en or : 583 ^m/_m et la liberté des titres pour les ouvrages d'argent.

2. Le décret ne reproduit pas la tolérance de 10/1000 prévue pour le platine par la loi de 1910.

CHAPITRE II

LES ESSAIS

Fâcheuse suffisance qu'une suffisance livresque.
MONTAIGNE.

Dans son rapport au Conseil des Anciens, Loysel expliquait que « l'impossibilité de distinguer à la seule inspection « dans quelles proportions l'or ou l'argent peuvent se « trouver dans un alliage a déterminé les gouvernements à « faire constater ces proportions par des procédés qui forment la science des essais ».

Nous avons relevé au cours de notre étude sur l'évolution historique du Contrôle de la garantie que l'art d'essayer les métaux précieux pour les reconnaître des viles matières remonte à la plus haute antiquité et vraisemblablement à l'époque lointaine de l'antique Egypte. Les anciens pratiquaient l'essai suivant un procédé qui ne s'est guère modernisé et que l'on connaît communément sous le nom d'essai au touchau. Puis Archimède découvrit un procédé dont nous montrerons les imperfections : l'essai hydrostatique. De leur côté, les alchimistes à la recherche du *grand œuvre* découvrirent l'essai par coupellation et l'inquartation. Enfin, du début du *xix^e* siècle un nouveau procédé (applicable seulement à l'argent) l'essai par la voie humide fut découvert par le savant Gay-Lussac).

Sachant les magnifiques inventions dues à l'application de l'électricité, nous avons espéré longtemps découvrir quel-

que nouveau Gay-Lussac qui nous confierait son secret pour émailler ce travail¹. On a fait naturellement aux métaux précieux une application de l'analyse électrolytique mais ce procédé serait inapplicable aux essais du commerce et de l'industrie, et *a fortiori* aux essais officiels.

En effet, il résulte des conversations que nous avons eues avec d'éminents praticiens que ce qu'il s'agit d'obtenir, c'est un procédé tel, qu'il permette de déterminer le plus rapidement possible et avec la plus grande précision possible, le titre des ouvrages d'or et d'argent, or les procédés existants permettent d'obtenir ces précisions et l'organisation des laboratoires d'essais est telle qu'elle permet d'obtenir par la pratique de la division du travail une extrême rapidité. Par coupellation (dont nous examinerons plus loin la complexité) on arrive à essayer 3 ou 400 lingots dans la même journée... on peut, dans un délai maximum de 2 heures donner la composition d'un lingot avec des précisions suffisantes pour le commerce (environ 1/2 millième).

Nous passerons très rapidement sur ce chapitre qui, évidemment a beaucoup plus de rapports avec la chimie qu'avec la science juridique et qui d'ailleurs a été admirablement traité par de nombreux auteurs, entre autres Riche, dans *L'art de l'essayeur* et Raibaud dans son *Traité de la Garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent*. Nous nous contenterons de montrer au passage quelques particularités : distinction des or gris (*plator*, *osmior*) et du platine, manière de reconnaître l'inconel (alliage de création récente) de l'or gris... Mais l'industrie et le commerce de la Bijouterie Orfèvrerie, Joaillerie, s'estiment très heureux d'un système d'essais qui leur permet de déterminer d'une manière précise s'ils se trouvent en présence d'un alliage de métaux précieux ou d'une falsification quelconque.

1. On utilise beaucoup ainsi l'affinage électrolytique.

SECTION I

ESSAI AU TOUCHAU

L'essai au touchau, le plus ancien de tous, ne permet pas d'obtenir le titre exact d'un objet d'or, d'argent ou de platine, mais il a l'avantage de ne pas abîmer les pièces dont on veut connaître approximativement le titre. Il ne garantit que le titre légal minimum (fondement de la petite garantie).

L'essai au touchau nécessite l'emploi de trois instruments : la pierre de touche, les touchaux, les acides.

Les pierres de touche sont des basaltes noirs, très durs, rugueux, inattaquables par les acides et retenant facilement des traces des alliages frottés sur leur surface. Elles sont connues sous le nom de pierres lydiennes car elles provenaient autrefois de Lydie. Aujourd'hui on les tire de Bohême, de Saxe ou de Silésie¹.

L'analyse d'une bonne pierre de touche a donné les résultats suivants :

Silice	50 parties
Oxyde de fer	25 —
Alumine	15 —
Calcium	8 —
Magnésie	2 —

Les touchaux sont de petites lames d'alliage soit d'argent et de cuivre, soit d'or et de cuivre dont les titres sont connus. On s'en sert pour comparer leurs traces sur la pierre de touche avant et après l'action de l'acide avec les traces laissées dans les mêmes circonstances par l'alliage qu'on examine. En général on procède de la manière suivante : on trace sur la pierre de touche avec l'alliage à essayer deux traits de deux ou quatre millimètres de long sur autant de large, entre ces deux traits on intercale un trait fait avec un touchau et on compare les traits avant et après l'action de l'acide.

Des praticiens habiles arrivent à déterminer d'une manière

1. Armand Aumas, *Or, argent, platine, garantie*.

très exacte à la seule vue de ces réactions, les titres des alliages essayés et nous nous sommes laissé conter diverses anecdotes, que l'austérité de notre tâche ne nous permet pas de rapporter, qui prouvent que les essayeurs modernes découvrent à l'œil des différences de moins de 10 millièmes.

Encore que dans les laboratoires des commerçants il n'en soit pas toujours ainsi, il existe des acides différents pour chaque métal à essayer au touchau¹.

A. *Essai de l'or.*

L'acide employé pour les essais d'or est communément appelé eau-régale. En voici une composition qui n'a rien, d'ailleurs, de rigoureux, car tout dépend, en réalité, de la température à laquelle on opère, de l'éclairage, etc.

98 parties d'acide nitrique pur à 37° baumé ;

2 parties d'acide chlorhydrique pur à 21° baumé ;

25 parties d'eau distillée ;

125 parties.

Ainsi préparée, cette eau-régale ne dissout pas à froid la touche d'un alliage d'or à 750/10000 au-dessous de ce titre, l'essai brunit davantage à mesure que le titre est plus bas.

B. *Essai de l'argent.*

Si l'on emploie l'eau-régale composée comme pour les essais de bijoux d'or, on a, grâce à la présence de l'acide chlorhydrique, une tache d'un blanc laiteux, d'autant plus compacte que le titre est plus élevé.

Mais au lieu d'employer de l'eau-régale, on emploie plus communément le sulfate d'argent. En versant une goutte de sulfate d'argent sur un trait tracé avec l'ouvrage que l'on veut essayer, on constate que le premier titre conserve son éclat alors que le deuxième titre ternit légèrement

1. Nous avons assisté à des essais d'argent, de platine et d'or, au touchau, avec le même acide (eau-régale). L'or à 750/1000 ne bouge pas sous l'effet de cet acide. L'argent disparaît, laissant une trace laiteuse. Pour différencier le platine de l'or gris, les bijoutiers ajoutent une pincée de sel de cuisine sur la goutte d'acide... La trace d'or gris disparaît, celle de platine demeure.

(la goutte devient opaline) et le bas titre noircit rapidement.

Sous l'influence de l'acide chromique, les traces d'argent prennent une teinte rouge cramoisi plus vive et d'autant plus rapidement que le titre est plus élevé.

C. *Essai du platine.*

L'acide employé est de l'eau-régale dont la concentration d'acide chlorhydrique est le double environ que pour les essais d'or. Cette composition attaquera l'or à 750 m/m (en particulier les ors nickel) tandis que la trace de platine ne bougera pas.

D. *Essai de l'inconel.*

La question de l'inconel est d'actualité¹ et nous aurons l'occasion d'y revenir un peu dans notre livre consacré aux réformes. Il est néanmoins intéressant d'en traiter dans la partie « chimique » de cette thèse car nous sommes en présence d'une fraude où tout l'art des fraudeurs a consisté à tromper les essayeurs.

En effet, l'inconel a l'aspect extérieur du platine ou de l'or gris et résiste, au touchau, à la touche de l'or gris et du platine. En outre, en petite quantité, il peut paraître avoir la même densité que l'or gris.

M. Antony Jacques, joaillier à Nice, héritier en cela des orfèvres d'antan, a fait sur la question une étude qui mérite d'être connue et que nous le remercions de nous avoir communiquée.

« L'inconel, nous dit-il, est un alliage qui contient approximativement 80 % de nickel, 14 % de chrome, et 6 % de fer (le fer provient de l'emploi d'un ferro-alliage pour l'addition du chrome) ».

Voici les six procédés pratiques découverts par M. Antony Jacques pour déceler l'inconel :

1. Jugement de la 16^e Chambre du tribunal correctionnel de la Seine, 24 février 1936.

Premier procédé. — Prendre un petit verre à liqueur, verser 12 gouttes d'eau à toucher l'or à 18 carats et 1 goutte de teinture d'iode.

Après avoir fait sur la pierre de touche, des touches avec tous les ors gris et une avec l'inconel on constate en y mettant dessus quelques gouttes de la liqueur ainsi préparée que tous les ors gris prennent une teinte tirant sur le rouge et que l'inconel reste blanc.

Cette préparation doit s'employer fraîchement car le lendemain elle n'a plus d'action.

Deuxième procédé. — Poser sur tous les ors gris et sur l'inconel une petite goutte d'eau à toucher l'or à 18 carats, chauffer légèrement jusqu'à évaporation complète au-dessus d'une lampe à alcool, tous ces métaux ont pris une tache plus ou moins noire, essuyer toutes ces taches avec le doigt.

Constataion : les ors gris (ors nickel) conservent une teinte jaune or, l'or palladié une teinte gris fer, l'inconel reste blanc.

Troisième procédé. — Poser une petite goutte de teinture d'iode sur tous les ors gris et sur l'inconel, chauffer au-dessus d'une lampe à alcool jusqu'à évaporation complète.

Constataion : tous ces métaux ont pris une tache noire, essuyer avec le doigt, sur les ors gris (ors nickel) une teinte or fin, sur l'or palladié, une teinte jaune clair, et sur l'inconel pas d'action, il reste blanc.

Quatrième procédé. — Imbiber d'acide sulfurique tous les ors gris et l'inconel, chauffer légèrement jusqu'à évaporation.

Constataion : tous les ors gris ne conservent pas de trace après les avoir essuyés avec un linge, seul l'inconel conserve une tache noire très tenace.

• *Cinquième procédé.* — Ce procédé est spécial pour reconnaître l'or palladié des ors gris (ors nickel) et de l'inconel.

Faire des touches sur la pierre de touche avec les ors nickel, de l'or palladié et de l'inconel, imbiber copieusement la pierre de touche avec de la teinture d'iode, attendre

dix secondes environ puis étendre dessus de l'eau à toucher l'or à 18 carats, attendre encore quelques secondes, puis rincer la pierre à grande eau, l'essuyer avec un chiffon, résultat tous les ors nickel ont disparu ainsi que l'inconel, seul l'or palladié a résisté.

Sixième procédé. — Mélanger dans un petit flacon une partie de sel fin de cuisine et une partie d'eau à toucher l'or à 18 carats, mettre une goutte de ce liquide, avec un petit bout de bois, sur tous les ors gris, le palladié et l'inconel, attendre 20 secondes.

Constataion : tous les ors gris (or nickel)prennent une teinte jaune safran, le palladié, safran foncé, l'inconel reste blanc mais si l'on attend encore 3 minutes environ, le liquide devient vert émeraude sur ce métal.

Voici un dernier procédé, celui de MM. Laurenti et Fraysse respectivement inspecteur de la Garantie et contrôleur principal de la Garantie à Nice.

Faire des touches sur la pierre à toucher avec les ors nickel (or platinor, plator, osmior, ce sont les plus courants), et une d'inconel, imbiber la pierre de touche, non pas avec de l'eau à toucher l'or, mais avec celle à toucher l'argent (nitrate d'argent).

Constataion : tous les ors gris résistent, seul l'inconel faiblit absolument comme s'il était bas titre en comparaison, de plus l'eau sur l'inconel devient légèrement laiteuse.

Pour en terminer avec la question de l'inconel, nous ajouterons qu'on nous a signalé (car nous n'avons pas eu en main d'inconel) qu'il était attiré par l'aimant alors que les ors gris et le platine ne le sont pas.

SECTION II

ESSAI HYDROSTATIQUE

Nous avons eu l'occasion de signaler que le monde devait l'essai hydrostatique au génie d'Archimède. C'est un mode d'essai *physique* qui a une apparence de grande précision et

qui permet en tout cas de calculer le poids de chacun des deux métaux contenus dans un alliage.

Néanmoins, il n'a guère qu'un intérêt historique et ne saurait être d'un usage courant car il ne peut s'appliquer qu'aux alliages binaires et nécessite des connaissances étendues sur la pesanteur spécifique des corps.

On entend par pesanteur spécifique le rapport qui existe entre le poids d'un corps et son volume. Ce rapport exprime le nombre de fois qu'il pèse un pareil volume d'eau distillée. Malheureusement ce rapport n'est jamais un nombre rond et nous trouvons donc là une première cause d'erreur, ou même une double cause d'erreur car les deux pesanteurs spécifiques des deux métaux compris dans l'alliage binaire à étudier sont ni l'une ni l'autre des nombres ronds.

Pour faciliter les calculs, M. Paul de Cazeneuve, a composé en 1898 des tableaux des pesanteurs spécifiques pour les alliages d'or et de cuivre, d'argent et de cuivre, d'or et d'argent, et il a établi la concordance des pesanteurs spécifiques avec les titres.

En possession de ces tableaux¹ et à condition d'être certain de la composition de son alliage — un des trois que nous venons de citer — on va procéder comme suit :

1° On pèse l'alliage dans l'air.

2° Au moyen de la balance hydrostatique, on le pèse dans l'eau distillée.

3° On défalque du poids de l'alliage dans l'air le poids de l'alliage dans l'eau.

4° On divise le poids de l'alliage dans l'air, par la différence des deux poids obtenue par l'opération précédente, et ce quotient donne précisément la pesanteur spécifique de l'alliage

5° Muni de la pesanteur spécifique on se reporte aux tableaux de concordance que nous avons indiqués et l'on obtient le titre de l'alliage en question.

Nous avons montré une première cause d'erreur, la seconde réside dans les pesées successives. La science

1. Armand Aumas les a reproduits dans son livre déjà cité.

moderne obtient des pesées extrêmement précises, ses balances permettent des opérations minutieuses, néanmoins leurs résultats ne sont jamais absolus. Plus il y a de pesées, plus les chances d'erreur sont grandes.

Or, ici tout est basé sur des pesées successives et sur des soustractions ou divisions faites avec des nombres obtenus par des pesées.

C'est pour cet ensemble de raisons, et malgré la précision à laquelle la science moderne permettrait de parvenir, que l'essai hydrostatique n'est employé, que dans les cas exceptionnels, où aucun autre n'est possible.

SECTION III

ESSAI PAR COUPELLATION

Nous avons déjà fait remarquer que l'essai par coupellation était une des plus belles découvertes de l'alchimie. Depuis des siècles on cherche une pierre merveilleuse dite *pierre philosophale* qui transformerait tout en or, et les alchimistes s'étaient longtemps spécialisés dans ces recherches. A défaut de la synthèse de l'or, ces obstinés chercheurs nous ont légué un remarquable procédé d'essai.

Certains auteurs supposent que l'essai par coupellation dû aux alchimistes particulièrement nombreux et puissants au Moyen-Age, n'a été découvert qu'au XIII^e siècle... c'est très vraisemblable, mais les principes en ont peut-être été posés antérieurement.

Nous savons seulement qu'il en est question pour l'argent ¹ dans une ordonnance de 1343, pour les orfèvres de Paris, et que le roi Louis XII étendit l'obligation de faire des essais à la coupelle à tous les orfèvres du royaume : « Feront, dit-il

1. On note, là encore, que la réglementation de l'argent a précédé celle de l'or. Les premiers essais de l'or par coupellation ne remonteraient qu'au règne de François I^{er}, le procédé de l'inquartation n'ayant été découvert qu'à cette époque.

« dans son ordonnance du 22 novembre 1506, les essais
« des dits ouvrages à la coupelle et non autrement ».

Les essais par coupellation de l'or et, *a fortiori*, du platine, sont d'origine beaucoup plus récente.

Nous avons eu l'occasion et le plaisir de visiter divers laboratoires privés ou officiels, où se pratiquent des essais à la coupelle — modernes repaires d'alchimistes — où l'on emploie maintenant les procédés anciens avec des méthodes nouvelles.

Le secret de la pratique moderne consiste à obtenir par la plus grande spécialisation possible, la plus grande précision possible... Le principe est évidemment toujours le même : il est fondé sur la propriété qu'ont les métaux précieux d'être inoxydables à l'air même à très haute température, tandis que les vils métaux, au contraire, sont oxydables, et, en outre, sur l'entraînement du cuivre de l'alliage ou des autres métaux oxydables par oxydation, en oxyde cuivrique ou autres, et sur la dissolution de ce dernier dans l'oxyde de plomb (litharge) avec absorption par la coupelle.

Les *coupelles* composées uniquement autrefois de cendres de sarments et d'os de pieds de mouton calcinés et bien lessivés, pour en séparer les sels, qui feraient pétiller la matière de l'essai, sont parfois, aujourd'hui composées de magnésie. Elles sont poreuses à la température à laquelle on opère, c'est-à-dire aux alentours de 1050°.

Les fours que nous avons visités sont tenus constamment, jour et nuit, à cette température. Il y passe à l'intérieur un courant d'air qui permet l'oxydation rapide des métaux oxydables. Les opérations varient un peu avec chaque alliage à essayer et nous allons en examiner quelques unes.

A. *Essai du titre de l'argent.*

C'est le plus simple de tous. On prélève un gramme de l'alliage appelé *prise d'essai* (que les essayeurs modernes divisent en deux pour permettre une contre épreuve)... puis on dépose dans une coupelle une petite quantité de plomb qui facilitera l'opération. Plus le titre est bon, plus

la quantité de plomb à ajouter est grande. Le titre approximatif est déterminé au touchau.

Quand le plomb entre en fusion, on y introduit la prise d'essai. Au bout de quelques minutes, l'argent apparaît au fond de la coupelle sous la forme d'un bouton bien convexe. Il se produit alors le phénomène de *l'éclair* auquel les essayeurs reconnaissent que la coupellation est terminée.

Il faut alors laisser refroidir le bouton, le détacher de la coupelle et le peser... le poids obtenu, représenté en milligrammes indiquera le titre de l'objet qui est précisément le poids de fin contenu dans un alliage.

Si l'on trouve un poids variant entre 800 et 795/1000 on dit que l'ouvrage est *dans la tolérance* et il peut être marqué.

B. Essai du titre de l'or.

Le principe de l'essai est toujours le même, mais on appelle le procédé d'essai de l'or à la coupelle *inquartation* parce que pour permettre à l'opération de se réaliser, il faut adjoindre à l'alliage à essayer, un quantité d'argent égale au moins à 2 fois $1/2$ le poids d'or fin, supposé dans l'alliage (après essai au touchau par exemple).

L'opération se divise en deux phases.

Première phase. — C'est la coupellation ordinaire telle que nous l'avons décrite pour l'argent basée sur les propriétés de l'oxyde de plomb (litharge) et de tous les autres métaux oxydables, de passer à la température où l'on opère dans les pores des coupelles.

Il existe donc au fond de la coupelle un bouton composé d'or et d'argent.

Deuxième phase. — Elle consiste simplement à dissoudre l'argent par l'acide nitrique pour obtenir de l'or pur, et faire la pesée qui donnera le titre.

Cette deuxième phase explique la nécessité d'incorporer de l'argent dans l'alliage d'or. En effet, l'argent étant inoxydable il pourrait en demeurer quelques parcelles dans le bouton obtenu dans la première phase. Pour pouvoir le faire disparaître il fallut trouver un procédé.

On a constaté que l'argent était attaquable par l'acide nitrique alors, qu'au contraire, un alliage d'or et d'argent est inattaqué par cet acide... pour que l'acide ait une action sur l'alliage, l'expérience a démontré qu'il fallait que l'alliage contienne au moins deux fois et demi plus d'argent que d'or. C'est la raison pour laquelle au début de l'opération on procède à l'inquartation de l'argent dans l'alliage.

On arrive avec cette méthode à une très grande précision étant donnée surtout la minutie avec laquelle les essayeurs modernes dirigent leurs opérations... four constamment à la même température, bouton d'alliage d'or et d'argent toujours laminé à la même épaisseur pour régulariser l'expérience, le traitement par l'acide nitrique se faisant à chaud on veille à l'uniformité de température.

Dans certains cas, et pour arriver à une précision plus grande, au lieu de procéder à la manière ancienne, en plaçant l'alliage dans un récipient de verre (matras) sur un feu unique, on traite cette deuxième phase en série. Les essayeurs disposent de petits paniers de platine portant chacun 20 gobelets de quartz percés dans le bas. Ils mettent le tout dans une casserole et ils uniformisent ainsi l'opération : même température, même acide, même examen final des résultats obtenus.

Etant donnée la grande spécialisation des chimistes des laboratoires que nous avons visités, les chances d'erreurs sont à peu près annihilées.

Pour les alliages ordinaires, de cuivre et d'or, l'opération donne des résultats rigoureux et, somme toute, fort simples à obtenir. Il n'en est pas de même pour les *osmior* (ors nickel) qui s'avèrent assez difficiles à coupeller. Ils demandent plus de plomb et plus de chaleur que les alliages ordinaires, en raison du nickel qu'ils contiennent.

C. Essai du titre du platine.

Le platine est un métal inoxydable qui reste sur la coupelle comme l'or et l'argent. Pour avoir son titre exact, il faut donc le dissocier à la fois de l'argent et de l'or.

Mais on constate par expérience que l'acide nitrique attaque l'argent, le platine et l'alliage d'argent et de platine. Aussi après avoir obtenu le bouton de métaux précieux pouvant contenir de l'argent, de l'or et du platine, par le procédé de la coupellation, on le place dans un bain d'acide sulfurique qui, à chaud, dissout l'argent.

On obtient ainsi or + platine, et l'on effectue une pesée.

Puis on opère une seconde coupellation, comme pour l'or par inquartation. On traite alors le bouton obtenu par l'acide nitrique qui dissout l'argent et le platine, et l'on obtient ainsi de l'or fin. Quant au platine, on calcule son titre par la différence entre les résultats des deux essais.

On peut éviter la seconde coupellation car les alliages de platine courants sont des alliages de platine et d'argent, de platine et de cuivre, ou même de platine, d'argent et de cuivre. Dans ce cas la méthode consiste à ramener l'alliage en un alliage or platine. On incorpore donc une quantité d'or fin nettement déterminée, bien pesée, dans l'alliage.

La coupellation donne un bouton or + argent + platine que l'on traite par l'acide sulfurique à 66° B. qui dissout l'argent à l'ébullition sans attaquer l'or. Comme on connaît très exactement la teneur en or de l'alliage on a le titre du platine par différence.

Nous remarquons donc que les méthodes d'essai du platine sont beaucoup moins précises que le procédé de l'inquartation pour l'or. Aussi les essayeurs modernes ont-ils coutume d'employer des *témoins* qui sont des boutons d'alliage synthétique dont on connaît très exactement la teneur.

On fait l'essai de ce bouton témoin en même temps que l'essai de l'alliage dont on veut déceler le titre, et, en présence des plus ou moins légères différences obtenues par la pesée du témoin (différences pouvant provenir soit de l'essayeur, soit des acides, soit de la température, etc.) on fait subir une correction au résultat de l'essai recherché.

La méthode du témoin peut-être employée dans tous les essais par coupellation mais elle est particulièrement recommandée pour l'essai du titre du platine dont nous avons noté les chances d'erreur provenant de la double

coupellation et de la double pesée (la tolérance de titre pour le platine est d'ailleurs de 10/1000).

Utilisée récemment par des essayeurs privés, elle a été adoptée par les laboratoires d'essais de la monnaie de Paris et elle gagnerait à être étendue, par quelque circulaire ministérielle à tous les laboratoires officiels où se pratique l'essai des métaux précieux, par coupellation.

SECTION IV

ESSAI PAR VOIE HUMIDE

Ce procédé dû, comme nous l'avons vu, au génie de Gay-Lussac, est employé uniquement pour les alliages d'argent. « Il repose, disent Riche et Forest dans *L'Art de l'essayeur*, sur l'indissolubilité du chlorure d'argent dans l'eau et dans les acides étendus ainsi que sur la solubilité du chlorure de cuivre dans ces agents ».

Il consiste à faire dissoudre, par l'acide nitrique, l'argent et le cuivre des prises d'essai préalablement pesées avec minutie, puis à précipiter l'argent à l'état de chlorure insoluble au moyen d'une dissolution tirée du sel marin.

On connaît la quantité d'argent précipitée par le poids ou le volume de la dissolution de sel marin nécessitée pour la précipitation complète de l'argent, car l'adjonction de chlorure de sodium a pour effet de résorber le cuivre.

Ce mode d'essai est couramment employé encore qu'assez compliqué, car il remplit les qualités d'un bon procédé d'essai : il est rapide, et permet d'obtenir une très grande précision, plus grande en tous cas pour l'argent que par la coupellation (1/2 millième).

Découvert par Gay-Lussac en 1822 il fut adopté officiellement par l'Administration en 1830.

CHAPITRE III

LE POINÇON DE GARANTIE

La garantie du titre des ouvrages et matières d'or et d'argent est assurée par des poinçons ; ils sont appliqués sur chaque pièce, en suite d'un essai de la matière et conformément à certaines règles.

(Loi de brumaire an VI.)

La Révolution ayant admis le principe d'un retour à la réglementation du titre des matières d'or et d'argent, il importait de prévoir un organisme et un moyen de le certifier. Nous avons relevé que, sous l'Ancien Régime, le titre était assuré par le poinçon de contre-marque appliqué au bureau de la maison commune, par les maîtres, jurés ou gardes de la Corporation.

En 1791, à l'Assemblée nationale Constituante, D'Allarde pensa qu'il était nécessaire, malgré la liberté des titres envisagée, de créer un certain nombre de postes d'essayeurs publics, auprès desquels les acheteurs pourraient se renseigner avant d'acheter... en outre, le Directoire, malgré son désir de revenir aux anciennes réglementations se trouvait en face de diverses décisions formelles, sur lesquelles les représentants du peuple n'auraient certainement pas transigé (déclaration de suppression des privilèges dans la nuit du 4 août 1789, loi des 2-17 mars 1791, portant suppression des corporations, maîtrises et jurandes, loi Le Chapelier, portant interdiction de s'associer, entre autres).

Thibault à la Convention nationale, chantant les mérites des anciens orfèvres, demandait qu'on leur laissât, comme jadis, la partie *contrôle* de cette institution. Beffroy, au Directoire, présenta un rapport plus conforme aux vues physiocratiques en proposant purement et simplement la suppression de l'antique Corporation des orfèvres.

Ce point de vue fut adopté et l'article 30 de la loi du 19 brumaire an VI dispose : « Les maisons communes d'orfèvres sont supprimées ; leurs biens et effets sont déclarés « appartenant à la nation ». Les articles 31, 32 et 33 aménagent cette suppression. Quant au décret du 28 décembre 1934, il ne comprend aucun article relatif aux maisons communes d'orfèvres dont il n'est plus question en législation à l'heure actuelle.

Il est évident, nous l'avons fait remarquer en son temps, que la dualité de direction dans le Contrôle de la garantie des titres des matières d'or et d'argent, — direction corporative et direction administrative, — alourdissait singulièrement cette institution. Mais il fallut remplir le vide créé par cette disparition, et de là naquirent les organismes administratifs sur lesquels nous allons nous arrêter quelques instants.

Pour la simplicité de nos explications, nous avons préféré réunir, en une seule et même section, la description sommaire de l'organisation des bureaux de garantie. Nous y rencontrerons l'essayeur, le Contrôleur de la garantie, et le receveur des droits de garantie, ce fonctionnaire nous permettant de faire le pont entre ce chapitre et celui que nous consacrerons aux droits de garantie.

Mais avant cela nous examinerons quelque peu les poinçons de garantie en eux-mêmes car ils ont une grande corrélation — comme le poinçon de contremarque dont ils sont les héritiers — avec les titres et avec les essais.

SECTION I

LES POINÇONS

En dehors du poinçon de maître dont nous parlerons au chapitre suivant l'article 8 de la loi du 19 brumaire an VI portait qu'il y avait pour marquer les ouvrages tant en or qu'en argent, deux poinçons particuliers : celui du titre et celui du bureau de garantie.

Loysel dans son rapport au Conseil des Anciens expliquait l'origine de ces deux poinçons en déclarant que le premier — le poinçon de titre — correspondait au poinçon de contre-marque des Corporations d'orfèvres et que la résolution avait remplacé les deux poinçons prévus par l'Ancien Régime (poinçon de charge et poinçon de décharge) par un seul poinçon qui venait constater le paiement des droits. Pour la présente étude, seul a vraiment un intérêt, le poinçon de « titre » de la loi de brumaire, celui qui était apposé après essai constatant que l'objet présenté au bureau de la garantie était au titre.

Si nous avons tenu à signaler l'existence du second poinçon dans ce chapitre, c'est uniquement parce qu'il devait se confondre au cours du *xix^e* siècle, avec le poinçon de titre qui seul était un organe de *Contrôle* de la garantie des titres. L'œuvre de simplification de la loi de brumaire commençait donc.

L'article 4 de l'ordonnance du roi Louis-Philippe du 7 avril 1838 dispose en effet : « Le poinçon de titre et celui du « bureau de garantie ne formeront qu'un poinçon unique « qui portera un signe particulier pour chaque bureau ».

Cette disposition est applicable aussi bien à l'or qu'à l'argent et *a fortiori* au platine qui n'est entré dans la législation qu'en 1910. Donc, il existe un poinçon pour certifier le titre des métaux.

Tandis que la forme des poinçons de maître est fixée depuis longtemps, l'article 499 du Code des Contributions indirectes, indique que « la forme des poinçons ainsi que les

« conditions dans lesquelles ils sont apposés, sont fixées
« par décret ».

La forme des poinçons subit au cours du xix^e siècle quelques modifications et il est évident que nous n'entrerons point dans les détails de cette question ; nous nous bornerons à donner le dernier état des règlements à ce sujet, signalant en quelques mots, l'évolution des poinçons.

La loi du 19 brumaire an VI prévoyait elle-même la forme de ses poinçons ce qui compliquait le système car il importe, dans certains cas, en particulier lorsqu'une fraude a sévi depuis longtemps, d'agir très rapidement c'est-à-dire sans avoir besoin de remuer tout l'appareil législatif souvent très lent à décider. A l'heure actuelle un simple décret suffit aux modifications.

Avant 1838 on avait, en vertu de la loi de brumaire, créé pour l'or trois poinçons représentant pour le premier titre un coq dans un cercle parfait, pour le second un coq dans un ovale plus haut que large, pour le troisième un coq dans un ovale plus large que haut. Chaque titre était indiqué par le chiffre 1, 2 ou 3. Ces poinçons garantissaient le titre exact (essai à la coupelle).

Pour l'argent il y avait deux poinçons représentant pour le premier titre un coq dans un octogone régulier avec un n° 1, pour le second un coq dans un octogone irrégulier avec un n° 2 et ces poinçons comme pour l'or garantissaient le titre exact (essai à la coupelle).

Il existait une différence entre Paris et les départements, différence consistant à donner une place différente au chiffre indiquant le titre.

En outre, pour les objets que l'on n'avait pu essayer qu'au touchau, et dont, par conséquent, le bureau de garantie ne pouvait certifier que le titre minimum, il existait des poinçons dit de petite garantie.

Pour l'or, c'était une tête de coq découpée, qui avait à Paris le bec dirigé vers la droite et dans les départements, le bec dirigé vers la gauche.

L'ordonnance du 22 octobre 1817 bouleversa tout ce système. Elle crut utile de créer un attribut spécial pour

chaque titre tant pour l'or et pour l'argent que pour Paris et les départements. En outre pour la petite garantie, elle divise la France en neuf régions : Nord, Nord-Est, Est, Sud-Est, Sud, Sud-Ouest, Ouest, Nord-Ouest, Centre.

Ceci complique étrangement l'organisation de la Garantie et on devra y revenir par la suite. Mais cette ordonnance était intéressante à signaler car c'est d'elle que date le poinçon de contremarque¹ ou bigorne.

La bigorne est une enclume d'acier sur laquelle on place le bijou à marquer. Ces enclumes n'étaient pas unies : on y gravait des insectes ou pattes ou ailes d'insectes qui s'insculpaient au moment où l'on poinçonnait l'objet essayé (de là l'expression *contremarque*).

Les poinçons prévus par l'ordonnance du 22 octobre 1817 ainsi que les bigornes entrèrent en application le 16 août 1819.

L'ordonnance du 30 juin 1835, mise en vigueur le 10 mai 1838, en arrive (aux effigies près) au régime actuel :

Pour l'or, les poinçons représentaient *une tête de médecin grec*, le profil dirigé vers la droite, pour le premier titre cette effigie était placée dans un cadre de 8 pans irréguliers avec le chiffre 1 indiquant le titre, à la hauteur du front ; pour le deuxième titre l'effigie était dans un cadre ovale tronqué avec le chiffre 2 sous le menton ; pour le troisième l'effigie était dans un hexagone irrégulier avec le chiffre 3 à la hauteur du nez. Ces poinçons — et c'est là que réside l'intérêt de la réforme — étaient les mêmes pour Paris et pour les départements. Cependant, comme il est utile de connaître le bureau de garantie qui a insculpé le poinçon, l'ordonnance prévoyait un signe distinctif par bureau. Pour le premier titre sous le menton du *médecin grec*, pour le second, derrière la nuque, pour le troisième également derrière la nuque... tandis que les poinçons de Paris n'ont aucun signe distinctif (cette observation s'appliquera toujours).

Pour l'argent les poinçons représentaient (et représen-

1. Ce poinçon de contre-marque n'a évidemment rien de commun avec celui du Bureau de la Maison commune sous l'Ancien Régime.

tent encore, car l'ordonnance du 30 juin 1835, est toujours en vigueur) une *tête de Minerve*, le profil dirigé vers la droite ; pour le premier titre avec le chiffre 1 à la hauteur du front, pour le deuxième titre avec le chiffre 2 sous le menton. Pour les départements le poinçon est le même que pour Paris, mais chaque bureau a un signe distinctif dans son poinçon pour le premier titre sous le menton de la *tête de Minerve*, pour le deuxième titre, dans le front.

En dehors de ces poinçons certifiant le titre exact il existait encore des poinçons de petite garantie (pour garantir le titre minimum). Il importe de faire remarquer ici que le poinçon de petite garantie est le plus employé, les autres n'étant inculpés que dans des cas et pour des objets extrêmement rares.

Ces poinçons de petite garantie si importants à connaître étaient établis de la manière suivante :

Pour l'or il y avait deux poinçons, un pour Paris (*tête d'aigle* au bec dirigé vers la droite), un pour les départements (*tête de cheval*, les naseaux tournés vers la droite avec le signe distinctif pour chaque bureau dans la joue).

Pour l'argent l'ordonnance établissait deux poinçons qui existent toujours, un pour Paris (*tête de sanglier* tournée vers la droite), un pour les départements (*crabe* avec signe distinctif entre les pattes).

Le décret du 5 décembre 1912 créa un poinçon spécial pour les ouvrages de bijouterie et joaillerie en platine. Jusqu'à cette époque on avait appliqué au platine le même poinçon qu'à l'or. Mais en raison de la valeur toujours croissante du platine on rechercha divers moyens pour l'imiter et la chimie créa des alliages dits : *or gris*, *or nickel*, *or palladié*, *plator*, *osmior*, dénominations auxquelles doit être substituée désormais l'expression *or blanc*.

Il s'averra donc nécessaire de créer pour le platine un poinçon spécial et ce fut précisément l'objet du décret de 1912 qui attribua au platine le poinçon, *tête de chien*, périmètre découpé, profil à droite.

Le décret du 21 juin 1919 vint modifier ce régime pour l'or seulement, réalisant l'unification du poinçon de petite

garantie pour Paris et pour les départements, qui est, depuis le 1^{er} juillet 1919, une *tête d'aigle* découpée avec double listel, profil à droite. (Néanmoins les objets marqués du poinçon *tête de cheval* sont en règle, car il n'y a pas eu de recense depuis).

Le décret supprima les poinçons à *tête de médecin grec* pour leur substituer aussi des poinçons à *tête d'aigle*, profil à droite, dont voici la description : premier titre, tête d'aigle dans un octogone irrégulier avec le chiffre 1 sous le bec ; second titre, tête d'aigle dans un cadre ovale tronqué avec le chiffre 2 sous le cou ; troisième titre, tête d'aigle dans un hexagone irrégulier avec le chiffre 3 placé au milieu et sous la tête (Mais les objets marqués à la tête de *médecin grec* sont toujours en règle).

Il eut été utile de supprimer les poinçons : *tête de cheval* et *tête de médecin grec*, et d'unifier les poinçons de petite garantie pour l'argent car, pour que l'acheteur puisse se rendre compte de l'existence et de la non falsification des poinçons que lui présente le vendeur, il importe que le système de poinçons soit simple.

L'étude du régime des poinçons pour la consommation intérieure eut comporté également l'examen du poinçon de remarque et de la marque au poids, servant à éviter le délit d'enture « opération frauduleuse consistant à détacher « d'un objet une empreinte de garantie légèrement appliquée, « pour la souder à un ouvrage plus lourd qui ne sera pas soumis au contrôle »¹. Qu'il nous suffise de dire que ce poinçon de remarque a pour forme une *tête de rhinocéros*, profil à gauche, avec double listel pour Paris et simple pour les départements.

Voici donc le tableau que nous pourrions dresser pour les poinçons applicables à la consommation intérieure :

OR

Tête de médecin grec : titre (avant 1919).

Tête de cheval : petite garantie (province avant 1919)

1. *Manuel de garantie.*

Tête d'aile : dans un cadre = titre ; découpée = petite garantie.

Tête de rhinocéros : remarque.

ARGENT

Tête de Minerve : titre.

Tête de sanglier : petite garantie, Paris.

Crabe : petite garantie, départements.

PLATINE

Tête de chien.

Il existe toujours des bigornes recouverts de gravures variées, les plus fines possibles, « qui impriment au revers « de l'objet et par contre coup une empreinte dite de contre-« marque » (art. 502 du C. C. I.).

Enfin, il est intéressant de signaler que les ouvrages composés d'or et d'argent dans lesquels la proportion du métal accessoire dépasse, par rapport au poids total, la proportion de 3 % sont marqués depuis le décret du 10 décembre 1905, d'un poinçon de petite garantie représentant les *têtes d'aigle* et de *sanglier* juxtaposées enfermées dans un ovale régulier.

Pour les ouvrages composés de platine et d'or, une circulaire ministérielle du 29 décembre 1927 a institué une combinaison obtenue à l'aide des poinçons *tête d'aigle* et *tête de chien* dont la position varie suivant les proportions respectives des métaux en présence.

Nous devons maintenant faire deux remarques relatives aux poinçons en eux-mêmes et à leur protection.

A. Fabrication et garde des poinçons.

Encore que l'Administration de la garantie des matières et ouvrages d'or, d'argent et de platine soit entièrement rattachée depuis 1908 aux Contributions indirectes, l'article 503 du Code des Contributions indirectes, reproduisant à peu près les dispositions de l'article 17 de la loi du 19 brumaire an VI, complété par la loi du 26 frimaire an VI décide :

« Tous les poinçons de garantie ainsi que bigornes, sont
« fabriqués par l'Administration des monnaies qui les fait
« parvenir dans les divers bureaux de garantie et en conserve
« les matrices ».

Cette mesure est importante pour l'unité du Contrôle de la garantie et pour l'application des signes distinctifs des bureaux. Il faut éviter les improvisations.

D'autre part, la loi de brumaire article 18 (art. 504 du C. C. I.) a prévu la garde des poinçons et bigornes de la manière suivante :

« Lorsqu'on ne fait point usage de ces poinçons, ils sont
« enfermés dans une caisse à trois serrures et sous la garde
« des employés des bureaux de garantie comme il sera dit
« ci-après ».

L'article 45 de la loi de brumaire (art. 516 du C. C. I.) précise :

« L'essayeur, le receveur et le contrôleur du bureau de
« garantie ont chacun une des clefs de la caisse dans laquelle
« sont enfermés les poinçons ».

Dans le rapport initial de Beffroy au Conseil des Cinq Cents (14 pluviôse an V) il n'était question que d'un coffre à deux serrures ce qui correspondait au deux poinçons dont nous avons parlé, à savoir : le poinçon de titre et le poinçon de garantie. Gibert-Desmolière fit alors remarquer que le receveur qui n'intervenait point dans le Contrôle n'avait pas besoin d'une clé et qu'il était préférable de la donner à l'essayeur qui, lui, intervient dans le contrôle.

La Commission se rangea à son avis, mais, comme le poinçon du bureau de garantie servait à prouver l'acquittement des droits, ce qui regarde le receveur, on ajouta une serrure au coffre.

Nous retrouverons ce coffre à trois serrures en étudiant le fonctionnement des bureaux de garantie.

B. Pénalités contre les falsificateurs.

Nous examinerons cette question à l'occasion de notre étude sur la nature juridique du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent.

Bornons-nous à signaler ici que les ouvrages marqués de faux poinçons sont saisis et confisqués et que ceux qui les garderaient ou les exposeraient en vente avec connaissance seraient passibles d'amende et à la troisième récidive de l'interdiction de tout commerce d'or, d'argent et de platine (art. 109 de la loi du 19 brumaire an VI, et 582 du C. C. I.).

De leurs côtés, les fabricants de faux poinçons et ceux qui en faisaient usage étaient condamnés par l'article 19 de la loi de brumaire à la confiscation de leurs ouvrages et à 10 années de fer, tandis que l'article 583 du Code des Contributions indirectes prévoit, pour ce crime, les peines portées à l'article 140 du Code pénal c'est-à-dire le maximum des travaux forcés, à temps.

Enfin l'article 584 du Code des Contributions indirectes reproduisant à peu près les dispositions de l'article 110 de la loi de brumaire an VI, applique par renvoi à l'article 141 du Code pénal la peine de réclusion à ceux qui se sont servis indûment des vrais poinçons et en ont fait un usage préjudiciable aux intérêts de l'Etat ¹... Mais ici, déjà, l'intérêt fiscal prédomine.

SECTION II

LES BUREAUX DE GARANTIE

Nous avons eu l'occasion de remarquer que la Révolution avait, en principe, conservé le Contrôle de la garantie, mais qu'en fait, la Corporation des orfèvres ayant été supprimée, il était devenu inapplicable.

Il fallut remplacer ce qui avait été détruit.

La loi de brumaire supprima en principe la dualité qui existait sous l'Ancien Régime où la perception des droits était évidemment réservée à l'Etat, mais où les essais et le contrôle proprement dit étaient l'apanage de la Corporation des orfèvres.

1. Cf. nos explications sur la nature juridique du Contrôle de la garantie.

Nous avons signalé à plusieurs reprises déjà que, dès 1791, on ressentit la nécessité de créer des postes d'essayeurs privés dans toutes les villes où il y avait des fabricants ou marchands d'or et d'argent... Cette question n'intéressa point l'Assemblée Constituante à laquelle de solides principes interdisaient la perception de tout impôt indirect.

Thibault, nous l'avons vu, voulait, de son côté, laisser le contrôle en lui-même aux orfèvres... l'individualisme révolutionnaire s'y opposa.

Néanmoins, on ne réalisa l'unité du Contrôle de la garantie qu'en apparence. En effet, les anciennes attributions de la corporation des orfèvres furent remises aux mains de l'Administration des monnaies qui prit à sa charge les essais et le contrôle. Tandis que l'Administration des Contributions indirectes n'avait sous son obédience que les seuls receveurs des droits de garantie.

En effet, la loi dûit nécessairement prévoir trois sortes de fonctionnaires : les essayeurs et les contrôleurs, desquels il fallait exiger des connaissances spéciales, et les receveurs qui n'avaient pour mission que la perception d'un droit proportionnel au poids.

Ces trois fonctionnaires constituent ce que l'on appelle le bureau de garantie.

L'étude de leurs conditions de nomination et de révocation sortirait du cadre de notre étude... nous observerons seulement que ces conditions évoluèrent sensiblement avec le rattachement des Contrôleurs de la garantie aux Contributions indirectes. Ce rattachement s'opéra insensiblement. Ainsi, l'article 41 de la loi du 19 brumaire an VI porte que « les contrôleurs des bureaux de garantie seront nommés par le Ministre des Finances, sur la proposition de l'Administration des monnaies ».

Tandis que l'article 3 de l'ordonnance du 5 mai 1820 indique qu'ils seront nommés « sur la proposition de l'Administration des Contributions indirectes, concertée avec celle de la monnaie ».

Enfin, le dernier stade de l'évolution remonte à la loi du 26 décembre 1908 qui rattache complètement les Contrô-

leurs de la garantie à l'Administration des Contributions indirectes, accroissant ainsi le caractère fiscal de ces fonctions et l'article 512 du Code des Contributions indirectes, dernier état du droit dispose :

« Tous les employés des bureaux de garantie, à l'exception de l'essayeur, sont pris parmi le personnel de l'Administration des Contributions indirectes ».

Quant aux essayeurs, l'article 510 du Code des Contributions indirectes qui les concerne est ainsi rédigé :

« Les essayeurs de tous les bureaux de garantie pour les matières d'or, d'argent et de platine, sont nommés et révoqués par arrêté du Ministre des Finances.

« Dans les villes où existent un bureau de garantie et un laboratoire du Ministre des Finances, les fonctions d'essayeur sont, au fur et à mesure des vacances, confiées au chimiste en chef du laboratoire.

« Les chimistes en chef du service des laboratoires, nommés à l'emploi d'essayeur sont dispensés de produire un certificat de capacité.

« Lorsque les essais sont effectués par le service des laboratoires, les droits d'essai sont perçus, au profit de l'Etat, par l'Administration des Contributions indirectes.

« Une indemnité est attribuée au chimiste en chef remplissant les fonctions d'essayeur.

« Le nombre, les conditions de nomination et la rétribution des auxiliaires, pouvant être attachés aux bureaux d'essai placés sous la direction d'un chimiste en chef, sont déterminés par le Ministre des Finances sur la proposition du chef de service des laboratoires ».

Il était surtout nécessaire de noter que les anciens gardes et jurés de la Corporation des orfèvres ont été remplacés, dans la législation actuelle, par des fonctionnaires de l'Administration la plus fiscale de toutes, et que l'on ne doit qu'au tact et à la compréhension des contrôleurs de la garantie d'éviter des heurts et des vexations...

Avant la suppression de la taxe de luxe (1934) l'Administration en était même arrivée à faire de ces préposés des « contrôleurs de la taxe sur le chiffre d'affaires » dont la

taxe de luxe était un succédané. Mais, à Paris, en particulier, une direction compétente de la Garantie, au courant de l'ensemble des problèmes qui agitent l'Orfèvrerie moderne essaie de pallier de son mieux aux difficultés qui peuvent surgir.

Il est vrai que les orfèvres eux-mêmes font tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter la tâche de leurs contrôleurs, et beaucoup s'adonnent à de savantes recherches — nous en avons cités en exemple, qu'ils nous en excusent — pour lutter contre les fraudes qui préjudiciaient au bon renom de l'Orfèvrerie française.

SECTION III

FONCTIONNEMENT DES BUREAUX DE GARANTIE

Nous pourrions, pour simplifier notre exposé sur ce point, proposer un renvoi au Contrôle de la garantie sous l'Ancien Régime car toutes les prescriptions concernant l'essai, la marque, les recherches, les visites, les saisies, les confiscations etc. sont issues et fidèlement imitées de la législation antérieure à la Révolution. Les articles de la loi du 19 brumaire an VI ont été reproduits presque sans changement (sauf adjonction du platine) dans le décret de codification des Contributions indirectes.

Il est un point sur lequel nous insisterons un peu plus parce qu'il est une innovation de la loi de brumaire : c'est le système des trois clés.

A. Le rôle de l'essayeur.

« L'essayeur ne reçoit les ouvrages qui lui sont présentés
« pour être essayés et titrés, dit l'article 519 du Code des
« Contributions indirectes que lorsqu'ils ont l'empreinte
« du poinçon du fabricant et qu'ils sont assez avancés pour
« qu'en les finissant ils n'éprouvent aucune altération ».

Le rôle de l'essayeur est de déterminer le titre et nous ne

nous arrêterons pas à quelques prescriptions telles que celles de l'article 522 du Code des Contributions indirectes par exemple qui veut que « lorsque les pièces ont une languette « forgée ou fondue avec leur corps, c'est en partie sur cette « languette et en partie sur le corps de l'ouvrage que l'on « fait la prise d'essai ».

... ou telles que celles des articles 528, 528 et 530 du Code des Contributions indirectes concernant le règlement des constatations sur le titre par le chef du service des laboratoires du Ministère des Finances.

Toutes ces prescriptions convergent en vue de la détermination la plus exacte possible du titre.

B. *Le système des trois clés.*

Nous savons qu'en vertu de l'article 504 du Code des Contributions indirectes, les poinçons sont enfermés dans un coffre à trois clés et que l'article 516 du même Code distribue les trois clés aux trois membres du bureau de garantie : l'essayeur, le contrôleur et le receveur.

Sur ce système l'ancien droit ne nous apporte aucune lumière et nous savons comment il a été improvisé à l'époque de la Révolution. Ce système a l'avantage de supprimer la nécessité des quittances que constituaient les droits de contrôle, mais, pour la garantie en elle-même, il eut suffi évidemment — comme un membre du Conseil des Cinq Cents, l'a observé — d'un coffre à deux clés, le receveur n'étant pas un organe de contrôle.

Mais, lorsque l'Etat accorde aux particuliers sa *garantie*, il ne fait jamais — l'histoire le prouve — sans contrepartie, et tout en remplissant une tâche de salubrité commerciale, il veut aussi et surtout assurer la perception de sa *contre-partie*.

La simple lecture des trois articles 523, 524 et 525 du Code des Contributions indirectes (anciens art. 53, 54 et 55 de la loi du 19 brumaire an VI) éclairera sur cette organisation beaucoup mieux que de longs développements. On pourra constater tout l'appareil administratif — registres,

extraits de registres — qui entoure les différentes opérations.

Article 523. — « Lorsque les ouvrages d'or, d'argent et de platine sont à l'un des titres prescrit respectivement pour chaque espèce par l'article 405¹, l'essayeur en inscrit la mention sur un registre destiné à cet effet, et qui est coté et paraphé par l'Administration départementale ; les dits ouvrages sont ensuite donnés au receveur, avec un extrait du registre de l'essayeur, indiquant le titre trouvé ».

Article 524. — « Le receveur pèse les ouvrages qui lui sont ainsi transmis, et perçoit le droit de garantie. Il perçoit également le droit d'essai dans le cas prévu au § 4 de l'article 510². Il fait ensuite mention, sur son registre qui est coté et paraphé comme celui de l'essayeur, de la nature des ouvrages, de leur titre, de leur poids, de la somme qui lui a été payée et remet le tout au contrôleur.

Article 525. — « Le contrôleur a un registre coté et paraphé comme ceux de l'essayeur et du receveur, il y transcrit l'extrait du registre accompagnant chaque pièce à marquer ; et, conjointement avec le receveur et l'essayeur, il tire de sa caisse à trois serrures le poinçon convenable et l'applique en présence du propriétaire. Il mentionne sur son registre la catégorie du poinçon apposé ».

Voilà donc le fameux système des trois clés qui ne permet d'insculper un poinçon que lorsque toutes les formalités (et naturellement le paiement des droits) ont été effectuées. Il ne peut dans les grandes villes que s'appliquer d'une manière symbolique, mais le principe y demeure comme partout ailleurs et lorsque les poinçons ne sont pas occupés, ils sont enfermés dans le coffre à trois serrures.

L'Etat assure ainsi un contrôle supplémentaire de l'exactitude du titre et du paiement des droits.

1. Cf. livre II, chap. I, p. 000.

2. Cf. livre II, chap. III, sect. II, p. 000.

C. *Les recherches.*

Les jurés de l'Orfèvrerie et plus tard les fermiers de la marque d'or avaient le droit, les uns pour rechercher les fraudes possibles dans les titres, les autres pour contrôler le paiement des droits de remède de pénétrer dans les ateliers, domiciles ou boutiques des orfèvres et artisans.

Les employés des bureaux de garantie ont tous ce droit de recherche et de visite, mais, étant donné le caractère essentiellement fiscal de notre institution « tous les agents des Contributions indirectes » l'ont également (art. 576 du C. C. I.).

Toutefois ces visites, nous dit l'article 577, doivent être faites comme en matière de Contributions indirectes, c'est-à-dire, aux termes de l'article 678, dans les dispositions générales du Code des Contributions indirectes « en se faisant « assister du juge de paix, du maire, de son adjoint ou du « commissaire de police ».

Ce qui reprend encore les dispositions de l'ancienne réglementation où il était dit que les jurés ou gardes de l'Orfèvrerie devaient être accompagnés d'un officier de l'élection... et de l'article 101 de la loi du 19 brumaire an VI où l'on voyait que « le receveur ou le contrôleur accompagnés d'un « officier municipal se transporteront, etc. ».

En raison de cette disposition, certains officiers de police municipale pourraient se croire tenus de constater certaines fraudes qui leur seraient signalées. Un arrêt de la Cour d'appel d'Orléans du 9 juin 1934 (*Gaz. du pal.*, 1934, 2^e sem. p. 366) est venu donner un regain d'actualité à la question, nous le retrouverons en examinant plus loin la question du registre coté et paraphé.

Il contient cette disposition de principe : « Aux termes de « la loi du 19 brumaire an VI, le droit de constater les contra-
« ventions aux lois sur la Garantie des matières d'or et
« d'argent et d'en dresser les procès-verbaux, appartient
« aux seuls contrôleurs des Contributions indirectes et aux
« inspecteurs du service de la Garantie, à l'exclusion du
« commissaire de police et des officiers de police judiciaire ;

« en conséquence un procès-verbal dressé par la gendarmerie ¹ ne peut servir de base légale à des poursuites correctionnelles ».

Les procès-verbaux dressés par les officiers de police municipale frappés de nullité parce qu'en vertu du décret du 28 floréal an XIII, les délits et contraventions à la loi de brumaire sont constatés par les agents de la Garantie et ceux des Contributions indirectes. On trouve en ce sens de nombreux arrêts de la Cour de cassation (2 octobre 1818, 15 avril 1826, 22 novembre 1851, 28 avril 1855, 28 décembre 1866, etc.). Mais l'arrêt de la Cour d'appel d'Orléans est le premier que nous ayons relevé en ce qui concerne les gendarmes.

En revanche, tous les employés de la Garantie et tous les agents des Contributions indirectes quelqu'ils soient peuvent constater les contraventions dont il est ici question. Ceci a été nettement décidé par un arrêté de la Chambre criminelle de la Cour de cassation rendu dans la fameuse affaire Fredja-Abit-Teboul (d'Alger) le 14 mai 1875 : « Les « contraventions aux lois sur la Garantie des ouvrages d'or « et d'argent sont valablement constatées, non seulement « par le receveur et le contrôleur du bureau de garantie, « mais encore par tous les employés des Contributions indirectes ». Un arrêt de la Cour de Paris du 13 février 1886, reprend les mêmes termes en précisant « tous les employés « des Contributions indirectes sans distinction de grade ».

Les gendarmes n'appartenant point à l'Administration des Contributions indirectes, les procès-verbaux qu'ils pourraient dresser relativement à la loi de brumaire, seraient frappés de nullité.

Il est bon toutefois de faire remarquer que *malgré la nullité des procès-verbaux* et en vertu de l'article 24 du décret du 1^{er} germinal an XIII *les objets de fraude doivent être confisqués*. Les arrêts les plus anciens, comme les plus récents de la Cour de cassation sont en ce sens (17 ventôse an XIII, 5 septembre 1806, 18 novembre 1808, 2 octo-

1. Il s'agissait, en l'espèce, d'un procès-verbal dressé par un gendarme.

bre 1818 — déjà cité — 12 juillet 1834). La nullité des procès-verbaux ne met donc pas les fraudeurs entièrement à l'abri des conséquences juridiques de leurs contraventions. Il était utile de savoir qu'un procès-verbal dressé par un commissaire de police, voire même par un gendarme, nul en droit, valait en fait, comme simple renseignement et pouvait se trouver à l'origine de poursuites pénales ou tout au moins à l'origine de la confiscation d'objets ne répondant pas aux prescriptions législatives.

D. *Les pénalités.*

Nous avons déjà examiné les pénalités concernant les faux poinçons et nous savons que la loi du 19 brumaire an VI suivant en cela encore l'ancien droit prévoyait des amendes nombreuses. Nous les retrouverons aussi en parlant, plus loin, de la nature juridique du Contrôle de la garantie. Elles se composent principalement de confiscations et d'amendes.

L'article 533 prévoit une amende de 20 fois la valeur de l'objet et la confiscation si un ouvrage présenté à l'essai est fourré de fer, de cuivre ou de tout autre matière étrangère.

L'article 545 prévoit une amende de 200 fr. puis de 500 fr. à la première récidive, puis de 1.000 fr. à la deuxième aux cas où le fabricant ou marchand d'or, d'argent et de platine ne se soumettrait pas aux prescriptions des articles 536 à 544... et les autres articles prévoyant des pénalités de cet ordre sont nombreux.

Ici nous ne voulons traiter que de la partie administrative et il importe de faire observer que « l'Administration dispose « en matière de Contributions indirectes, du *droit de transaction* pour la suite à donner aux délits et contraventions « (art. 579 du C. C. I.) ».

Ce droit de transaction figurait dans le projet de refonte totale du Contrôle de la garantie de matières d'or et d'argent déposé en 1889, finalement *enterré* en 1904 dont nous aurons à dire quelques mots. Il a été appliqué à la législation de la Garantie par l'article 11 de la loi de finances du 22 avril 1905.

Dans son rapport, M. Pierre Baudin s'exprimait ainsi :
« L'an dernier, la Chambre d'accord avec la Commission
« du budget et avec le gouvernement, avait déjà inséré,
« sous le n° 27, cet article dans la loi des finances de 1904,
« car les corporations et industries intéressées réclament
« avec insistance le vote de cet article spécial que nous vous
« proposons. Le Sénat l'a disjoint parce que, se trouvant à
« la veille de voter la loi elle-même (le projet de réforme) il
« ne lui paraissait pas utile d'en détacher un article. Mais
« les retards imprévus que subit le vote de cette loi nous
« engagent à vous proposer de nouveau l'article relatif au
« droit de transaction ».

Et ce droit fut voté.

CHAPITRE IV

LE POINÇON DE MAÎTRE

*L'idée de droit est fausse autant qu'immorale,
parce qu'elle suppose l'individualisme absolu.*

Auguste COMTE.

Le poinçon de maître, îlot de droit individuel dans les réglementations collectives de l'Ancien Régime, a naturellement résisté à l'assaut des idées révolutionnaires contre les corporations. Les développements que nous lui avons consacrés dans notre étude de l'intervention du pouvoir central, pour les principes, tout au moins, pourraient être rapportés ici.

Les nécessités du Contrôle, obligent toujours les maîtres orfèvres des temps modernes à mettre leur *signature métallique* sur quelque coin des objets de leur fabrication. Les quelques différences ne proviennent que du fait de la suppression du bureau de la maison commune et de quelques transformations sans grande importance, du reste, dans l'allure économique de la profession.

On se souvient que les aspirants à la maîtrise, recevaient leur poinçon des officiers des Monnaies, au cours des cérémonies de leur accession à la maîtrise et après leur prestation de serment. Leurs poinçons étaient insculpés sur la table de cuivre de l'Hôtel des Monnaies et enregistrés au bureau de la maison commune. Ce langage est, naturellement, tout à fait désuet de nos jours.

En outre, il faut signaler que sous l'Ancien Régime, il

n'y avait que très peu d'orfèvres strictement commerçants. Presque tous étaient au moins artisans. La suppression des privilèges, des maîtrises et jurandes, eut pour effet d'augmenter dans des proportions inattendues le nombre des *boutiquiers*, des simples commerçants se contentant d'acheter pour les revendre, des objets ouvrés en métaux précieux.

La loi du 19 brumaire an VI a prévu ces deux situations dans ses articles 72 et 73 repris par le Code des Contributions indirectes, articles 536 et 537. Pour remédier à la première — suppression des corporations. — elle a prévu une protection des poinçons par une double insculpation à la préfecture et au bureau de la garantie. Pour remédier à la seconde, elle a établi une différence fort simple entre les fabricants et les commerçants, en obligeant les premiers à avoir un poinçon de maître et en dispensant les seconds de cette obligation. Il nous suffira de citer les textes en question pour établir l'obligation du poinçon de maîtres et la protection de ce sceau privé.

Mais avant cela nous voulons faire remarquer que la loi prévoit deux sortes de déclarations, s'appliquant l'une aux fabricants, l'autre aux commerçants orfèvres, bijoutiers, joailliers. Pour les fabricants, le simple énoncé du texte qui les vise nous éclaire suffisamment.

Pour les commerçants, au contraire, il est bon d'insister quelque peu. Dans de nombreuses villes de province, nous avons pu le constater, beaucoup de personnes se livrent au commerce des métaux précieux et y consacrent un rayon de leur étalage, sans faire la déclaration prévue par l'article 537 et bien souvent aussi sans se soumettre aux dispositions de la loi de brumaire an VI.

Le journal *Le Réveil économique* dans son numéro du 12 février 1936 cite même un exemple de ce qu'il appelle du *braconnage*... Un individu a adressé aux personnalités du *Bottin mondain* la circulaire suivante :

« Madame, Monsieur,

« Pourquoi payez-vous vos bijoux, vos transformations,
« vos réparations, à des prix qui ne sont pas en rapport
« avec la vie actuelle ?

« Les bijoutiers et négociants stockent ; ils ont un bail
« et d'autres frais dont il faut qu'ils se couvrent d'où leurs
« prix.

« Je ne suis ni négociant, ni boutiquier, je suis courtier
« en pierres précieuses, je suis en rapport avec de petits
« artisans pour les montages ou les transformations.

« Je ne travaille que sur demande, je prends la marchan-
« dise à la source et je suis à même de vous faire les mêmes
« prix et de vous donner les mêmes garanties que la bou-
« tique, mais avec une réduction de 30 à 40 % et quelque-
« fois 50 % des prix boutiques.

« Si vous avez besoin d'orfèvrerie marque X... choisissez
« votre modèle, je vous ferai avoir 20 % de moins, prix
« catalogue.

« N'hésitez pas, si vous avez un petit renseignement à
« me demander ; écrivez-moi je vous répondrai de suite.

« Dévoué à vos ordres, recevez, etc...

« N... ».

Le *Réveil économique* commente ce texte de la manière suivante :

« Nos lecteurs en apprécieront le cynisme qui nécessite
« une répression énergique et prompte si l'on ne veut voir
« périliciter le renom et l'existence même de nos commerces
« de luxe ».

Il est évident que ces *braconniers* ne se livrant à aucune fabrication ne peuvent être soumis à l'obligation du poinçon de maître. Mais au moins devrait-on veiller à ce qu'ils remplissent les formalités de la déclaration prévue par la loi du 19 brumaire an VI qui leur attirerait de temps à autres la visite d'un Contrôleur de la garantie... ne serait-ce que pour constater la régularité des inscriptions au registre de police dont nous parlons plus loin.

Les maîtres orfèvres ne sont plus tenus, pour accéder à la maîtrise, à l'épreuve du chef-d'œuvre, et à la prestation du serment de l'époque lointaine de la monarchie, soit, mais leur profession, particulièrement délicate est entourée de multiples précautions que tout le monde doit respecter.

Les commerçants orfèvres, bijoutiers, joailliers, se plaignent amèrement de toutes ces concurrences qui ajoutent un facteur à la crise.

Les syndicats régionaux devraient veiller avec fermeté à l'application stricte des règles de garantie et de police de leur profession que leurs membres pratiquent déjà couramment depuis très longtemps, alors qu'elles constitueraient une gêne telle pour des orfèvres d'occasion qu'ils seraient contraints d'abandonner cette branche d'activité.

Les articles 536 et 537 du Code des Contributions indirectes établissent ainsi ces obligations :

Article 536. — « Ceux qui veulent exercer la profession
« de fabricants d'ouvrages d'or, d'argent et de platine, sont
« tenus de se faire connaître à la préfecture du département
« et au bureau de garantie dont ils dépendent et de faire
« insculper, dans ces deux administrations, leur poinçon
« particulier, avec leur nom, sur une planche de cuivre à
« ce destiné. L'Administration du département veille à ce
« que le même symbole ne soit pas employé par deux fabri-
« cants de son ressort.

Article 537. — « Quiconque se borne au commerce des
« ouvrages en métaux précieux, sans en entreprendre la
« fabrication n'est tenu que de faire sa déclaration à la
« municipalité et est dispensé d'avoir un poinçon ».

Des déclarations sont également prévues par l'article 552 ancien article 92 de la loi du 19 brumaire an VI, mais tout autant dans un but de police que de contrôle, pour les marchands ambulants. Et la loi fixe le contrôle de leurs déclarations dans les articles 553 et 554 (art. 93 et 94 anciens).

Mais cela n'est pas spécialement une formalité connexe de celle du poinçon de maître, nous n'insisterons pas.

Pour terminer nous signalerons qu'actuellement le poinçon de maître épouse la forme d'un losange parfait. Au milieu du losange se trouve le symbole choisi par l'orfèvre et ce symbole est entouré de ses deux initiales.

CHAPITRE V

LES DROITS DE GARANTIE

La marque d'or et d'argent rapportait environ 500.000 livres.

THIBAUT, à la Convention nationale.

Les droits sur la marque des matières et ouvrages d'or et d'argent ont été compris pour 500.000 livres dans le tableau des recettes de l'an VI, maintenant décrétées.

PRIEUR, au Conseil des Cinq-Cents.

Il est devenu un lieu commun de médire sur la période d'improvisations financières que fut celle du Directoire. Nous n'y reviendrons pas. Mais il est à peu près certain que la loi du 19 brumaire an VI n'eut pas vu d'avantage le jour que son projet de réforme discuté par la III^e République de 1889 à 1904, si son avisé rapporteur n'avait pas employé un subterfuge.

Déjà Thibault, à la Convention nationale, avait montré tout le profit que l'Etat pourrait tirer du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent, en assurant qu'il rapporterait environ 500.000 livres par an.

Il proposait d'ailleurs le système suivant : « On peut « conserver cette contribution indirecte en l'organisant de « manière à ce qu'elle n'entrave pas la liberté du commerce, « qu'elle fasse cesser les vexations et rende la fraude imposable, ou du moins funeste à celui qui voudrait s'y livrer : « c'est de la confondre avec les frais d'essai, de sorte que « celui qui chercherait à s'y soustraire, serait convaincu de

« voler par le même acte, et le Trésor public, et les parti-
« culiers ».

Beffroy dans son rapport à la Convention, abandonna l'idée de Thibault et proposa des droits d'essai et des droits de garantie, les premiers devant servir de rémunération aux essayeurs, les seconds étant, disait-on, inférieurs de $1/3$ à ce qu'ils étaient sous l'ancienne législation et en tous cas inférieurs à ceux perçus en Angleterre.

Le rapporteur proposait, en effet, 1 franc par hectogramme d'argent et 20 francs par hectogramme d'or soit 3 onces 1 gros $1/2$ alors qu'en Angleterre depuis le Bill de 1784 les droits étaient de 10 livres, 2 sols, 1 denier $5/19$ par once d'or.

Malgré la modicité du taux des droits, il espérait cependant que l'Etat pourrait réaliser un bénéfice de 500.000 fr. En effet, le tableau que nous avons reproduit page 76 lui avait été communiqué, et en le prenant pour base il arrivait aisément à un profit de 500.000 fr.

Le citoyen Gibert-Desmolières émit, dans la discussion une opinion sur laquelle nous aurons à insister : « graduer
« les droits de marque d'or et d'argent, suivant les pro-
« portions subsistantes dans le commerce ou réglées par
« une loi, entre la valeur de ces deux métaux ».

Mais il insista sur ce fait que « la commission n'avait
« pas prévu un inconvénient de son projet. Elle règle,
« disait-il, le droit de garantie uniformément à 20 francs
« par 100 grammes d'or et à 1 franc par 100 grammes
« d'argent. Cependant que les ouvrages sont à un titre
« différent, le droit reste le même. Il résulte de cette
« disposition :

« qu'un hectogramme d'or au plus haut titre autorisé
« par la loi, soit 22 karats $4/32$, paiera 20 francs ;

« qu'un hectogramme d'or au deuxième titre, soit
« 20 karats, $4/32$, paiera 20 francs ;

« qu'un hectogramme d'or au troisième titre, soit
« 18 karats $4/32$, paiera 20 francs.

« Par ce moyen, continuait-il, le marc d'or au titre le
« plus élevé vaudra intrinsèquement 763 livres 17 sols

« 3 deniers $36/48$ et le droit sera de 48 livres 18 sols

« 4 deniers $\frac{12.260}{188.401}$

« Le marc d'or au deuxième titre vaudra intrinsèquement 694 livres 16 sols 3 deniers $36/48$, et le droit sera encore de 48 livres 18 sols 4 deniers $\frac{12.260}{188.401}$

« Le marc d'or au troisième titre vaudra intrinsèquement 625 livres 13 sols 3 deniers $36/48$, et le droit sera encore de 48 livres 18 sols 4 deniers $\frac{12.160}{188.401}$

« Il y a, concluait Gibert-Desmolières en demandant un ajustement, une différence de 69 livres 1 sol, entre les valeurs intrinsèques du premier et troisième titre, de 138 livres 2 sols, entre celles du premier et du troisième titre, et le droit reste le même ».

A ces deux observations très importantes, Beffroy fut chargé de répondre. Faisant droit à la première, la Commission proportionnait à peu près le taux des droits de garantie à la différence de valeur marchande qui existait entre l'or et l'argent. Le droit sur l'argent resta 1 franc par hectogramme, le droit sur l'or fut fixé à 16 francs.

Au contraire, la Commission ne suivit point Gibert-Desmolières sur l'établissement d'un droit de garantie différent pour chaque titre. Il est bon de citer la réponse de Beffroy, car elle montre bien quelle corde il fallut faire vibrer pour que le projet soit voté : « S'il fallait, dit-il, différencier les droits suivant les titres, il faudrait embrouiller singulièrement la comptabilité, tripler la besogne à cet égard et, par conséquent, multiplier les dépenses d'employés.

« En outre, cette différence sur l'argent serait, on ne peut pas moins forte et sur l'or elle serait impolitique.

« La totalité des droits de ce genre est perçue sur l'aisance. Quand on commence à acheter de l'orfèvrerie c'est qu'on peut payer le droit modique qui est établi ; mais l'usage du vermeil et de l'or, celui des bijoux surtout,

« indiquent plus que de l'aisance et tiennent au luxe. C'est
 « précisément aux titres inférieurs que se fabriquent les
 « bijoux et le vermeil, ce sont ces ouvrages qui exigent
 « plus de main-d'œuvre, et c'est par conséquent unique-
 « ment sur le luxe que cette modique augmentation pro-
 « gressive du droit se perçoit, et, en vérité, ce serait se
 « jeter dans un inconvénient bien plus grave que de com-
 « pliquer la comptabilité et de multiplier les employés... ».

C'était vouloir appliquer au Contrôle de la garantie le
 « Faites payer les riches » classique des révolutionnaires !
 Ici, toutefois, le rapporteur ne rendit même pas de ménagements pour les employés, il en évitait un certain nombre ouvertement, et, contribuant par l'élévation des droits à atteindre l'industrie des métaux précieux, il en atteignait d'autres par contre-coup.

Malgré cette opinion, la loi sur la Garantie des titres des matières d'or et d'argent n'eut peut-être pas été votée si le citoyen Prieur, qui fit le dernier rapport au Conseil des Cinq Cents, n'avait usé d'un subterfuge.

Il fit d'abord admettre, dans le tableau des recettes, pour l'an VI, les droits de marque d'or et d'argent pour 500.000 francs, ce qu'il pouvait aisément proposer, car le tableau communiqué par Colas indique, pour le bureau de Paris seulement, dans les années 1780 à 1785, un minimum de recettes annuelles de 690.845 livres 3 sols 9 deniers 7/10, et un maximum de 854.987 livres 3 sols 9 deniers 7/10, en tous cas des sommes supérieures aux 500.000 francs prévus par le projet.

Or, l'impôt devait être uniformément appliqué à tous les bureaux de garantie de France. Auparavant, en effet, seuls les droits de Paris atteignaient 61 livres 9 sols par marc d'or, à la fin du XVIII^e siècle, et en province, ils en étaient restés à 50 livres 8 sols par marc d'or (car l'ancien droit de 33 livres 12 sols avait subi une augmentation de 10 sols par livre).

Comme le droit était ramené, par le projet, à 48 livres 18 sols 4 deniers $\frac{12.260}{188.401}$ les rapporteurs avaient beau

jeu de montrer leur volonté de ne pas entraver le commerce des métaux précieux, tout en pouvant affirmer, avec quasi-certitude, que l'impôt rapporterait 500.000 francs. Car les moins-values qui pourraient survenir dans la perception des droits du bureau de Paris, se trouvaient compensées d'une part par une sous-évaluation des recettes de plus de 200.000 francs et, d'autre part, par les rentrées d'impôts des bureaux des départements.

C.-A. Prieur tint donc le langage suivant : « Profondément pénétrée du sentiment de ses devoirs et du désir de remplir vos intentions, Citoyens représentants, et intimement convaincue que le moyen le plus dangereux de ceux qui, naguère, travaillaient avec tant d'audace, de perfidie et d'imprévoyance au renversement de la République, était de laisser le gouvernement dans un dénuement absolu de ressources financières, votre Commission¹ s'est empressée de porter ses regards sur tous les objets propres à composer la masse de ses ressources.

« Les droits sur la marque d'or et d'argent ont été compris pour 500.000 francs dans le tableau des recettes de l'an VI maintenant décrétées...

« Mais il faut se hâter de rendre la loi organique de cette perception, qui va, en même temps, rétablir la surveillance et la garantie des métaux précieux si importante pour le commerce ».

Donc, Prieur plaçait l'Assemblée devant le fait accompli : les droits de garantie figuraient déjà au budget ; il fallait désormais en assurer l'assiette et la perception. Sans cette action énergique, sans cette « rouerie parlementaire », la surveillance et la garantie des métaux précieux, « pourtant si importante pour le commerce », seraient restées lettre morte.

Désormais, l'objet primordial de la future loi sera la perception des droits, le reste n'est que l'accessoire. L'Etat subordonne, dit-on, ses recettes à ses dépenses ; ses dé-

1. Il s'agit ici de la Commission des finances et non de la Commission spéciale dont Prieur ne faisait point partie et dont les pouvoirs expiraient avec l'an V.

penses nécessitaient une rentrée de 500.000 francs..., l'occasion s'offrait, on ne la laissa point échapper. Nous étions loin, à cette époque, de la haine sacro-sainte des Physiocrates contre les impôts indirects et des mesures de clémence en faveur de ceux dont le seul crime avait consisté à frauder la régie des Contributions indirectes, encore que leurs bijoux aient été au titre légal.

Prieur alla même plus loin, il rétablit entre les droits de garantie la proportion 1 à 20 (1 fr. par hectogramme d'argent et 20 fr. par hectogramme d'or), qui ne reposait sur rien, ni sur la valeur marchande de l'or et de l'argent, ni sur la valeur monétaire de ces deux métaux précieux, donnant ainsi une belle manifestation d'arbitraire. Il rétablit les droits d'affinage, qui furent supprimés au cours du XIX^e siècle, et ne figurent plus dans le décret de codification de 1934. Bien entendu, il ne modifia rien aux droits d'essai.

Loysel, au Conseil des Anciens, fit accepter sans discussion l'ensemble de la loi, et les droits qu'elle prévoyait, parce qu'il était urgent de les voter.

Reprenant les distinctions de l'Ancien Régime, voici donc quel était le montant des droits dans la loi de brumaire an VI :

a) *Droits de garantie* :

20 francs par hectogramme d'or (3 onces 2 gros 12 grains),
1 franc par hectogramme d'argent ¹.

b) *Droits d'essai* :

3 francs par essai à la coupelle pour l'or, le doré et « l'or tenant argent » ;

0 fr. 80 par essai à la coupelle pour l'argent ² ;

0 fr. 09 par décagramme (2 gros 44 grains 1/2) pour l'essai à la pierre de touche des menus ouvrages d'or ³.

c) *Droits d'affinage* :

8 fr. 18 par kilogramme d'or ou 2 francs par marc d'argent ;

1. Article 21.

2. Article 62.

3. Article 64.

2 fr. 04 par kilogramme d'argent ou 0 fr. 20 par marc d'argent ;

0 fr. 82 par kilogramme pour les lingots de tirage¹.

Les droits d'essai servaient primitivement de rémunération à l'essayeur, mais dès l'an XII, on s'aperçut — car il y avait pénurie d'essayeurs — que cette rémunération était insuffisante, et l'on accorda à certains d'entre eux un traitement indemnitaire pouvant varier entre 400 et 800 francs par an.

Servant de rémunération à l'essayeur et perçus par lui, ces droits d'essai avaient vraiment le caractère de taxe. Ils étaient un procédé de répartition des dépenses du service public spécial qu'est le Contrôle de la garantie, dont les frais étaient mis à la charge des usagers, c'est-à-dire des orfèvres, bijoutiers, joailliers, affineurs, horlogers, etc. Mais ils perdirent ce caractère de taxes lorsqu'ils changèrent de *percepteur*. En tous cas, les usagers ne relevèrent plus de différence entre ces droits et les droits de garantie.

Actuellement, en effet, les droits d'essai, comme les droits de garantie, sont perçus par le receveur du bureau de garantie, et les essayeurs ont un traitement comme les fonctionnaires ordinaires. Quant aux droits d'affinage et au droit sur les lingots de tirage, ils ont disparu avec les services officiels de l'argue et la réglementation de l'affinage. Les affineurs et tireurs d'or ont, aujourd'hui, les mêmes obligations que les fabricants d'ouvrages d'or et d'argent, ils sont soumis aux mêmes droits, qu'ils récupéreront par la vente des lingots, après traitement, à un prix supérieur.

Nous allons maintenant étudier les variations des droits d'essai et des droits de garantie au cours des ^{xix}e et ^{xx}e siècles.

1. Article 29.

SECTION I

LES DROITS D'ESSAI

Tels qu'ils étaient énumérés dans les articles 62 et 64 de la loi du 19 brumaire an VI, les droits d'essai contenaient une lacune évidente : ils ne comprenaient pas les droits d'essai au touchau pour les ouvrages d'argent ; ces droits eussent été trop minimes, disait Beffroy dans son rapport.

Néanmoins, une lettre de l'Administration des Monnaies, du 27 janvier 1807, décida que les droits d'essai au touchau pour les ouvrages d'argent seraient ainsi fixés :

0 fr. 20 par hectogramme jusqu'à 4 hectogrammes ;
au-dessus de 4 hectogrammes, 0 fr. 80 par objet.

Lorsque l'ordonnance du 16 juin 1830 vint compléter la liste de nos moyens d'essai, en lui adjoignant, pour l'argent, l'essai par la voie humide, les droits d'essai, en cas d'application des travaux de Gay-Lussac, furent les mêmes qu'au cas d'essai à la coupelle.

Le taux des droits d'essai demeure inchangé jusqu'en 1926, car la loi de 1910, qui instaure le contrôle du platine, taxa l'essai de ce métal comme l'essai de l'or.

Le décret-loi du 3 août 1926, article 2, pour tenir compte de la dévaluation de la monnaie, fixa les droits d'essai de la manière suivante :

Ouvrages en or ou en platine :

Essai au touchau par 10 gr. ou par fraction de 10 gr.	0,30 fr.
Essai à la coupelle (par opération)	9. —

Ouvrages en argent :

Essai au touchau par 100 gr. jusqu'à 400 gr.	0,60 —
Essai au touchau par objet de plus de 400 gr.	2,40 —
Essai à la coupelle ou par voie humide (par opération)	2,40 —

Le platine ayant considérablement augmenté par rapport à l'or, à cette époque, il parut anormal de lui appliquer les mêmes droits qu'à l'or. Aussi la loi de Finances du 19 décembre 1926, article 11, augmenta-t-elle sensible-

ment les droits d'essai sur le platine, dont voici désormais le tarif :

Essai au touchau par 10 gr. ou fraction de 10gr.	0,90 fr.
Essai à la coupelle (par opération)	27 —

Depuis cette époque, aucune modification n'a été apportée à cette imposition particulière, et l'article 506 du Code des Contributions indirectes, dernier état du droit, dispose :

« L'essai des ouvrages en métaux précieux donne lieu
« à la perception d'un droit fixé comme suit :

Ouvrages :

	Or	Platine
Essai au touchau par décagramme ou fraction de décagr.	0,30 fr.	0,90 fr.
Essai à la coupelle, par opération	9 —	27 —

Ouvrages en argent :

a. Essai au touchau par hectogramme, jusqu'à 400 gr.	0,60 fr.
Par objet de plus de 400 gr.	2,40 —
b. Essai à la coupelle ou par voie humide, par opération	2,40 —

SECTION II

LES DROITS DE GARANTIE PROPREMENT DITS

Nous avons vu, en étudiant sommairement le système des trois clefs, comment sont perçus les droits de garantie, nous n'y reviendrons pas.

Si les droits d'essai n'ont guère varié au cours du xix^e siècle, il n'en est pas de même des droits de garantie qui, droits à caractère exclusivement fiscal, suivirent les fluctuations, les augmentations de tous les impôts depuis la Révolution, en fonction des besoins de l'Etat.

Les capacités de l'industrie des métaux précieux, ni les différences de cours pouvant exister entre l'or, l'argent et, plus tard, le platine, n'ont jamais été sérieusement prises en considération si ce n'est, en 1926, pour l'augmentation des droits sur le platine et encore, se borna-t-on à une vague approximation.

Les charges publiques augmentant, l'article 1^{er} de la loi du 6 prairial an VII vint appliquer aux droits de garantie une augmentation de 1 décime par franc. Soit, pour l'or, 2 francs et, pour l'argent, 0 fr. 10.

Ce décime fut maintenu par l'article 232 de la loi de finances du 28 avril 1816.

Sous le Second Empire, la loi du 14 juillet 1855, article 5, créa un nouveau décime, mais à titre temporaire... Toutefois, comme en démocratie il n'y a que le provisoire qui dure, le nouveau décime subsista et les droits de garantie se trouvèrent élevés par le fait :

Pour l'or, à 20 fr. + 2 fr. + 2 fr. = 24 francs par hg ;
 Pour l'argent, à 1 fr. + 0 fr. 10 + 0 fr. 10 = 1 fr. 20 par hg ;

La loi du 30 mars 1872 (art. 1^{er}) — pour faire contribuer sans doute les orfèvres, joailliers, bijoutiers au paiement de l'indemnité de 5 milliards promise à l'Allemagne en 1871 — éleva, en principal, les droits sur l'or de 20 à 30 fr., 30 francs, les droits sur l'argent de 1 franc à 1 fr. 60, bien entendu, les deux décimes de l'an VII et de 1855 étaient maintenus et calculés sur un principal augmenté.

En augmentant un peu plus l'argent que l'or, les législateurs de 1872 semblent avoir voulu faire un pas dans la voie de la proportionnalité des droits de garantie à la valeur monétaire de l'or et de l'argent. Dans la loi de germinal an XI, l'argent est à l'or comme de 1 à 15 1/2, ce rapport n'a pas changé en 1872. Au contraire, dans la loi du 19 brumaire an VI, les droits sur l'argent sont aux droits sur l'or comme de 1 à 20, tandis que, dans le système de la loi de 1872, ils sont comme de 1 à 18 3/4.

L'article 2 de la loi du 30 décembre 1873 créa un demi-décime s'appliquant aux droits de garantie qui, depuis cette date, ne vont plus être modifiés jusqu'en 1924 :

Droits de garantie sur l'or	30 fr. + 3 fr. + 3 fr. + 1 fr. 50 = 37fr.50
Droits de garantie sur l'argent	1,60 + 0,16 + 0,16 + 0,08 = 2 fr.

A l'époque de l'incorporation du platine dans la législation de la Garantie, la Commission des finances prétendit élever les droits de garantie sur l'or et sur ce métal

à 50 francs. Ceci entraîna des protestations véhémentes de la part des intéressés, d'autant plus qu'à cette époque le platine, dont on devait considérer uniquement la valeur marchande, car il n'avait pas d'usage monétaire, était vendu beaucoup moins cher que l'or. Quant à l'augmentation des droits sur l'or, elle grevait, elle aussi, trop lourdement l'industrie de ce métal, puisque le droit eut atteint par le fait un cinquième environ de la valeur même du métal. (L'or valait, en effet, 265 francs par hectogramme).

L'opposition des bijoutiers triompha, et les droits sur le platine furent fixés au même taux que les droits sur l'or, soit 37,50.

En février 1924, les nécessités financières obligèrent le gouvernement de M. Poincaré à accroître les charges des contribuables français. La loi de finances du 22 février 1924 ajoutait le fameux double décime à l'ensemble des contributions directes et indirectes en vigueur et, naturellement, aux droits de garantie, qui devinrent :

Pour l'or et le platine	$30 + 3 + 3 + 1,50 + 6$	= 43,50 par hgr.
Pour l'argent	$1,60 + 0,16 + 0,16 + 0,08 + 0,32$	= 2,32 par hgr.

Les choses en étaient là quand survint la débâcle financière de 1926... Sans penser peut-être au plus élémentaire principe de science financière (que nous avons cité en exergue à tout ce travail), il fallut parer au plus pressé : empêcher l'écroulement complet de la monnaie, procurer rapidement des ressources au Trésor, tout en évitant, le plus possible, de surcharger les classes non possédantes.

A l'époque de la Révolution, Prieur avait dit que les acheteurs de bijoux étaient des gens qui pouvaient payer, en 1926, sans penser que l'on allait peut-être tarir la matière imposable, on éleva les droits de garantie.

Le décret-loi du 3 août 1926 les fixa de la manière suivante :

Ouvrages en platine et métaux assimilés	225 fr. les 100 grammes
Ouvrages en or	225 fr. les 100 grammes
Ouvrages en argent	12 fr. les 100 grammes

On reconnut alors que le platine ne pouvait être imposé comme l'or, parce qu'il avait atteint jusqu'à 190 francs par gramme et évoluait, à cette époque, aux alentours de 80 à 100 francs, tandis que l'or tendait à se fixer au-dessous de 20 francs par gramme.

La loi de finances du 19 décembre 1926, article 11, éleva le droit de garantie sur le platine à 675 francs par hectogramme, soit trois fois la valeur des droits de garantie sur l'or...La proportion n'était pas respectée.

En guise de résumé, puisqu'il n'a pas modifié les droits de garantie existant depuis 1926, nous citerons l'article 505 du Code des Contributions indirectes :

« Il est perçu un droit de garantie sur les ouvrages d'or, d'argent et de platine de toute sorte, fabriqués.

« Ce droit est de :

« 225 francs par hectogramme d'or ;

« 12 francs par hectogramme d'argent ;

« 675 francs par hectogramme de platine ».

Etant donné qu'il convient d'ajouter les droits d'essai aux droits de garantie, les contribuables paient donc au receveur du bureau de garantie :

	pour 100 gr. d'or	pour 100 gr. d'argent	pour 100 gr. de platine
Droits d'essai	3 fr.	0,60 fr.	9 fr.
Droits de garantie	225 —	12 —	675 —
Totaux	228 —	12,60 —	684 —

SECTION III

LE RENDEMENT DES DROITS DE GARANTIE

Dans un tableau que nous avons publié page 76, nous avons noté que, pendant les dernières années de l'Ancien Régime, le produit moyen des droits de garantie pour la seule direction de Paris était de plus de 700.000 livres par an et avait atteint, une année, 850.000 livres.

M. Georges Capdevielle, dans une thèse sur le *Régime de l'industrie des métaux précieux*, a essayé de démontrer que chaque augmentation de droits de garantie a été suivie d'une augmentation du rendement desdits droits...

Les chiffres mêmes qu'il indique ne prouvent pas, d'une manière éclatante cette affirmation, toute en faveur de la fiscalité. En effet, il dit : « L'augmentation des produits « se constate nettement au lendemain de l'élévation des « droits ».

Certes, de 1870 à 1873, le total des droits perçus passe de 2.042.917 francs à 5.386.491 francs. Mais le même phénomène ne se renouvelle pas exactement en 1924, à l'époque du double décime... En 1919, le produit des droits de garantie est déjà de 14.411.961 francs, il retombe à 12.259.872 francs en 1923, mais si, malgré le double décime il ne remonte, en 1924, qu'à 14.696.625 francs, c'est bien parce que la matière imposable s'est un peu tarie.

L'expérience des dix dernières années est pleine d'enseignement. Nous avons dressé un tableau dans lequel nous avons mis en regard : 1° le poids total d'or, d'argent et de platine traité à l'intérieur du pays ; 2° le poids total d'or, d'argent et de platine traité à l'étranger, mais susceptible d'un droit de garantie sur le territoire français ; 3° les produits des droits de garantie pour l'or, l'argent et le platine ; 4° enfin, le total.

Pour ne pas compliquer, nous n'avons fait place, dans ce tableau, ni aux ouvrages travaillés à l'intérieur du pays pour l'exportation qui, d'ailleurs, ne sont pas assujettis à ces droits, ni au montant des amendes.

Ce tableau fait ressortir une très forte augmentation des droits de garantie :

15.133.058 francs en 1925, contre 24.369.446 francs en 1926, et la progression continue jusqu'en 1929, où les droits atteignent un rendement total de 41.409.304 francs. Puis, on note une décroissance constante. Sans tenir compte des neuf mois de 1932, qui viennent fausser les comptes autant que les quinze mois de 1930-31, ils passent successivement à 30.500.000 francs en 1931-32, 29 millions en 1933, 23.700.000 francs en 1934.

PRODUIT DES DROITS DE GARANTIE DE 1925 à 1934

Années	Objets marqués des poinçons			Objets importés avec paiement des droits de garantie			Montant des droits perçus			
	Poids totaux en hectogrammes			Poids totaux en hectogrammes						
	Or	Argent	Platine	Or	Argent	Platine	Or	Argent	Platine	Totaux
1925	131.605,43	867.127,82	6.325,82	7.701,51	115.545,70	108,60	9.887,903	4.086,765	1.158,390	15.133,058
1926	121.172,05	808.136,99	6.681,29	4.985,37	105.319,99	78,79	16.430,824	6.607,963	1.330,659	24.369,446
1927	74.636,22	573.752,27	5.168,23	3.421,63	86.958,91	67,77	17.554,243	7.927,307	3.527,626	29.009,176
1928	101.030,41	674.413,33	9.746,89	6.848,62	127.686,13	93,05	24.274,885	9.630,422	5.296,257	39.201,566
1929	107.967,38	704.459,84	7.878,23	7.714,36	127.766,31	86,39	26.035,155	9.990,491	5.383,658	41.409,304
1930-1931	101.030,41	640.737,83	6.192,56	6.454,61	108.670,13	99,01	23.926,007	8.880,420	4.253,092	37.041,219
1931-1932	79.124,44	575.915,73	5.510,43	4.767,02	96.801,55	54,95	18.797,749	8.016,391	3.692,664	30.506,804
1932 (9 mois)	54.446,49	393.228,31	3.803,79	2.324,51	45.885,69	25,81	12.689,408	5.266,229	2.586,470	20.542,107
1933	73.214,17	556.018,59	6.377,22	3.345,64	83.085,62	44,16	17.120,646	7.644,371	4.334,738	29.099,755
1934 ¹	56.271,98	467.966,45	6.260,14	2.411,21	68.801,22	46,08	13.113,936	6.430,779	4.252,235	23.796,950

1. *Journal Officiel* du 10 mars 1936.

Notre tableau a l'avantage de montrer les dangers de la fiscalité.

Les droits de garantie ne rapportaient au Trésor que 15 millions environ en 1925, mais l'industrie des métaux précieux travaillait 131.605 hectogrammes d'or. En 1934, le produit total des droits de garantie est encore de 23 millions 700.000 francs, soit une augmentation de 8 millions 700.000 francs sur 1925, mais la Bijouterie, l'Orfèvrerie, la Joaillerie et l'Horlogerie ne traitent plus, en 1934, que 56.217 hectogrammes d'or, soit une diminution de 75.388 hectogrammes depuis 1925 !

Seul, le platine échappe à cette observation. En raison de l'effondrement des cours, beaucoup de fabricants qui utilisaient de l'or gris par économie, se servent maintenant de préférence de platine et, en 1934, on en traite à peu près autant qu'en 1925 (6.300 hectogrammes en 1925, contre 6.200 en 1934), mais, en 1928, on en a traité 9.700 hectogrammes et, en 1929, 7.800. Toutefois, nous n'insisterons jamais trop sur le caractère exceptionnel de la situation du platine.

En effet, il s'est produit, pour l'argent, le même phénomène que pour l'or : l'augmentation des droits a tari la matière imposable. En 1925, l'Etat percevait 4 millions 086.765 francs de droits sur l'argent, et l'orfèvrerie traitait 867.127 hectogrammes d'argent. En 1934, l'Etat perçoit sur l'argent 6.430.779 francs de droits, mais l'industrie ne traite plus que 467.966 hectogrammes d'argent. La décroissance, là aussi, a été constante, à part une légère reprise en 1929, ainsi que notre tableau l'établit.

Il y a, évidemment, d'autres facteurs que les droits de garantie qui influent sur la quantité de métaux précieux ouvrée dans le pays, mais il est incontestable que l'élévation des droits exerce une grande influence sur l'industrie. L'exemple des seules années 1925-1926 est typique ; en un an, on note une différence de 10.500 hectogrammes d'or en moins, 60.000 hectogrammes d'argent en moins... Le commerce et l'industrie des métaux précieux ont donc accusé lourdement et immédiatement le coup qui leur a été porté.

C'est à cette situation qu'il importe de remédier d'urgence. La loi du 19 brumaire an VI avait en vue la protection du commerce et de l'industrie des métaux précieux, les droits qu'elle établissait ne devaient pas entraver la bonne marche de l'Orfèvrerie, Bijouterie, Joaillerie. Ce but a été abandonné au profit de l'esprit de fiscalité. Les industries qui nous intéressent s'écroulent déjà sous le poids des impositions normales de l'industrie française en général... Si l'on ne veut pas qu'elles disparaissent, il faut alléger leur fardeau : l'ajustement des droits de garantie, que nous proposons plus loin, pourrait être une solution partielle du problème.

CHAPITRE VI

QUESTIONS DIVERSES

Quoique les principes en cette matière soient simples, les applications exigent inévitablement, par la nature des choses, des dispositions nombreuses.

PRIEUR.

Nous avons indiqué à plusieurs reprises, au cours de cette étude sommaire du Contrôle de la garantie, que nous ne pouvions examiner l'ensemble des dispositions prévues par la loi de brumaire en VI et par les lois des ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles. Comme nous l'avons fait pour l'Ancien Régime, nous allons traiter, dans ce chapitre, quelques questions, telles que l'affinage et l'argue, le registre de garantie, le tableau affiché par les maîtres-orfèvres des temps présents et les recenses, qui ont ou ont eu une importance certaine au point de vue contrôle intérieur des titres des métaux précieux.

SECTION I

L'ARGUE ET L'AFFINAGE

Cette double question n'a plus guère qu'un intérêt rétrospectif, puisque nous avons relevé, au chapitre précédent, que les droits eux-mêmes sur l'affinage et sur les « lingots de tirage » avaient disparu.

L'Etat, cependant, ne s'est pas toujours désintéressé de la question. La loi du 19 brumaire an VI consacrait ses articles 111 à 125 à la profession d'affineur et organisait l'affinage national dans ses articles 126 à 135 ; quant à la réglementation de l'argue, elle tenait dans les articles 136 à 139 inclus.

Beffroy, dans son rapport au Conseil des Cinq Cents, avait signalé que la Commission voulait laisser la profession d'affineur entièrement libre. Toutefois, étant donné les difficultés que pouvait présenter pour les orfèvres et les particuliers l'affinage des métaux précieux, il recommandait la création d'un centre d'affinage national, comme sous l'Ancien Régime, mais sans monopole. Il avait existé, sous la Monarchie, trois ateliers nationaux d'affinage, à Paris, à Lyon et à Trévoux. Mais on ne conserva, finalement, que l'atelier d'affinage de Paris.

Pour l'argue, le rapporteur prétendait qu'on ne pouvait en permettre le « libre commerce » à cause des difficultés de contrôle déjà signalées. L'article 135 de la loi du 19 brumaire portait donc qu'« il y a dans l'enceinte de l'hôtel « des Monnaies de Paris, une argue destinée à dégrossir « et tirer des lingots d'argent et de doré ».

L'article prévoyait, en outre, la possibilité pour le Directoire exécutif de créer des argues en d'autres lieux « sur la demande motivée de l'Administration ». C'est ainsi que l'arrêté du 17 pluviôse en VI rétablit l'argue de Trévoux, et celui du 25 ventôse de la même année rétablit l'argue de Lyon.

Toutes ces dispositions ne sont plus appliquées.

L'affinage national a été supprimé en 1830. Quant aux lingots affinés, ils ne sont plus imposés du droit de garantie, car on a pu constater qu'il faisait double emploi avec celui perçu sur la matière lorsqu'on la transforme en bijoux.

La profession d'affineur est libre, comme le voulait Beffroy en l'an V, mais ces industriels sont soumis aux obligations générales qui frappent les fabricants et marchands d'or, d'argent et de platine (art. 536 à 551 C. C. I.). En même temps que l'affinage national, l'argue de Paris

a été supprimée en 1830, quant aux argues de Trévoux et de Lyon, elles cessèrent de fonctionner en 1864.

Nous avons tenu à rappeler ces transformations, car elles montrent mieux que de longs développements comment l'administration des Monnaies perdit insensiblement contact avec le Contrôle de la garantie, dont elle est, aujourd'hui, complètement déchargée au profit de l'administration des Contributions indirectes.

SECTION II

LE REGISTRE DE GARANTIE

Parmi les obligations des bijoutiers, orfèvres, joailliers, il en est une sur laquelle nous nous sommes arrêtés dans notre étude des anciennes réglementations : c'est celle du Registre de garantie.

L'article 74 de la loi du 19 brumaire an VI disposait à cet égard que « Les fabricants et marchands d'or et d'argent ouvrés et non ouvrés auront un registre coté et paraphé par l'administration municipale, sur lequel ils inscriront la nature, le nombre, le poids et le titre des matières et ouvrages d'or et d'argent qu'ils achèteront ou vendront, avec les noms et demeures de ceux de qui ils les auront achetés ».

L'article 75 précisait « qu'ils ne pourront acheter que de personnes connues ou ayant des répondants connus ».

Les articles 538, 539, 540, 541 du Code des Contributions indirectes reproduisent ces dispositions en les complétant. Il nous suffira de citer quelques-unes de ces prescriptions.

Article 539. — « Les ouvrages neufs déposés chez les fabricants et marchands en vue de la vente et les ouvrages usagés que lesdites fabricants et marchands ont reçu en dépôt, à quelque titre que ce soit, et notamment pour réparation, doivent également être inscrits à ce registre, tant au moment de l'entrée qu'au moment de la sortie,

« avec les renseignements énumérés à l'article 538 (ancien art. 74 de la loi du 19 brumaire).

« L'inscription audit registre des articles d'horlogerie usagés, revêtus des poinçons courants, n'est toutefois pas obligatoire.

Article 540. — « Les ouvrages dépourvus de marques et achetés par les fabricants et marchands, même pour leur usage personnel, doivent être présentés au contrôle dans les vingt-quatre heures ou brisés ».

Comme on le voit, ces dispositions reprennent, en partie, celles de l'ordonnance du 24 janvier 1749, qui ont été publiées à la suite de l'ordonnance du 19 septembre 1821.

Certains détaillants trouvent que l'obligation du registre, par l'ensemble des prescriptions qu'elle renferme, est très gênante. Il importe de faire remarquer d'abord que la loi n'a jamais obligé les bijoutiers à inscrire sur le registre le nom de ceux auxquels ils ont vendu un objet, ce qui, évidemment entraverait le commerce.

Mais, il est utile, pour le Contrôle de la garantie, que tous les objets présents en magasin soient portés au registre, c'est d'ailleurs très utile également pour l'orfèvre chez qui le contrôleur de la Garantie trouverait un objet non marqué : l'orfèvre en peut montrer la provenance.

Nous connaissons une pratique qui consiste à avoir plusieurs registres : un registre pour les achats de bijoux neufs, un registre pour les achats de vieilles matières, un registre pour les réparations. Il est bien plus simple de n'en avoir qu'un seul où tout serait inscrit à la suite, avec un numéro d'ordre, et de *biffer* les objets au fur et à mesure des sorties. La loi d'ailleurs parle d'« *un* » registre.

Ce registre doit être montré à toutes réquisitions de l'autorité publique (art. 542), d'autre part, le registre doit être coté et paraphé par *l'autorité municipale*.

Cela veut-il dire qu'un maire, un adjoint ou un commissaire de police aura le droit de requérir le registre en question ?

A cette question, une longue jurisprudence répond non : seuls, les agents des Contributions indirectes, dont font

partie les membres du bureau de garantie, jouissent du droit de contrôler les mentions du registre. Nous avons examiné cette jurisprudence en traitant des fonctions et, plus spécialement, du droit de visite des employés du bureau de garantie. Nous avons vu également qu'un arrêt de la Cour d'Orléans, du 9 juin 1934, était venu étendre la mesure aux gendarmes.

Donc, pour cette prescription de lois sur la Garantie des titres comme pour les autres, il faut nécessairement une action du contrôleur de la Garantie ou d'un quelconque agent des Contributions indirectes pour faire des vérifications. C'est pourquoi nous estimons que le titre « *registre de police* », que l'on donne à l'obligation prévue par l'article 538 du Code des Contributions indirectes, doit être changé en « *registre de garantie* ».

D'ailleurs, si certains commissaires de police se sont crus obligés de viser, de temps à autres, le registre des bijoutiers, c'est en raison des lois du 15 février 1898 sur l'exercice du métier de brocanteurs et du 4 avril 1926.

En vertu de l'article 1^{er}, 2^o, de la loi du 15 février 1898, les brocanteurs sont tenus d'avoir « un registre coté et « paraphé par le commissaire de police ou, à son défaut, « par le maire, et sur lequel il inscrira, au jour le jour, la « nature de ses opérations, le nom et l'adresse de ses « vendeurs, etc. ».

L'article 43 de la loi du 4 avril 1926, de son côté, dispose : « A partir de la promulgation de la présente loi, les « *visas* des livres ou registres des logeurs, aubergistes ou « hôteliers, des brocanteurs, des pharmaciens, des com- « çants autorisés à se livrer à la fabrication des armes et « munition, *des bijoutiers et autres commerçants se livrant* « *au commerce des achats d'or et d'argent*, donneront lieu « à la perception d'une taxe de 3 francs ».

Mais le visa dont il s'agit ici ne saurait être donné aux bijoutiers par les commissaires de police et, par conséquent, la taxe ne peut être perçue par eux. La jurisprudence ancienne et moderne est uniforme sur ce point.

Il y a plus, le rapporteur au Sénat de la future loi du 15 février 1898, M. Foliet, a bien précisé ce point :

« Il est bien entendu, dit-il, que cette loi ne vise pas les
« commerçants patentés, établis en boutique, exerçant des
« professions spéciales, telles que celles de bijoutier, joail-
« lier, horloger, mercier, libraire, etc., qui vendent habi-
« tuellement des marchandises neuves achetées par eux
« aux fabricants ou aux négociants qui les vendent en
« gros, et qui n'achètent qu'accidentellement des mar-
« chandises d'occasion. Il n'est en rien dérogé aux lois
« actuellement en vigueur et, notamment, à la loi de bru-
« maire an VI ».

La jurisprudence, sur ce point précis, est elle aussi formelle. La 11^e Chambre du tribunal correctionnel de la Seine, le 7 janvier 1899, décide : « Attendu que L., n'est
« pas brocanteur, mais seulement bijoutier ; qu'il n'est
« donc pas astreint aux exigences de la loi du 15 février
« 1898..., etc. ».

Le même tribunal correctionnel, dans un jugement du 15 janvier 1899 (D. P., 1899, 2, 149), décide à nouveau que la loi ne vise pas les commerçants patentés établis en boutique et exerçant des professions spéciales, telles que celle des bijoutiers.

Enfin, un jugement de la 11^e Chambre du même tribunal correctionnel, du 8 novembre 1931, renvoie encore un bijoutiers des fins de la poursuite dont il était l'objet
« attendu que celui-ci n'est pas brocanteur, mais bijou-
« tier, que, par conséquent, il n'avait pas à observer les
« prescriptions de la loi du 15 février 1898... ».

Par conséquent, malgré les lois de 1898 et de 1926, les bijoutiers n'ont pas à tenir le registre prévu pour les brocanteurs — car ils n'en sont pas — ni à montrer celui que leur assigne la loi de brumaire, aux agents de la force publique, commissaires de police, gendarmes ou autres, qui voudraient s'y intéresser.

Le 19 juin 1922, une lettre de l'Administration des Monnaies vint permettre aux bijoutiers, orfèvres, joailliers, horlogers, et à tous les assujettis à la loi du 19 brumaire

an VI, en cas de comptabilité régulière dans laquelle on peut suivre l'entrée et la sortie des objets ouvrés ou non en métaux précieux, de ne pas tenir le Registre de garantie, à la condition de souscrire une demande d'autorisation spéciale ainsi conçue :

« Monsieur le Directeur du Contrôle de la garantie ¹,

« J'ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance
« l'autorisation de remplacer mon livre de police par une
« comptabilité régulière.

« Je m'engage à communiquer ladite comptabilité à
« toute réquisition du service de la Garantie.

« J'ai été prévenu que si des infractions étaient relevées
« à ma charge, votre Administration se réservait la faculté
« d'invoquer les dispositions des articles 74 et 80 de la
« loi du 19 brumaire an VI (mettre maintenant 538 et 545
« du Code des Contributions indirectes).

« Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, etc... ».

Donc, on peut se décharger de l'obligation de tenir le Registre de garantie, mais, en cas d'infraction (par exemple achat d'un objet sans prendre de nom et l'adresse du vendeur), les dispositions anciennes s'appliquent exactement comme si le contrôleur se trouvait en face du registre de garantie.

Toutefois, le principe demeure et ne saurait être transgressé sans risque d'amende (200 francs la première fois, 500 francs la seconde avec affichage, 1.000 francs la troisième, avec interdiction d'exercer le commerce de l'orfèvrerie) : chaque bijoutier, joaillier, orfèvre, horloger doit avoir un Registre de garantie.

Nous ne terminerons pas cette étude sur le registre prévu par la loi de brumaire an VI sans signaler qu'il a eu son heure de célébrité au XIX^e siècle. Dans l'affaire du Courrier de Lyon, Joseph Lesurques invoqua un alibi. A l'heure

1. En province, mettre M. le Contrôleur. La demande se fait sur papier timbré.

des faits, il était allé, prétendait-il, chez un bijoutier pour lui vendre un objet. Le bijoutier soutint Lesurques, mais on lui fit produire son registre de police, et il fut confondu.

Comme sous l'Ancien Régime, la loi du 19 brumaire an VI prévoyait aussi, dans son article 79, la remise « aux acheteurs de bordereaux énonciatifs de l'espèce, du titre et du poids des ouvrages qu'ils leur auront vendus, en désignant si ce sont des ouvrages neufs ou vieux ».

Cette prescription est tombée en désuétude et elle ne figure plus dans le Code des Contributions indirectes. Elle était utile surtout aux marchands auxquels, de concert avec le registre, elle permettait de prouver la provenance des objets se trouvant en leur magasin, qui pouvaient ne pas être en règle, et, par là, d'éviter des poursuites personnelles.

Toutefois, les « bordereaux » ayant été supprimés, on ne comprend plus la disposition de l'article 552 du Code des Contributions indirectes qui veut que les marchands ambulants montrent à l'autorité municipale de la ville où ils arrivent, les « bordereaux » des fabricants et marchands qui leur ont vendu les ouvrages d'or, d'argent ou de platine dont ils sont porteurs.

Dans ce cas, il est certain que les factures suffiront.

SECTION III

LE TABLEAU DE L'ARTICLE 78 DE LA LOI DE BRUMAIRE

L'article 78 de la loi de brumaire an VI porte que les fabricants et marchands d'or et d'argent ouvrés et non ouvrés « mettront, dans le lieu le plus apparent de leurs magasins ou boutiques, un tableau énonçant les articles de la présente loi, relatifs aux titres et à la vente des ouvrages d'or et d'argent ».

Le tableau en question est imprimé par les soins de l'Administration de la Garantie, et il comprend un certain nombre d'articles susceptibles d'éclairer les acheteurs

sur les règles de la Garantie en France. Tout ce que nous avons traité jusqu'ici, excepté les articles concernant les droits de garantie, y figure.

L'article 544 du Code des contributions indirectes a reproduit, sans autre changement que l'adjonction du mot platine à la liste des métaux précieux, l'article 78 de la loi de brumaire.

L'Administration n'a pas encore établi de nouveaux tableaux en fonction, dorénavant, du Code des Contributions indirectes. Ils seront bien simplifiés.

Les articles devant figurer au tableau seront les suivants :

Pour les titres : articles 493 à 497 inclus ;

Pour les poinçons : articles 498 à 502 inclus ;

Pour le registre coté et paraphé : articles 538 à 542 inclus ;

Pour le tableau lui-même : article 544 ;

Pour la sanction de ces obligations : article 545 ;

Pour les joailliers : article 546 ;

Pour les fabricants et marchands d'ouvrages en plaqué, argenté, doré, etc., conjointement avec des ouvrages d'or, d'argent et de platine : article 549 ;

Pour les marchands ambulants : article 552. ;

Pour les fabricants de plaqué : articles 570 à 575 inclus.

Ce tableau est un accessoire de la garantie des titres ; il permet théoriquement ¹ aux simples particuliers, de connaître les prescriptions édictées en leur faveur.

Il devrait être doublé d'un tableau des poinçons de garantie en usage pour permettre aux acheteurs de les vérifier.

1. Nous disons théoriquement, parce que, de mémoire d'orfèvre, jamais un client n'a demandé à prendre connaissance de ce tableau.

SECTION IV

LES RECENSES

Nous avons expliqué précédemment les motifs qui peuvent donner lieu à une recense. L'article 500 du Code des Contributions indirectes nous les rappelle en ces termes : « Lorsqu'il s'agit d'empêcher l'effet de quelque infidélité relative au titre et aux poinçons, l'autorité publique fait appliquer le poinçon dit *de recense*. Il a y deux sortes de recenses : des recenses générales et des recenses partielles. Les recenses générales s'appliquent à tous les objets ouvrés avant qu'elle soit décrétée, les recenses partielles ne s'appliquent qu'à une seule catégorie d'objets ouvrés. Pendant les délais fixés pour la recense, les recenses générales ou partielles sont, en principe, gratuites ».

Il devrait y avoir une recense à chaque changement dans la forme des poinçons, pour éviter l'enchevêtrement et pour permettre aux particuliers de les reconnaître facilement.

Le 19 brumaire an VI (9 novembre 1797), fut décrétée une recense générale. Elle s'imposait à cette époque au premier chef, car pendant six à sept ans l'Orfèvrerie avait vécu sous un régime de quasi liberté, comme nous le savons. En 1806, une recense générale eut également lieu, mais avec paiement des droits d'essai et de garantie, dans les territoires formés par les territoires étrangers qui venaient d'être annexés à la France.

Du 1^{er} septembre au 31 octobre 1809, on procéda à une nouvelle recense générale.

Du 16 août au 16 novembre 1819 eut lieu la troisième recense générale depuis la Révolution, consécutive aux importantes modifications apportées par l'ordonnance royale du 22 octobre 1817, à notre système de poinçons, le nouveau système entrant précisément en application le 16 août 1819.

Le 1^{er} avril 1822 eut lieu une recense partielle pour l'horlogerie.

Enfin, du 10 mai au 1^{er} octobre 1838, eut lieu la quatrième recense générale gratuite, car, depuis quelques années, il circulait, dans le commerce de la bijouterie, une grande quantité d'ouvrages qui, à la faveur de marques entées ou fausses et habilement imitées, avait pu échappé à la surveillance des agents de l'Administration. Elle avait été prescrite par l'ordonnance royale du 30 juin 1835.

Il y a eu depuis, en Algérie, une recense lors de l'exécution du décret du 24 juillet 1857, qui y établit des bureaux de garantie. Toutefois, au lieu d'être marqués du poinçon de recense, les objets au titre reçurent l'empreinte des poinçons courants, les objets à bas titre furent marqués au poinçon étranger E. T.

Les objets fabriqués antérieurement à 1838 doivent, pour pouvoir être mis en vente, porter les poinçons de toutes les recenses qui ont eu lieu depuis l'époque où l'ouvrage a reçu son dernier poinçon de garantie.

Aux termes d'un arrêt de la Cour de cassation, Chambre criminelle, du 17 septembre 1841, les ouvrages marqués des anciens poinçons et non revêtus du poinçon de recense font encourir à celui qui les met en vente la même condamnation que s'ils ne portaient aucune marque.

« Les recenses sont onéreuses pour les commerçants, « dit-on, dans le *Manuel de la Garantie*, elles occasionnent « des frais de déplacements, des difformités dans la con- « fection des menus objets, qu'altère la multiplicité des « empreintes de poinçons ; elles entraînent aussi le paie- « ment de nouveaux droits si, par oubli ou tout autre « motif, on n'a pas profité du délai de la recense gratuite ».

Les poinçons de recense de 1838 sont les suivants :

Grosse recense : *tête de girafe*, pour Paris et pour les départements, signe distinctif par bureau sous la mâchoire.

Petite recense : *tête de dogue*, pour Paris et pour les départements, signe distinctif par bureau sur le collier.

SECTION V

MARCHANDS ET FABRICANTS DE PLAQUÉ

Il nous faudrait de trop longues explications pour traiter la question des « doublés », « plaqués », « métaux argentés », etc. Elle est cependant importante, car, dans des cas très nombreux, ces procédés permettent aux acheteurs un luxe apparent sans leur occasionner de trop lourdes dépenses. En outre, nous verrons que l'Administration propose d'asseoir sur ces succédanés des métaux précieux un droit de garantie qui viendrait compenser une baisse éventuelle des droits de garantie existant sur les métaux précieux eux-mêmes.

Nous ne pouvons que citer les textes les concernant.

L'article 549 du Code des Contributions indirectes prend à leur égard certaines précautions :

« Les personnes qui fabriquent ou mettent en vente
« des objets d'or, d'argent ou de platine soumis aux pres-
« criptions du présent décret et qui fabriquent ou mettent
« en vente, en même temps, et dans le même local, des
« objets en métaux divers, doublés, plaqués, dorés, argen-
« tés, platinés ou non, sont tenues d'indiquer, de façon
« apparente, dans les vitrines d'exposition, sur les cata-
« logues et emballages, ainsi que sur les factures qu'elles
« délivrent aux acheteurs, la nature réelle de ces derniers
« objets ».

L'article 570 (ancien art. 95 de la loi de brumaire) dispose : « Quiconque veut plaquer ou doubler l'or, l'argent
« et le platine sur le cuivre ou sur tout autre métal, est
« tenu d'en faire la déclaration à la mairie, à la préfecture
« de son département et au bureau de garantie ».

Anciennement, la déclaration était faite à l'Administration des Monnaies et, en outre, il n'était pas question du platine.

L'article 571 reproduit textuellement l'ancien article 96 :

« Il peut employer l'or, l'argent et le platine dans telles proportions qu'il juge convenables ».

Au contraire, l'article 572 ne porte qu'une des dispositions prévues par l'ancien article 97 : « Il est tenu de mettre, sur chacun de ses ouvrages, son poinçon particulier ».

L'article 97 comprenait, en effet, par surcroît, les obligations suivantes : « Il ajoutera à l'empreinte de ce poinçon celle des chiffres indicatifs de la quantité d'or ou d'argent contenue dans l'ouvrage sur lequel il sera, en outre, empreint en toutes lettres, le mot *doublé* ».

La première de ces deux dispositions est tombée en désuétude. On n'exige plus, en pratique, l'indication de la quantité de métaux précieux employée. Mais, les indications *doublé*, *plaqué* ou autres prouvant qu'il ne s'agit pas d'or, d'argent ou de platine sont toujours nécessaires, pour la protection de l'acheteur du moins.

L'article 573 reproduit partiellement l'article 98 de la loi de brumaire, oblige le fabricant de doublé à inscrire, jour par jour, les ventes qu'il fait, sur un registre coté et paraphé par l'administration municipale ».

L'article 98 prévoyait, en outre, la remise aux clients de bordereaux préparés par l'Administration des Monnaies. Cette disposition, comme celle de l'article 87 que nous avons déjà examinée, est tombée en désuétude depuis longtemps, et les rédacteurs du Code des Contributions indirectes ne l'ont pas reproduite.

Les pénalités prévues par l'article 574 sont les mêmes qui étaient annoncées par l'ancien article 99.

« En cas de contravention aux articles 570 à 573, les ouvrages sur lesquels portera la contravention seront confisqués et, en outre, le délinquant sera condamné à une amende qui sera, pour la première fois, de dix fois la valeur des objets confisqués ; pour la seconde, du double de la première, avec affiche de la condamnation dans toute l'étendue du département aux frais du délinquant ; enfin, la troisième fois, l'amende sera quadruple de la première et le commerce, ainsi que la fabrication d'or,

« d'argent et de platine seront interdits au délinquant
 « sous peine de confiscation de tous les objets de son com-
 « merce ».

Enfin, l'article 575 (ancien article 100) reproduit, pour la fabrication de doublé, l'obligation de n'acheter qu'à des personnes connues ou ayant des répondants connus comme le prévoit l'article 541, alinéa 1^{er}, pour les fabricants et marchands d'ouvrages d'or et d'argent.

En résumé, en vertu des dispositions actuelles du Code des Contributions indirectes, voici les obligations auxquelles sont tenus les fabricants et marchands de plaqués :

1^o S'ils vendent en même temps des objets d'or, d'argent ou de platine, ils doivent indiquer la présence, dans leurs vitrines, des objets en doublé, plaqué ou métal argenté ;

2^o Les fabricants sont soumis à une triple déclaration ;

3^o Les fabricants doivent avoir un poinçon de maître ;

4^o Les fabricants et marchands doivent tenir un registre coté et paraphé ;

5^o Ils ne doivent acheter d'or, d'argent ou de platine qu'à des personnes connues ou ayant des répondants connus.

SECTION VI

LES JOAILLIERS

Nous ne pouvons non plus nous étendre sur la profession de joaillier et sur le régime des pierres précieuses en France, qui nécessiterait à lui seul un volume entier, ne serait-ce que pour noter les discussions dont il a été entouré au XIX^e siècle.

Cependant, nous avons tenu à présenter, dans une section spéciale, pour le mettre en relief, l'article 546 du Code des Contributions indirectes, qui devra figurer dans le nouveau tableau à rédiger en fonction de la codification du 26 décembre 1934.

Dans la loi de brumaire an VI, les articles 86 à 98 étaient consacrés à la profession de joaillier. Aujourd'hui elle est soumise exactement à *toutes les obligations* de la profession de bijoutier ou de celle d'orfèvre et, en outre, pour les pierres précieuses qu'ils mettent en vente, l'article 546 (ancien article 89) dispose :

« Il est interdit aux joailliers de mêler dans les mêmes
« ouvrages des pierres fausses avec les fines, sans les déclarer
« aux acheteurs à peine de restituer la valeur qu'auraient
« eu les pierres si elles avaient été fines, et de payer, en
« outre, une amende de 300 francs ; l'amende sera triple
« la seconde fois et la condamnation sera affichée dans tout
« le département aux frais du délinquant ; la troisième fois,
« il sera incapable d'exercer la joaillerie et les marchandises
« composant son magasin seront confisquées ».

Cette disposition entre bien dans le cadre de notre étude sur le Contrôle de la garantie, car elle a été instaurée en faveur de l'acheteur. Néanmoins, nous ne pouvons nous y étendre et elle nous servira seulement à montrer toute l'ampleur du sujet que nous avons témérairement abordé.

CONCLUSION SUR LE RÉGIME ACTUEL

Bâti suivant la tradition de l'Ancien Droit, notre régime de la Garantie des matières d'or et d'argent correspond à une tendance plusieurs fois séculaire de l'esprit des praticiens, en ce domaine. Déjà, Etienne Boileau prétendait que les règlements de la Corporation des Orfèvres de Paris permettaient à leur or de « passer tous les ors de la terre ».

Le régime intérieur de la Garantie des titres continue à assurer la qualité du bijou français et contribue encore à son prestige.

Mais, ce qui caractérise la Bijouterie et l'Orfèvrerie françaises des temps présents, c'est leur cherté ! Le prix de revient de nos bijoux est tel, les impôts qui grèvent les industries des métaux précieux sont si élevés, que ces objets tendent à disparaître de l'usage courant au profit

de la pacotille, que ces industries, si brillantes, si célèbres jadis semblent s'éteindre comme par préterition. On cite telle importante usine qui ferme, telle maison renommée en France autant qu'à l'étranger, qui réalise son stock et disperse ses employés pour éviter l'épuisement des réserves et la ruine.

Nous avons établi un tableau qui montre où est le mal. L'Etat perd tout, en voulant tout gagner, et, là encore, le fabuliste a quelque raison de formuler cette pensée !

Aussi, une réforme s'impose en cette matière, comme en bien d'autres ! Toute une branche de l'activité nationale — et les industries de luxe ont longtemps contribué au prestige de la France —, est atteinte par une loi dont le principe qui paraissait excellent, a été déformé par l'esprit de fiscalité.

L'étude spéciale de ce principe même nous confirmera dans cette opinion qu'il faut conserver — avec sans doute quelques réformes de détail — la réglementation en vigueur, tout en aménageant les droits de garantie d'une manière telle « qu'ils n'entraveront point le commerce et la fabrication des métaux précieux » pour répéter la pensée des auteurs de la loi du 19 brumaire an VI.

Livre III

Nature juridique

Livre III

Nature juridique

La garantie repose sur cette maxime vulgaire que chacun a le droit de réclamer ce qui lui est dû.

LABATUT.

Après avoir examiné l'évolution historique du Contrôle de la garantie et son état actuel, il nous faut, avant d'aborder l'étude des réformes possibles à réaliser, envisager la question de savoir quelle est la nature juridique de cette institution ? quel est et doit être son caractère primordial ?

Il faut rechercher à quoi correspond exactement la Garantie du titre et au profit de qui elle a été créée. Et il semble d'ailleurs que les bases juridiques elles-mêmes de cette institution aient subi au cours des siècles quelques modifications.

Le mot Garantie revient souvent en droit français et à chaque occasion sa signification reste à peu près identique. Le mot Garantie veut dire tantôt préserver contre un risque quelconque, tantôt affirmer quelque chose *pour certain*. Le titre des métaux précieux est affirmé *pour certain* par le poinçon de garantie... ou renversant la proposition nous pouvons dire, le poinçon de garantie préserve contre les fraudes dans le titre des ouvrages d'or, d'argent et de platine.

Au profit de qui doit fonctionner le Contrôle de la garantie des titres ? Incontestablement au profit de l'acheteur

d'ouvrages qui n'est pas suffisamment protégé contre les fraudes toujours possibles avec les combinaisons d'alliages.

Mais nous constatons que l'acheteur est protégé normalement par le Code civil et par le Code pénal contre les tromperies du vendeur.

L'article 1134 du Code civil dispose en effet que les conventions doivent être exécutées de bonne foi. Le contrat de vente, convention type, ne pouvait échapper à ce principe fondamental. Ce contrat apporte cependant une dérogation, au moins apparente, aux principes généraux de la réglementation des obligations. Nous savons que dans le doute les conventions s'interprètent d'ordinaire contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté une obligation, or, en matière de vente, le doute s'interprète toujours en faveur de l'acheteur car « le vendeur est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige » (article 1602), et certains auteurs de conclure : le créancier a la charge de la preuve.

C'est faire bon marché du caractère synallagmatique du contrat de vente. Si le vendeur est créancier du prix il est, en droit français, débiteur d'une triple obligation : la délivrance de l'objet, la translation de propriété et la garantie ; dans le cadre de cette triple obligation le débiteur a la charge de la preuve.

L'obligation de délivrer et la translation de propriété ont donné lieu à des discussions classiques qui, remontant au droit romain, ont encore des échos dans les recueils de jurisprudence des temps présents. La translation de propriété faisait en droit romain l'objet d'un contrat particulier et de nos jours encore, dans les ventes à tempérament, certains auteurs voudraient faire admettre que la translation de propriété n'est opérée qu'après complet paiement du prix.

Nous ne pénétrons pas dans ce dédale. Seule l'obligation de Garantie nous importe . « *Garantir*, nous dit M. le professeur Capitant, « c'est promettre au créancier la possession « *paisible et utile* de la chose qui lui est transférée et s'en « gager à lui payer des dommages-intérêts pour le cas où « cette promesse ne pourrait pas être exécutée ». Nous

revenons en somme aux définitions précédentes et de cette manière, la Garantie apparaît comme une nécessité pour l'acheteur.

Pourtant le droit romain ne connut guère que la Garantie conventionnelle et ce n'est que par étapes successives, sous des influences diverses, que l'idée de garantie prit corps, se développa au cours du droit romain pour aboutir, dans son dernier état, à la conception moderne de la Garantie légale.

L'obligation de garantie se décompose d'ailleurs elle-même en deux obligations distinctes : l'obligation de garantie contre l'éviction, et obligation de garantie contre les vices cachés de la chose. Elles reposent toutes deux sur les mêmes principes généraux mais la garantie des vices cachés découle de ce fait particulier que le vendeur est tenu de faire avoir la chose à l'acheteur dans des conditions telles qu'elle soit entièrement propre à tous les usages auxquels l'acheteur la destinait.

Cette obligation de garantie contre les vices cachés de la chose, que les édiles curules avaient réglementée sur le forum romain, pour les ventes d'esclaves et pour les ventes d'animaux en obligeant les vendeurs à faire une déclaration sur les qualités de la chose vendue, donnait lieu à diverses actions (*actio aestimatoria*, *actio redhibitoria*) qui tendaient soit à la nullité de la vente, soit à une réparation pécuniaire au profit de l'acheteur. Girard a noté l'évolution de cette institution depuis l'ancien droit civil jusqu'au droit du Bas-Empire et il constate que le droit créé par l'Edit des édiles curules ne protégeait que les acheteurs des marchés, lesquels pouvaient exiger des vendeurs une déclaration d'absence de vices. « Quant aux autres, le droit civil paraît être intervenu d'abord en partant du caractère de bonne foi de la vente pour décider que le vendeur devrait indemnité à l'acheteur non seulement des vices dont il aurait affirmé l'absence, mais de ceux qu'il aurait dissimulés *sciemment* ». Aucun texte à notre connaissance n'indique que la Garantie des vices cachés s'appliquait aux ouvrages d'or et d'argent.

L'action civile résultant de la garantie des vices cachés

est passée dans le droit civil français qui a simplement précisé l'ensemble de ses modalités. Mais, notre droit moderne ne prévoit pas une garantie absolue et il semble que le législateur ait voulu dire à l'acquéreur d'un objet : « Vous a-t-on « forcé d'acheter ? On ne vous y a même pas engagé. Cet « homme a mis en vente ce qui ne lui plaisait plus et vous « avez acheté ce qui vous plaisait ». C'est ainsi que la garantie contre les vices cachés du droit civil peut être amenuisée par un certain nombre de clauses particulières et que la plupart des clauses de non-garantie sont admises, même la clause de vente aux risques et périls de l'acheteur.

Encore que pratiquement la garantie des vices cachés du droit civil ne soit pas utilisée en ce qui concerne les ventes ou achats de métaux précieux, il n'en est pas moins certain que le fait de vendre un objet de mauvais aloi, par exemple un plat d'argent dont l'alliage contiendrait une quantité suffisante de vil métal pour le rendre attaquantable par les acides de certaines sauces, constitue un vice caché dont le vendeur doit réparation. C'est dans la garantie des vices cachés qu'il faut rechercher le fondement juridique de la réparation due par le vendeur de l'ouvrage fabriqué au-dessous du titre annoncé.

Néanmoins, cette garantie ne pourrait guère jouer qu'en cas de liberté des titres et encore, peut-être serait-elle subordonnée à l'exercice de l'action publique car le criminel tient le civil en état. En effet, en pareille matière nous nous trouvons en présence d'un cas très net de tromperie sur la marchandise. « La tromperie, nous dit M. Francisque Goyet, « est le fait par une personne d'en induire une autre en erreur « sur les marchandises qu'elle lui livre ».

Cet auteur précise les conditions dans lesquelles peuvent être engagées (au terme de la loi du 1^{er} août 1905) des poursuites pénales : « Il n'est pas nécessaire qu'il y ait emploi « de manœuvres frauduleuses, l'emploi de semblables « manœuvres a seulement pour effet de donner lieu à des « poursuites pour escroquerie.

« Le délit est constitué par quatre éléments :

« 1^o la tromperie doit porter sur une marchandise.

(Le mot marchandise étant pris dans une acception très large);

« 2^o la tromperie est punissable quel que soit le contrat auquel la livraison se réfère (vente, donation en paiement, échange...);

« 3^o la tromperie doit être réalisée par un des quatre modes prévus par la loi (tromperie sur la nature, les qualités essentielles, la composition et la teneur en principes utiles, tromperie sur l'espèce et l'origine, tromperie sur la quantité, tromperie sur l'identité);

« 4^o l'inculpé doit avoir été de mauvaise foi ».

Il est évident que si nous vivions en France, comme en bien d'autres pays, sous le régime de la liberté des titres des matières d'or et d'argent, toute tromperie sur la qualité, sur la substance, sur le bon aloi d'un bijou vendu, serait régie par la loi du 1^{er} août 1905.

A ce double aspect civil et pénal de la Garantie des vices cachés va s'ajouter, en ce qui concerne les ouvrages d'or et d'argent la notion particulière de contrôle, qui vient la renforcer.

La Garantie, telle que nous l'envisageons dans cette étude et telle que les bijoutiers la désignent dans le langage courant, repose sur un double fondement juridique : d'abord une idée de garantie stricte ou telle que nous l'avons examinée jusqu'ici, avec son caractère à la fois civil et pénal, ensuite une idée de *police*, de *contrôle*, qui explique pourquoi l'institution que nous étudions vise à la fois la vente et la fabrication des ouvrages d'or et d'argent.

Ce renforcement de la Garantie par la notion de contrôle, pour les matières d'or et d'argent provient du caractère particulier de l'objet à garantir. Le titre d'un ouvrage est une réalité qui échappe aux sens et qui, dans certains cas, peut tromper les plus avertis. Un bijoutier ne prendra jamais un morceau de cuivre pour de l'or mais il peut arriver qu'il se trompe sur l'évaluation du titre à l'occasion d'un essai au touchau par exemple... ces questions ont été étudiées en leur temps.

Etant données les difficultés d'appréciation du titre, il

était nécessaire pour les acheteurs qu'une autorité vint leur indiquer à quel titre se trouve être un objet sans grande chance d'erreur.

Il n'y a pas de commerce possible sans sécurité et sans stabilité. L'Orfèvrerie française n'a connu sa grande faveur tant en France qu'à l'étranger que parce que le titre des objets mis par elle en circulation était certifié par des organismes compétents et au-dessus de tous éloges.

En outre, le contrôle était nécessaire aussi, à un autre point de vue, mis en relief par certaines ordonnances de l'Ancien Régime et par les discussions de la période révolutionnaire. « La sûreté de citoyens et l'intérêt de leur santé, » dit Loysel, dans son rapport aux Conseil des Anciens, « exigent une surveillance de ces sortes d'ouvrages ».

La question de salubrité reste entière, à l'heure actuelle, pour l'orfèvrerie en argent qui fabrique encore des plats et ustensiles divers susceptibles d'être atteints par les acides en cas de proportion trop grande de vile matière. C'est une des raisons invoquées par certaines personnes pour demander le contrôle du métal argenté, sur lequel nous aurons à revenir.

La question de salubrité ne se pose plus guère, par contre, pour l'or, que pour un très petit nombre d'ouvrages, tels que les cure-dents par exemple. Mais c'est une raison que nous invoquerons dans l'étude des réformes souhaitables pour demander l'application du régime de la Garantie des matières d'or et d'argent aux dentiers, bridges, etc... (nous verrons d'ailleurs que cette réforme soulève de sérieuses difficultés d'application).

Le Contrôle de la garantie des titres s'est donc instauré primitivement pour une question de sécurité à laquelle se trouve lié le prestige de l'Orfèvrerie française et pour une question de salubrité.

L'Etat ne pouvait se désintéresser de ces deux ordres de préoccupations car il entre dans ses attributions d'assurer la sécurité et la salubrité publiques. En outre, l'Histoire nous a enseigné que l'Etat dut intervenir pour sanctionner les prescriptions corporatives.

Le droit pénal, depuis les temps les plus reculés, est dominé par cette maxime : *nulla poena sine lege*. Or, la loi est le fait du souverain... Les rois furent les législateurs de l'Ancien Régime, comme les assemblées parlementaires sont les législateurs des démocraties. Les Corporations, si puissantes qu'elles furent, ne purent jamais infliger d'autres peines que l'exclusion de la Corporation...

Pour le reste, elles étaient obligées de traduire le délinquant devant le prévôt des marchands qui, lui, pouvait appliquer une sanction pénale.

Nous savons que les sanctions pénales se modifièrent au cours des siècles. Elles furent très sévères sous l'Ancien Régime, surtout pour la contrefaçon des poinçons et particulièrement des poinçons de charge et de décharge constatant le paiement des droits.

D'ailleurs la Convention Nationale déchargea des peines ceux qui étaient poursuivis uniquement pour non paiement des taxes.

Néanmoins il importe de préciser quelle est la nature des délits commis contre la loi de brumaire. On ne peut pas généraliser. Ainsi pour le délit de *fourré* ou *bourré*, il y a une recherche de l'intention délictuelle qui s'impose aux tribunaux¹. Pour d'autres, au contraire, le délit semble avoir un caractère contraventionnel et exister en dehors de toute intention frauduleuse par sa simple constatation. Ainsi en est-il pour les délits prévus par l'article 107 de la loi du 19 brumaire an VI.

« Tout ouvrage d'or et d'argent achevé et non marqué, « trouvé chez un marchand ou fabricant, sera saisi et « donnera lieu aux poursuites devant le tribunal de police « correctionnelle. Les propriétaires des objets saisis, encour-
« ront la confiscation de ces objets et, en outre, les autres
« peines prévues par la présente loi ».

Un arrêt de principe de la Cour de cassation (9 mai 1823) a décidé « Est générale et absolue la disposition de l'ar-
« ticle 107 de la loi du 19 brumaire an VI, qui soumet à la

1. Ceci s'applique également aux bijoux soudés et entés (ancien art. 108 de la loi du 19 brumaire an VI et art. 581 du C. C. I.).

« confiscation tout ouvrage d'or ou d'argent achevé et
« non marqué trouvé chez un fabricant ou marchand ».

« Le prévenu ne peut pas prétexter qu'au moment de la
« saisie les ouvrages venaient d'être achevés et qu'on n'avait
« pas encore eu le temps de les porter au bureau de la
« Garantie ».

Un arrêt de la Cour royale de Lyon, en date du 15 février 1827 a même précisé que « l'empêchement causé par
« une maladie n'est pas non plus une excuse, parce qu'il
« n'est pas obligatoire que le fabricant se transporte lui-
« même au bureau ».

L'article 580 du C. C. I. qui a repris les dispositions de l'article 107 en le modernisant ne semble pas avoir modifié le caractère contraventionnel du délit de détention d'ouvrages achevés, non marqués.

« Tout ouvrage d'or, d'argent, ou de platine trouvé
« achevé et non marqué, chez un fabricant ou marchand
« doit être saisi. Les propriétaires encourrent une amende
« de 200 fr. et la confiscation des ouvrages saisis.

« Lorsque les objets saisis comprennent des pierres ou
« perles, la confiscation ne porte que sur le métal précieux ».

Il n'existe pas encore, naturellement, de jurisprudence sur cet article 580, mais il est vraisemblable que, si la question lui était soumise, la Cour de cassation statuerait comme précédemment.

Il reste à dire un mot rapidement des pénalités attachées par la loi de brumaire an VI aux détenteurs d'ouvrages marqués de faux poinçons et aux falsificateurs de poinçons.

Les premiers commettent un simple délit auquel vont s'appliquer les règles relatives aux circonstances atténuantes (art. 463 du Code pénal, loi du 13 mai 1863), le bénéfice de la loi de sursis s'il y a lieu (loi du 26 mars 1891) et la recherche de l'intention délictuelle (art. 109 de la loi du 19 brumaire an VI et art. 582 de la nouvelle codification) ¹.

1. Les peines qui n'ont pas été modifiées depuis la loi du 19 brumaire an VI sont toujours : pour la première fois une amende de 200 francs ; la deuxième, une amende de 400 francs, avec affiche de la condamnation dans tout le département aux frais du délinquant, et, la troisième fois, une amende de 1000 francs, avec interdiction de tout commerce d'or et d'argent.

Ceux, au contraire, qui contrefont ou falsifient les poinçons servant à marquer les matières d'or et d'argent commettent juridiquement un crime et tombent sous le coup de l'article 140 du Code pénal, c'est-à-dire sont passibles des travaux forcés à temps « dont *le maximum* est toujours appliqué dans ce cas » (art. 583 du C. C. I.).

Nous ne pouvons entrer dans le détail de la *sanction* du contrôle. Signalons toutefois que l'intérêt fiscal de l'Etat est sauvegardé par la nouvelle réglementation comme par l'ancienne, avant même l'intérêt des particuliers pour qui le contrôle a été créé.

L'article 141 du Code pénal dispose en effet : « Sera puni « de la réclusion quiconque s'étant indûment procuré de « faux-poinçons... en aura fait application ou un usage « préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat ».

Et un arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 1868 déclare : « Un bijoutier, accusé d'avoir fait usage de faux poinçons « et déclaré non coupable par le jury vu l'absence de toute « criminalité, peut être condamné par la Cour d'assise, « malgré cet acquittement, à des dommages-intérêts envers « la Régie, se constituant partie civile, si l'existence du fait « matériel de l'usage de faux poinçons autres que ceux de « l'Etat est établi et entraîne, tout en respectant la chose « jugée au criminel, la réparation du dommage causé au « Trésor ».

Signalons, pour en terminer avec les sanctions du contrôle, que la codification du 26 décembre 1934 a réalisé sur ce point précis une simplification admirable car elle a mis toutes les recherches, saisies et pénalités sous un seul et même titre alors qu'elles étaient primitivement dispersées.

C'est donc sous cette forme, sous l'aspect du *renforcement* de la notion de contrôle, dans une institution déjà créée et destinée à assurer la Garantie des titres des ouvrages d'or et d'argent (contrôle existant avant ce renforcement) que s'est manifestée l'action du pouvoir central, exécutif, législatif et judiciaire, dans l'histoire de cette institution.

Nous ne croyons pas qu'elle ait une origine différente et, en particulier, comme certains l'ont soutenu, non sans

quelque apparence de raison, qu'elle soit issue du privilège régalien de battre monnaie. Nous ne le croyons pas, même si l'on prend soin de préciser que le privilège en question est à l'origine du Contrôle de la garantie *dans sa forme actuelle*, parce que son évolution historique démontre éloquemment que les bases de l'organisation actuelle du Contrôle étaient jetées dès le *Livre des métiers* d'Etienne Boileau avant même toute intervention du pouvoir central.

Cette opinion est cependant très intéressante à accueillir car elle montre déjà la corrélation qui existe entre les problèmes monétaires et la question de la Garantie du titre des matières d'or et d'argent. Quand les métaux précieux n'étaient pas extraits en quantités aussi fortes que de nos jours, l'usage que l'on en faisait en orfèvrerie était tout aussi important, peut-être même davantage, que leur usage monétaire, et la valeur marchande des métaux précieux influait donc fortement sur la valeur même de la monnaie.

Il n'en est plus de même aujourd'hui ; malgré l'intérêt de certaines théories monétaires modernes, il ne semble pas que la valeur de la monnaie se soit complètement détachée de la valeur de la matière dans laquelle elle était incorporée. L'afflux de l'or d'Australie ou du Transvaal et l'afflux d'argent du Canada ou du Mexique ont provoqué dans le courant du XIX^e siècle des perturbations connues sur le marché des changes, perturbations que de nouveaux afflux de métaux précieux pourraient produire encore.

Ceci montre déjà d'une manière bien sommaire, certes, l'intérêt qu'il y a d'un point de vue strictement monétaire à exercer un contrôle sur l'or et l'argent.

En outre, on ne saurait oublier le caractère économique de la vente et son origine qui coïncide exactement avec celle de la monnaie. Toutes deux proviennent du troc, et sont encore reliées à l'heure qu'il est par la notion de prix : il n'y a pas de vente sans prix et de prix sans monnaie.

Les marchandises les plus diverses, à une époque plus ou moins reculée, suivant le degré de civilisation, ont servi de monnaie, marchandise tierce qui permettait d'éviter les inconvénients du troc. On cite ainsi le poisson séché, des

barres de sel, des coquillages, des blocs de thé comprimé (au Thibet), des fourrures (au Canada), du cacao (au Mexique), etc...

Ensuite l'argent et l'or ont été « choisis par une sorte de consentement unanime » constate M. Reboud, pour servir d'intermédiaire entre les échanges parce qu'ils possèdent les qualités requises pour remplir convenablement ce rôle : ils sont divisibles, d'un transport facile, inaltérables et de qualité identique quelle que soit leur provenance.

Il est certain que ces métaux ont servi tout d'abord à cet usage monétaire, sous la forme de lingots différents les uns des autres par le poids et par le titre. Aussi tout paiement nécessitait donc, en premier lieu, une pesée (que l'on retrouve en droit romain dans la *mancipatio* et dans les actes *per aes et libram*), en second lieu un essai.

M. le Doyen Reboud, signale une pratique chinoise qu'il est utile de reproduire dans une étude sur le Contrôle de la garantie des titres des métaux précieux ; en Chine les lingots d'argent portaient le poinçon des commerçants qui les avaient pesés et essayés, et encore aujourd'hui, sur les côtes chinoises, les piastres mexicaines employées dans les échanges doivent être poinçonnées dans les échanges, par les banques qui en certifient l'aloi, ou bien pesées et essayées avant d'être acceptées.

L'Histoire ne nous rapporte pas de telles pratiques sur le territoire de la France où, depuis l'époque de l'occupation romaine, il existe des monnaies légales, c'est-à-dire « des lingots dont le poids et le titre sont garantis par l'Etat et certifiés par l'intégrité des empreintes qui en recouvrent la surface ».

Les rois, à partir d'une certaine époque, eurent seuls le privilège de battre monnaie, qui devint ainsi un « privilège régalien », car il avait existé un certain nombre de monnaies locales et régionales.

Mais nous avons vu que, de leur côté, les orfèvres contrôlaient leurs bijoux sans que le pouvoir central s'intéresse en rien à ce contrôle à une époque où, certes, le privilège régalien existait déjà, mais ne pouvait en aucune

façon l'influencer. Donc, il existait une double contrôle des titres des matières d'or et d'argent : celui qui était exercé par les rois sur leurs monnaies (les faux monnayeurs étaient l'objet de peines cruelles), celui des maîtres de la Corporation des orfèvres, sur les ouvrages fabriqués par cette corporation, sans que l'on puisse dire que l'un soit à l'origine de l'autre¹.

Néanmoins, les rois se sont servis de ces rapports entre la monnaie et le Contrôle de la garantie des titres des matières d'or et d'argent pour justifier juridiquement un impôt somptuaire sur l'Orfèvrerie. Sous le règne de Henri III, lorsqu'on voulut établir pour la première fois des droits de garantie, on les appela « droits de remède ». Nous avons rencontré plusieurs fois cette expression.

Le gouvernement prétendait que les droits en question devaient compenser les remèdes d'aloi ou de tolérance accordés aux orfèvres par des ordonnances successives... Le droit avait donc pour objet de revaloriser les ouvrages d'or et d'argent eu égard à la valeur des monnaies en circulation dans le pays.

On sait que les orfèvres protestèrent toujours contre ces droits qui, élevés constamment, ne correspondaient plus à leur appellation primitive. Ils furent alors appelés « droits de marque d'or », puis « droits de garantie ».

Nous pourrions discuter longuement sur le fondement juridique de ces impôts eux-mêmes, mais nous nous contenterons de dire qu'il nous paraît peu intéressant pour le Trésor public de prendre un tel organisme comme mode de perception de l'impôt.

Les impôts se justifient peut-être davantage de nos jours que sous l'Ancien Régime, car l'Etat a organisé un service de la garantie des titres à caractère administratif applicable à toute la France, et qu'il est juste que ce service soit rénuméré par les usagers.

1. On a vu d'ailleurs, à l'époque de la Révolution, le citoyen Gibert-Desmolières, demander que l'on fixe un titre unique pour l'or, un titre unique pour l'argent, et que ce titre soit celui des monnaies d'or et des monnaies d'argent. On sait qu'il ne fut pas suivi.

Mais il n'en est rien, nous sommes ici, très nettement, en présence d'un impôt et non d'une taxe, au sens où nous avons défini ces deux mots dès les premières lignes de cette étude, dans notre introduction. Et il prend même l'allure d'un impôt somptuaire parce qu'il n'est pas suffisamment en rapport avec la valeur des métaux employés et le coût du service de la garantie des titres, parce qu'il vise à atteindre le luxe lui-même.

On chercherait en vain un fondement juridique aux droits de garantie. Droits créés pour compenser les remèdes d'aloï et de tolérance ? Non, ceci n'est qu'une excuse. Droits instaurés pour payer les frais du service de la garantie ? On ne l'a jamais sérieusement soutenu, car, d'une part, il y a déjà les droits d'essai, qui indemnisent l'Etat des frais du service de l'essai (matériel et personnel) et, d'autre part, la déclaration d'urgence du Directoire indiquait qu'ils devaient « concourir avec les autres « revenus de la République à l'entretien des diverses « parties de son service ».

En outre, l'incorporation récente du Contrôle de la garantie dans le Code des Contributions indirectes (1934) suivant à quelques années de distance le rattachement des services de la garantie au service des Contributions indirectes, a accentué le caractère strictement fiscal de cette institution d'origine civile, à but économique (et, partant, utilitaire) très marqué.

Voilà donc comment une institution créée uniquement pour protéger « l'acheteur » contre les fraudes possibles du vendeur est devenue d'abord un organe de police et de surveillance de la profession d'orfèvre pour parvenir, dans son dernier état, à être un simple procédé de recouvrement d'un impôt indirect à caractère somptuaire.

Il s'agissait de contrôler les agissements des orfèvres, d'éviter, de leur part, des fraudes. C'est le fonds même de la garantie des vices cachés du droit civil où, certes, l'intérêt particulier est au premier plan, comme le constate M. le professeur Rouast, puisqu'il s'agit de protéger un individu, « l'acheteur, contre des poursui-

« les fâcheuses ; mais l'intérêt général est conjugué avec cet
« intérêt particulier, car il s'agit d'assurer la sécurité
« des transactions et, par là même, leur fréquence ».

L'erreur des gouvernements, dont l'intervention dans le sens du renforcement des sanctions s'imposait donc juridiquement et pratiquement, aura consisté à vouloir faire de simples particuliers, de véritables agents du fisc, chargés de faire rentrer les impôts.

Le Contrôle de la garantie des matières d'or, d'argent et, de nos jours, de platine, n'a pas été créé pour cet usage contraire, à vrai dire, à son but lui-même. Longtemps, il contribua au prestige de l'Orfèvrerie française... La fiscalité, dont il n'est désormais qu'un élément, a détruit cet effet bienfaisant, car, par son fait, les prix des ouvrages d'orfèvrerie, de bijouterie, de joaillerie atteignent des tarifs prohibitifs pour les acheteurs.

Le sens des réformes que nous allons être amené à examiner sera, précisément, de ramener le Contrôle de la garantie à sa véritable nature juridique. Nous venons de voir, en quelque sorte, qu'il ne saurait être question de toucher au contrôle tel qu'il est compris et sanctionné à l'heure actuelle, car c'est précisément cet organisme qui garantit aux acheteurs le « degré de bonté » du métal composant l'ouvrage qu'ils acquièrent, comme disaient les anciens. Mais, puisque les besoins de l'Etat grandissent, puisqu'il ne saurait être question de supprimer les droits de garantie, nous verrons comment on pourrait (en laissant subsister la taxe que se trouvent être les droits d'essai) les ajuster de manière à les rendre plus équitables, à leur éviter ainsi d'entraver l'essor de l'industrie des métaux précieux en France.

Livre IV

Réformes

Livre IV

Réformes

Entamer ce bloc, prendre la société à partie, y faire pénétrer l'esprit du siècle, voilà quel dessein était le mien et quel rôle je me réservais.

REYBAUD (*Jérôme Paturot*).

Nous avons vu comment les siècles ont construit l'édifice du Contrôle de la garantie, c'est-à-dire, sans une ligne de conduite bien définie, au hasard des improvisations, des nécessités de contrôle ou surtout des nécessités financières. La loi du 19 brumaire an VI, vieille déjà de plus de 138 ans n'était que la codification des règles accumulées par un long passé, plus ou moins adoucies par les principes de liberté en honneur à l'époque de la Révolution française.

La codification moderne n'apporte rien de bien nouveau en cette matière, encore qu'elle facilite grandement l'étude du Contrôle de la garantie. Elle est la fin d'une évolution vers la fiscalité, sur laquelle il faut revenir de toute urgence d'abord pour nous rapprocher des principes même qui sont à la base de la *garantie*, ensuite pour éviter la disparition complète de certaines branches de l'industrie des métaux précieux (de l'Orfèvrerie argent en particulier) qui si longtemps ont contribué au prestige international de la France.

Il faut donc aborder le problème de front et proposer, s'il se peut, des réformes salutaires.

Nous nous excuserons de nous aventurer dans cette audacieuse entreprise. Nous ne le ferons d'ailleurs qu'à la

lumière des expériences passées et de nos discussions avec des personnalités compétentes.

Plusieurs questions se posent dès le début de cette discussion et, naturellement, les réponses que nous y apporterons guideront tout cet exposé sur les réformes souhaitables à réaliser dans le Contrôle de la garantie. Doit-on revenir à la liberté des titres telle qu'elle existait sans doute dans l'Antiquité ou telle que d'Allarde la proposa à l'Assemblée nationale Constituante ? Peut-on rétablir un Contrôle de la garantie à caractère strictement corporatif tel que nous l'avons rencontré à l'époque de saint Louis ? Faut-il, si l'on adopte la formule actuelle, présenter un projet de refonte totale des institutions de la Garantie des titres ? Faut-il simplement parer au plus pressé et présenter un projet palliant à la grande erreur du moment : l'abus de la fiscalité ? Telle est la série de questions à laquelle nous devons répondre avant d'aller plus avant.

A. — *Liberté des titres ?*

A une seule exception près, nous avons constaté que tous les orfèvres, bijoutiers, joailliers ou horlogers, grossistes ou détaillants auxquels nous nous sommes adressé sont opposés à un régime d'absolue liberté des titres.

Pourtant, il est absolument certain que, dans l'Antiquité, les industries de luxe furent particulièrement florissantes, que sous la Révolution, à une époque de liberté de fait, le titre moyen des bijoux d'or tomba aux alentours de 14 carats, on continua à vendre et à acheter des objets en métaux précieux. A une époque beaucoup plus récente, en France, on fabriqua des objets en platine bien avant que l'Etat ait idée de le contrôler, puisqu'on le contrôla ensuite comme les objets d'or, et que le poinçon de platine (tête de chien) vint beaucoup plus tard, en 1910.

Donc, le contrôle de la garantie ne semble pas, en lui-même influencer directement sur le commerce et la fabrication des bijoux et ouvrages d'orfèvrerie.

En outre, l'étude de la nature juridique du Contrôle de

la garantie nous suggère une autre idée : quiconque vend un objet en métal précieux est soumis comme tout vendeur à une obligation de garantie contre les vices cachés de la chose qu'il met en vente. Pour la faire jouer, les acheteurs n'auraient qu'à demander aux vendeurs de leur indiquer le titre de l'objet vendu et, en cas de fraude, une responsabilité civile (et même pénale pour tromperie sur la marchandise) pourrait jouer aussi bien, peut être mieux qu'en cas de contrôle officiel où le Parquet ne peut poursuivre que s'il est saisi par l'Administration de la garantie.

De plus, comme le voulait déjà d'Allarde sous la Constituante, on pourrait, pour faciliter l'action des acheteurs et l'action de la justice, créer un emploi d'essayeur public partout où il y aurait des fabricants ou marchands d'ouvrages d'or et d'argent. Les acheteurs pourraient ainsi connaître le titre exact des objets qui leur auraient été vendus et poursuivre avec fruit le délinquant.

Le régime de la liberté des titres aurait, dit-on encore, un mérite évident. Nous connaissons les arguments du citoyen Beffroy en faveur de l'adoption de notre système actuel des trois titres, et surtout en faveur du troisième titre. La liberté complète permettrait à ce raisonnement d'aller jusqu'au bout dans sa logique.

1^o Il permettrait aux personnes les plus modestes d'acheter de l'or et de l'argent, aussi bien qu'aux gens les plus fortunés, sans s'imposer une dépense au-dessus de leurs moyens. Par là, le commerce intérieur serait revivifié car de nouvelles catégories d'acheteurs fréquenteraient les Bijouteries et Orfèvreries.

Tout se passerait, en somme, comme aujourd'hui pour les pierres précieuses. En dehors de l'article 546 du Code des Contributions indirectes en effet, aucun contrôle des pierres précieuses n'existe... chaque acheteur peut donc acheter des diamants, émeraudes, saphirs ou rubis en proportion de ses moyens. Peu lui importe bien souvent que la pierre dont il fait l'acquisition soit légèrement teinte ou givreuse : il offrira une pierre précieuse à la personne à laquelle il la destinait, voilà l'essentiel.

2° La liberté des titres nous permettrait de concurrencer l'étranger sur son propre marché, car beaucoup de pays pratiquent encore soit la liberté absolue des titres, soit le contrôle facultatif ce qui revient au même. C'est si vrai d'ailleurs que pour les montres en or, destinées à l'exportation, nous avons adopté un quatrième titre qui est précisément 14 carats, comme sous le régime de liberté de fait de l'époque révolutionnaire et que nous avons admis la liberté absolue des titres pour les objets d'argent à exporter.

Enfin, et ce dernier argument émane d'un orfèvre distingué en bijouterie et en orfèvrerie, plus que partout ailleurs, ce qui, chez l'acheteur prime tout autre sentiment, c'est la plus ou moins grande confiance qu'il a dans son vendeur. Il existe bien un tableau destiné à indiquer aux clients les règles de la Garantie... mais jamais un client ne le consulte. Il existe évidemment des poinçons et des bigornes, mais il est très souvent difficile aux yeux les plus exercés, armés de loupes les plus fortes, de se rendre un compte exact de leur forme et des signes distinctifs qu'ils renferment.

La confiance ne saurait être l'objet de règlements administratifs, c'est un sentiment, et les sentiments ne se commandent pas.

Or, c'est précisément cette question de confiance qui nous sépare des tenants de la liberté des titres. Certes, une maison honorable, même si elle avait la possibilité de vendre à n'importe quel titre ne se laisserait pas aller à des pratiques qui la discréditeraient.

Cependant, insensiblement, parce qu'elle aurait à lutter contre la concurrence, elle serait amenée à diminuer le titre des ouvrages de sa fabrication, et de ce fait, n'inspirerait plus la même confiance à ses acheteurs. *Nous sommes au rouet*, dirait Montaigne.

Le Contrôle de la garantie dont les entreprises sérieuses ne se plaignent point au contraire, a le mérite de laisser le champ libre à la concurrence sans qu'elle puisse porter atteinte au bon aloi des bijoux vendus. La confiance générale s'en trouve augmentée et la concurrence joue d'ailleurs sur d'autres points : forme, fini du travail, mode, etc.

Etant donnée notre volonté de nous en tenir au régime intérieur du Contrôle de la garantie, nous pourrions éluder facilement l'argument tiré du quatrième titre pour les montres en or, destinées à l'exportation et de la liberté du titre pour les ouvrages d'argent à même destination.

D'abord, les raisons qui militent en faveur de cette double disposition ne pourraient être développées en France au sujet de notre régime intérieur. Nos industries de luxe n'ont à lutter que contre une concurrence étrangère très réduite précisément parce que nous imposons aux bijoux étrangers, outre des droits de douane, l'obligation d'un poinçon d'importation qui constate que l'objet en question est, au moins au titre minimum, en usage en France soit 750 /1000.

En outre, nous ne sommes guère partisan, même pour l'exportation de la liberté des titres. En effet, si les bijoux français étaient recherchés à l'étranger jadis, c'était à cause de la confiance que les acheteurs pouvaient leur accorder sur leur aloi, beaucoup plus peut-être qu'en raison de leur élégance, de leur bon goût ou de leur précision. L'Orfèvrerie parisienne, en particulier, eut longtemps un succès mondial parce que « son or passait tous les ors de la terre ».

Pourquoi avoir voulu fabriquer pour l'Amérique du Sud, par exemple, des bijoux à la manière américaine ? Pourquoi vouloir concurrencer chez eux les Italiens, pour prendre un autre exemple, en fabricant des ouvrages d'argent à un titre aussi bas que les leurs ? Si l'étranger *achetait français* jadis c'est précisément parce qu'il voulait acquérir la *qualité française*. Nos exportations sont réduites à néant, par la crise prétend-on, c'est vrai, mais en partie seulement. Les Américains du Sud n'ont point besoin de bijoux à bas titre, ils en fabriquent eux-mêmes... ce qu'ils attendent de nous, ce sont des bijoux français, de l'orfèvrerie française, des montres françaises, c'est-à-dire des objets dont le titre est certifié et dans lesquels ils pourront avoir pleine confiance.

Quant à l'argument démagogique qui consiste à vouloir mettre les bijoux à la portée de tout le monde par l'abaissement du titre, il ne saurait être pris en considération car les procédés modernes de fabrication permettent d'obtenir le

bon marché par toutes sortes de moyens : bijoux creux, plaqué or, doublé, métal argenté, etc.

De plus il y a une question de salubrité qui se pose au premier chef et qui fut, nous le savons, une des raisons de l'intervention du pouvoir central en cette matière. Des boucles d'oreilles en or, à 9 carats par exemple, c'est-à-dire dans lesquelles entrerait une proportion d'environ $3/4$ de cuivre, sont un danger réel pour la personne qui les porte... Les plats d'argent au-dessous de 500 millièmes sont attaquables par les acides que contiennent les sauces et par conséquent, peuvent, si l'on n'y prend pas garde, occasionner des empoisonnements. Et nous pourrions multiplier les exemples de cette sorte qui prouveraient à eux seuls la nécessité d'une réglementation.

D'autre part, la procédure civile engagée par l'effet de la garantie des vices cachés, ou même la procédure pénale relative à la tromperie sur la marchandise sont toutes deux si aléatoires que, d'une part les orfèvres ont instauré eux-mêmes un contrôle privé, corporatif, de la Garantie des titres qui fonctionna vraisemblablement du ^x^e au ^{xiii}^e siècle et que, même en cas de liberté des titres, d'Allarde a jugé nécessaire de proposer la création d'un corps d'essayeurs publics pour contrôler le titre des objets vendus par les orfèvres.

Pour en terminer avec cette étude, nous remarquerons qu'il n'est pas à notre connaissance, un seul Etat étranger où se pratique la liberté absolue des titres des métaux précieux, dont les bijoux aient atteint une renommée mondiale. Les bijoux de la République de Panama, du Siam ou du Mexique, pour citer quelques cas précis ne concurrencent pas encore les bijoux français, loin de là.

Les bijoutiers mexicains appliquent librement un poinçon de titre sur leurs objets, mais, comme le voulait d'Allarde, au temps de la Révolution française, il existe des essayeurs pratiquant l'essai à la pierre de touche, pour vérifier le titre des bijoux vendus ... ce qui prouve bien que le régime de liberté des titres n'est pas forcément établi sur des rapports de confiance entre vendeurs et acheteurs.

Donc, en résumé, un régime d'absolue liberté des titres serait préjudiciable aux intérêts même des industries de luxe de notre pays, dont le prestige diminuerait en même temps que la sécurité dans les transactions. Il ne saurait, en conséquence, être pris comme base d'un système de réformes.

B. — *Contrôle corporatif ?*

Si les disciples de G. de Molinari, c'est-à-dire ceux qui critiquent les lois et règlements contre la fraude, et, d'une manière absolue, rigoureuse, l'intervention de l'Etat dans les transactions commerciales sont rares parmi les Joailliers, Bijoutiers, Orfèvres, il semble au contraire que les idées du Marquis de la Tour du Pin aient fait davantage d'adeptes parmi ces serviteurs de l'art.

MM. les Professeurs Barthélemy¹ et Gaëtan Pirou² ont noté dans diverses études si remarquables sur le *corporatisme* les progrès de cette idée et son caractère souvent plus politique qu'économique. Il existe d'ailleurs un groupement appelé la *Corporation du bijou* auquel pourrait s'appliquer les études de ces maîtres éminents.

Nous aurons l'occasion, en étudiant plus tard le milieu dans lequel évolue à l'heure actuelle le Contrôle de la garantie, de retrouver, sans nous y étendre, quelques unes des idées qui forment le fond du corporatisme économique. Nous voulons seulement montrer ici par quelques traits, pourquoi un tel système ne peut pas, lui non plus, servir de base à notre étude des réformes de l'institution dont il s'agit.

La France a fait une expérience de régime corporatif et nous constatons qu'insensiblement, elle l'a quitté, malgré la force de la tradition.

En effet, nous l'avons relevé à deux reprises dans l'étude de la nature juridique, et précédemment dans l'étude même

1. *Le Temps* (divers articles de 1934) ; préface au livre de M. Pierre Jolly, *La mystique du corporatisme*, Hachette, éditeur.

2. *Le Corporatisme*, Sirey, éditeur.

du régime corporatif, il est nécessaire d'avoir recours à l'exécutif pour l'application des sanctions ... même s'il existe un tribunal corporatif, la contrainte ne peut être exercée que par des agents de la force publique ! On ne saurait d'ailleurs abandonner cette règle, sans sombrer dans l'arbitraire.

Or, il est certain que si le pouvoir central est appelé à s'intéresser à cette institution, il ne le fera pas sans compensation et nous risquerions dès lors, en adoptant un pareil système, de retomber dans les complications de l'Ancien Régime, nées de la dualité des institutions de contrôle : contrôle corporatif et contrôle de l'Etat.

L'œuvre d'unification de la Révolution — réalisée au profit de l'Administration —, a été sur ce point, éminemment profitable aux industries visées par le Contrôle de la garantie sur tout le territoire de la France.

Cette œuvre risquerait d'être attaquée à un autre point de vue. Les corporations ne pourraient vraiment exister que dans les grands centres et le contrôle, exercé par des maîtres soucieux de leurs propres entreprises, ne pourrait s'étendre aux artisans, fabricants et commerçants des petits bourgs. Déjà, sous notre régime administratif et fiscal, nous constatons que les orfèvres et bijoutiers de province sont moins souvent visités que ceux de Paris, par les fonctionnaires du bureau de la Garantie, que serait-ce alors si les préposés à ce service n'étaient que des *gardes* bénévoles surchargés d'obligations personnelles.

A cet égard nous avons remarqué que très rares étaient sous l'Ancien Régime les gardes de l'orfèvrerie qui restaient en fonction plus de deux ans (ils n'étaient élus que pour une année) et qu'après la fin de leur mandat on ne pouvait, pendant un délai de trois ans, les contraindre à accepter de nouveau pareille charge.

En outre, les bijoutiers modernes qui supportent mal l'intrusion des agents de l'Etat dans leurs affaires personnelles, même pour des nécessités de contrôle, ne désireraient point livrer leurs procédés de fabrication ou leur comppta-

bilité à ces fabricants ou marchands que seraient les modernes gardes ou jurés de la Corporation des orfèvres.

Enfin, nous ne pouvons évoquer sans concevoir un doute cruel sur la possibilité d'un retour à l'ancien système des corporations, la série interminable des procès qu'il faudrait à nouveau engager pour contraindre les merciers, passementiers, et jusqu'aux pâtisseries, qui de nos jours, pour les besoins de leur propre commerce ou à titre d'accessoire sans lieu précis, se livrent au commerce de l'or et de l'argent.

Il semble, que si de pareilles solutions viennent à l'esprit de certains professionnels, c'est uniquement parce que trop lourdement grevés d'impôts, ils cherchent, par ce moyen radical que serait la suppression du contrôle de l'Etat, un moyen d'éviter des droits aussi élevés que les droits de garantie.

Cette idée est celle qui guida bien des projets de réforme, bien des vœux de Chambres syndicales, et il semble que si l'on devait revenir à certains errements du corporatisme, de nombreuses questions parmi lesquelles figureraient vraisemblablement la répression des fraudes, devraient demeurer de la compétence de l'Etat — les groupements professionnels étant inaptes à l'assurer eux-mêmes efficacement.

C. — *Refonte totale ?*

Nos réformes du Contrôle de la garantie des matières d'or et d'argent doivent donc évoluer dans le cadre de ce qui existe actuellement, c'est-à-dire dans celui d'un Contrôle administratif des fraudes qui pourraient être relevées dans le titre des métaux précieux.

La question se pose toutefois, de savoir s'il est préférable de réformer entièrement les lois existantes, ou si, une réforme partielle suffirait pour adapter la loi, soit aux nécessités des tendances politiques et économiques du moment, soit aux nécessités même de contrôle dues au progrès de la science, surtout de la science des fraudeurs.

La complexité des problèmes soulevés par l'institution, objet de notre étude, nous a contraint (on le comprendra mieux maintenant) à beaucoup de modestie.

Dans ces lois, un nombre important d'intérêts différents et souvent contradictoires, sont pris en considération ; il semble difficile de les concilier. Ainsi, tous les intérêts des orfèvres modernes qui ne sont plus les *aurifices* de l'Ancien Régime, mais les fabricants d'orfèvrerie en argent ou en métal argenté, ne se confondent pas du tout avec ceux des bijoutiers ou de joailliers ... et même, parmi eux, les fabricants d'orfèvrerie en argent, et ceux qui ouvrent du *métal argenté* ont très fréquemment des opinions absolument contraires sur la question du Contrôle de la garantie.

Les joailliers et, en général, ceux qui travaillent le platine pour les besoins de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie, Horlogerie, ne pensent pas exactement comme ceux qui ne fabriquent que des bijoux d'or.

Les fabricants et les simples marchands, les grossistes et les détaillants ont souvent des opinions divergentes.

Si l'on touche à une question particulière, le contrôle des plaqués, doublés, métaux argentés et platinés, par exemple, on ne donnera qu'une satisfaction partielle aux uns, tout en provoquant les doléances des autres.

Le bonhomme La Fontaine aura, décidément, toujours raison : « On ne peut contenter tout le monde et son père ».

D'ailleurs, l'Histoire contemporaine nous enseigne les dangers des projets de refonte totale de lois comme celles-ci. Les bijoutiers, joailliers, orfèvres, ont fait l'expérience d'un essai de revision totale de la législation de la Garantie. Il dura près de 20 ans, et, en tous cas, cet essai connut les joies enviées que procurent de fréquentes discussions à la tribune du parlement pendant 15 ans environ. Nous aurons l'occasion de rappeler, pour mémoire, et pour éviter aux praticiens et techniciens, de retomber dans une pareille erreur, les péripéties de la discussion du projet en question (1889-à 1904).

D. — *Refonte partielle ?*

Nous devons donc nous contenter d'un programme de réformes bien modeste.

Mais alors quelles réformes proposer ?

Il est un point sur lequel nous ne serons contredit par personne, même pas par l'Administration des Contributions indirectes : les droits de garantie sont trop élevés, et tout particulièrement, en raison de la valeur marchande actuelle de l'argent et du platine, les droits sur ces deux métaux précieux.

Nous devons donc essayer de remédier à cette situation pour deux raisons : d'abord, comme nous l'avons déjà dit, pour essayer de collaborer à l'œuvre de redressement de nos industries de luxe qui ont si fortement contribué, au cours des siècles, au prestige de la nation française, ensuite pour ramener le Contrôle de la garantie le plus près possible de ses principes premiers, et en refaire une institution dont le but essentiel serait, non pas la perception d'un impôt, mais la défense de cette catégorie spéciale de citoyens : les acheteurs.

A titre d'exemple, nous examinerons aussi un petit nombre de réformes de détail dont MM. les bijoutiers, orfèvres, joailliers ont bien voulu nous montrer la nécessité, et cela, bien entendu, sous réserve des discussions techniques auxquelles elles pourraient donner lieu.

Toutefois avant d'aborder cette étude en elle-même, comme nous avons examiné le cadre de doctrines économiques dans lequel évolua le Contrôle de la garantie sous l'Ancien Régime, et l'application des idées physiocratiques aux institutions destinées à certifier les titres des matières d'or et d'argent à l'époque révolutionnaire, nous devons montrer quelles tendances des esprits vont accueillir les idées que nous développons.

Nous le ferons avec un grand souci d'objectivité et en montrant ce que deviendrait la garantie des titres si l'une ou l'autre de ces tendances prédominait un jour.

Puis, nous passerons à l'examen des progrès de la technique moderne, sur les découvertes récentes de métaux rares qui peut-être un jour figureront au rang des métaux précieux. Nous aurons à voir à quel point la science des alliages a compliqué notre matière, ce que nous avons déjà entrevu

en étudiant les différents procédés d'essai. Nous montrerons aussi quelques unes des difficultés qui se sont élevées lorsqu'il s'agit d'appliquer au platine les règles de la Garantie et déjà nous poserons un principe de réforme qui permettrait d'appliquer automatiquement le régime du Contrôle de la garantie des titres à un métal dès qu'il serait dénommé *métal précieux*.

Les réformes que nous proposerons découleront normalement de l'ensemble de cette étude.

Aussi, après avoir un peu regardé vers l'avenir où nous verrons surgir de nouveaux problèmes, parfois très angoissants pour nos industries de luxe, nous aurons à tirer une rapide conclusion qui, nous l'espérons, s'imposera d'elle-même.

CHAPITRE PREMIER

LE PROJET DE 1889-1904

Il importait d'examiner avec le plus grand soin des propositions qui paraissaient résumer d'une façon définitive les vœux du commerce et de l'industrie des matières d'or et d'argent.

Maurice ORDINAIRE.

Dans son rapport présenté à la séance du 25 juin 1900 au nom de la Commission¹ chargée d'examiner le projet de loi concernant la réforme de la législation sur la Garantie, M. Maurice Ordinaire commençait par cette déclaration :

« Messieurs, le projet de loi qui vous est soumis n'est pas
« un de ceux dont on puisse dire qu'ils aient été insuffisamment étudiés et mûris. Voilà plus de 10 ans que les Commissions parlementaires et extra-parlementaires travaillent à le polir et à le repolir. C'est, en effet, en 1889 par un arrêté du 19 juin, que le Ministre des Finances, cédant aux réclamations du commerce et de l'industrie des ouvrages d'or et d'argent réunit une Commission extra-parlementaire chargée de préparer une revision de la législation sur la Garantie des matières d'or et d'argent.

« Les travaux de cette commission aboutirent à la rédaction d'un projet d'ensemble destiné à remplacer cette législation unanimement jugée vieillie et démodée.

1. La Commission était composée de MM. Beauquier, président ; Maurice Ordinaire, secrétaire-rapporteur ; Brindeau, Lesage, Robert, Henriqueduluc, le vicomte J. Cormetot, Emile Cire, Borne.

« Ce projet fut présenté le 6 décembre 1894 par le gouvernement à la Chambre.

« Mais on était encore bien loin du but. Les dispositions du projet avaient soulevé de nouvelles réclamations qui amenèrent le ministre à réunir une seconde fois la Commission extra-parlementaire afin de lui soumettre ces critiques. De ce nouvel examen il sortit un rapport supplémentaire de M. Dislère¹ et, le projet précédent étant devenu caduc à la fin de la législature en cours, un nouveau projet reproduisant les modifications arrêtées par la Commission fut déposé par le Ministre des Finances le 13 juin 1898.

« C'est ce projet que nous vous proposons d'adopter mais modifié une fois encore, sur un certain nombre de points. A peine réunie, en effet, votre commission avait reçu de nouvelles protestations présentées par diverses compagnies. La Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie de Paris — la Chambre de commerce de Besançon — le Syndicat des fabricants d'Horlogerie de Morteau — les fabricants d'Horlogerie de l'arrondissement de Montbéliard etc... ».

Si l'on se rappelle les péripéties de la discussion de la loi du 19 brumaire an VI, on s'aperçoit que les procédés parlementaires ont assez peu variés depuis les *grands ancêtres* de la Révolution et nous savons un vieux proverbe qui avance que « le mieux est l'ennemi du bien ».

La Commission sénatoriale qui, à son tour, examinera le projet, sera l'objet des mêmes sollicitations et les prescriptions de cette loi constamment édulcorées, renforcées, ou amoindries, ne seront en définitive jamais votées (Voté par le Sénat, avec modifications le 25 février 1904, le projet revint à la Chambre. M. Louis Puech rédigea alors un rapport qui ne fut jamais imprimé ... et le projet resta lettre morte).

L'exposé des motifs présenté par le gouvernement à la suite du second rapport de M. Dislère, fixe d'une manière

1. M. Paul Dislère était conseiller d'Etat. Il présida les deux Commissions spéciales dont il est question dans le rapport de M. Maurice Ordinaire. C'est lui qui présenta les rapports des dites Commissions. Il rédigea un troisième rapport en 1894.

précise l'économie générale du projet. En voici quelques passages essentiels, dont certains pourraient être reproduits avec fruit aujourd'hui encore :

... « L'industrie et le commerce se sont transformés
« au cours du siècle, sous l'influence de mœurs nouvelles,
« de changements dans la mode et dans le goût du public,
« en raison aussi de la baisse survenue dans la valeur des
« métaux précieux et plus particulièrement de l'argent.

« La fabrication des bijoux a changé de caractère ; les
« articles de bijouterie se sont allégés. A l'argenterie massive
« d'autrefois, se substituent des pièces plus légères et,
« dans une certaine mesure, de simples ouvrages argentés
« tels que le *ruolz*, ou même en métaux spéciaux, tels que
« le *nickel* (Cette observation aurait beaucoup plus de poids
aujourd'hui qu'elle n'en avait en 1898, car elle atteint
l'évidence).

... « Bref, l'ancienne législation de l'an VI et les mesures
« par lesquelles on a essayé de la compléter, offrent un
« ensemble disparate et démodé. Il a paru indispensable
« de la refondre dans un esprit nouveau plus conforme aux
« idées modernes et aux aspirations du commerce.

... « Sans toucher au principe de la Garantie obligatoire
« du titre des ouvrages d'or et d'argent partout où cette
« garantie présente un réel caractère d'utilité, principe dont
« le maintien a paru indispensable, la Commission s'est
« efforcée d'approprier la loi aux besoins nouveaux, aux
« nécessités actuelles, pour permettre à notre industrie et
« au commerce de prospérer, d'étendre son influence à
« l'étranger et de lutter, dans de meilleures conditions de
« succès contre la concurrence étrangère dont l'activité
« s'accroît de jour en jour, et vient s'exercer sur notre pro-
« pre marché ».

Pour le régime intérieur, les réformes apportées à la législation en vigueur n'étaient pas capitales. Au contraire, le projet modifiait un certain nombre de prescriptions importantes relatives à l'exportation et, pour n'en citer qu'une, elle créait pour l'or un quatrième titre (583 millièmes applicables à tous les objets d'or destinés à l'exportation).

On sait que la loi de 1884 ne prévoyait ce titre minimum que pour les boîtes de montre en or. Mais nous n'insisterons pas sur ce point.

Il est intéressant de signaler que les législateurs de l'époque apportaient une attention particulière aux *métaux divers* qui jouaient un grand rôle en joaillerie, le platine étant un métal divers ou dans l'ornementation par exemple : le tolède

Ainsi l'article 17 du projet voté par le Sénat (25 février 1904) disposait :

« L'emploi simultané de l'or, de l'argent et d'autres « métaux dans un même objet est autorisé dans les conditions ci-après :

« Lorsque les métaux autres que l'or et l'argent, employés « pour l'ornementation, sont nettement visibles, à l'extérieur, avec leurs couleurs propres, le fabricant doit apposer sur ces objets un poinçon portant lisiblement insculpés « et en toutes lettres les mots *métaux divers* ou, pour les « pièces de petites dimensions les lettres *M.D.*

« Lorsque les objets comprennent une substance étrangère ou un mécanisme non visible, ils doivent porter, « lisiblement insculpé et en toutes lettres, suivant le cas « le mot *bourré* ou *mécan.*

« Si la proportion de 5 % d'or ou de 15 % d'argent est « atteinte, les objets sont soumis au Contrôle et le fabricant peut faire précéder les mots *métaux divers*, *bourré*, ou « *mécan* des mots *or* ou *argent*.

« Dans le cas contraire, il ne peut pas faire cette addition « et les objets sont dispensés de tout contrôle.

« Les indications *métaux divers*, *bourré* ou *mécan* doivent « être apposées dans des conditions telles que le poinçon « de garantie puisse leur être juxtaposé ».

Il s'agissait, en quelque sorte, de transporter dans le domaine de la législation deux décisions ministérielles. l'une du 12 janvier 1829, l'autre du 27 juillet 1896 qui réglementaient de cette façon les *métaux divers*. Quant au platine, tandis que l'on étudiait encore le projet de loi générale qui avait à peine quitté le Sénat pour revenir à la Chambre

des Députés, une lettre de l'Administration du 27 février 1904, lui appliqua les prescriptions du futur article 17, par anticipation.

On sait que depuis, le platine a été soumis au Contrôle de la garantie par une loi du 8 avril 1910.

Les *métaux divers* sont toujours régis, par les deux décisions ministérielles déjà citées, dont un honorable président de Chambre syndicale nous a montré tout le danger. « C'est une chose mauvaise, nous écrit-il, et nous « nous rallions bien volontiers à son idée, car, le public « certainement, et beaucoup de bijoutiers détaillants en « plus, ignorent complètement ce que signifie le poinçon « *M.D.* et en voyant le poinçon d'or, croient que l'objet « est tout en or ; la réforme qui s'imposerait donc, à mon « sens, pour que l'acheteur, en général, ne soit pas dupé, « serait qu'un poinçon spécial soit apposé sur les ouvrages « qui ne sont pas entièrement en or »¹.

On doit signaler, en outre, dans ce projet de loi, qu'un adoucissement sensible des pénalités y était prévu.

L'article 64 du projet disposait en effet : « L'article 463 « du Code pénal est applicable, dans les conditions prévues « par le premier paragraphe de l'article 19 de la loi du « 29 mars 1897, aux condamnations prononcées en exécution des articles ci-dessus.

« Si le fabricant ou le négociant peut établir sa bonne « foi, les tribunaux sont autorisés, en motivant expressivement leurs décisions sur ce point, à prononcer la remise « totale de l'amende et à libérer le contrevenant de la « confiscation. Cette disposition cessera d'être applicable « en cas de récidive dans le délai de trois années ».

Nous avons relevé dans l'étude de la nature juridique que l'article 463 du Code pénal ne pouvait s'appliquer à tous les délits de la loi du 19 brumaire an VI, car de nombreux parmi ceux-ci avaient le caractère de *délits contraventionnels*. Nous renvoyons à nos explications sur ce point. Mais on remarque dans le projet de loi que pour tous les

1. M. Maîtrejean, lettre du 20 janvier 1936.

délits prévus par lui, l'article 463 du Code pénal sera applicable, que l'argument de bonne foi pourra jouer et que le contrevenant pourra se trouver libéré même de la confiscation.

Sur les pénalités non plus nous ne reviendrons pas. Signalons seulement que les adoucissements prévus par le projet évidemment sont humains. Toutefois, dans une telle matière, il est à craindre qu'ils n'incitent les fraudeurs à devenir plus actifs.

Nous nous sommes expliqué, enfin, sur le droit de transaction sur les amendes pour délits et contraventions, tel qu'il est spécifié par l'article 579 du Code des Contributions indirectes, et il nous suffira de relever l'article 65 du projet où ce droit de transaction figurait déjà.

Telles sont, pour le régime intérieur, les innovations qu'il convenait de noter, les autres dispositions n'étant qu'un aménagement des lois successives depuis le 19 brumaire an VI. D'ailleurs, quelques questions, celle du registre en particulier, restaient en dehors du cadre de la loi future et les articles 74, 75, 76, 80 et 81 de la loi de brumaire, de même que l'article 89 concernant les joailliers et l'article 100 concernant les achats d'or et d'argent par les fabricants de doublé, devaient demeurer en vigueur.

Le projet comprenait 71 articles. Il était divisé en huit titres :

Titre premier. — Des obligations imposées aux fabricants et marchands d'objets d'or et d'argent, avec ses trois sections : 1^o dispositions générales ; 2^o obligations des fabricants et marchands d'ouvrages d'or et d'argent établis dans une commune ; 3^o obligations des marchands ambulants d'ouvrages d'or et d'argent.

Titre deuxième. — Règles applicables aux objets fabriqués pour la consommation intérieure, avec ses deux sections : 1^o des titres et de la tolérance ; 2^o des poinçons.

Titre troisième. — Règles applicables à l'importation.

Titre quatrième. — Règles applicables à l'exportation.

Titre cinquième. — Les bureaux de la Garantie avec ses deux sections : 1^o organisation des bureaux de garantie ; 2^o fonctionnement des bureaux.

Titre sixième. — Répression des infractions avec ses deux sections : 1^o constatation des infractions ; 2^o pénalités.

Titre septième. — Droits à percevoir pour le Service de la Garantie.

Titre huitième. — Mesures générales et transitoires.

En réalité, ce projet étant beaucoup moins maniable que la codification moderne, car il comportait des articles interminables, atteignant souvent la longueur d'une page ou d'une demi page. En outre, la plupart des questions que nous avons examinées jusqu'ici, système des trois clés, tableau de la loi, poinçon de maître, poinçon de garantie, droits de garantie dont le système était compliqué par la création d'un minimum de perception sur les objets d'un poids inférieur au 1/2 gramme ... s'y trouvent avec de simples changements dans la forme.

On remarquera que le platine n'y est pas encore traité comme métal précieux et ceci nous permet de noter au passage l'impressionnante rapidité avec laquelle ce métal sut conquérir une place dans l'industrie du bijou pourtant si conservatrice.

Le projet avait sans doute le mérite de codifier quelques circulaires et décisions ministérielles utiles à connaître rapidement sans longues recherches, mais dans l'ensemble, il était surchargé de trop nombreuses dispositions de détail qui, précisément, amenèrent des conflits à chaque examen. Autant les principes généraux de la Garantie sont salutaires, autant la réglementation trop détaillée d'une telle matière risque d'aboutir aux erreurs des lois d'exception, c'est-à-dire de ces lois injustes pour une partie au moins de ceux auxquels elles s'appliquent.

CHAPITRE II

LE MILIEU DOCTRINAL

L'homme ne peut observer les phénomènes qui l'entourent que dans des limites très restreintes.

Claude BERNARD.

Pour vraiment connaître les doctrines économiques et sociales qui auront guidé les hommes de notre génération et par conséquent qui nous auront entraîné inconsciemment nous-mêmes dans une large mesure, il faudra que nos enfants les étudient dans des livres classiques, écrits à leur usage par d'éminents professeurs, autant dire qu'il faudra un recul de quelque cinquante ans.

Aujourd'hui nous ne pouvons guère noter que des tendances économiques, mises en pratique sous les apparences des partis politiques si nombreux en France. Tous les groupements politiques de notre pays sont à base d'idées économiques et il semble bien qu'on ne peut saisir les tendances économiques de notre époque, qui formeront un jour, par leur ensemble, la ou les doctrines qu'à travers le fatras incohérent des associations, partis, ligues, syndicats ou groupes de toutes sortes.

L'homme de notre siècle s'est complètement détaché en l'idée de liberté, telle que la comprenait Le Chapelier en 1791, sous la forme de la liberté dans l'isolement. Nous avons eu l'occasion de montrer les effets de cette absence de *groupements* sur le Contrôle de la garantie à l'époque révolutionnaire.

De nos jours, rares sont ceux qui n'appartiennent pas au moins à un groupement constitué et, dans l'Horlogerie, la Bijouterie, la Joaillerie et l'Orfèvrerie, nous remarquons que les groupes soit à tendance politique, soit avec simple but de défense de ces professions, sont particulièrement nombreux et bien organisés.

Il n'est ni dans notre rôle, ni dans nos moyens d'essayer de dégager, d'énumérer et d'expliquer les tendances des divers groupements politiques existants, même leurs tendances économiques, constatons seulement qu'un véritable mouvement de concentration s'ébauche actuellement. Beaucoup de ces groupes s'intègrent déjà dans deux autres beaucoup plus vastes, deux *fronts* comme on les appelle d'ordinaire, le Front dit *populaire* et le Front dit *national*.

Il ne nous semble point toutefois qu'il faille chercher dans ces vastes *rassemblements* — pour adopter une terminologie moderne — autre chose que des organismes de luttes politiques, à effet purement électoral, et par conséquent ce n'est point là que nous pouvons découvrir les bases d'une organisation nouvelle du Contrôle de la garantie des titres des matières d'or et d'argent, basée sur des doctrines économiques nouvelles.

En effet, les idées les plus variées, se rencontrent dans l'un et l'autre de ces deux Fronts, partant, pour le premier, d'un communisme à la Babœuf et à la Bakounine plus ou moins édulcoré pour arriver au libéralisme de certains groupements, généralement radicaux-socialistes ... et pour le second, du corporatisme fasciste à la mode italienne, jusqu'au libéralisme et au conservatisme de certains radicaux *indépendants*.

Sur ce plan, nous n'aurions garde d'oublier l'énigme politique du moment constituée par le mouvement Croix de Feu qui n'appartient à aucun *Front*, qui prétend, suivant ses chefs, demeurer en dehors des luttes politiques, et qui, du point de vue strictement économique, a adopté ou repris une idée (en honneur dans quelques autres associations) de *profession organisée*.

Nous allons examiner brièvement l'évolution possible

du Contrôle de la garantie, en fonction du communisme et de l'idée d'organisation de la profession, deux idées dont le législateur moderne doit tenir compte dans une certaine mesure, en nous rappelant cette pensée émise par M. le Professeur Pirou dans l'avant-propos de son ouvrage sur les *Doctrines économiques en France depuis 1870*.

« Dès que l'on passe de la science à la doctrine, de l'explication à l'appréciation, il est fatal que la réaction intellectuelle ou sentimentale de l'individu subisse l'empreinte du tempérament national, et qu'ainsi les doctrines les plus diverses d'un même pays présentent certains caractères communs ».

A. --- Communisme.

Il peut paraître paradoxal de se demander ce que deviendrait le Contrôle de la garantie si le législateur devait tenir compte des tendances communistes de l'heure présente.

Les révolutions n'ont jamais été tendres pour les richesses, pour l'or, en particulier, et la Révolution communiste, en Russie, suivant l'exemple de ses devancières, a réquisitionné tout l'or du pays, même dans certains cas, l'or et les bijoux appartenant à des ministres plénipotentiaires étrangers¹.

Encore que les renseignements précis en ce qui concerne la fabrication et le commerce des objets en métaux précieux sur les territoires de la Russie soviétique, soient très réduits actuellement, nous ne pouvons ignorer que cet Etat a la haute main sur les échanges internationaux de platine.

Si ce métal a atteint ses cours maxima en 1926, c'est d'une part, parce que la crise monétaire, qui sévissait en France augmentait la valeur relative de toutes les marchandises, et, d'autre part, parce que depuis la Révolution russe (1917) le platine, chaque année, se raréfiait dans le monde.

Si le platine est passé par kilogramme de 191.000 fr. (le 20 juillet 1926) à 18.000 fr. (le 15 mars 1936) c'est parce que les échanges ont repris entre les pays dits capitalistes et

1. On cite en exemple un diplomate italien.

la Russie des Soviets. C'est d'ailleurs parce que l'exportation du platine est encore *dirigée* que ce métal ne subissant pas la loi de l'offre et de la demande, dans toute son amplitude, se maintient à ce cours.

Cet exemple prouve donc que le communisme ne saurait se désintéresser du luxe, surtout si le luxe est un des éléments de la richesse du pays dans lequel il s'applique.

Des articles que nous avons lu, et des renseignements que nous avons pu obtenir sur l'application du communisme en Russie, il ressort que rien n'indique la présence d'une activité quelconque de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie, dans cet Etat. Néanmoins, nous ne pouvons ignorer l'évolution très nette de ce pays en ce qui concerne d'une part le luxe, d'autre part la monnaie.

Pour le luxe, un récent article de M. Serge de Chessin (daté de Stockholm, 14 mars 1936) conclut à un véritable *thermidor économique* ... et il cite¹ en exemple l'hôtel du Mossovet qui réalise le dernier mot du confort et le suprême aboutissement de l'industrie hôtelière ... des salons de mode où l'on assiste, comme ailleurs, à des défilés de mannequins, etc.

Pour la monnaie, M. le Professeur Baudin en a tracé l'évolution dans son *Cours de doctrines économiques* de 1934-1935. Voici, en substance ce qu'il nous dit : « La suppression
« de la monnaie, était dans les désirs de Lénine, et elle
« figurait parmi les bases du congrès de 1918, mais elle
« ne put être maintenue car les échanges clandestins se
« multipliaient, en dépit des lois... Dès 1920 les émissions
« furent reprises et la N.E.P., (Nouvelle Economie politique)
« consacre la résurrection officielle de la monnaie sous le
« nom de *tchernovetz* (1921) valant, en principe, la pièce
« tzariste de 10 roubles, mais non convertible. Le gouverne-
« ment des Soviets en a poursuivi la cotation sur les marchés
« étrangers. Le pouvoir d'achat du *tchernovetz* fléchit rapi-
« dement...

« Un décret du 14 février 1924 prescrit l'arrêt de l'émis-

1. D'après les journaux soviétiques, les *Izvestia* et la *Pravda*.

« sion des tchernovetz, et un décret du 7 mars en décide
 « l'échange contre des billets du Trésor, nouvellement créés.
 « Restent donc en circulation des billets du Trésor et des
 « billets de la banque d'Etat, l'unité monétaire étant le
 « tchernovetz ou *rouble-or*. En principe, les billets d'Etat
 « sont couverts jusqu'à concurrence de 25 % par des métaux
 « précieux ou des devises ».

Donc d'une part, le luxe réapparaît d'une façon certaine en Russie après quinze ans de communisme et d'autre part la monnaie est rattachée à l'or.

De là à voir réapparaître le Contrôle obligatoire de la Garantie des titres tel que l'établissait l'ordonnance tzariste du 13 juin 1861, il n'y a qu'un pas à faire : rendre la liberté au commerce des objets en métaux précieux.

Nos explications ne visant que la France, nous pouvons donc conclure que l'effet du communisme, sur notre institution, pourrait être double :

ou bien le commerce des métaux précieux serait étatisé, et en ce cas, le titre des objets d'or, d'argent ou de platine serait certifié, de la même façon que celui des monnaies, c'est-à-dire par le seul fait de leur mise en circulation par l'Etat ;

ou bien le commerce demeurerait libre, et alors, il est certain, étant donné l'esprit de réglementation du régime, qu'un contrôle de la Garantie des titres fonctionnerait, très sensiblement dans sa forme actuelle et vraisemblablement obligatoire.

B. — *Profession organisée.*

Cette idée, aussi contraire à la loi Le Chapelier que le peuvent être la loi de 1884 sur les syndicats et le régime communiste, est pratiquée en Bijouterie, Orfèvrerie, Joaillerie, Horlogerie depuis fort longtemps et les Chambres syndicales desdites professions, (celle des grossistes de la région parisienne, pour prendre un exemple) sont déjà des chefs-d'œuvre du genre.

La Chambre syndicale de la rue du Louvre, à Paris, où

l'on nous accueillit avec une grande bienveillance, a son école d'apprentissage, un orphelinat, une maison de retraite, un service de placement, etc. autant de détails qui rappellent les antiques corporations d'orfèvres.

Et pourtant, les bijoutiers, orfèvres, joailliers, ne sont pas, dans l'ensemble, corporatistes, nous l'avons noté.

L'idée d'organisation de la profession se traduit chez eux par un désir de *police des métiers*, dans un but d'intérêt général. Lorsqu'il a été question à l'époque du Ministère Flandin (décembre 1934 à mai 1935) de créer en France des ententes industrielles obligatoires, on a assisté dans la Bijouterie et dans l'Orfèvrerie au groupement spontané de certaines catégories de fabricants pour uniformiser les conditions de vente et régulariser les prix.

On a noté ce mouvement, en particulier, chez les fabricants de couverts en métal argenté, les fabricants d'alliances, les fabricants de montres de marque et, tout dernièrement, un accord est intervenu entre les fabricants de bracelets métalliques. Ces ententes sont animées du désir d'arriver à une réglementation profitable à tout le monde ; elles sont réalisées dans un esprit de conciliation tel qu'elles sont agréées par la grande majorité des intéressés, et elles permettent d'obtenir d'intéressants résultats.

Ainsi une loi, dite loi Cavillon, permettait d'imposer l'obligation d'une marque d'origine sur les objets importés : les fabricants de couverts en métal argenté ont obtenu que les couverts d'importation soient soumis à la marque d'origine.

Tandis que les professions s'organisent lentement, au hasard des improvisations, des nécessités du commerce et de l'industrie, le chef de « la plus importante association qui existe en France »¹, le lieutenant-colonel de la Rocque, président général du mouvement Croix de Feu, écrit ceci, dans son livre *Service public* :

« Organiser la profession, c'est, dans le plan local, ré-

1. Intervention de M. Léon Blum, à la Chambre des députés (6 décembre 1935).

« gional, national, réunir entre elles les différentes catégories de travailleurs, depuis l'ouvrier manuel jusqu'au patron, pour une même branche de production. C'est associer entre elles les catégories de productions similaires et complémentaires. C'est juxtaposer, combiner sur l'initiative concertée des intéressés eux-mêmes, les différents éléments humains, techniques, industriels de cette production. C'est provoquer, protéger leur rencontre suivant des modalités une fois établies ».

Nous avons appris récemment que cette organisation étudiait la création d'un groupement corporatif de la Bijouterie qui mettra en pratique ces idées et portera ses efforts surtout dans le domaine social : apprentissage, salaire minimum obligatoire, conflits du travail et du capital, retraites, etc.

Mais il importe de noter que les tenants de l'idée de profession organisée, quelque'ils soient, n'entendent rien modifier au principe du Contrôle de la garantie tel qu'il fonctionne en France et que les Chambres syndicales, en particulier, luttent opiniâtement dans le cadre des institutions actuelles comme nous le verrons, contre le taux excessif des droits de garantie.

Donc l'idée que nous venons d'examiner se ramènerait plutôt à un resserrement des obligations collectives des bijoutiers, joailliers, orfèvres, né de cette nécessité moderne de *police des professions*, mais sans modifications notoires des règles de la Garantie des titres des matières et ouvrages d'or et d'argent.

CHAPITRE III

LES TRANSFORMATIONS INDUSTRIELLES

*Quelque loin que la science pousse ses conquêtes,
son domaine sera toujours limité.*

Henri POINCARÉ.

Quittant les spéculations politiques, nous nous replongeons dans la technique et, naturellement, comme nous l'avons fait jusqu'ici, nous aurons garde de nous égarer dans un domaine qui n'est pas le nôtre.

Pendant de très longs siècles, le monde n'a connu que deux métaux précieux : l'or et l'argent, et encore, seul l'or fut-il considéré de tous les temps et par tous les peuples (sauf peut-être en Chine) comme le signe représentatif de la richesse et de la puissance.

Dans le courant du ^{xix}^e siècle un nouveau métal, le platine, fut découvert, ou du moins fut employé, en raison de ses qualités intrinsèques, à des usages jusque là réservés à l'or. En effet, on remarqua qu'il résistait mieux que l'or à l'action de certains acides, qu'il était tout aussi malléable que sa densité était plus forte, sa ductilité très grande etc. Les usages du platine sont multiples, depuis les pointes du paratonnerre, jusqu'aux creusets et aux capsules pour les réactions acides.

La joaillerie utilisa le platine en raison de sa couleur, parce qu'il donnait plus d'éclat que l'or aux pierres précieuses qu'il supportait.

C'est la manière dont a été appliquée la législation de la Garantie des titres au platine, à la suite du vote d'un quelconque article de loi de finances, c'est la singulière et rapide histoire de ce métal qui nous a incité à montrer tout le danger qu'il y a à ne pas prévoir l'apparition future soit d'un alliage qui concurrencerait les métaux précieux existants, soit d'un nouveau métal extrait du sol ou de la décomposition d'un autre en divers corps simple.

Nous avons vu que le projet de réformes voté par le Sénat le 25 février 1904, ne prévoyait aucune réglementation du platine, en usage cependant en Bijouterie et surtout en Joaillerie, mais d'une valeur très inférieure à celle de l'or.

Nous savons qu'une lettre de l'Administration en date du 27 février 1904, classait le platine parmi les *métaux divers*. Il faut dire, toutefois, qu'à une certaine époque, on avait imposé les objets composés de platine et d'or, comme s'ils n'avaient compris que de l'or, et l'on était, par la suite, revenu à cette réglementation prévue par l'article 17 du projet de 1904, en n'imposant les objets à composition mixte (or+platine) que sur leurs poids d'or.

Si l'on applique la législation de la Garantie au platine c'est uniquement dans un intérêt fiscal. D'ailleurs le Ministre des Finances en exercice avait proposé, vu les difficultés d'essai, et, partant, de contrôle, déjà signalées, que l'on applique au platine un droit de poinçonnement mais sans garantie.

La loi du 8 avril 1910 fit justice de cette légèreté, mais elle soumit le platine aux règles de la Garantie des titres qui n'avaient été créées que pour l'or et l'argent. Elle fixe, nous le savons: un titre unique pour ce métal précieux (950 millièmes avec une tolérance de 10 millièmes en raison des difficultés de l'essai). Elle applique au platine les droits de garantie des ouvrages d'or, quoique sa valeur se trouvait, à cette époque, inférieure à celle de l'or.

Le mot platine ajouté à l'énumération or et argent, n'est pas toujours très à sa place dans la législation actuelle car le contrôle du platine ne s'applique qu'aux objets ouvrés en Bijouterie, Joaillerie ou Orfèvrerie, tandis que la légis-

lation ancienne s'appliquait, pour l'or et l'argent, à tous les objets dans lesquels ces métaux intervenaient.

Par exemple, les articles 536 et 538 du Code des Contributions indirectes disposent respectivement : « Ceux qui « veulent exercer la profession de fabricants d'ouvrages « d'or, d'argent et de platine, sont tenus de se faire connaître etc... », « les fabricants et marchands d'or, d'argent « et de platine ouvrés ou non ouvrés doivent tenir un registre coté et paraphé... etc. » Ces stipulations ne sont vraies que pour l'or et l'argent car, pour le platine, il y aurait lieu d'ajouter qu'il ne s'agit que des ouvrages d'Orfèvrerie, de Bijouterie ou de Joaillerie.

Bref, nous avons donc actuellement une réglementation visant trois métaux précieux : l'or, l'argent et le platine, et dans une certaine mesure l'iridium sur lequel nous reviendrons.

A. — *Les alliages*

L'or et l'argent, nous l'avons vu, ne peuvent servir, à l'état natif, à l'industrie. Il faut les allier à de vils métaux.

De ces alliages sont nées des fraudes qui nécessitèrent la législation de la Garantie.

Mais la science des alliages poussa plus loin ses conquêtes. Elle voulut imiter les métaux précieux eux-mêmes. Depuis la plus haute antiquité, des alchimistes cherchèrent, et trouvèrent parfois des alliages auxquels ils donnèrent l'aspect de l'or et de l'argent, en trompant l'art des essayeurs.

Tout a déjà été dit sur ce point.

Nous montrerons ici, tout simplement, comment la science des alliages a lutté contre la cherté du nouveau métal précieux : le platine, et comment, dans une certaine mesure et à une certaine époque, elle a suppléé peut-être à son insuffisance.

Dès la Révolution russe, nous l'avons vu, les importations de platine se ralentirent et le platine subissant à la fois les effets de la loi de l'offre et de la demande, et de la dépréciation du franc, atteignit des cours très élevés 60, 100, 120 et jusqu'à 191 fr. le gramme.

Pour remédier au prix excessif des bijoux modestes dans lesquels le poids de platine que la mode imposait, avait une influence primordiale, la science des chimistes trouva des alliages d'or susceptibles d'imiter le platine et de remplir tous ces usages, en joaillerie du moins.

Ces alliages sont connus sous le nom d'*or gris* en raison de leur couleur d'un blanc grisâtre en tous points comparable à celle du platine.

Le premier en date de ces alliages est un mélange d'or et de palladium (*or palladié*) où l'or ressort bien entendu à 750 millièmes.

Mais le palladium étant lui-même un métal rare, ayant une valeur marchande comparable à celle de l'or, il fallut trouver un nouvel alliage qui serait plus rémunérateur. De là, la création de tous les *ors nickel* appelés suivant les vendeurs *osmior*, *plator*, *platinor*, etc. Chaque alliage a d'ailleurs une composition spéciale. Ainsi l'*osmior* contient de l'or, du cuivre, du nickel et du zinc, et son titre ressort à 750 millièmes, comme celui du *plator* et du *platinor*.

Les ouvrages en or palladié, *osmior*, *plator* et *platinor* sont poinçonnés comme les articles en or à 18 carats (poinçon tête d'aigle découpée).

Ce poinçon apposé, après essai, les différencie des ouvrages en platine (poinçon tête de chien).

Ces dernières années, en raison de la baisse constante du cours du platine (22, 20, 17, 20, 18 fr. le gr.) l'intérêt qu'il pouvait y avoir à fabriquer des *ors gris* a très sensiblement diminué, d'autant plus que ces alliages sont beaucoup moins malléables que le platine et ne peuvent, par exemple, servir à façonner des chatons de bagues.

Par un singulier retour des choses d'ici bas, reprenant en cela des pratiques séculaires, la science des chimistes mise cette fois au service des fraudeurs, réussit à surprendre les acheteurs d'or gris, et même de platine, en composant divers alliages *blancs grisâtres*.

Il en est un sur lequel nous nous sommes arrêté : l'*inconel*. On en avait connu d'autres tels que le *belgica* par exemple, dont la teneur en chrome était beaucoup plus grande que celle de l'*inconel*.

L'inconel, nous l'avons vu, présentait la particularité de résister à l'action des acides, comme l'or gris. Un groupe d'ingénieurs escrocs avaient réussi à vendre à des bijoutiers, ou à engager dans les Crédits municipaux de Tours, d'Amiens, de Lyon et d'Orléans des bagues, étuis à cigarettes, croix, etc. fabriqués avec de l'inconel.

Ils se firent prendre lorsqu'ils prétendirent emprunter *la forte somme* sur un gage de plusieurs kilogrammes d'inconel, car la densité de cet alliage est très inférieure à celle de l'or gris, et les sept inculpés, dont deux sont en fuite, se virent infliger des peines variant de 8 mois à 2 mois de prison sans sursis, par un jugement de la 16^e Chambre du Tribunal civil de la Seine, jugeant en matière correctionnelle le 24 février 1936.

B. — *Nouveaux métaux précieux.*

Si les chimistes peuvent trouver des alliages qui ruineraient la science des essayeurs, les chercheurs peuvent découvrir de nouveaux métaux susceptibles de concurrencer l'or, l'argent et le platine.

Il en est un d'ailleurs qui a déjà pénétré dans la législation : *l'iridium*. Reprenant les dispositions de l'article 37 de la loi du 8 avril 1910, l'article 495 du Code des Contributions indirectes stipule que « l'iridium associé au platine est compté comme platine ».

Cette disposition était nécessaire car il est souvent difficile de dissocier le platine et l'iridium (que l'on trouve d'ailleurs dans certains minerais de platine).

Ce métal est d'un usage habituel dans certains cas où l'or et le platine seraient trop peu résistants pour être utilisés. Ainsi les pointes des plumes de stylo, en or, sont en iridium, pratiquement inusable. On remarque facilement la présence de ce métal qui est de couleur blanche tandis que, bien entendu, le reste de la plume est jaune. Mais on constate ici une lacune de la loi qui ne traite que de l'iridium associé au platine. Associé à l'or, on ne saurait donc lui appliquer une autre disposition que celle des mesures administratives visant les *métaux divers*.

Cependant si, comme on peut le supposer, ce métal prenait plus d'importance, il faudrait lui appliquer une législation comparable à celle des trois autres métaux précieux en usage dans la bijouterie.

On connaît d'ailleurs d'autres métaux dont les propriétés avoisinent celles de l'argent ou de l'or. Ainsi le *rhodium* se rapproche beaucoup de l'argent, mais semble trop mou pour devenir d'un usage courant ... le *ruthérium* est un métal, comme l'iridium, très voisin du platine, il est blanc, très dur et peu fusible ... nous avons noté l'usage que l'on faisait déjà du *palladium* corps simple, blanc, très ductible et très dur... il existe également l'*osmium* (qu'il ne faut pas confondre avec l'osmior) c'est un corps simple qui présente certaines caractéristiques du platine et que l'on trouve d'ailleurs dans les minerais de platine.

Qu'un de ces métaux soit employé en raison de ses qualités propres, en orfèvrerie, bijouterie et joaillerie et la question de son contrôle se posera, comme elle s'est posée pour le platine ; il faudra soit faire subir de nouvelles et importantes modifications au Contrôle de la garantie soit compliquer singulièrement le système existant.

Pourquoi donc faire une énumération limitative des métaux précieux : or, argent, platine et peut-être iridium ?

Un métal est précieux, quand il est susceptible d'avoir en bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, ou en telle branche de l'activité nationale que la loi déterminera, un usage constant et quand sa valeur intrinsèque est telle, qu'elle influe de façon primordiale sur le prix des ouvrages dans lesquels il entre en composition.

C'est-à-dire, il faudra que ce métal présente les qualités suivantes : malléabilité, ductibilité, inoxydabilité, inaltérabilité, soudabilité, dureté, etc. Il lui faudra en outre une rareté suffisante pour lui donner une valeur élevée en fonction du jeu de la loi de l'offre et de la demande, et cependant une certaine abondance pour en permettre l'usage constant.

Quand un métal présentera ces particularités, il sera nécessaire, pour la protection de l'acheteur, de le contrôler.

Aussi, nous sommes amené à proposer la réforme sui-

vante : au lieu de traiter limitativement des métaux précieux, les lois sur la Garantie des titres devraient les régler dans leur ensemble. Au lieu de dire, comme dans l'article 498 du Code des Contributions indirectes par exemple, « la Garantie des titres des ouvrages d'or, d'argent et de platine est assurée par des poinçons » on devrait dire, « la Garantie des titres des ouvrages en métaux précieux est assurée, etc. ».

La réforme tendrait à créer une classe des métaux précieux dont le titre serait réglementé et garanti par la loi. Tous les articles devraient être modifiés en conséquence.

La loi pourrait prescrire les mesures suivantes : article modifiant l'article 493 (du C. C. I.) « Tous les ouvrages composés en tout ou partie de métaux précieux fabriqués ou vendus en France, doivent être conformes aux titres prescrits par la loi respectivement suivant leur nature ».

« Un métal est élevé à la classe de *métal précieux* par un décret rendu en forme de règlement d'administration publique, contresigné par le Ministre des Finances, le Ministre du Commerce et le Ministre de la Justice.

« Le décret fixe le titre en millièmes du nouveau métal, suivant les usages du commerce et de l'industrie, adopte, si besoin est, de nouveaux procédés d'essai pour le différencier, et crée un poinçon particulier.

« Toutes les autres dispositions de la présente loi lui sont applicables^{sup} ».

Pour les titres l'article pourrait être le suivant :

« Les titres des métaux précieux, ou la quantité de fin contenue dans chaque pièce s'exprime en millièmes.

« Les titres des métaux précieux actuellement en usage sont les suivants (trois titres pour l'or, deux pour l'argent, un pour le platine) ».

C'est à cet endroit que pourrait, éventuellement, être intercalé le titre du nouveau métal précieux garanti. Il est évident que le titre en question ne pourra être déterminé que par les usages et nécessités du commerce et de l'industrie qui, seuls, pourront indiquer la quantité de fin nécessaire pour permettre la fabrication des ouvrages.

Toutes les dispositions de la loi, visant l'or, l'argent et le platine, devraient être remplacées, sauf cas particuliers, par des dispositions se rapportant aux métaux précieux, et la loi, par l'effet d'une disposition que nous examinerons au chapitre suivant, pourrait se borner à frapper le commerce et l'industrie d'Horlogerie, Bijouterie, Orfèvrerie, Joaillerie, pour éviter les complications actuelles de la législation concernant le platine.

CHAPITRE IV

QUID DES DROITS DE GARANTIE ?

L'Etat a parfois fait un usage maladroit de l'impôt : les impôts somptuaires de l'Ancien Régime, notamment, ont été la source de vexations intenses, sans que la moralité publique en ait profité.

ALLIX.

Nous arrivons ainsi au point névralgique de tout ce travail. Nous savons pourquoi et comment se pose la question des droits de garantie : ils ont été créés jadis sur de faux motifs et se sont perpétués sur de faux principes.

Ce ne sont pas *une taxe* car leur montant dépasse de loin les besoins du service. Ils ont été établis avec un arbitraire certain, sans tenir compte d'une part de la valeur marchande des métaux précieux sur lesquels ils portaient, d'autre part, quand ces métaux étaient étalons monétaires, c'est-à-dire quand il existait entre leurs valeurs un rapport légal, la loi n'a tenu aucun compte de ce rapport dans l'application des droits.

Ils ont été constamment élevés sans tenir compte des réactions de la matière imposable. Nous avons eu l'occasion de montrer comment cette matière imposable avait été *tarie* à chaque élévation du taux des droits de garantie depuis la guerre. Pour mettre un terme à cette démonstration, nous citerons ces trois chiffres :

Avant la guerre, en 1913, le poids des ouvrages d'argent fabriqués en France et présentés au service de la Garantie

pour être revêtus des poinçons intérieurs, s'élevait à 1.180.346 hectogrammes d'argent, il passait en 1925 après le double décime à 867.127 hectogrammes et tombait en 1927 après une année d'application des nouveaux droits à 573.752 hectogrammes.

Ces chiffres doivent être examinés à la lumière des explications données par M. le doyen Allix dans son *Traité élémentaire de science des finances* dans un chapitre intitulé : « Choix des tarifs »¹.

« Si le choix des objets à imposer est délicat, l'établissement des tarifs ne l'est pas moins. Il faut, en effet, savoir se défendre contre l'idée primesautière qu'à un tarif élevé doit correspondre nécessairement un produit élevé et que les augmentations de droits se traduiront toujours par des augmentations de rendement, Il y a des majorations de tarifs qui donnent des moins-values, de même qu'il y a des dégrèvements productifs.

« Le rendement de l'impôt dépend en effet de deux facteurs qui varient plus ou moins en raison inverse : le taux de l'impôt et la quantité de matière imposable.

« L'élévation des droits, en augmentant le prix des produits taxés, provoque une réduction de la matière imposable : 1^o parce qu'elle est un stimulant à la fraude ; 2^o parce qu'elle fait jouer cette loi économique, que l'accroissement des prix resserre la consommation.

« En sens inverse, une réduction des tarifs occasionne parfois un développement de la consommation qui rend le dégrèvement profitable au Trésor.

« Malheureusement, il est impossible de ramener à des principes précis les conséquences des changements de tarifs, de sorte qu'on en est réduit aux tâtonnements dans la pratique. En effet, l'augmentation ou la diminution d'impôt n'est pas toujours suivie d'une variation corrélative du prix du produit... Les consommations de luxe sont plus impressionnables que les consommations de première

1. Allix, *Traité élémentaire de science des finances et le législation financière française*, livre V, chap. xxxvi, p. 485 et suiv., édition 1931.

« nécessité. Il faut aussi tenir compte du degré d'aisance
 « moyenne des contribuables, qui les porte à limiter plus
 « ou moins leurs dépenses, des possibilités qui s'offrent à
 « eux de remplacer les produits lourdement taxés par des
 « succédanés plus économiques, des facilités plus ou moins
 « considérables de fraude, etc.

« Aussi les mécomptes sont-ils fréquents. Le relèvement
 « du prix de vente des tabacs de luxe en 1910 s'est traduit
 « par une moins-value de 12 millions, qui a contraint de
 « revenir en 1911 à l'ancien tarif. Les fumeurs s'étaient
 « rabattus sur les tabacs ordinaires. Même aventure en 1919.
 « En 1926, les prix ayant été en grande partie doublés, les
 « ventes de tabac n'ont cependant donné pour décembre
 « 1926 que 11 % de plus qu'en décembre 1925.

« Le relèvement des droits sur l'alcool, de 156 fr. 25 à
 « 220 fr. par hectolitre, en 1900, a entraîné en 1902 une
 « réduction de produits, malgré les 40 % de relèvement du
 « tarif. Même déception en 1907, pour la surtaxe de l'ab-
 « sinthe.

« En Angleterre, pareillement, les droits sur l'alcool ayant
 « été augmentés de 529 fr. à 710 fr. par hectolitre, le résul-
 « tat fut une moins-value de 72 millions de francs sur les
 « prévisions.

« Les lourdes majorations apportées depuis la guerre,
 « dans ce pays, aux droits sur l'alcool et sur la bière ont
 « déterminé également, dans ces dernières années, des
 « moins-values sur les évaluations budgétaires. Par contre,
 « le tabac les a supportées sans fléchissement.

« Les augmentations formidables des droits sur l'alcool
 « effectuées en France, depuis 1920 n'y ont pas restreint,
 « au contraire, la consommation taxée qui est passée d'un
 « peu moins de 800.000 hectolitres en 1921 à plus d'un
 « milliard en 1924 et 1925. (Il est vrai que ces augmenta-
 « tions d'impôts étaient en partie nominale par suite de
 « la baisse de valeur du franc).

« En sens inverse, l'abaissement en France de la taxe
 « des lettres de 0 fr. 15 à 0 fr. 10 opéré en 1905, qu'on pensait
 « devoir être compensé par le développement de la corres-

« pondance, a amené un fléchissement de recettes tel que
 « le produit constaté en 1905 n'a été regagné qu'en 1910.

« Par contre, le dégrèvement du sucre par la loi du
 « 27 janvier 1903 qui avait réduit l'impôt de 64 fr. à 27 fr. les
 « 100 kilogrammes, a brillamment réussi, puisque la consom-
 « mation s'accrut au point de faire regagner en 7 ans, malgré
 « l'énormité de la réduction, le rendement de l'impôt avant
 « 1902. De même, en Angleterre, l'abaissement de plus de
 « moitié des droits sur le sucre, réalisé en 1924, a stimulé
 « la consommation de telle façon que la perte du Trésor
 « s'est trouvée sensiblement atténuée ».

A la liste déjà longue des mécomptes de l'Administration, nous pouvons donc ajouter, sans grande chance erreur, les effets des droits de garantie sur la fabrication des ouvrages d'or et d'argent et il semble bien que l'Administration des Contributions Indirectes se rende un compte exact de la situation puisque — nous le verrons ci-dessous — elle avait accepté un moment une réduction basée sur un principe d'une logique rigoureuse.

Mais elle suggère plus volontiers à quiconque vient, même au nom des principes, réclamer une diminution de ses recettes, de proposer une compensation, surtout depuis que le parlement lui a ouvert la voie.

SECTION I

LES COMPENSATIONS

Quand, par exemple, on demande à l'Administration la diminution des droits sur l'argent, parce qu'en raison de sa valeur marchande actuelle, l'argent est trop lourdement grevé d'impôts, l'Administration rétorque : « Je veux bien
 « accepter cette réduction du taux de l'impôt, consentez en
 « revanche, une imposition du *métal argenté* qui viendrait
 « compenser cette perte de recettes ! »

Cette *compensation* pourrait connaître quelques faveurs auprès des fabricants d'ouvrages uniquement en argent et

qui souffrent beaucoup de la concurrence de ce procédé de fabrication.

Cependant nous ne saurions suivre l'Administration dans cette voie (pas plus d'ailleurs que dans celle consistant à vouloir grever les doublés et plaqués d'or, d'impôt quelconque pour compenser une baisse éventuelle des droits sur l'or) parce que l'on ne saurait considérer le métal argenté comme un métal précieux et partant, l'imposer comme tel, et ensuite, en raison d'une idée qui a amené les hommes de l'époque du Directoire à rejeter le bas titre pour la consommation intérieure.

Beffroy et les autres rapporteurs ont prétendu que le luxe n'était pas contraire aux idées démocratiques; il fallait seulement, à cause des principes d'égalité en honneur à l'époque, veiller à le mettre à la portée de tous. Un quatrième titre (14 carats) — pourtant déjà pratiqué, en fait, pendant cinq ou six ans — pouvait apparaître comme une solution au problème posé. On le rejeta cependant pour sauvegarder le prestige de l'Orfèvrerie française.

Le développement des doublés et plaqués d'or et d'argent devait précisément encourager le goût des œuvres d'art chez les citoyens peu fortunés... C'était leur assurer qu'ils pourraient acquérir des objets ainsi composés sans avoir, en aucune façon, à participer aux impôts somptuaires que l'on appliquait uniquement sur les ouvrages d'or et d'argent.

Nous nous sommes laissé dire que si le pouvoir d'achat des personnes capables d'acquérir de l'orfèvrerie en argent massif avait sérieusement baissé (c'est une des causes du ralentissement de l'activité de cette industrie) celui des citoyens modestes, dirigés vers les doublés et plaqués par le législateur de la Révolution, s'était également beaucoup amoindri.

Frapper d'un droit quelconque les objets qu'ils sont susceptibles d'acheter, c'est-à-dire provoquer l'augmentation de leur prix, serait réduire encore le nombre des acheteurs et porter un coup funeste aux industriels qui les fabriquent sans apporter la certitude d'une reprise proportionnelle

dans les industries qui ouvrent l'argent, l'or et le platine.

Cette idée de *compensation* a néanmoins longtemps retenu notre attention et voici quelques suggestions facilement réalisables :

A. — *Les dentistes.*

Les règles du Contrôle de la garantie des titres des métaux précieux au moins celles qui touchent à l'or et à l'argent, ont un caractère d'absolue généralité. Quiconque fabrique ou met en vente de l'or ou de l'argent ouvré ou non est tenu de s'y conformer.

Nous avons signalé, qu'en province en particulier, les commerçants les plus divers vendent à leur clientèle de l'or et de l'argent. Merciers, libraires, parfumeurs, bazars, et nous connaissons même des pâtisseries qui offrent à notre vue étonnée, des objets d'orfèvrerie, voire même de bijouterie !

Il est évident que des poursuites nombreuses pourraient être engagées contre eux pour absence de registre de Garantie ou de déclaration.

Mais il y a plus. Il est une catégorie de fabricants d'ouvrages d'or, et même de platine, qui ne sont pas soumis en fait, aux prescriptions de la Garantie. Nous voulons parler des chirurgiens-dentistes.

Il ne saurait être question de leur appliquer l'intégralité des règles du Contrôle de la garantie, encore que, pour eux, la question de salubrité se pose au premier chef.

Pour qu'une dent en or ne soit point attaquable par les acides et ne provoque aucun trouble de la digestion, il faut qu'elle soit au titre de 22 carats. Or, il existe des dentistes peu consciencieux qui ne respectent pas cette règle, et l'essai de quelques dents en or auquel nous avons assisté a donné 17 carats et 14 carats, et l'on nous a affirmé que dans certains cas la teneur en or de certains bridges était encore inférieure (à ces titres les dents en or deviennent noires).

Leur contrôle se heurte néanmoins à une quasi-impossibi-

lité parce que les agents du bureau de la Garantie ne peuvent évidemment pas suivre les objets dans la bouche des clients et constater les infractions, comme ils peuvent visiter un atelier de fabricant ou un magasin de revente.

Mais le fisc pourrait les atteindre de deux manières différentes :

1^o soit en imposant aux dentistes la tenue du registre de la Garantie sur lequel ils seraient obligés d'inscrire leurs entrées et sorties de métaux précieux et d'après lesquelles les Contributions indirectes pourraient percevoir les droits. Les dirigeants du bureau de la Garantie ayant un droit de visite dans le laboratoire ou atelier où le dentiste prépare ses dents pour contrôler l'exactitude de ses inscriptions ;

2^o soit en employant un système de perception de *stopage* à la source en faisant des marchands d'or, les percepteurs de l'impôt. Nous allons voir comment pourrait fonctionner ce système en abordant une compensation relative à certains usages du platine.

B. — *Le platine en dehors de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie.*

Nous savons que seul le platine employé en Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie est soumis aux règles du Contrôle de la garantie des titres. Or, quoique les usages industriels et sanitaires du platine se soient beaucoup restreints depuis son augmentation excessive consécutive à l'arrêt des exportations russes, il est certain qu'ils dépassent encore très largement de l'avis des techniciens, son utilisation en Bijouterie.

L'imposition du platine à usage industriel pourrait donc procurer à l'Etat une recette d'au moins 5 à 6 millions par an.

Outre qu'il est injuste de ne considérer le platine comme métal précieux que dans ses applications à la Joaillerie, il semble que l'Etat ne devrait point négliger pareille source de revenus qui pourrait venir diminuer d'autant les droits de garantie.

La question se pose de savoir comment l'impôt pourrait atteindre la matière imposable.

Un honorable orfèvre nous a confié le système suivant :

Les marchands de métaux précieux tiennent un registre où ils marquent les entrées et sorties d'or, d'argent et de platine.

Au lieu d'un seul registre la loi pourrait leur en imposer deux : un pour ceux de leurs clients soumis eux-mêmes aux droits de contrôle et un second pour ceux de leurs clients non soumis aux droits de contrôle. Pour les premiers tout se passerait comme maintenant... Pour les seconds les marchands de métaux précieux devraient à chaque vente prélever eux-mêmes les droits de garantie, les consigner, inscrire le tout sur leur registre que, périodiquement, un agent des Contributions indirectes viendrait contrôler tout en récupérant les droits perçus.

Ce système présente, à notre avis, le défaut d'augmenter les complications administratives... En tous cas, notre tâche personnelle n'est point là, nous voulons simplement montrer les compensations possibles sans toutefois entrer dans le détail des perceptions.

C. — *Les ventes publiques.*

On nous a assuré qu'il se vendait plus d'orfèvrerie dans les ventes publiques que dans tous les magasins spécialisés de Paris. Même s'il y a là une part d'exagération, il y a lieu de faire remarquer que les commissaires-priseurs ont la faculté de mettre en vente les objets de la prisée, en indiquant s'ils ont ou non acquitté les droits.

Ils ont même la faculté de les faire contrôler avant la vente comme le feraient de simples bijoutiers. Ils le font très généralement dans les ventes particulièrement importantes.

Cette faculté devrait se transformer en obligation.

Admettons que l'on mette en vente un objet datant de 1830 et figurant dans l'orfèvrerie d'un défunt dont on disperse la succession. Si cet objet n'a pas bénéficié des

délais impartis en 1838 pour la recense gratuite, il devra être à nouveau contrôlé comme s'il était un objet de *hasard* et par conséquent, acquitter le montant des droits de garantie.

Si l'objet n'est pas contrôlé et qu'il est mis en vente, le commissaire doit l'indiquer. Lorsqu'un acheteur se le fait adjuger, il doit s'il désire conserver l'objet intact, le faire contrôler et acquitter les droits, ou alors il dit au commissaire-priseur : *brisez*. Il récupère ainsi le métal souvent à un prix au-dessous du cours (décret du 8 thermidor an XIII, art. 87).

Il est évident que si la loi contraignait les commissaires-priseurs à ne mettre en vente que des objets dûment contrôlés, d'une part l'Administration récupérerait des droits de garantie pour un total appréciable et d'autre part, les particuliers n'auraient pas la tentation de détruire des œuvres souvent magnifiques, qui font, moralement du moins, partie intégrante du patrimoine artistique de la France.

Il n'y aurait en somme qu'à revenir au système de la circulaire de l'Administration des monnaies du 30 mars 1811 qui prescrivait « d'inviter les huissiers, commissaires-priseurs, et autres officiers qui ont caractère pour présider aux ventes, d'apporter au bureau de garantie, avant la vente, tous les ouvrages destinés à être vendus publiquement ».

Cette disposition avait été abrogée, en effet, par une lettre du Ministre des Finances du 11 juin 1823 dans laquelle il décidait qu'il suffit d'exiger des commissaires-priseurs une déclaration des effets d'or et d'argent qu'ils veulent mettre en vente et que c'est seulement après l'adjudication que ces effets doivent être essayés, poinçonnés, et soumis à la perception du droit, à moins que l'adjudicataire déclare ne pas vouloir conserver dans leur forme les objets qui lui ont été adjugés.

Donc, le système que nous avons examiné n'est pas nouveau. Il a pour but de permettre à l'Administration d'atteindre la matière imposable là où elle est.

Les compensations que nous proposons pour les opposer à

la création d'un droit sur les ouvrages en métal argenté, plaqué ou doublé d'or, ont l'avantage de ne pas atteindre les industries de luxe déjà lourdement surchargées d'impôts.

SECTION II

PRINCIPES D'IMPOSITION

Les chiffres qui établissent le tarissement de la matière imposable, les faits relevés par M. le Doyen Allix, l'acceptation par l'Administration d'une diminution avec compensation ou même, peut-être, sans compensation, prouvent que l'Etat n'a pas plus intérêt que le commerce à garder un taux élevé d'imposition.

La nécessité de la réduction des droits de garantie, surtout des droits de garantie sur le platine et sur l'argent, ne doit cependant pas faire oublier l'arbitraire avec lequel ils ont été établis, et les diminutions à proposer ne peuvent l'être qu'en fonction d'un certain nombre d'éléments connus : réforme monétaire de 1928, variations constantes des cours des métaux depuis 1925-1926.

Il serait peut-être intéressant pour les industries de luxe d'obtenir rapidement une diminution si faible soit-elle des taux des droits de garantie mais on doit légiférer non seulement pour le présent mais pour l'avenir, et toute diminution à caractère fixe, même équitablement calculée, des droits sur l'argent et sur le platine, serait préparer le terrain à des difficultés futures entre l'Administration et l'Orfèvrerie, prise en son sens général, en cas de baisse ou de hausse excessive du cours de ces deux métaux.

Au contraire pour l'or la réduction ne saurait être que fixe, nous allons en voir la raison.

A. — *La réforme monétaire de 1928.*

Nous avons noté dans l'étude de la nature juridique du Contrôle de la garantie tous les rapports qui existent entre les problèmes qu'il soulève et les problèmes monétaires.

L'empreinte de la monnaie certifie à la fois la valeur et le titre du petit lingot servant de moyen d'échange.

Quand plusieurs métaux sont étalons monétaires, il existe entre leurs valeurs un rapport fixe.

Il n'est point dans nos intentions de reprendre les savantes études sur l'histoire de la monnaie. Mais, pour la clarté de nos explications futures, nous dirons que l'Ancien Régime était bimétalliste et que l'argent était à l'or dans un rapport de 1 à 12 jusqu'en 1785 et que, l'argent s'étant déprécié, le rapport fut fixé comme de 1 à 15 1/2.

La loi du 7 germinal an XI qui, après le régime des assignats, vint remettre de l'ordre dans notre système monétaire, constitue comme toutes les lois de cette époque, comme la loi du 19 brumaire an VI, elle-même, un retour pour le moins partiel à l'état de choses en vigueur avant la Révolution. Elle institue en France le bimétallisme argent et or, comme monnaie de compte le franc ; elle adopte le système décimal (franc, décimes, centimes) substitué au système livres, sols, deniers, et fractions de deniers ; elle confirme le rapport de valeur entre l'or et l'argent tel qu'il était en 1785, c'est-à-dire que l'argent était à l'or comme de 1 à 15 1/2 (or et argent à 900/1000).

L'or et l'argent avaient donc une valeur officielle, une valeur monétaire que l'Etat pouvait prendre comme base d'imposition pour les droits de garantie, sans avoir à considérer les variations survenues au cours du XIX^e siècle dans la valeur marchande de ces deux métaux (variations dues aux découvertes des mines de Californie et d'Australie pour l'or, des mines des Etats-Unis, et du Mexique pour l'argent).

Encore que le jeu de la loi de Gresham (la mauvaise monnaie chasse la bonne) l'ait rappelé aux réalités, l'Etat pouvait légitimement ignorer ces variations et laisser un droit fixe sur l'or et sur l'argent. Nous verrons à ce sujet, pour le bimétallisme, l'opinion du citoyen Gibert-Desmolières.

La loi monétaire du 25 juin 1928, au contraire, rompant

avec une longue tradition, a adopté un système que les techniciens appellent *monométallisme composite or*, ce qui veut dire que seul l'or a un pouvoir libératoire absolu. La loi crée bien des pièces d'argent, mais leur pouvoir libératoire est limité

Donc désormais, un seul métal précieux, l'or, a une valeur officielle fixe, déterminée par une loi monétaire. Seul, par conséquent, il est susceptible de subir une imposition elle-même fixe. L'argent comme le platine est soumis aux fluctuations de l'offre et de la demande et l'on ne peut sans injustice ou pour l'Etat, ou pour les contribuables, établir *ne varietur* un droit sur ces deux métaux.

Un seul métal ayant une valeur fixe, il est juste que son imposition fixe serve de base à l'établissement de l'imposition des autres métaux précieux, imposition qui sera dans le rapport des valeurs de ces différents métaux.

B. — Valeurs respectives des différents métaux précieux en usage depuis 1926.

Nous devons à la complaisance des dirigeants du comptoir Lyon-Alemand le tableau des cours moyens mensuels des métaux précieux depuis janvier 1925. Ils sont intéressants à connaître car ils justifient les récriminations des fabricants d'effets en argent et en platine, et dans une certaine mesure aussi, celles des fabricants d'objets d'or déjà justifiées par ailleurs par le *tarissement* de la matière imposable, par la diminution de plus de moitié du poids d'or travaillé en France (131.000 hectogrammes en 1925 contre 56.000 en 1934, Cf. tableau page 152).

Ce nouveau tableau nous permet de noter l'arbitraire avec lequel ont été établis les droits de garantie.

En août 1926 l'or valait environ 25.000 fr. le kilogramme, l'argent 800 fr., le platine 135.000 fr.

On frappa l'or d'un impôt de 2.250 fr. par kilogramme soit de 9 % environ, l'argent d'un impôt de 120 fr. par kilogramme soit 15 %, le platine d'un impôt de 2.250 fr. soit 4 % environ. On considéra bientôt comme une anomalie les droits

COURS MOYENS MENSUELS

DE L'OR, DE L'ARGENT ET DU PLATINE

de janvier 1926 à février 1936

	Année 1926			Année 1927			Année 1928		
	Or	Argent	Platine	Or	Argent	Platine	Or	Argent	Platine
Janvier	18.562,50	628,75	104.458,33	17.096	529,60	91.080	17.340	544	68.080
Février	19.095,83	647,08	101.291,66	17.229,16	553,75	89.416,66	17.580	540	75.000
Mars	19.622	654,07	102.074	17.429,62	530,74	89.333	17.510	540	72.333
Avril	20.808,30	685,83	109.375	17.400	539,58	85.166,66	17.400	542,17	72.000
Mai	22.300	744,78	116.304	17.400	538,80	67.000	17.400	560,40	72.000
Juin	23.915	803,84	129.938,46	17.400	540,83	57.166,66	17.400	563,08	72.000
Juillet	28.403	936,92	157.384,60	17.400	535,60	56.000	17.400	550	72.000
Août	24.816,66	799,56	135.791	17.400	524,61	56.000	17.400	550	72.000
Septembre	24.280,76	770,38	132.346,15	17.720,83	530	57.916,60	17.484	545,60	71.520
Octobre	23.116,15	691,53	127.769,23	17.886	530,80	58.000	17.500	547,77	66.000
Novembre	19.441,60	599,16	108.041,66	17.900	544,16	58.000	17.500	550	66.000
Décembre	17.065,38	512,20	92.769,23	17.840	546,54	58.000	17.500	543,47	63.652

	Année 1929			Année 1930			Année 1931		
	Or	Argent	Platine	Or	Argent	Platine	Or	Argent	Platine
Janvier	17.500	535,48	59.890	17.500	437,30	57.000	17.500	294,20	34.000
Février		525,20	59.000		424,79	55.375		269,58	32.660
Mars		530	59.000		409,42	52.269		287,50	29.230,77
Avril	sans	524,80	59.000	sans	414,37	45.000	sans	280,20	25.416
Mai	change-	513	57.080	change-	404	43.000	change-	276,45	25.916
Juin		498,80	57.000		339,58	43.000		271,92	34.692,30
Juillet		499,60	60.000		334,23	42.769		280,40	37.000
Août	ment.	500	60.000	ment.	340,83	38.833	ment.	275,60	37.000
Septembre		491,40	60.000		349,61	35.000		280,19	37.000
Octobre		478,33	60.000		339,07	34.000		292,60	37.000
Novembre		470,87	59.347		340,21	34.000		312,60	37.000
Décembre	17.500	464,60	57.000	17.500	315,20	34.000	17.500	297	32.400

Année 1932			
	Or	Argent	Platine
Janvier	17.500	291,87	32.000
Février		292	32.000
Mars		287,60	32.000
Avril	sans	280,57	32.000
Mai		274,79	32.000
Juin	change-	274	32.000
Juillet		269	32.000
Août	ment.	276	30.500
Septembre		280	29.000
Octobre		271,15	29.000
Novembre		267,40	28.760
Décembre	17.500	255,19	27.000

Année 1935			
	Or	Argent	Platine
Janvier	17.500	312,30	20.000
Février		312,91	20.000
Mars		332,88	19.307,69
Avril	sans	373,33	17.000
Mai		411,73	17.000
Juin	change-	399,79	17.000
Juillet		379,03	17.000
Août	ment.	370	17.500
Septembre		365,60	20.000
Octobre		365	20.000
Novembre		365	20.000
Décembre	17.500	320,60	20.000

Année 1933			
	Or	Argent	Platine
	17.500	257,60	24.600
		261	22.250
		271,60	22.000
	sans	278,40	22.000
		285,77	22.000
	change-	286,60	22.000
		275,96	22.000
	ment	267,03	22.000
		261,15	22.000
		259,80	22.000
		266,66	22.000
	17.500	273,80	22.000

Année 1936

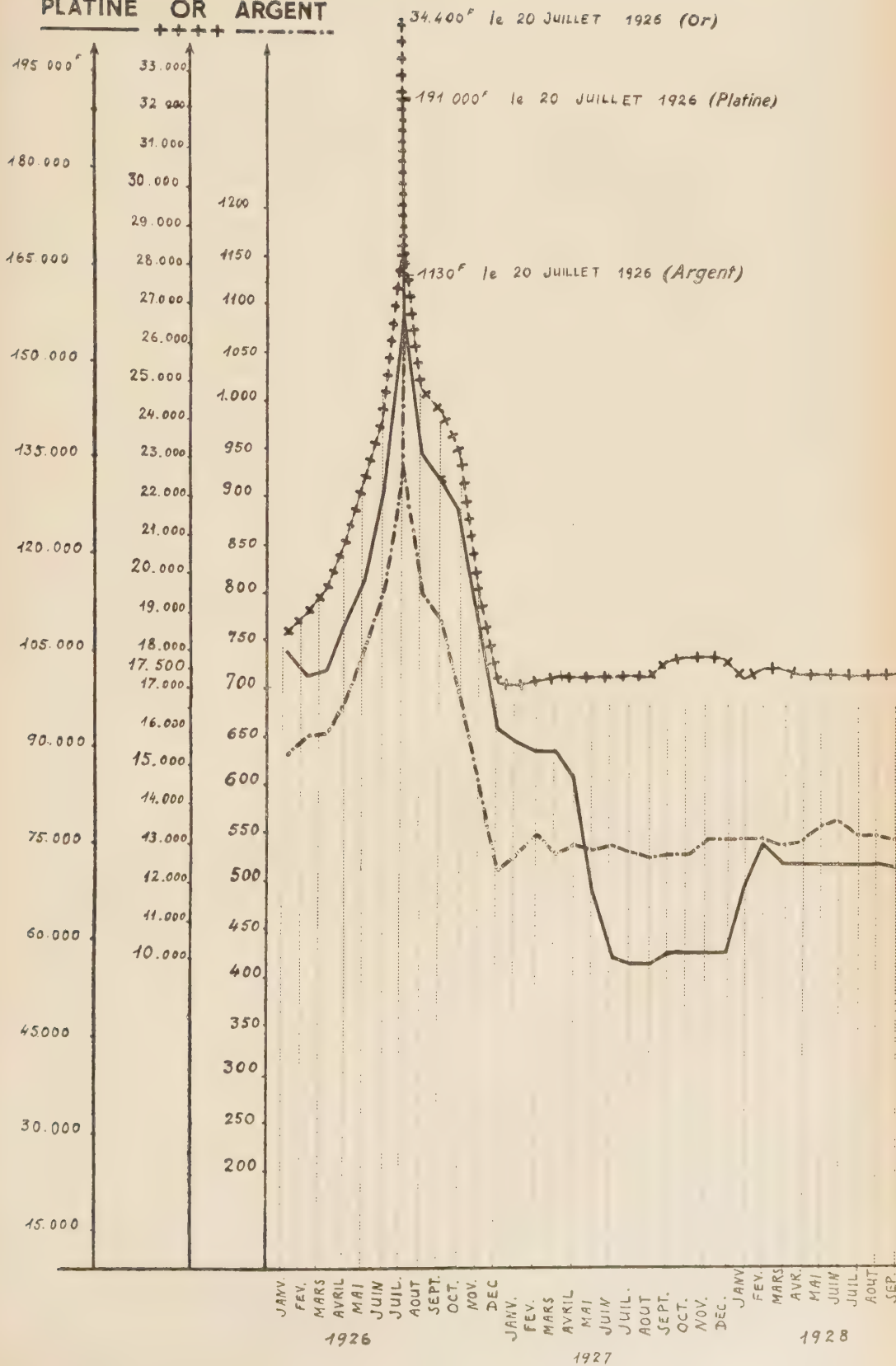
Or	Argent	Platine
17.500	264,42	20.000
17.500	259,60	20.000
"	"	18.000

COURS MAXIMA LE 20 JUILLET 1926

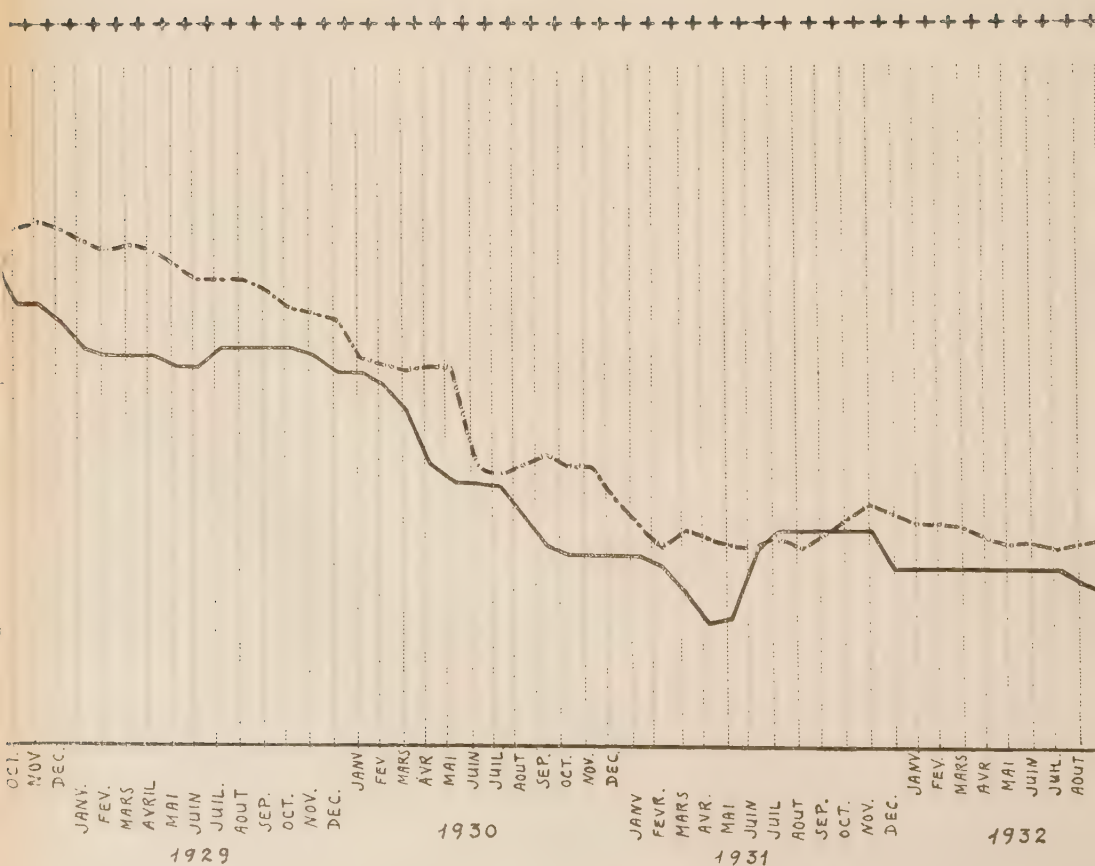
Or	34.400
Argent	1.130
Platine	191.000

Année 1934			
	Or	Argent	Platine
	17.500	273,65	22.000
		273,33	20.083,33
		275,39	20.000
	sans	271,45	20.000
		262,10	20.000
	change-	267,50	20.000
		275,19	20.000
	ment.	285	20.000
		285,60	20.000
		301,66	20.000
		312,69	20.000
	17.500	312,08	20.000

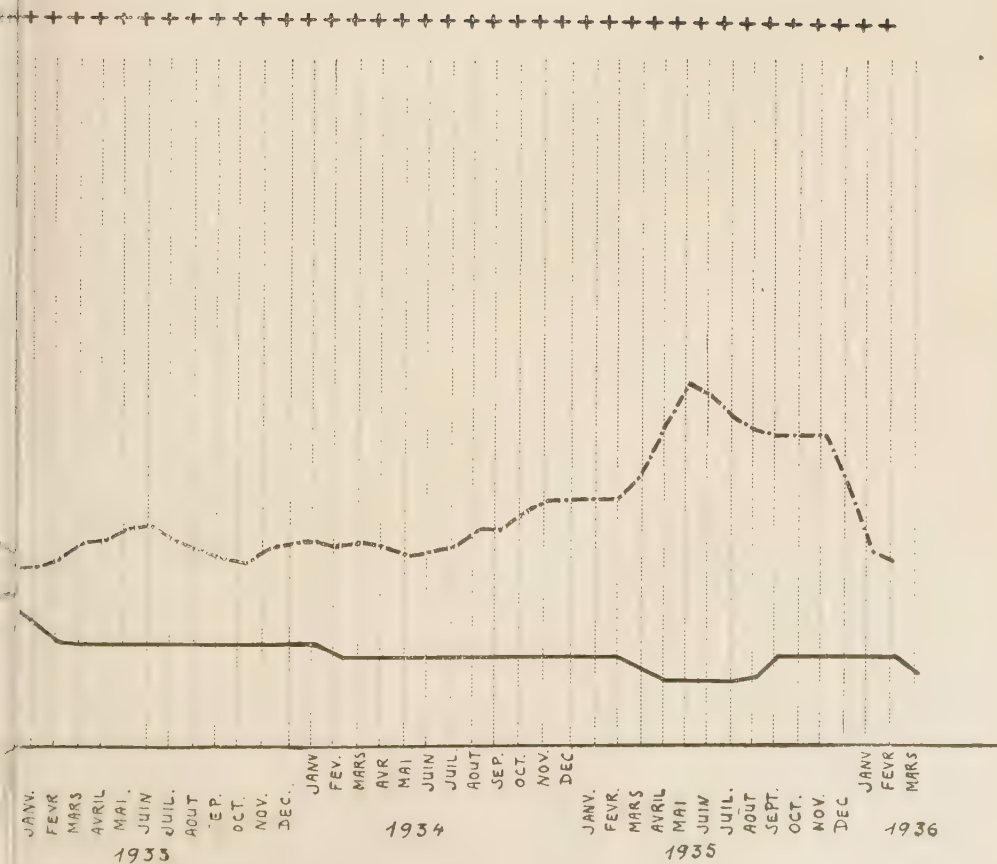
PLATINE OR ARGENT



Cours moyens mensuels de l'Or, de l'Argent et du de janvier 1926 à février



latine
ern 936



sur le platine qui demeurait à un cours très élevé, en tous cas, au-dessus de 100.000 fr. et on lui appliqua en décembre 1926 un droit nouveau de 6.750 fr. par kilogramme soit environ 7 %.

A ces différents taux, étant donnée la valeur relative des métaux précieux, personne n'eut songé à trouver excessifs les droits de garantie. Mais, du mois d'août 1926 au mois de décembre pour l'or, on note une chute verticale des cours moyens mensuels et l'or atteint même son cours minimum ce mois-là (17065,38).

Pour l'argent les cours ont également beaucoup baissé et, en décembre 1926, ce métal précieux tombe à 512 fr. 30 par kilogramme.

Ce qui ramène le pourcentage pour l'or à 13, 3 % et l'argent à 23,50 %.

Mais à partir de cette époque, l'or va bénéficier d'abord de la stabilisation de fait de la monnaie et du système du *gold bullion standard*, puis de la stabilisation de droit et du système du *gold exchange standard*. Ses cours vont se stabiliser, après quelques oscillations, en 1927-1928, à 17.500 le kilogramme (octobre 1928) ce qui met le pourcentage des droits de garantie calculés sur la base de l'or fin à 13 %¹.

Contrairement à ce qui se produisit pour l'or, les cours de l'argent et du platine continuèrent à diminuer.

Le platine parti de 191.000 fr. par kilogramme le 20 juillet ne vaut plus en valeur relative que 72.000 fr. en juillet 1928, 42.000 fr. en juillet 1930, 32.000 fr. en juillet 1932, 20.000 fr. en juillet 1934 pour atteindre son cours minimum (17.000 fr.) en juillet 1935, remonter puis rebaisser et atteindre en mars 1936, 18.000 fr.

Le diagramme que nous avons dressé² en collaboration avec M. André Abbo, ingénieur des Arts et Manufactures, établit fort bien la continuité dans la baisse de l'argent et du platine, dont les courbes sont à peu près parallèles.

1. Le pourcentage est bien plus élevé en réalité, car on doit calculer sur de l'or à 750/1000.

2. La difficulté consistait à rapprocher les trois courbes de l'or, de l'argent et du platine pour permettre de noter les différences. Il nous fallut donc prendre une ordonnée pour chacun des trois métaux considérés.

En effet, l'argent est passé successivement de 1130 fr. par kilogramme le 20 juillet 1926 à 560 fr. en juillet 1928, à 330 fr. en juillet 1930 à 260 en juillet 1932, pour remonter à 275 fr. en juillet 1934, mais baisser à nouveau par la suite et atteindre 259 fr. en février 1936.

On voit par conséquent quelle aggravation a subi l'impôt qui atteignait ces deux métaux précieux du seul fait de son immobilité. L'argent supporte désormais un droit s'élevant à 46,15 % (plus de 50 % si l'on tient compte que le droit porte sur de l'argent à 800/1000) et le platine un droit s'élevant à 37,50 % (plus de 38 % si l'on tient compte que le droit porte sur du platine à 950/1000).

C'est ainsi que l'impôt de garantie prend vraiment son caractère *somptuaire* en ce sens qu'il interdit l'achat des objets de luxe à de nombreux citoyens peu fortunés tout en limitant les capacités d'achat des classes plus aisées. L'industrie des métaux précieux en pâtit, écrasée par un taux excessif... C'est à cette situation qu'il importe de remédier rapidement.

SECTION III

SYSTÈMES PROPOSÉS

- « Il faut être ignorant comme un maître d'école
- « Pour se vanter de dire une seule parole
- « Que personne, ici-bas, n'aurait dite avant vous ...
- « C'est imiter quelqu'un que de planter des choux ».

Ainsi s'exprimait Alfred de Musset. Ces vérités sévères sont applicables au Contrôle de la garantie des matières d'or, d'argent et de platine, nous l'avons constaté à plusieurs reprises. Le système du rattachement des droits de garantie à la valeur soit monétaire soit marchande (en prenant même le système le plus avantageux pour l'Etat) a le mérite de faire reposer les droits en question sur un principe solide.

Aussi, depuis longtemps, des avis sont émis dans le sens de cette solution.

A. — *L'opinion de Gibert-Desmolières*¹.

Gibert-Desmolières, toujours lui, auquel nous devons des remarques fort judicieuses sur toute la matière de la garantie, raisonnait de la façon suivante :

« Il est étonnant que votre commission n'ait pas reconnu
« que les droits de garantie qu'elle vous propose en
« remplacement des droits de marque d'or et d'argent,
« devaient être gradués suivant les proportions subsistantes
« dans le commerce, ou réglées par une loi, entre la valeur
« de ces deux métaux. Elle a dû, cependant voir que,
« dans l'ancien état des choses (avant 1785) ces proportions
« étaient sagement observées et elle avait la preuve qu'en
« Angleterre on s'en approche autant qu'il est possible.

« Je dis que la commission avait cette preuve puisque
« page 10 du rapport — celui de Beffroy — il est dit que le
« droit de marque en Angleterre a été fixé en 1784 à 10 livres
« 12 sols 1 denier 3/19 pour une once d'argent (même poids).
« Que l'on calcule, on verra que la proportion est à peu
« près d'1 à 15 1/2 et plus. Et, en effet, en Angleterre, la
« proportion entre l'or et l'argent est comme de 1 à 15 2/10.
« Ainsi, on observe à peu près entre les droits la même
« proportion qui existe entre la valeur des deux métaux.

« Par quelle singularité votre commission propose-t-elle
« un droit de 20 fr. par 100 grammes pour l'or et 1 fr. par
« 10 grammes d'argent ? Elle établit la proportion comme
« de 1 à 20 et cette proportion ne peut ni ne doit exister :
« il faut nécessairement baisser ce droit sur l'or ou hausser
« sur l'argent parce qu'il faut observer les proportions qui
« existent entre les deux métaux.

« Quelle sera la proportion à observer ? A cet égard je m'en
« rapporterai à l'avis et aux lumières de la commission
« mais je me permettrai de lui donner mon opinion, et je
« crois que si la proportion est comme de 1 à 15 elle sera
« bonne, même forte ; qu'il est préférable de la modérer :
« car même actuellement dans le commerce la valeur des

1. 28 ventôse an V.

« deux métaux n'est pas exactement dans la proportion de 1 à 15 mais on peut l'adopter comme terme moyen ».

Et le citoyen Gibert-Desmolières terminait par cette observation très exacte : « Je dois observer au surplus qu'il est fâcheux que vous soyez obligé de fixer cette proportion pour cet objet, avant d'avoir déterminé le titre, le poids, et la valeur de vos monnaies d'or. Tout devrait être subordonné à cette disposition importante et vous commencez par les détails au lieu d'établir les principes ».

Voilà donc le système proposé par Gibert-Desmolières valable en cas de bimétallisme, et par conséquent intéressant ici, simplement pour mémoire, car il prouve l'intérêt qu'il y eut à en proportionner les droits de garantie à la valeur monétaire de l'or et de l'argent, c'est-à-dire en établissant entre les droits de garantie une proportion semblable à celle qui existait entre la valeur de l'or et la valeur de l'argent dans leurs usages monétaires.

La commission, contre l'avis de son rapporteur, avait pour tenir compte de cette opinion, ramené les droits de garantie sur l'or à 16 fr. par hectogramme, mais dans la discussion ils devaient être reportés à 20 fr.

Quant à la dernière observation de Gibert-Desmolières, nous pourrions la transporter sans difficulté à la situation actuelle. Il est regrettable, en effet, que l'on ait augmenté les droits sur l'or, sur l'argent et le platine en 1926, avant le vote de la nouvelle loi monétaire survenu seulement, comme nous le savons, en 1928.

B. — L'action de la Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris.

On se souvient des luttes homériques de la Corporation des orfèvres de Paris contre les droits de garantie sous l'Ancien Régime.

On se rappelle, l'action engagée par la Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris en 1910, 1911 et 1912, contre les prétentions du Ministre des Finances de l'époque, animé de la ferme volonté de porter

les droits de garantie sur l'or — et le platine — de 37 fr. 50 à 50 fr.

De nos jours, fidèle à son passé, la Chambre syndicale — en la personne de son Président M. Paul Ettlinger (et de son prédécesseur M. Fouquet-Lapar) et de son secrétaire général M. Lanllier — a engagé la lutte contre la nouvelle élévation des droits de garantie.

Continuant d'ailleurs les traditions, déjà séculaires, de courtoisie et de collaboration avec l'Administration de la garantie, ces Messieurs proposèrent un système pour étayer leur réclamation. Ils ne demandèrent d'ailleurs que la réduction des droits sur l'argent et le platine.

L'histoire de leurs démarches est intéressante à relever car, elle montre, après les exemples déjà fournis — vote de la loi du 19 brumaire, vote du projet de 1889-1904 — à quel point la machine parlementaire est difficile à ébranler surtout lorsqu'il s'agit d'une quelconque réduction de droits.

Voici comment la question est exposée dans le *Bulletin de la Chambre syndicale* du mois de mars 1936, par la plume autorisée de M. Lanllier :

« Notre première démarche auprès de l'Administration
« des Contributions indirectes au sujet de la diminution des
« droits de contrôle du platine et de l'argent, remonte au
« 31 janvier 1930.

« Pendant cette année 1930, les conversations et les
« échanges de vues se sont poursuivis avec l'Administra-
« tion. Celle-ci a reconnu l'exagération du taux des droits
« de contrôle du platine et de l'argent et un avant-projet
« d'article de loi a été élaboré qui permettait de fixer
« chaque année les droits de contrôle de l'argent et du pla-
« tine d'après le rapport existant entre la valeur de l'or,
« dont le tarif de contrôle serait pris pour base, et la valeur
« du platine et de l'argent.

« Le dernier paragraphe de cet avant-projet soulevait
« des objections de la part des fabricants de petits articles
« en argent, et il instituait une perception minimum de 0,10
« par ouvrage compris dans un même apport.

« La Commission du contrôle, présidée par M. Paul Ettlin-
Vigo

« ger s'occupa activement de la question et, dans un rap-
 « port de son président, proposait de substituer au minimum
 « de perception de 0,10 une indemnité de 0,01 par pièce
 « entière contrôlée pour couvrir les frais de manutention
 « et de poinçonnage. Enfin, elle ajoutait un alinéa, qui ne
 « figurait pas dans l'avant-projet, exonérant du droit de
 « garantie et de la présentation au contrôle les articles en
 « argent d'un poids inférieur à 0 gr. 5.

« Nouvelles démarches auprès de l'Administration qui
 « aboutissent, par transaction, à un accord sur le texte
 « suivant :

Article unique.

« A partir du 1^{er} avril 1931, le droit de garantie des
 « ouvrages de platine et des objets en matières d'argent
 « sera fixé chaque année, pour la période allant du 1^{er} avril
 « au 31 mars suivant, d'après le rapport existant entre la
 « valeur de l'or, dont le tarif de contrôle est pris pour
 « base et la valeur du platine et de l'argent.

« Un arrêté ministériel publié au *Journal Officiel* avant
 « le 31 mars déterminera la quotité du droit en francs entiers
 « sur la base du cours moyen des métaux précieux pendant
 « l'année précédente, comptée du 1^{er} janvier au 31 décem-
 « bre, les cours retenus étant ceux des lingots de platine à
 « 950 millièmes, d'or à 750 millièmes et d'argent à 800
 « millièmes.

« En aucun cas la perception du droit de garantie ne
 « pourra être inférieure à 0,04 par ouvrage compris dans
 « un même apport.

« Ce texte devait d'abord être inséré dans la loi de finan-
 « ces de 1931. Il ne put l'être.

« Nous avons alors demandé par lettre en date du 3 jan-
 « vier 1931 à M. Julien Durand, président de la Commis-
 « sion du commerce à la Chambre des Députés de bien vou-
 « loir proposer ce texte, sous forme d'amendement que
 « l'Administration s'engageait à appuyer. L'amendement

« fut déposé par MM. Jacquier et Julien Durand députés.
 « Il fut disjoint par la Commission des finances. Repris à
 « l'occasion d'un collectif, il fut à nouveau écarté. Déposé
 « à nouveau sous forme de proposition de loi par M. Julien
 « Durand, il fut, cette fois, voté par la Chambre, repoussé
 « par le Sénat, maintenu par la Chambre, et il devait échouer
 « définitivement devant la volonté bien arrêtée de
 « la Haute Assemblée de ne voter aucune disposition
 « susceptible d'entraîner la moindre diminution des recettes
 « budgétaires.

« J'ai gardé le souvenir de la démarche faite à cette épo-
 « que auprès de M. Abel Gardey, rapporteur général du bud-
 « get au Sénat, par M. Fouquet-Lapar et M. Paul Ettlinger.

« M. Abel Gardey nous déclara que le projet allait venir
 « en discussion devant le Sénat dans quelques minutes.
 « Il se proposait de soutenir la diminution des droits du
 « platine et de l'argent, mais à une condition, c'est que nous
 « consentions à une augmentation de 0,20 par gramme des
 « droits sur l'or. Le rapporteur général était catégorique
 « et nous ne pouvions, tout le monde le comprendra, accep-
 « ter une telle proposition.

« Le projet fut donc abandonné, et depuis lors on a tou-
 « jours opposé à notre demande de diminution des droits de
 « contrôle du platine et de l'argent, la proposition compen-
 « satrice d'augmentation des droits du contrôle de l'or,
 « laquelle est inacceptable.

« Nous avons surveillé la question, prêts à intervenir à
 « nouveau dès que nous percevrions la moindre chance
 « que d'aboutir. Nous devons d'ailleurs dire, pour être justes,
 « d'autres syndicats que le nôtre ont fait des efforts dans le
 « même but. Jusqu'ici ils n'ont pas été couronnés de succès.

« Il est également juste d'ajouter qu'à aucun moment
 « l'Administration des Contributions indirectes n'a fait
 « opposition à la diminution des droits de contrôle du platine
 « et de l'argent, mais qu'au contraire, elle a émis un avis
 « favorable au projet. La seule opposition s'est manifestée
 « irréductible, au parlement ».

Il est très regrettable de constater que la Chambre haute

n'ait pas cru devoir sanctionner l'accord intervenu entre la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie de Paris et l'Administration.

Etant donné cet accord, c'est à un système de ce genre que nous nous arrêterons¹.

C. — *Un vœu de M. Lallia.*

Dans le *Bulletin Officiel de la Chambre des métiers de la Seine* (n° de janvier 1936, p. 99) on peut lire un rapport de M. Lallia, au nom de la Commission d'Etudes et de coordination des vœux sur la proposition de vœu présentée par M. Deboullay, relative aux droits de garantie des métaux précieux.

M. Lallia n'est évidemment pas un technicien des questions concernant la Garantie des titres car il s'étend sur une influence (?) des droits de garantie sur nos exportations. On ne saurait retenir cette affirmation car les exportateurs bénéficient d'un remboursement des droits sous certaines conditions. En tous cas les chiffres qu'il cite à cet égard n'appuient pas sa théorie.

Nos exportations se sont élevées à : 22.665.000 fr. en 1923 ; 129.528.000 fr. en 1929 ; 6.945.000 fr. en 1933.

Ce qui reviendrait à dire, puisque l'élévation des droits date de 1926, qu'elle a prodigieusement accru nos exportations en 1929 ! Ce n'est pas certes, ce que M. Lallia a voulu prouver, et ses contradicteurs auraient beau jeu de démontrer que la baisse de 1933 doit être attribuée à d'autres causes.

Pour le reste de son rapport M. Lallia a émis une idée très captivante :

... « Il est souhaitable, dit-il que les taxes de contrôle et de « garantie suivent les prix des objets auxquels elles sont « appliquées.

« A cet effet, je vous propose la modification des procédés

1. Nous avons reçu de nombreux encouragements sur ce point de Paris, de Nice, de Lyon, et nous nous excusons de ne pouvoir citer tous les travaux des diverses Chambres syndicales sur ce point.

« d'assiette de la taxe de contrôle et de garantie. Celle-ci, « en effet, calculée jusqu'à présent sur la base spécifique, « devra être établie, à l'avenir, sur la valeur, sur le prix des « métaux précieux ».

Et le rapporteur propose un droit *ad valorem* de 15 % en présentant le texte suivant d'une proposition de loi :

Article premier et unique. — « L'article 505 des lois codifiées par le décret du 26 décembre 1934 est modifié comme « suit :

« Il est perçu un droit de garantie sur les objets d'or, d'argent et de platine.

« Ce droit est de 15 % de la valeur desdits métaux, calculée d'après les cours officiels.

« Il sera fixé trimestriellement sur la moyenne des cours « du trimestre précédent ».

Si l'on comprend bien, ce système de « droits *ad valorem* » se ramène, somme toute, au système plus désuet des droits spécifiques, mais avec une complication, puisqu'il faudra :

- 1° calculer les cours moyens trimestriels ;
- 2° leur appliquer le droit *ad valorem* de 15 % ;
- 3° le nouveau droit ainsi calculé sera appliqué spécifiquement (c'est-à-dire en fonction du poids) aux objets contrôlés.

On ne pourrait vraiment parler de droits *ad valorem* que si l'on calculait le droit de 15 % indépendamment du poids des objets présentés au contrôle sur leur cours, d'après la valeur déclarée par l'intéressé ou évaluée par l'administration en cas de doute. Les « droits *ad valorem* » sont générateurs de fraudes nombreuses, et c'est pourquoi on tend à les abandonner d'une manière générale, en matière douanière par exemple.

Il ne saurait être question, même en les tempérant comme le fait M. Lallia, de les admettre dans une institution aussi délicate que la Garantie des titres où la fraude n'est évitée que par un système de contrôle très sérieux.

D. — *Conclusion.*

Mauvais juge, en cela, nous avons laissé entrevoir notre décision en cours de délibéré. Il est vrai que notre conviction était faite avant le plaidoyer si intéressant de M. Lanlier, et de l'étude du système du citoyen Gibert-Desmolières, nous avons conçu, pour le monométallisme or, un système comparable à celui exposé par l'éminent secrétaire général de la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie de Paris.

En l'an VI (en tenant compte de l'observation concernant l'établissement préalable d'un rapport monétaire entre l'or et l'argent) on était en présence de deux métaux ayant, ou pouvant avoir, une valeur fixée par la loi. Il était donc très simple de leur appliquer des droits se trouvant entre eux dans le rapport de 1 à 15 1/2, par exemple, qui avait été établi, entre la valeur de l'or et celle de l'argent.

Au contraire en 1928 (car on eut dû attendre la réforme monétaire pour imposer d'une nouvelle manière, les métaux précieux), le gouvernement de M. Poincaré instaurait en France le système du monométallisme or.

Un seul métal désormais a une valeur fixe et nos tableaux et diagramme le prouvent aisément : l'or seul échappe au jeu de la loi de l'offre et de la demande. Au contraire l'argent et le platine varient sans cesse. Il était donc peu politique de les imposer au « droit fixe ».

Avec le monométallisme or nous devons donc avoir :
un étalon monétaire unique : l'or ;
un étalon des droits de garantie : les droits sur l'or ;

Les cours variant constamment en fonction de l'or, il est aisé d'établir un rapport, et une simple règle de trois donnera le montant des droits à appliquer.

Soit, Do les droits sur l'or, CO le cours de l'or, CP le cours du platine, CA le cours de l'argent, p le poids de métal précieux présenté au contrôle et X le montant des droits à payer, on aura :

$$\text{Pour l'argent } X = \frac{\text{Do} \times \text{CA} \times p}{\text{CO}}$$

Pour le platine :

$$X = \frac{Do \times CP \times p}{CO}$$

Et les calculs se simplifient parce que le quotient Do /CO est invariable (au moins tant que demeurera en vigueur le système monétaire actuel).

Mais précisément en raison des variations quotidiennes des cours des métaux soumis à la loi de l'offre et de la demande dans toute sa rigueur, on entrevoit les dangers qu'il y aurait à ne pas limiter les effets des cours dans le temps.

L'idéal serait évidemment que le prix de contrôle soit dans un certain rapport avec le cours quotidien ... Mais alors la spéculation aurait beau jeu d'attendre le jour favorable (cours minimum) pour faire contrôler les ouvrages d'argent et de platine. En effet notre tableau et notre diagramme des cours moyens mensuels donnent une idée de ce que peuvent être les variations quotidiennes. Aussi, une transaction est-elle intervenue sur ce point entre les Chambres syndicales et l'Administration et l'on a vu que ce sera le cours moyen de l'année précédente qui sera pris comme base pour l'évaluation des droits.

Nous ne pouvons pas suivre le projet sur ce point car, d'une année à l'autre, les variations sont très importantes et, c'est précisément aux baisses et aux hausses successives des métaux précieux qu'il importe d'adapter les droits.

Aussi nous estimons que les moyennes mensuelles suffiront pour l'établissement du montant des droits à percevoir. Toutefois, pour parer d'abord aux menaces de la spéculation et ensuite aux difficultés administratives nées de ce système, au lieu d'utiliser la moyenne du dernier mois écoulé, il y aura lieu d'utiliser celle du pénultième. Ainsi, la moyenne des cours de janvier servira au calcul des droits du mois de mars, celle de février, au calcul des droits d'avril, etc.

De cette façon le Ministre des Finances pourra établir les tarifs des droits en fonction des cours officiels, (par exemple les cours communiqués par la Banque de France) et les faire parvenir en temps utile aux bureaux de province et d'Algérie.

Quant à la spéculation, elle pourra difficilement jouer car, si l'on peut conserver des objets achevés et non marqués un jour ou deux sans les porter au contrôle, il est difficile de les garder par devers soi deux mois, pour bénéficier d'une moyenne avantageuse, sans risquer une forte amende !

Enfin il importe de faire fonctionner ce système nouveau des droits de garantie en fonction des observations que nous avons présentées dans notre chapitre sur les transformations industrielles. Il faut prévoir, pour l'avenir, l'application du Contrôle de la garantie à de nouveaux métaux dits précieux. Pour cela, il n'y aura qu'à remplacer dans l'équation posée ci-dessus, le cours de l'argent ou du platine, par celui des métaux précieux en général soit CM et nous aurons donc :

$$X = \frac{Do \times CM \times p}{CO}$$

Nous ferons remarquer pour terminer que les projets des Chambres syndicales et le projet Lallia ne concernent que les droits sur l'argent et le platine. Pourtant, il importerait de reviser aussi le droit sur l'or, car nous avons pu constater à quel point la matière imposable avait été tarie. Etant donné que la valeur nominale de l'or a augmenté depuis 1874, date de la dernière augmentation des droits en période de stabilité des monnaies, jusqu'en 1928 comme de 1 à 5, nous estimons que les droits de garantie sur l'or devraient, pour être équitables, subir la réduction suivante :

Au lieu de 225 fr. par hectogramme, ils devraient être ramenés à : $37,50 \times 5$ soit 187 fr. 50 par hectogramme soit une baisse de 37 fr. 50 par hectogramme.

Il est évident que sur une bague de 2 à 3 grammes la réduction serait infime, mais dans l'ensemble de la production d'un bijoutier elle procurerait un allègement intéressant.

Quant à la perception d'un droit minimum telle qu'elle est prévue par le texte transactionnel adopté par l'Administration et la Chambre syndicale de la Bijouterie, Joaillerie, Orfèvrerie, de Paris, il nous est difficile de suivre l'Administration dans cette voie.

Jusqu'à présent les textes ne la prévoyant pas, nous esti-

mons qu'une telle perception serait contraire aux intérêts des artisans et des petits fabricants nombreux dans toutes ces professions.

Voici donc le texte que nous pourrions proposer en remplacement de l'actuel article 505 du Code des Contributions indirectes à la suite de nos différentes observations :

« Il est perçu un droit de garantie sur les ouvrages en métaux précieux fabriqués ou vendus en France.

« Le droit de garantie sur les ouvrages d'or est de 187 fr. 50 par hectogramme.

« Les droits de garantie des métaux précieux autres que l'or sont fixés, chaque mois par un arrêté ministériel d'après le rapport existant entre la valeur moyenne de l'or (dont le tarif est pris pour base) au cours de ce mois et la valeur moyenne des autres métaux précieux pendant le mois considéré.

« Les cours retenus sont ceux des titres minima en usage dans la consommation intérieure¹.

« Les tarifs des droits ainsi obtenus ne sont applicables qu'à dater du premier jour du mois qui suit immédiatement celui au cours duquel ils ont pu être calculés et transmis par l'arrêté ministériel à tous les bureaux de garantie ».

1. On connaît en effet les difficultés soulevées par l'application d'un droit différent à chaque titre. Le titre minimum plus usité doit normalement servir de base.

CHAPITRE V

QUELQUES RÉFORMES DE DÉTAIL

La force et la liberté de chaque homme étant les premiers instruments de sa conservation, comment les engagera-t-il sans se nuire et sans négliger les soins qu'il se doit?

J.-J. ROUSSEAU.

Au cours de cette étude, nous avons déjà rencontré un certain nombre de réformes spéciales. Les Orfèvres modernes tiennent à prouver qu'ils s'intéressent toujours autant que par le passé au prestige de leur profession, et ils entretiennent, nous le savons, avec les héritiers des gardes de l'Orfèvrerie, les Contrôleurs de la garantie, des rapports de bonne collaboration.

Nous avons même constaté que toutes les réformes proposées ont pour but le resserrement des prescriptions en cours parce qu'il importe aujourd'hui, peut-être plus que par le passé, pour donner du relief à ces délicates professions et protéger la clientèle, d'éliminer radicalement de nombreux indésirables qui tentent de les pratiquer en marge des règlements.

Successivement quelques réformes souhaitables ont été envisagées :

a) Introduction obligatoire de témoins dans les essais à la coupelle pour régulariser l'opération ;

b) Réglementation très stricte de l'usage du poinçon *métaux divers* ou *M.D.*, ou mieux, création d'un poinçon

spécial pour les articles composés d'un métal précieux et de métaux divers.

c) Application rigoureuse du Contrôle de la garantie aux non-professionnels : la loi du 19 brumaire an VI prévoyait dans son art. 81, les fabricants et marchands de galons, tissus, broderies ou autres ouvrages en fils d'or, mais cette énumération un peu désuète, doit être remplacée par celle de tous ceux qui se livrent au commerce des métaux précieux d'une manière accessoire, des grands magasins et magasins à prix uniques, aux petites boutiques de libraires, vendant des stylos à plume en or.

d) Modernisation du tableau de la loi sur la Garantie en fonction de la codification du 26 décembre 1934.

e) Création d'un tableau des poinçons pour renseigner les acheteurs.

f) Apposition des poinçons et perception des droits d'essai et de garantie avant les enchères dans les ventes publiques.

g) Extension du régime de la Garantie des titres à tous les ouvrages de platine.

h) Idée du Contrôle des dentiers, par mesure de salubrité publique, suivant des modalités à fixer.

Nous ne pouvons rapporter dans ce travail toutes les conversations que nous avons eues avec des gens de l'art et au cours desquelles nous avons chaque fois noté des détails intéressants qui nécessiteraient chacun un chapitre.

Pour en terminer, nous allons citer quelques exemples qui prouvent à quel point, les bijoutiers honnêtes tiennent au Contrôle de la garantie qui augmente leurs rapports de confiance avec leurs clients.

i) *Netteté des poinçons*. — Il est un fait que les poinçons appliqués en France ne sont pas assez nets et que les particuliers ne peuvent pas toujours bien distinguer les symboles même à la loupe. En Angleterre, la gravure des poinçons semble avoir fait des progrès plus marqués qu'en France, et les symboles ou chiffres des poinçons anglais se lisent aisément avec des loupes très moyennes. Nous en avons examiné personnellement un certain nombre, et nous avons pu constater le bien fondé de cette observation.

Sans retomber dans les erreurs de l'Ancien Régime où les poinçons avaient atteint des proportions énormes (divers orfèvres parisiens ont mis des pièces anciennes à notre disposition) il semble donc que les poinçons français gagneraient à être plus nettement insculpés.

Ainsi pour la marque au poids qui consiste à faire varier sur un petit anneau ou sur une languette, la position de deux poinçons (le rhinocéros et la tête d'aigle pour l'or) il est souvent difficile, même à des praticiens habiles, de ne point commettre d'erreur.

De là à vouloir reconnaître le signe distinctif par bureau, il y a naturellement un effort à faire qui dépasse les aptitudes courantes, et nous avouons bien volontiers n'y être point parvenu avec une très forte loupe.

Donc pour la sécurité des acheteurs, les poinçons doivent être plus nets qu'ils ne le sont, au moins sur tous les objets où ces poinçons pourraient être insculpés sans détérioration.

j) *Alliages nouveaux*. — Pour les alliages nouvellement créés pour imiter l'or gris et le platine, l'inconel par exemple, étant données leurs propriétés spéciales, il y a lieu de protéger leurs acheteurs éventuels.

La loi prévoit pour les plaqués et doublés la nécessité d'indiquer en toutes lettres la composition du métal constitutif. Pourquoi ne pas contraindre les fabricants d'objets en alliages susceptibles de tromper l'acheteur, à indiquer en toutes lettres sur lesdits objets *inconel*, *acier chromé*, *belgica*, etc., sous peine d'une forte amende ?

Le commerce des métaux précieux, concurrencé par des procédés souvent déloyaux, reprendrait ainsi tout son crédit auprès des clients prévenus du *vrai* comme du *faux*.

Nous devons signaler toutefois qu'il faut se garder pour ces viles matières d'un excès de réglementation. Il est, en effet, arrivé une fâcheuse aventure aux fabricants de bronze.

Ils ont obtenu une décision aux termes de laquelle il était interdit d'employer le mot *bronze* même suivi du mot *imitation* pour la qualification des objets dans lequel le cuivre n'intervenait pas. Les fabricants de bronze dit *imitation* — qui est en réalité une composition de zinc — ont

alors trouvé un nouveau qualificatif pour le métal constitutif de leurs ouvrages. Ils l'appellent désormais : *fonte d'art*. Le mot a plu au public, et tandis que l'expression *bronze imitation* avilissait les objets de cette fabrication, la nouvelle expression leur donne du cachet !

Encore qu'il s'agisse en notre matière des métaux précieux opposés aux autres métaux, la découverte d'un nom mystérieux ou bien sonnante pour un alliage ordinaire, pourrait porter préjudice à notre orfèvrerie nationale.

k) *Nombre des bureaux de garantie*. — Le nombre des bureaux de garantie a constamment diminué depuis la loi du 19 brumaire an VI. On en avait prévu à cette époque 200 parce que l'on était convaincu de cette idée qu'il ne faut entraver ni le commerce ni le contrôle ; le commerce parce que l'on ne saurait multiplier les droits de contrôle par d'énormes frais de déplacements ; le contrôle, parce que normalement une pièce ne peut rester dans un atelier, achevée et non contrôlée plus de 24 heures, et qu'il est souvent matériellement impossible à un artisan d'apporter chaque fois ses objets au bureau de garantie quand il doit faire un long déplacement, d'où, le contrôle est forcément relâché, si les bureaux ne sont point près des fabricants.

D'Allarde à l'Assemblée Nationale Constituante voulait que l'on créa un poste d'essayeur public dans toutes les villes où il y avait un fabricant ou un marchand d'ouvrages d'or et d'argent.

On ne peut évidemment revenir à une pareille conception étant donné les frais considérables que cela entraînerait pour l'Etat. Mais, dans tous les centres où la fabrication est assez abondante, il y aurait intérêt à ce que l'on trouve un bureau de la garantie.

Par raison d'économie le nombre de bureaux jadis de 200 puis de 187 dès l'arrêté du 15 prairial an III n'était plus que de 47 en 1910 (en comprenant l'Algérie) puis de 26 en 1926 encore que notre territoire se soit agrandi des départements recouverts, et qu'un bureau ait été créé à Clermont en Auvergne.

Pour éviter des frais aux fabricants et artisans, peut-être

conviendrait-il d'organiser un système de *franchise postale* pour les envois au bureau de la ville la plus proche, des bijoux à contrôler.

De cette façon, la fabrication régionale ne subirait qu'une gêne réduite au temps perdu.

Il y aurait cependant là un inconvénient car, en principe, les Bijoutiers, Orfèvres, Joailliers, doivent présenter eux-mêmes les bijoux à contrôler au bureau pour qu'il soit statué en leur présence sur le titre et éventuellement sur le sort à réserver aux objets au-dessous du titre minimum.

Vu les rapports de courtoisie qui existent entre les Bijoutiers et les Contrôleurs de la garantie, il n'y a sans doute que quelques modalités administratives d'application à trouver car le système de la franchise postale est intéressant.

1) *Nombre de poinçons.* — Nous nous sommes rendu compte que le nombre des poinçons pour l'or en particulier, était très élevé, et, surtout depuis la réforme de 1919 qui a unifié les poinçons pour Paris et la province, il importe d'éviter les confusions possibles.

La matière de la garantie est complexe ; les acheteurs ne peuvent en connaître tous les détails et il convient donc de les réduire le plus possible pour leur permettre de se rendre un compte plus exact de la fidélité avec laquelle les objets qu'ils acquièrent, sont contrôlés.

Aussi paraît-il à propos de faire une recense partielle de tous les objets d'or marqués du poinçon à la *tête de cheval* (poinçon de petite garantie insculpé en province avant 1919) et de tous les objets marqués du poinçon *tête de médecin grec* (poinçon de titre insculpé soit à Paris soit en province avant le décret du 21 juin 1919).

Il est curieux de noter ici l'évolution de la réglementation depuis l'Ancien Régime. Avant la Révolution, la législation de l'argent précédait toujours celle de l'or, aujourd'hui le contraire se produit. Ainsi pour l'argent il serait utile de poursuivre l'œuvre d'unification réalisée pour l'or. Les poinçons de titres sont identiques pour Paris et les départements (sauf différent par bureau) mais il existe deux poin-

çons de petite garantie : la *tête de sanglier* pour Paris, le *crabe* pour les départements.

On pourrait supprimer la tête de sanglier car, suivant le sens dans lequel on l'examine, on risque, étant donné le peu d'étendue des poinçons, de confondre ce symbole avec la tête d'aigle.

Une recense partielle portant sur les objets marqués à la tête de sanglier permettrait cette simplification. Nous n'aurions plus désormais que :

Pour l'or : *tête d'aigle* : dans un cadre = titres ; découpée = petite garantie.

Pour le platine : *tête de chien*.

Pour l'argent : *tête de Minerve* = titres ; *crabe* = petite garantie.

Le public n'aurait plus guère à connaître pour le régime intérieur, que quatre poinçons et, en réalité trois car les poinçons de titres ne sont pas d'un usage courant ¹.

Il ne faut évidemment voir dans tout cela que de simples suggestions. Toutes nous ont été soumises par des professionnels avertis. Nous devons avouer que l'idée d'une recense nous a un peu surpris car elle est toujours une charge pour le commerce dont les objets risquent d'être détériorés soit dans le transport au bureau de la maison commune, soit au moment de l'insculpation.

Néanmoins, nous avons cru devoir la signaler car, la simplification qu'elle réaliserait serait profitable aux acheteurs, auxquels elle permettrait de se rendre mieux compte des poinçons insculpés.

On note donc toujours le même souci de satisfaire la clientèle, d'augmenter les rapports de confiance entre vendeurs et acheteurs. Basées sur la confiance comme tout ce qui a trait aux métaux précieux, comme la monnaie elle-même, l'Orfèvrerie, la Bijouterie, la Joaillerie, l'Horlogerie, ne peuvent prospérer que par la confiance accrue.

1. Nous avons eu soin de spécifier que ces poinçons ne concernaient que le régime intérieur, mais nous n'aurions garde d'oublier qu'il circule en France des objets marqués des poinçons d'importation suivants :

Pour l'or : « charançon » dans un ovale ou « hibou » dans un ovale.

Pour le platine : « le Mascaron » découpé ou « le Mascaron » dans un rectangle.

Pour l'argent : « charançon » dans un rectangle ou « cygne » dans un ovale.

CHAPITRE VI

VUES D'AVENIR

*La pierre de touche des théories, ce sont les faits.
L'erreur est dévoilée par l'impossibilité d'appli-
cation.*

BAUDIN.

Avant de conclure, il nous reste à montrer comment se comporterait notre système de droits de garantie basé sur le régime monétaire actuel de la France, en cas de dévaluation du franc. En outre, sans nous livrer à une étude de droit comparé qui nous entraînerait trop loin, nous aurons à montrer les difficultés d'application d'un régime international de la Garantie des titres.

A. — *Quid en cas de dévaluation ?*

La réponse à cette question est fort simple. Le système que nous avons proposé, à la suite de la Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris et de l'Administration, pourrait continuer à fonctionner même au cas où notre monnaie cesserait d'être rattachée à l'or.

Au lieu de prendre une base réelle il n'y aurait qu'à prendre pour base arbitraire la valeur de l'or en mars 1936, par exemple et les droits actuels, soit 225 fr. par hectogramme, ou 187 fr. 50 si l'on adopte notre point de vue. Le rapport de la valeur de l'or aux droits de garantie serait

toujours le même Do/CO , Do étant les droits de garantie actuels, et CO' la valeur actuelle de l'or prise pour base.

Quant à l'or, devenu métal précieux à valeur variable (valeur relative) il serait soumis aux règles de tous les autres métaux précieux c'est-à-dire que pour avoir son prix de contrôle à la date considérée, il suffirait de résoudre l'équation suivante :

$$X = \frac{Do \times CO' \times p}{CO} \quad (CO', \text{ cours de l'or à la date en question})$$

venant remplacer CM dans l'équation générale).

Par conséquent, si les idées dévaluatrices en honneur dans certains milieux, et défendues avec opiniâtreté par certains hommes politiques, MM. Raymond Patenôtre et Paul Reynaud, entre autres, venaient à triompher, aucun bouleversement notoire ne se produirait dans le système des droits de garantie envisagé.

B. — *Poinçon international.*

Nous ne reprendrons pas l'exposé très ancien de la loi d'évolution des internationalistes qui montre comment, insensiblement, on est passé dans l'organisation sociale de la famille, à la tribu, de la tribu à la province, de la province à la nation, et de la nation à la réglementation internationale.

Le Contrôle de la garantie des métaux précieux ne semble pas avoir échappé à cette règle : appliqué seulement sans doute par quelques moines dès l'époque mérovingienne, il devient corporatif, et régional, puis la Révolution lui donna son caractère national avec des différences dans le poinçonnage entre Paris et la province, enfin depuis 1919 l'unité est réalisée au moins pour l'or et le platine... De là à l'idée d'un contrôle international il semble qu'il n'y a plus qu'un pas à faire.

M. le Professeur Niboyet a fort bien traduit le doute qui nous envahit sur l'issue de cette évolution, dans son *Cours de législation industrielle*. Un droit uniforme pour tous les Etats aurait évidemment des avantages, mais il aurait aussi

de très grands inconvénients : des inconvénients de réalisation pratique et des inconvénients moraux.

Nous reviendrons sur les difficultés de réalisation pratique du Contrôle de la garantie.

Quant aux inconvénients moraux, les voici :

« Je ne crois pas, dit cet éminent professeur, que ce soit
« un avantage pour un pays de ne pas garder ses institutions.
« C'est presque un lieu commun de dire que le droit est
« avant tout le produit de l'histoire d'un peuple, et qu'il
« reflète toute sa conscience ...

« S'il en est ainsi, est-il donc désirable que les lois deviennent uniformes ? C'est une victoire vraiment trop chèrement achetée, puisque c'est le sacrifice de l'essentiel de nos institutions. D'ailleurs cette uniformité n'est qu'une apparence essentiellement trompeuse ... Dans les rapports internationaux, rien ne serait plus inégal qu'un régime uniforme, parce que sous cette uniformité toute d'apparence, il y aurait des pays très différents les uns des autres, quant à leur puissance économique, quant à la valeur de leur main-d'œuvre, quant à leurs matières premières. De sorte que *ce n'est pas dans l'uniformité qu'on crée l'égalité économique, c'est au contraire par des traités extrêmement nuancés et variés que l'on peut approcher de ce but, qui est de rétablir l'équilibre entre les divers pays* ».

Tout cela s'applique admirablement au Contrôle de la garantie des métaux précieux, qui est en France le fruit d'une sage évolution et qui est une institution dont tous les orfèvres honnêtes sont satisfaits malgré les réformes d'adaptation à obtenir.

D'autre part les conditions de travail en France et à l'étranger ne sont point les mêmes... le platine coûte beaucoup plus cher en France qu'en Russie soviétique ... la main-d'œuvre française est également mieux payée qu'à l'étranger... le travail français mieux fini nécessite plus de soins. Une législation internationale des titres viendrait faire perdre aux bijoux français l'avantage que leur procure la certitude de leur aloi.

Il est étonnant toutefois de voir que c'est en France que

germa l'idée d'un contrôle international des titres des matières d'or et d'argent quand les arguments d'*ordre moral* eussent dû tenir les Orfèvres, Bijoutiers et Joailliers français à l'écart de ces spéculations de l'esprit.

C'est, en effet, M. Louis Aucoc, président de la Chambre syndicale de la Bijouterie, de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris qui prit en 1900, l'initiative de convoquer un Congrès international pour l'unification des titres de l'or et de l'argent, et, dans sa lettre de convocation nous lisons :

« L'unification des titres et des procédés d'essai facilite-
« rait grandement les échanges internationaux ; elle serait
« accueillie avec une vive satisfaction par les industries des
« métaux précieux.

« L'essor et la prospérité de ces industries sont actuelle-
« ment entravées par les réglementations contradictoires,
« qui les obligent à modifier sans cesse leur fabrication pour
« répondre aux exigences multiples des divers régimes en
« vigueur dans les pays étrangers ».

C'était déjà l'aveu des difficultés insurmontables que le congrès allait rencontrer ! Néanmoins son programme était très vaste :

« 1^o Etudier les variétés de titres d'or et d'argent em-
« ployés par les industries susmentionnées dans les divers
« pays qui transforment ces métaux ; rechercher les motifs
« qui ont fait adopter la proportion de fin de chacun de
« ces alliages.

« 2^o Examiner les moyens les plus propres à faire admettre
« l'usage généralisé de titres uniformes affirmés par l'appro-
« sition de poinçons d'Etat.

« 3^o Etudier un projet de convention internationale à
« l'effet d'assurer aux poinçons de garantie de chaque
« Etat un droit de cité dans les pays étrangers, les objets
« revêtus de ces poinçons, désormais affranchis de l'épreuve
« d'un essai nouveau, étant simplement tenus d'acquitter, à
« l'entrée, les droits fiscaux dont ils pourraient être frappés.

« 4^o Etudier généralement les systèmes de contrôle et les
« procédés d'essai en usage dans les diverses contrées et
« rechercher l'unification de ces méthodes pour éviter tous
« écarts dans l'évaluation des titres.

« 5° Publier un recueil international des dispositions en vigueur sur le Contrôle et le commerce des matières d'or et d'argent dans les pays faisant partie de la convention ».

Le Congrès se déroula à Paris à l'occasion de l'exposition universelle de 1900, du 11 au 13 juin. Il réunit 84 adhérents à titre individuel, 13 adhérents à titre officiel et 4 Chambres de Commerce, représentant l'Autriche, la Belgique, les Etats-Unis, la France, la Hollande, la Russie et la Suisse.

On y entendit de remarquables rapports, entre autres, celui de M. Henin, *sur les titres de l'argent en usage dans le monde*, surtout celui très important de M. Langoulant *sur les lois qui régissent les ouvrages d'or et d'argent dans les divers pays qui transforment ces métaux en métal précieux*, où il passa en revue la législation de 21 pays différents.

Le rapport de M. Gilbert *sur les procédés d'essais en usage pour déterminer le titre des matières d'or et d'argent* est un exposé très précis de la question

Les discussions qui tiennent en 90 pages environ prouvent avec quel soin chaque membre adhérent tint à exprimer son avis ...

Mais qu'est-il advenu de tout cela ? Rien ou à peu près ! Chaque Congrès international de la Bijouterie-Orfèvrerie-Joaillerie aborde la question avec la même stérilité dans les résultats !

M. Oelschlagel, secrétaire du B.I.B.O.A.¹, nous a communiqué le compte rendu du Congrès de 1932. Nous avons sous les yeux celui du 30 août 1934. On note chaque fois un effort très méritoire pour mener à bien cette question délicate, mais chaque fois l'on rencontre des difficultés insurmontables d'application !

Le dernier congrès a enregistré relativement aux titres les *décisions* suivantes :

a) Celle sur la normalisation du titre du platine à un titre unique de 950/1000 et sur l'adoption de la marque PT comme poinçon unique des articles en platine ;

1. Bureau international de la bijouterie, orfèvrerie, argenterie (siège : La Haye).

b) celle établissant deux titres internationaux pour l'or et pour l'argent, à savoir : pour l'or 750/1000 ou 18 carats et 583/1000 ou 14 carats et pour l'argent 925/1000, titre dit *sterling* et 835/1000 titre dit *scandinave*;

c) celle concernant la tolérance.

Mais quels effets pratiques ont eu ces *décisions* à l'égard des pays qui les enregistrent ? Si l'exemple de la France est suivi partout, nous pouvons répondre : *aucun*. Et le Congrès international qui se réunira cette année, puisqu'il s'en réunit tous les deux ans, se trouvera en présence des mêmes obstacles à surmonter.

Nous ne pouvons évidemment nous astreindre à étudier tous les régimes étrangers comme le fit M. Langoulant en 1900 encore que, dans la législation des Etats nés avec le Traité de Versailles en particulier, il y ait sans doute de nombreux traits à relever. Connaissant les règles françaises du Contrôle de la garantie, voici à titre d'exemple quelques régimes étrangers :

En Angleterre, le contrôle des objets précieux est fort sévère, mais il descend à une proportion d'or que nous ne tolérons pas en France. Les six titres pour l'or sont : 916,66/1000 (22 carats) 833,33/1000 (20 carats) 750/1000 (18 carats) 625/1000 (15 carats) 500/1000 (12 carats) 375/1000 (9 carats). Les trois derniers titres ont été créés par la loi du 11 décembre 1854. Pour l'argent il existe deux titres 958/1000 et 925/1000 (titre *sterling*).

En Suisse, la loi fédérale du 20 juin 1933, sur le Contrôle de la garantie des ouvrages d'or et d'argent laisse subsister les titres en vigueur depuis la loi fédérale du 21 novembre 1892, soit pour l'or 750/1000 et 583/1000 (c'est-à-dire les titres internationaux) mais pour l'argent les deux titres 875/1000 et 800/1000 sont inférieurs aux titres internationaux.

Nous savons qu'au *Mexique* les titres ne sont pas réglementés et que le poinçon qui figure sur les bijoux ou objets d'or, d'argent ou de platine est appliqué par les bijoutiers eux-mêmes sous toutes réserves.

En Finlande, au contraire, le poinçonnage est obligatoire

mais il y a pour l'or six titres obligatoires : 976, 969, 874, 833, 764 ou 733/1000 et pour l'argent, deux titres soit 828 ou 813/1000¹.

En Roumanie, le Contrôle de la garantie était réglementé par une loi du 28 février 1906, il prévoyait 5 titres pour l'or, 900, 850, 750, 583, 500/1000 et trois titres pour l'argent, 950, 800, 750/1000. Mais ce régime est l'objet d'une revision qui est actuellement en discussion devant le parlement (mars 1936).

Au Canada, M. Joan Dirst, conseiller de la légation, a bien voulu nous confier qu'il n'existe pas de contrôle ou d'essai obligatoire pour les métaux précieux. « La loi canadienne sur le poinçonnage de l'or et de l'argent prescrit sur les objets d'or et d'argent l'apposition d'une marque de commerce et d'une marque de qualité. Cette marque de qualité établit le degré de fin de l'or en carats. Pour l'argent, les marques *argent*, *sterling*, *argent sterling*, ne peuvent être apposées que si l'article contient une portion d'argent pur supérieure à 925/1000.

« Pour les objets composés en totalité ou en partie d'argent d'une qualité inférieure à l'argent sterling, les marques doivent établir le degré de fin de l'argent en décimales : 800, 900, etc.

« Des fonctionnaires fédéraux peuvent, en tout temps, pénétrer chez les marchands et vérifier les marques apposées aux objets d'or et d'argent ».

Nous pourrions poursuivre cette énumération fort longtemps mais nous y mettrons un terme en citant un dernier régime en vigueur, celui de la *Lithuanie* (Etat d'après-guerre).

Le Contrôle de la garantie est réglé dans cet Etat par les lois des 20 avril et 8 juin 1922². Les titres sont les suivants pour les objets d'or, 980, 960, 855, 750 et 585/10000, pour ceux en argent, 990, 950, 900, 925 et 800/1000.

Le poinçonnage est fait par le producteur lui-même et le

1. Lettres de M. Nordberg, consul général (27 février 1936).

2. Lettres de M. Dauksa, attaché à la légation de Lithuanie (25 février, 20 mars et 24 mars 1936).

fabricant doit graver à côté du titre son signe particulier (monogramme). Les fabrications en or et en argent de l'intérieur du pays ne sont pas obligatoirement contrôlées par la Chambre des poids, mesures et titres. Les fabricants et les commerçants doivent annuellement s'enregistrer à ladite Chambre. Les fonctionnaires procèdent, de temps en temps, à un contrôle sur place et s'ils relèvent quoique ce soit en contradiction avec les lois, ils dressent procès-verbal et les fabrications ne répondant pas aux titres fixés par les lois, sont confisquées.

Nous remarquons donc que très rares sont les pays qui ont les mêmes titres et le même système de contrôle¹. Chacun a établi le sien suivant des modalités particulières qui souvent s'écartent beaucoup des *décisions* du dernier Congrès international de la Bijouterie, Orfèvrerie, Joaillerie.

Nous constatons aussi que, pour l'or surtout, la France est le pays du monde dont le titre minimum est le plus élevé et dont les prescriptions du contrôle sont les plus sévères. Par conséquent la sincérité des bijoux français est certainement plus réelle que celle des ouvrages d'or et d'argent de nombreux autres Etats.

Voilà donc les difficultés auxquelles les Congrès internationaux se heurtent : diversité des titres, diversité des moyens de contrôle, souvent diversité des procédés d'essai, diversité des réglementations, etc. Comment dans ce chaos parvenir à l'uniformité sans léser ceux qui, depuis si longtemps, voient leurs bijoux convoités dans le monde à cause de leur *degré de bonté*. Pourquoi laisser circuler sur le marché français des bijoux à 14 carats dont, par surcroît, on ne sera point sûr de la sincérité ?

Et puis, les industriels français sont-ils bien autorisés à tenter une réglementation internationale des titres quand, sur le plan national, ils n'ont pas encore réalisé l'uniformité ?

Depuis brumaire an VI les territoires de la France se sont

1. Cf. également un article paru dans le *Bulletin mensuel* de la Chambre syndicale des horlogers, bijoutiers, joailliers, orfèvres détaillants de Paris (numéro de février 1936), « La tenue en or des bijoux varie singulièrement d'un pays à l'autre ».

accru d'un immense empire colonial, orgueil légitime de notre nation. Or, une seule colonie — où l'on rencontre d'ailleurs un régime administratif très spécial — l'*Algérie*, est soumise depuis le décret impérial du 24 juillet 1857 à la législation de la Garantie, telle qu'elle fonctionne en France.

En outre, il existe un département français, la *Corse*, où le Contrôle de la garantie n'existe pas. Nous savons en effet qu'au terme d'un décret napoléonien du 24 avril 1811, les impôts perçus par l'administration des Contributions indirectes ont été supprimés. En conséquence, les commerçants qui expédient à destination de la Corse des ouvrages d'or et d'argent marqués des poinçons courants, sont fondés à réclamer la restitution des droits afférents à ces ouvrages, pourvu qu'ils remplissent les formalités prescrites en matière d'exportation de bijouterie (lettre de l'Administration du 20 septembre 1880)¹.

Dans le *pays de Gex* et dans la zone franche de *Haute-Savoie* il existe un régime analogue,

Nous devons signaler toutefois que le *Maroc* soumis au protectorat français a admis, par un dahir du 1^{er} octobre 1925 et un arrêt viziriel de la même date, un régime de la Garantie très semblable au régime français sous sa forme actuelle.

Mais la *Tunisie* vit, par contre, sous le régime de la multiplicité des *bas titres* (840, 750, 583 et 375/1000 pour l'or). Toutefois ils sont assez sévèrement réglementés (décret fondamental du 18 juillet 1905).

A *Madagascar* des efforts louables sont faits depuis l'arrêté du gouverneur général du 2 décembre 1923 pour y appliquer la législation de la Garantie des titres des matières d'or ; ainsi, en 1933 (arrêté du 11 mai) des agents des Contributions indirectes ont été habilités à Majunga et à Diégo pour procéder aux essais des bijoux et appliquer les poinçons réglementaires.

On sait que la bijouterie locale est particulièrement développée.

1. Victor Durand, ouvrage cité.

En *Indochine française* un projet d'institution d'un droit de garantie des ouvrages en or, en argent et en platine a été présenté à la session de 1933 du Grand Conseil de l'Indochine. Ce projet a été adopté. Mais on attend toujours (en 1936) le décret qui portera sa mise en application.

La législation prévue, s'inspire beaucoup de la législation métropolitaine — nous croyons savoir qu'elle a été rédigée par la direction de Paris —. Les dispositions principales de notre régime seront reproduites, en particulier, celles qui concernent les titres.

En *Afrique équatoriale française* l'Administration fait observer « qu'il n'existe pas d'artisans se livrant à l'industrie et au commerce des bijoux et que jusqu'à présent, le « besoin ne s'est pas fait sentir d'organiser un Contrôle « de la garantie des titres ».

Cependant l'exploitation des sables aurifères et la circulation de l'*or brut* sont réglementées (comme à Madagascar d'ailleurs).

Au *Togo* et au *Cameroun* il n'existe aucun Contrôle de la garantie.

Nous rencontrons donc presque autant de diversité dans notre système national que dans tous les systèmes étrangers réunis, surtout si l'on tient compte que le Grand-Conseil d'Indochine a émis le vœu que le poinçonnage ne soit pas obligatoire.

Il importerait peut-être avant de tenter une unification internationale des titres, de mettre un peu d'ordre dans nos affaires intérieures. Pourquoi faut-il qu'un bijou acheté à Dakar ou à Hanoï, par un étranger sur un territoire français, laisse subsister dans l'esprit de l'acquéreur des doutes sur son bon aloi ? Pourquoi faut-il que circulant dans la seule Afrique du Nord, allant de Sousse à Agadir en passant par Bône, Alger ou Tlemcen, on rencontre trois régimes différents pour le Contrôle de la garantie des métaux précieux ?

Pourquoi avant de penser au poinçon international et au titre international, n'a-t-on pas réuni un Congrès des Bijoutiers, Joailliers, Orfèvres de l'empire français, comme on réunit des Conférences impériales, où les professionnels

de la métropole, et ceux des colonies auraient pu confronter leurs idées avec celles de l'Administration ?

Il est toujours dangereux, aussi bien du point de vue économique que politique, de laisser croire, sur un territoire où flotte le drapeau français, que les liens avec la France sont très ténus. Certes, si la législation française ne peut pas s'appliquer d'un seul coup sur tous les territoires soumis à l'obédience française, si, pour certaines colonies, on se verra obligé de tenir compte des dispositions adoptées par les différents Congrès internationaux, particulièrement celles concernant le litre de 14 carats (583 /1000), ce qui est nécessaire, par dessus tout, c'est de montrer que partout où la France exerce une parcelle d'autorité, l'acheteur peut, sans crainte d'être trompé sur l'aloi, se rendre acquéreur d'un bijou.

Telle est donc la dernière réforme que nous proposerons, réforme capitale d'un système pour le moins hybride et, l'unification complète du régime français étant réalisée, peut-être pourrons-nous tourner nos regards vers l'extérieur. Les bijoutiers français s'assieront à la table des Congrès avec une puissance accrue, puisque à l'expérience de longs siècles de Contrôle de la garantie, ils ajouteront l'expérience moderne qu'ils viendront de consommer dans leurs colonies.

Alors, et alors seulement, en rattachant un à un les pays étrangers au régime français, compliqué mais sérieux et uniforme, nous pourrons laisser circuler chez nous, les bijoux des pays étrangers qui auront accepté de s'y soumettre, auxquels nous n'opposerons plus désormais que des barrières douanières !

CONCLUSION

L'œuvre d'art sous peine de cesser d'être elle-même, doit demeurer déliée de toute espèce de but pratique.

André BRETON.

Au terme de notre étude sur le Contrôle de la garantie, nous voulons exprimer un souhait : c'est que nos lecteurs veuillent bien ne pas considérer comme des lacunes, les questions que nous avons estimé ne pas pouvoir traiter.

Nous avons noté, au passage, l'intérêt qu'il y eut à nous étendre longuement sur l'importation. Le traitement que l'Administration française inflige à juste raison aux ouvrages en métaux précieux provenant de l'étranger, les précautions que notre pays est contraint d'adopter à cet égard, auraient étayé sans aucun doute nos raisonnements sur le poinçon international, et même sur notre régime intérieur.

L'importance de la réglementation de nos exportations est telle, également, qu'elle aurait nécessité plusieurs chapitres. Comme toutes les prescriptions du Contrôle de la garantie des titres, elle a son histoire et nous aurions montré, grâce à elle, le rayonnement du bijou français à l'étranger, depuis de longs siècles.

Mais, chaque question rencontrée a son passé, sa propre jurisprudence et souvent sa législation ... L'importation et l'exportation des bijoux français ne sont, qu'on le veuille ou non, que des points accessoires de la Garantie des titres dont l'ossature est essentiellement constituée par les poinçons de maître ou de garantie, par les essais, par les Corporations ou les bureaux de la Garantie.

Toutes sortes de problèmes gravitent autour de cette organisation centrale ! Ainsi nous n'avons dit des joailliers que ce qui les concerne spécialement dans le Code des Contributions indirectes, article 546 ; mais il eut été très intéressant de montrer à quel point le « Contrôle des pierres précieuses » a progressé ... comment par un véritable *bertillonnage* basé sur la différence de cristallisation des pierres on arrive facilement de nos jours à leur identification, même si elles ont été retaillées.

Mais alors, quelles limites apporter à ce travail déjà si long, où, fatalement, nous ne pouvions traiter que l'essentiel de l'institution envisagée ?

Nous avons voulu montrer, comment, par l'effet du Contrôle de la garantie, et même, par l'effet de l'intervention de l'Etat dans le Contrôle de la garantie, le bijou français a connu tant dans le pays qu'à l'étranger un légitime prestige, dû à une confiance, elle-même bien fondée. De tous temps en France, l'Etat s'est intéressé aux arts et aux sciences ... Charlemagne, Louis XIV, la Convention nationale ont donné de nombreuses marques d'intérêt aux artistes et aux savants. Si les gouvernements de la France, depuis saint Louis sont intervenus pour la sauvegarde de l'Orfèvrerie, c'est parce que l'orfèvrerie est un art savant, qu'il importait de protéger et d'encourager.

Ici, le Contrôle de la garantie des titres a réalisé la protection de l'art d'admirable façon. Les faux artistes, ceux qui veulent ouvrir de mauvais ors, de mauvais argents, de mauvais platines, encourent de graves sanctions, et l'exercice de ces délicates professions leur est interdit à la seconde récidive.

Toutefois, l'élévation du taux des droits de garantie est telle, que l'on se demande vraiment si l'Etat, après avoir protégé l'art, remplit bien actuellement encore sa mission d'encouragement. Et nous nous demandons si notre démocratie a bien suivi, sur ce terrain, l'exemple des assemblées révolutionnaires plus ou moins remplies des généreux appels

lancés par Danton et les autres, pour la gloire française, à laquelle l'art de l'orfèvrerie a si longtemps aidé.

Pour l'encouragement de l'art, notre III^e République doit comprendre qu'il faut réduire des droits grevant si lourdement l'industrie des métaux précieux ... sur ce point nous nous sommes longuement étendus.

Mais elle doit faire plus ! On parle depuis quelques années en France, de la *propagande du bijou*. De nombreux fabricants et détaillants s'étaient entendus à une certaine époque pour souscrire à un timbre spécial en vue de la création d'un fonds de propagande. L'expérience échoua. L'idée du timbre pourtant bonne, ne plut pas à beaucoup !

Une nouvelle idée récemment émise mérite d'être notée : on pourrait obtenir de l'Etat une collaboration précieuse, dans le cadre de sa mission d'encouragement. Nous avons vu que, pour être équitables, les droits de garantie sur l'or devraient être ramenés de 225 fr. à 187 fr. 50 soit une différence de 37 fr. 50 par hectogramme, somme toute très faible eu égard à la valeur marchande de l'or¹.

Au lieu de diminuer les droits sur l'or, l'Etat les laisserait au taux actuel mais, les 37 fr. 50 de supplément par hectogramme seraient rétrocédés à une commission mixte composée de membres des Chambres syndicales intéressées et de délégués de l'Administration qui prendrait toutes mesures utiles pour la propagande du bijou français, tant en France et aux Colonies qu'à l'étranger (Les droits sur le platine et sur l'argent fourniraient, bien entendu, une participation proportionnelle à celle des droits sur l'or).

De cette façon l'Etat français accomplirait un geste digne d'un passé chargé de gloire ... et la gloire paisible des artistes français dont les œuvres sont trop souvent méconnues ou détruites, mérite certainement une place de prédilection dans notre fierté nationale. 1889, 1900 évoquent des manifesta-

1. Un projet, actuellement à l'étude, accepterait même une augmentation des droits, de 0,25 par gramme à condition que cette somme soit rétrocédée pour la propagande. Cf. *France horlogère*, 1^{er} et 15 mars, 1^{er} et 15 avril 1936.

tions brillantes de l'art français, de la science française. Mais à aucune de ces deux dates on n'a vu apparaître un *style* artistique vraiment affirmé en Orfèvrerie, comme le style *Renaissance*, le *Louis XIV*, le *Louis XV*, le *Louis XVI* l'*Empire* ... la III^e République fera-t-elle époque dans cet art ? Espérons-le ... d'ailleurs, en dehors du cubisme de l'immédiat après-guerre, qui, fort heureusement n'a pas duré, un *style moderne* semble prendre corps depuis sept à huit ans par la seule volonté de nos orfèvres, et peut-être l'Exposition universelle de 1937 le verra-t-elle apparaître sous sa forme définitive :

Que l'Etat vienne donc, tant soit peu encourager cet art, jadis si brillant, et les orfèvres des temps présents pourront créer à sa propre gloire un style que l'histoire de l'Orfèvrerie gardera !

Là, comme partout, nous nous sommes efforcé de ne point innover, de demeurer dans le cadre des travaux multiples de nos prédécesseurs en ce domaine qui, tous, ont voulu collaborer, par l'explication des règles existantes, à une meilleure application du Contrôle de la garantie des titres des métaux précieux. C'est là notre seule ambition...

Notre étude aurait donc ainsi une quelconque utilité pratique, et par tant, s'éloignerait de l'art tel que le comprennent les surréalistes et leur chef de file M. André Breton. Nous ne nous sommes certes pas abandonné à une extase lyrique et nos phrases n'ont pas été dictées par les élans de notre *inconscient*. Notre sujet ne s'y prêtait point. Et d'ailleurs Musset lui-même montrait la faiblesse de la poésie jusque dans l'expression des sentiments par cette pensée :

« L'art des transports du cœur est un faible interprète

« L'art ne fait que des vers, le cœur seul est poète ».

Nous sommes resté très loin ici, peut-être à tort, de toute rhétorique, de toute recherche de style, et l'on ne retrouvera point chez nous, pour remplacer la mesure, la rime et le rythme, l'*harmonie verbale* comme dans les *Illuminations* de Rimbaud.

Nous nous en excusons, mais notre formation nous a fait plus positif. Nous voudrions avoir posé les différents problèmes comme ils devaient l'être et, quant aux solutions que nous avons pu proposer, si elles ne doivent point un jour entrer en législation, nous espérons qu'elles ne se seront point trop écartées des nécessités pratiques de l'admirable industrie française des métaux précieux ...

En un mot nous voudrions, dans l'ensemble des idées développées, n'avoir point fait du *surréalisme*.

Vu : le Doyen,
E. ALLIX.

Vu : le Président de la Thèse
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

Bibliographie

PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS ET CONSULTÉS

- AFTALION. — *Cours d'économie politique*, doctorat, 1934-1935.
— *Monnaie, prix et change*, Paris, 1935.
- ALLIX (Edgard). — *Cours de science financière*, doctorat, Paris, 1934-1935.
— *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière*, 6^e édition, 1931.
— *Les Contributions indirectes*, 2 vol.
- AUMAS (Armand). — *Or, argent, platine, garantie monnaies et médailles*, Alger, 1904.
- BAPS (Germain). — *Etudes sur l'orfèvrerie française*, Paris, 1887.
- BAUDIN. — *Cours d'histoire des doctrines économiques*, doctorat, 1934-1935.
- BEUQUE (E.). — *Dictionnaire des poinçons officiels français et étrangers anciens et modernes au XIV^e siècle à nos jours*, Paris.
- BEUQUE et FRAPSANCE. — *Dictionnaire des poinçons de maîtres-orfèvres français du XIV^e siècle à 1838*.
- BOILEAU (Etienne). — *Le livre des métiers*, à la Bibliothèque nationale, Paris, 1879, in-4°, LK 7, 12579.
- CAPDEVIELLE (Georges). — *Le régime de l'industrie des métaux précieux en France. Etude des droits de garantie des matières d'or et d'argent*, thèse, Paris, 1928.
- CARRÉ (Louis). — *Les poinçons de l'orfèvrerie*, Paris, 1928.
- de CAZENEUVE (Paul). — *La Garantie française et ses poinçons*, Alger, 1899.
- CONCHE (A.). — *Poinçons de garantie*, Rouen, 1906.
- DUBAND. — *Les ouvrages d'or et d'argent*, Besançon, 1909.
- DUCHARNE et VAILLETES. — *Manuel de l'orfèvrerie. La garantie du titre des ouvrages d'or et d'argent*, Paris, 1904.
- G. J. — *Barème établi sur le nouveau système (sic) des poids en ce qui concerne l'orfèvrerie et la bijouterie sur les prix des titres, droits de garantie et alliages des matières d'or et d'argent*, Paris, an VI.
- GONNART (René). — *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1930.
- Grande encyclopédie*, V^o essai, et V^o garantie.
- GUIBERT. — *Les orfèvres de Limoges*, 1884.
- JÈZE (Gaston). — *Cours de finances publiques*, licence 1932-1933.

- JOLLY (Pierre). — *La mystique du Corporatisme*, Paris, 1935.
- LABATUT. — *Les principes de la Garantie en matière de vente. L'éviction et les défauts cachés de la chose*, Paris.
- LACHÈZE. — *Manuel de la garantie*, Paris, 1839.
- LANLIER (J.). — *L'action de la Chambre syndicale de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie de Paris* (en préparation).
- *Les corps des orfèvres-joailliers de Paris*, Paris, 1930.
- LA ROCQUE (de). — *Service public* Paris 1934.
- LASTEYRIE (Ferdinand de). — *Histoire de l'orfèvrerie depuis les temps les plus reculés*, Paris, 1875.
- LAVISSE (Ernest). — *Histoire de France*.
- LE ROY (Pierre). — *Statuts et privilèges du corps des marchands, orfèvres et joailliers de la ville de Paris*, Paris, 1734, Bibliothèque nationale, in-4° F. 13.099.
- MALLEVILLE (André). — *Les poinçons (garantie et contrôle) en vigueur*, Rouen, 1930.
- Manuel de garantie*. « Recueil pratique à l'usage des commerçants et industriels soumis à la surveillance du Service de la Garantie », Paris, 1929.
- MIGNIE (Abbé). — *L'orfèvrerie chrétienne*, Petit-Montrouge, 1856.
- NIBOYET. — *Cours de législation industrielle*, licence 1932-1933.
- OUALID (William). — *Cours de législation industrielle*, doctorat, 1934-1935.
- PIROU (Gaëtan). — *Le Corporatisme*, Paris, 1935.
- *Les doctrines économiques en France depuis 1870*.
- *Nouveaux aspects du Corporatisme*, Paris, 1936.
- PLINE L'ANCIEN. — *Histoire naturelle*, XXXIII^e livre (traduction de M. AJASSON DE GRANDSAGNE).
- RAIBAUD (B.-L.). — *Traité de la Garantie des matières d'or et d'argent*, Paris, 1825.
- *Matières d'or et d'argent* (suite du *Traité de la Garantie*), Paris, 1838.
- *Supplément aux deux volumes du Traité de la Garantie*, Paris, 1865.
- RICHE et FOREST. — *L'art de l'essayeur*.
- Table des poinçons de Montauban*, Montauban, 1876.
- TRESCAZE. — *Dictionnaire des Contributions indirectes*, V^o Garantie.

BULLETINS ET REVUES

- Bulletin mensuel de la Chambre syndicale des horlogers, bijoutiers, joailliers, orfèvres détaillants de Paris*, février 1936.
- Bulletin officiel de la Chambre des métiers de la Seine*, janvier 1936.
- La France horlogère* (très nombreux articles).
- L'Indépendant de Paris*, 1^{er} trimestre 1930.
- Le Moniteur de l'horlogerie, bijouterie, joaillerie, orfèvrerie* (nombreux articles).

Le Réveil économique, 12 février 1936.

Revue de la Chambre syndicale de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie de Paris, mars 1936.

Revue de la Chambre syndicale parisienne de la bijouterie, l'horlogerie et des commerces qui s'y rattachent, février 1936.

Revue trimestrielle de l'Union des métaux précieux de Lyon, 4^e trimestre 1931.

RAPPORTS PARLEMENTAIRES CONSULTÉS OU CITÉS

ALLARDE (d'). — Rapport au nom des Comités des Contributions publiques et projet de décret sur la vente et fabrication des matières d'or et d'argent (Assemblée Constituante, 1791).

BARBE-MARBOIS. — Rapport sur la résolution relative à la retenue sur les matières d'or et d'argent à convertir en espèces (Conseil des Cinq Cents).

BEFFROY (L.-E.). — Rapport fait au cours d'une Commission spéciale sur la garantie des titres des ouvrages d'or et d'argent (Conseil des Cinq Cents, séance du 14 pluviôse an V).

— Réfutation de l'opinion de Gibert-Desmolières (Conseil des Cinq Cents, 27 floréal an 4).

DISLERE (Paul). — Rapport présenté au nom de la Commission extra-parlementaire chargée de préparer un projet de loi sur la garantie des matières d'or et d'argent (21 février 1893).

— Rapport supplémentaire au nom de la Commission extra-parlementaire (1898).

Exposé des motifs du projet de loi concernant la réforme de la législation sur la Garantie (6 décembre 1894).

Exposé des motifs du projet de loi concernant la réforme de la législation sur la Garantie (13 juin 1898).

GIBERT-DESMOLIÈRES. — Opinion (Conseil des Cinq Cents, 28 ventôse an V),

LOYSEL (S.). — Rapport sur une résolution relative à la perception des droits sur les matières d'or et d'argent (Conseil des Anciens, 12 brumaire an VI).

ORDINAIRE (Maurice). — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi concernant la réforme de la législation sur la Garantie (Chambre des députés, séance du 25 juin 1900).

PRIEUR (C.-A.). — Rapport fait au nom de la Commission des finances (Conseil des Cinq Cents, 15 vendémiaire an VI).

Réflexions sur l'opinion de citoyen Gibert-Desmolières (rapport non discuté).

THIBAUT (du Cantal). — Rapport et projet de décret au nom du Comité des assignats et monnaies et de législation, imprimé par ordre de la Convention nationale, (frimaire an III).

— Rapport sur la marque d'or et d'argent au nom du Comité des finances, imprimé par ordre de la Convention nationale (nivôse an III).

Table des Matières

INTRODUCTION	1
--------------------	---

LIVRE PREMIER ÉVOLUTION HISTORIQUE

CHAPITRE I. — L'ANTIQUITÉ.....	17
CHAPITRE II. — LE RÉGIME CORPORATIF	23
CHAPITRE III. — L'INTERVENTION DU POUVOIR CENTRAL.....	31
<i>Section I. — Les titres des métaux précieux sous l'Ancien Régime.</i>	35
<i>Section II. — Le poinçon de contre-marque.....</i>	39
<i>Section III. — Le poinçon de maître.....</i>	45
<i>Section IV. — Les droits de garantie.....</i>	52
<i>Section V. — Questions diverses.....</i>	60
A) Affinage et argue.....	60
B) Le registre de garantie.....	61
C) Les recenses	64
D) Conclusion sur l'Ancien Régime	66
CHAPITRE IV. — LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE.....	71
A) L'Assemblée nationale Constituante	73
B) La Convention nationale	79
C) Conclusion sur la période révolutionnaire.....	82

LIVRE II LE RÉGIME ACTUEL

CHAPITRE I. — LES TITRES.	93
CHAPITRE II. — LES ESSAIS	101
<i>Section I. — Essai au touchau.....</i>	103
A) Essai de l'or.....	104
B) Essai de l'argent.....	104
C) Essai du platine	105
D) Essai de l'inconel	105
<i>Section II. — Essai hydrostatique</i>	107

<i>Section III. — Essai par coupellation</i>	109
A) Essai du titre de l'argent	110
B) Essai du titre de l'or	111
C) Essai du titre du platine	112
<i>Section IV. — Essai par voie humide</i>	114
CHAPITRE III. — LE POINÇON DE GARANTIE	115
<i>Section I. — Les poinçons</i>	117
A) Fabrication et garde des poinçons	122
B) Pénalités contre les falsificateurs	123
<i>Section II. — Les bureaux de garantie</i>	124
<i>Section III. — Fonctionnement des bureaux de garantie</i>	127
A) Le rôle de l'essayeur	127
B) Le système de trois clés	128
C) Les recherches	130
D) Les pénalités	132
CHAPITRE IV. — LE POINÇON DE MAÎTRE	135
CHAPITRE V. — LES DROITS DE GARANTIE	139
<i>Section I. — Les droits d'essai</i>	146
<i>Section II. — Les droits de garantie proprement dits</i>	147
<i>Section III. — Rendement des droits de garantie</i>	150
CHAPITRE VI. — QUESTIONS DIVERSES	155
<i>Section I. — L'argue et l'affinage</i>	155
<i>Section II. — Le registre de garantie</i>	157
<i>Section III. — Le tableau de l'article 78 de la loi de brumaire</i> ..	162
<i>Section IV. — Les recenses</i>	164
<i>Section V. — Marchands et fabricants de plaqué</i>	166
<i>Section VI. — Les joailliers</i>	168
<i>Conclusion sur le régime actuel</i>	169

LIVRE III

NATURE JURIDIQUE

NATURE JURIDIQUE	173
------------------------	-----

LIVRE IV

RÉFORMES

RÉFORMES	189
A) Liberté des titres	190
B) Contrôle corporatif	195
C) Refonte totale	197
D) Refonte partielle	198

CHAPITRE I. — LE PROJET DE 1889-1904.....	201
CHAPITRE II. — LE MILIEU DOCTRINAL	209
A) Communisme	211
B) Profession organisée	213
CHAPITRE III. — LES TRANSFORMATIONS INDUSTRIELLES.....	217
A) Les alliages.....	219
B) Nouveaux métaux précieux.....	221
CHAPITRE IV. — QUID DES DROITS DE GARANTIE.....	225
Section I. — <i>Les compensations.</i>	228
A) Les dentiers	230
B) Le platine en dehors de la bijouterie, joaillerie, orfè-	
verrie	231
C) Les ventes publiques.....	232
Section II. — <i>Principes d'imposition</i>	234
A) La réforme monétaire de 1928.....	234
B) Valeurs respectives des différents métaux précieux	
en usage depuis 1926.....	236
Section III. — <i>Systèmes proposés</i>	238
A) L'opinion de Gibert-Desmolières.....	239
B) L'action de la Chambre syndicale de la Bijouterie,	
de la Joaillerie et de l'Orfèvrerie de Paris.....	240
C) Un vœu de M. Lallia.....	244
D) Conclusion.....	245
CHAPITRE V. — QUELQUES RÉFORMES DE DÉTAIL.....	251
Netteté des poinçons.....	252
Alliages nouveaux	253
Nombre des bureaux de garantie	254
Nombre des poinçons	255
CHAPITRE VI. — VUES D'AVENIR.....	257
A) Quid en cas de dévaluation.....	257
B) Le poinçon international	258
CONCLUSION	269
BIBLIOGRAPHIE	274
PRINCIPAUX OUVRAGES CITÉS ET CONSULTÉS.....	274
BULLETINS ET REVUES	275
RAPPORTS PARLEMENTAIRES CONSULTÉS OU CITÉS.....	276
TABLE DES MATIÈRES	277

Imp. F. BOISSEAU, Rue du Taur, 34 - TOULOUSE

